



ACCORD SUR LA CONSERVATION
DES OISEAUX D'EAU MIGRATEURS
D'AFRIQUE-EURASIE

Doc: AEWA/MOP 6.13
Point de l'ordre du jour: 14
Original: Anglais

Date: 10 septembre 2015

6^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES

9-14 novembre 2015, Bonn, Allemagne

« Concrétiser la conservation au niveau de la voie de migration »

**ANALYSE DES RAPPORTS NATIONAUX À L'AEWA
POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2012-2014**

Préparé pour le Secrétariat du PNUE/AEWA par le Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature du PNUE (PNUE-CMSC)

Introduction

Conformément à l'article V.1 c) de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA), chaque Partie prépare pour chaque session ordinaire de la Réunion des Parties (MOP) un rapport national sur son application de l'Accord et soumet ce rapport au Secrétariat de l'Accord au plus tard 120 jours avant la session de la MOP.

Par la Résolution 5.1., la 5^{ème} session de la Réunion des Parties à l'AEWA a décidé de modifier ce délai en l'étendant à 180 jours avant l'ouverture de la MOP6, afin d'avoir suffisamment de temps pour produire l'analyse et le résumé des informations fournies par les Parties contractantes, aux fins d'examen par la MOP. En conséquence, la date limite pour remettre les rapports nationaux à la 6^{ème} session de la Réunion des Parties (MOP6) était le 12 mai 2015.

Le modèle de rapport pour la période 2012-2014 a été consolidé par le Comité technique en 2012-2013 et approuvé par le Comité permanent à sa 9^{ème} réunion en septembre 2013, aux fins d'utilisation.

Les rapports nationaux à l'AEWA pour la période 2012-2014 ont été consolidés et transmis par le biais du système de rapports en ligne de la Famille CMS, qui est un outil de communication en ligne pour toute la Famille CMS. L'AEWA a ainsi été le premier traité de la Famille CMS à utiliser cet outil pour ses rapports à la MOP5. Le système de rapports en ligne de la Famille CMS a été élaboré en 2010-2011 par le Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature du PNUE (PNUE-CMSC), en étroite collaboration avec le Secrétariat du PNUE/AEWA et sous sa direction.

Le cycle de rapports à la MOP6 a été lancé par le Secrétariat le 21 janvier 2015 et les données d'accès au système de rapports en ligne ont été fournies aux Parties. Après réception de chaque rapport national, le Secrétariat a vérifié qu'il était complet et a renvoyé des demandes détaillées d'information à fournir. Une fois transmis à nouveau, les rapports nationaux étaient considérés définitifs.

La majorité des Parties ont remis leurs rapports après l'échéance fixée et le Secrétariat a continué d'accepter les communications tardives pendant encore sept jours, jusqu'au 2 juillet 2015. Après cette date, tous les rapports communiqués ont été analysés. A la date limite du 2 juillet 2015, 39 rapports nationaux, soit 55% des rapports attendus avaient été communiqués en utilisant le système de rapports en ligne. Ceci représente une baisse du taux de communication des rapports par rapport à la MOP5 (69%) et à la MOP4 (64%).

Le Secrétariat a eu recours aux services du PNUE-CMSC pour effectuer l'analyse des rapports nationaux pour la période triennale 2012-2014, conformément à une grille d'analyse précise élaborée par le Secrétariat. L'avant-projet d'analyse a été examiné et commenté par le Secrétariat. Les résultats de cette analyse ont été intégrés dans la compilation du Rapport sur la mise en œuvre du Plan stratégique de l'AEWA pour la période 2009-2017 (document AEWA/MOP 6.12).

Action requise de la Réunion des Parties

La Réunion des Parties est invitée à prendre note de l'analyse des rapports nationaux pour la période triennale 2012-2014 et à prendre en compte ses conclusions et recommandations dans le processus décisionnel.

Analyse des Rapports Nationaux pour la période triennale 2012- 2014

Analyse des Rapports Nationaux pour la période triennale 2012-2014

Préparée pour

Secrétariat PNUE/AEWA

Publié Septembre 2015

Copyright

PNUE 2015

Citation

UNEP-WCMC. 2015. Analyse des Rapports Nationaux pour la période triennale 2012-2014. UNEP-WCMC, Cambridge.



Le Centre Mondial de Suivi de la Conservation de la Nature du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP-WCMC) est le centre spécialiste du suivi de la biodiversité du Programme des Nations Unies pour l'environnement, la principale organisation intergouvernementale en matière d'environnement. Le centre opère depuis plus de 30 ans, combinant recherche scientifique et conseils pratiques au service des décideurs.

Le contenu de la présente publication peut être utilisé et reproduit librement à des fins pédagogiques et autres fins non commerciales, à condition de mentionner la source. La reproduction des figures est soumise à l'autorisation préalable des détenteurs des droits d'origine. La présente publication ne peut être ni revendue ni utilisée à quelque fin commerciale que ce soit sans l'autorisation écrite préalable du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Les demandes écrites, accompagnées d'une déclaration de l'intention et de l'étendue de la reproduction, doivent être adressées au Director, UNEP-WCMC, 219 Huntingdon Road, Cambridge, CB3 0DL, UK.

Le contenu de ce rapport ne reflète pas forcément les points de vues ou politiques du PNUE, ni celles des organisations collaboratrices ou des rédacteurs. Les appellations utilisées et la présentation des données n'impliquent aucune opinion de la part du PNUE ou des organisations collaboratrices, des auteurs ou des éditeurs quant au statut juridique d'un pays, territoire, ville ou secteur et de leurs autorités, ou au tracé de leurs frontières. La mention d'une société commerciale ou d'un produit dans ce rapport n'implique pas le soutien du PNUE.

Le Centre Mondial de Suivi de la Conservation de la Nature du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP-WCMC)

219 Huntingdon Road,
Cambridge CB3 0DL,
Royaume-Uni
Tel: +44 1223 277314
www.unep-wcmc.org

Le PNUE encourage les pratiques respectueuses de l'environnement au niveau mondial et dans ses propres activités. L'impression sur du papier issu de forêts durables et de fibres recyclées est encouragée.

TABLE DES MATIÈRES

RESUME ANALYTIQUE	I
I. INTRODUCTION	1
II. STATUT DES ESPECES NON INDIGENES.....	3
2.1 Statut des espèces non indigènes	3
2.2 Tendances des populations.....	4
2.3 Protection légale.....	8
2.4. Statut dans la Liste rouge nationale	9
III. CONSERVATION DES ESPECES	10
3.1 Mesures légales	10
3.2 Plans d'action par espèce	11
3.3 Mesures d'urgence	18
3.4 Réintroductions	20
3.5 Introductions d'espèces non indigènes	22
IV. CONSERVATION DES HABITATS	27
4.1 Inventaires des habitats	27
4.2 Conservation des Aires	27
V. GESTION DES ACTIVITES HUMAINES	34
5.1 Chasse	34
5.2 Autres activités humaines	38
VI. RECHERCHE ET SURVEILLANCE	56
VII. ÉDUCATION ET INFORMATION.....	61
VIII. MISE EN ŒUVRE	71
IX. CHANGEMENT CLIMATIQUE	78
X. GRIPPE AVIAIRE (IAHP).....	81
XI. UTILISATION DES LIGNES DIRECTRICES DE CONSERVATION DE L'AEWA	82
XII. CONCLUSION	85
XIII. RECOMMANDATIONS	92
ANNEXE.....	94

Résumé analytique

Cette analyse des rapports nationaux résume l'information fournie par les Parties à l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA) relative à leur mise en œuvre de l'Accord pendant la période triennale 2012-2014. L'analyse souligne les progrès réalisés quant aux cibles du Plan stratégique et identifie les domaines prioritaires pour lesquels des efforts et une attention particulière sont nécessaires.

Les rapports nationaux ont été soumis en utilisant le CMS Outil de rapport en ligne (ORS), développé par le PNUE-WCMC en étroite collaboration avec le Secrétariat PNUE-AEWA. La saisie automatisée des données a facilité la production d'un rapport détaillé et illustré par des graphiques; le développement d'un module analytique automatisera davantage ce processus, aidant dans l'avenir les Parties à évaluer les progrès vers l'accomplissement des objectifs du Plan stratégique. Trente-neuf rapports ont été soumis dans le format requis à l'échéance prolongée (2 juillet 2015) et ont donc été inclus dans cette analyse pour MOP6. Ceci représente un taux de soumission de 55% (39 des 71 rapports dus), une diminution comparé au taux de soumission pour le MOP5, quand 42 des 62 (69%) rapports dus avaient été soumis et pour le MOP4 quand 37 des 58 (64%) rapports dus avaient été soumis.

Basé sur l'évaluation des rapports nationaux reçus, les réponses des Parties indiquent que des progrès sont réalisés dans la mise en œuvre d'un certain nombre de cibles et indicateurs associés du Plan stratégique, mais que davantage de travail est nécessaire dans certains domaines clés. Deux cibles ont été entièrement atteintes et huit autres cibles l'ont été partiellement, ce qui indique que les Parties travaillent activement pour la conservation des oiseaux d'eau, conformément à ce qu'exige l'Accord. Les deux cibles entièrement atteintes, en se basant sur les données disponibles, concernent la recherche et les programmes de surveillance, ainsi que la sensibilisation et les programmes d'éducation (Cibles 3.3 et 4.3, respectivement). Il est aussi possible que d'autres cibles aient été partiellement ou totalement atteintes, mais ce ne peut être confirmé en raison du manque d'informations complètes, résultat d'une soumission insuffisante de rapports nationaux et d'informations incomplètes incluses dans les rapports soumis.

Malgré les efforts notables, quatre cibles demandent encore un travail considérable. Les quatre domaines pour lesquels les cibles n'ont pas été atteintes inclus : développement et mise en place des Plans d'action par espèce ; la suppression progressive de l'utilisation de la grenaille de plomb; et assurer un soutien pour la Stratégie de communication de l'AEWA ; ainsi que la mise en œuvre de la Stratégie (Cibles 1.4, 2.1, 4.1 et 4.2, respectivement). Ces domaines doivent par conséquent être considérés comme prioritaires pour l'action future. Un certain nombre d'autres recommandations prioritaires ont été identifiées pour être soumises aux Parties à l'AEWA, et sont décrites dans les paragraphes Conclusions et Recommandations de cette analyse.

En outre, cette analyse souligne qu'il est nécessaire d'aider les Parties pour la mise en œuvre de l'Accord. Une aide aux Parties est également nécessaire pour compiler l'information pour leurs rapports nationaux, et particulièrement une simplification et un allègement des informations à rapporter. Une évaluation plus poussée du questionnaire des rapports peut être requise pour s'assurer qu'il soit aisément interprétable par les Parties et qu'il amène les organismes de mise en œuvre à se concentrer sur les tâches prioritaires aidant la conservation et la gestion des espèces de l'AEWA.

I. Introduction

Les rapports nationaux sont l'un des meilleurs moyens disponibles pour évaluer le stade de mise en œuvre de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA) et pour aider à guider les décisions vers les priorités stratégiques actuelles et futures. Le présent document fournit une analyse des rapports nationaux soumis par les Parties avant la sixième Réunion des Parties à l'AEWA (MOP6) dans le contexte des objectifs fixés dans le Plan Stratégique 2009-2017, du Plan d'action de l'AEWA, et des décisions des MOP précédentes.

Le Plan stratégique 2009-2017, adopté au MOP4 en 2008, souligne le but global de l'Accord: maintenir ou rétablir les espèces les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs et leurs populations à un état de conservation favorable le long de leurs voies de migration, grâce à la mise en œuvre de cinq principaux objectifs et cibles associées pour la période s'étendant de 2009 à 2017. Les objectifs se concentrent sur *l'Etat favorable de conservation, l'Utilisation durable, l'Amélioration des connaissances, l'Amélioration de la communication et l'Amélioration de la coopération*; des cibles correspondantes et des indicateurs mesurables ont été développés pour surveiller le progrès de la mise en œuvre. Les progrès dans l'accomplissement de ces cibles, pour lesquels les rapports nationaux fournissent un moyen de vérification, sont soulignés dans tout le document.

Alors que la numérotation des sections spécifiques diffère du format du rapport national, cette analyse suit la structure générale des rapports nationaux, à l'exception des questions sur l'adhésion aux lignes directrices de conservation de l'AEWA, qui sont traitées ensemble à la fin.

Présentation des rapports en ligne

L'Outil de rapport en ligne (ORS), développé par le PNUE-WCMC en partenariat avec le Secrétariat PNUE/AEWA et remplaçant le format antérieur sur papier utilisé pour les rapports nationaux, a été approuvé par la MOP4 en 2008 et introduit en 2011. Tous les rapports nationaux pour le cycle de présentation des rapports de la MOP6 ont été soumis au moyen du format de rapport en ligne¹. Suite à la soumission des rapports nationaux, les données ont été extraites, compilées et synthétisées pour cette analyse. C'est le second cycle de présentation des rapports basé sur le format de présentation en ligne, et les Parties ont pu accéder à leurs réponses précédentes de la MOP5, de façon à rationaliser le processus de présentation des rapports. Si la remise des rapports en ligne est adoptée par la CMS et tous ses accords affiliés, il faut espérer que les questions puissent être partagées par les accords afin de réduire la charge de travail de la présentation des rapports par les Parties.

L'ORS est en cours de développement sous la Phase II du Projet ACP MEA, une initiative qui a pour but d'aider les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à honorer leur présentation de rapports aux MEA. Un groupe de nouvelles caractéristiques et des mises à jour sont ajoutées et comprennent une vitesse améliorée, un code de base solide pour permettre de poursuivre le développement et la mise en place d'un design plus intuitif pour l'utilisateur. De plus, la mise en place d'un API (interface de programmation) facilitera le processus de partage des rapports et ouvrira l'ORS pour une meilleure interopérabilité dans le futur entre les systèmes de présentations des rapports.

Vue d'ensemble du taux de soumission

L'Article V.1(c) du texte de l'AEWA demande à chaque Partie contractante de préparer un rapport national sur sa mise en œuvre de l'Accord pour chaque session ordinaire de la Réunion des Parties (MOP). La date limite de soumission des rapports nationaux pour la période triennale 2012-2014 avait été fixée au 12 mai 2015, mais les rapports soumis avant le 2 juillet 2015 ont été acceptés et inclus dans l'analyse. À cette échéance, 39 rapports ont été reçus dans le format demandé, soit environ 55% des 71 rapports devant être remis par les Parties contractantes à l'AEWA. Même si le nombre de rapports nationaux soumis est similaire depuis MOP4, le nombre de Parties contractantes a augmenté, ce qui a conduit à une diminution proportionnelle du taux de soumission. Cette évolution est illustrée dans la Figure 1.1. Tout au long de cette analyse, les pourcentages sont fournis tant à partir du nombre total de « Parties répondantes » (RP), se référant aux 39 Parties dont les rapports sont inclus dans l'analyse, qu'à

¹ Détails du format de rapport en ligne est disponible ici : www.unep-awa.org/en/documents/national-reports

partir du nombre total de « Parties contractantes » (CP), se référant aux 71 Parties qui devaient remettre leur rapport national.

Le détail des Parties ayant remis leur rapport à temps pour l'analyse, et dont les rapports n'ont pas encore été reçus sont fournis ci-dessous et dans la Figure 1.2.

Parties à l'AEWA qui ont présenté leur rapport national (au 2 juillet 2015) (39; 55% des rapports dus):

- **Afrique (14; 44% des rapports dus par les CP d'Afrique):** Algérie, Ethiopie, Ghana, Kenya, Libye, Madagascar, Mali, Maroc, Nigeria, Afrique du Sud, Soudan, Swaziland, Tunisie et Ouganda.
- **Eurasie (25; 64% des rapports dus par les CP d'Eurasie):** Albanie, Belgique, Bulgarie, Croatie, Chypre, République Tchèque, Danemark, France, Allemagne, Hongrie, Italie, Lettonie, Luxembourg, Monténégro, Pays-Bas, Norvège, République d'Estonie (nommée ci-dessous Estonie), République de Moldavie (nommée ci-dessous Moldavie), République de Slovaquie (nommée ci-dessous Slovaquie), Suède, Suisse, République Arabe Syrienne (nommée ci-dessous Syrie), Ukraine, et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et Irlande du Nord (nommée ci-dessous Royaume-Uni).

Parties à l'AEWA qui n'ont pas présenté leur rapport national (au 2 juillet 2015) (32; 45% des rapports dus): (nombre de MOP consécutives pour lesquelles le rapport national n'a pas été remis, entre parenthèses, si >1)

- **Afrique (18; 56% des rapports dus par les CP d'Afrique):** Bénin (5), Burkina Faso, Congo (2), Côte d'Ivoire, Djibouti (4), Egypte, Gabon, Gambie (5), Guinée (5), Guinée-Bissau (3), Guinée équatoriale (5), Maurice (2), Niger (5), la République Unie de Tanzanie, Sénégal, Tchad, Togo (2) et Zimbabwe.
- **Eurasie (14; 36% des rapports dus par les CP d'Eurasie):** Espagne, Finlande, Géorgie, Irlande (3), Islande, Israël, Jordanie, Liban, Lituanie, Macédoine, Monaco, Portugal (4), Roumanie et Ouzbékistan (2).

Parties à l'AEWA dont la remise d'un rapport national n'était pas requise (4) en raison de leur adhésion à l'AEWA juste avant la date limite de présentation des rapports pour la MOP6 ou pour d'autres raisons : Afrique (3): Burundi, Mauritanie et Rwanda; **Eurasie (1):** l'Union Européenne².

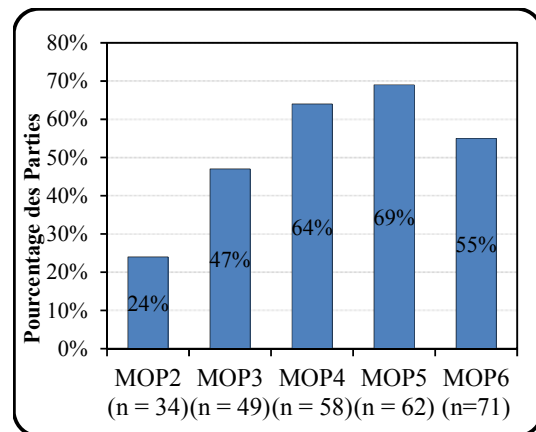


Figure 1.1. Taux national de soumission du rapport au cours du temps. À l'exception de MOP2 où aucun rapport de synthèse n'a été préparé, les valeurs représentent les rapports reçus à temps pour la synthèse compilée avant chaque MOP, sur un total de rapports dus.

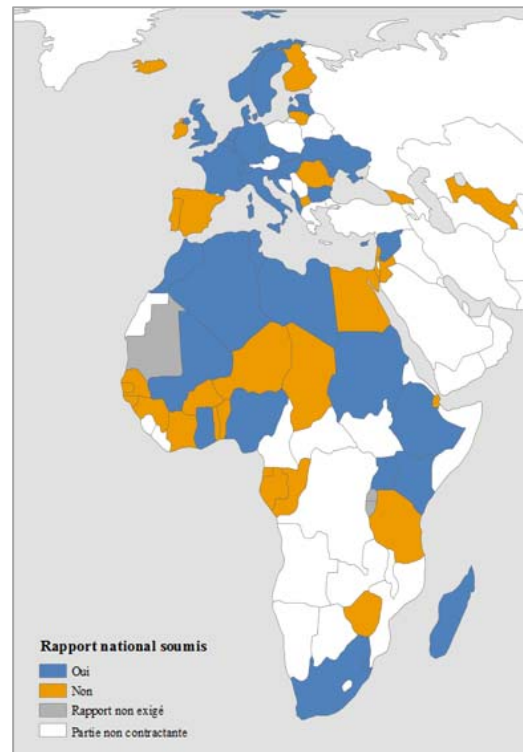


Figure 1.2. Parties à l'AEWA qui ont soumis un rapport national à MOP6 pour le 2 juillet 2015 et ont donc été inclus dans cette analyse.

² Suite à l'élaboration de rapports de chacun des Etats Membres de l'UE, le rapport de la Commission européenne n'a pas été requis au nom de l'UE.

II. Statut des espèces non indigènes

Il a été demandé aux Parties de faire un rapport sur l'état et la tendance des populations, le statut légal et le statut sur la liste rouge nationale des espèces menacées, pour les espèces introduites présentes dans leur pays. Basé sur ces informations, l'état des espèces introduites présentes dans l'aire AEWa a été analysé. Un résumé de la réponse des Parties est présenté dans les paragraphes ci-dessous. Dans le cas où des Parties ont noté la présence d'espèces particulières dans leur pays, mais n'ont pas confirmé qu'elles étaient introduites ou n'ont pas fourni de plus amples détails, ces réponses ont été exclues de l'analyse en raison du manque d'information. De même, dans le cas où des informations d'espèces indigènes ont été fournies, celles-ci ont été exclues de l'analyse.

2.1 Statut des espèces non indigènes

En premier lieu, 23 Parties (59% des RP; 32% des CP) ont répondu 'oui' à la question « Est-ce que des espèces d'oiseaux d'eau introduites sont présentes dans votre pays ? », avec 14 répondant 'non' (36% des RP; 20% des CP) et deux ne donnant pas de réponses (5% des RP; 3% des CP). Cependant, des Parties qui ont répondu 'oui', certaines n'ont pas fournis d'autres informations sur les espèces introduites, alors que certaines Parties qui avaient répondu 'non' ou n'avaient pas donné de réponses, ont fourni par la suite des données. Au total, 27 Parties (69% des RP; 38% des CP) ont indiqué que des espèces introduites d'oiseaux d'eau étaient présentes dans leur pays, 11 Parties n'ont pas d'espèces introduites d'oiseaux d'eau dans leur pays (28% des RP; 16% des CP), et une Partie (3% des RP; 1% des CP) n'a pas fourni de réponse (Tableau 1 en Annexe). Des 27 Parties qui ont indiqué la présence d'espèces introduites, 25 (64% des RP; 35% des CP) ont fourni des informations sur l'état de reproduction et des populations. Un nombre total de 272 espèces introduites a été recensé, tous pays confondus, et le nombre total d'espèces introduites reproductrices et non-reproductrices pour chacune des 25 Parties est illustré dans la Figure 2.1. Plusieurs Parties (17 au total) ont indiqué que certaines espèces avaient aussi bien des populations reproductrices que non-reproductrices/hivernantes dans leur pays ; le nombre total d'espèces individuelles introduites est indiqué dans la figure (avec n = le nombre total d'espèces uniques recensées).

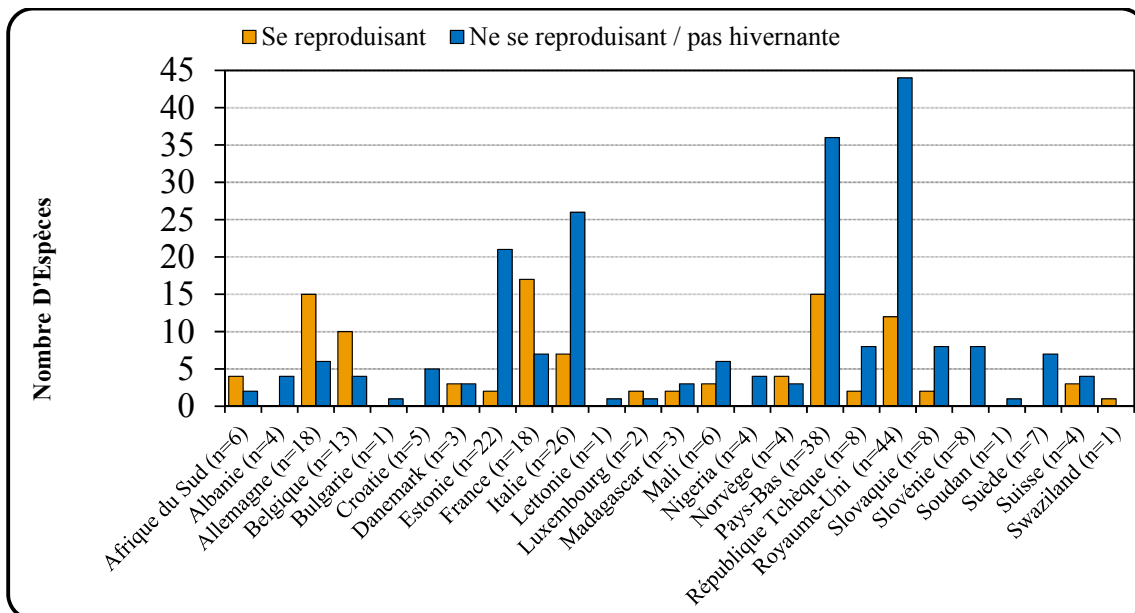


Figure 2.1. Nombre d'espèces reproductrices et non reproductrices/hivernantes non indigènes par Partie, avec le nombre total d'espèces non indigènes enregistrées par pays figurant entre parenthèses.

2.2 Tendances des populations

Espèces reproductrices

Des 17 Parties (44% des RP; 24% des CP) qui ont indiqué la présence de populations reproductrices d'espèces non natives dans leur pays, 10 Parties (26% des RP; 14% des CP) ont fourni des informations sur les tendances des populations d'une ou plusieurs espèces (Tableau 2.1). Une Partie (3% des RP; 1% des CP) a indiqué une tendance positive pour plus de 75% des espèces, tandis qu'aucune des Parties ayant présenté son rapport n'a constaté de tendances négatives pour plus de 75% des espèces. Cependant, six des Parties qui ont fourni des informations sur les tendances des populations n'ont pas renseigné cette information pour plus de 75% des espèces (Figures 2.2 et 2.3; Tableau 2 en Annexe).

Tableau 2.1. Nombre (et pourcentage) de Parties et proportion correspondante d'espèces reproductrices introduites par catégorie de tendance de population.

Proportion d'espèces montrant la tendance	Nbre de Parties	Partie
Populations en augmentation		
>75%	1 (3%)	Swaziland
51-75%	0	aucune
26-50%	0	aucune
1-25%	5 (13%)	Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni
0%	4 (10%)	Afrique du Sud, France, Mali, Norvège
Total	10	
Populations stables		
>75%	0	aucune
51-75%	0	aucune
26-50%	2 (5%)	Norvège, Pays-Bas
1-25%	0	aucune
0%	8 (21%)	Afrique du Sud, Allemagne, Belgique, France, Italie, Mali, Royaume-Uni, Swaziland
Total	10	
Populations en déclin		
>75%	0	aucune
51-75%	0	aucune
26-50%	1 (3%)	Norvège
0-25%	1 (3%)	Royaume-Uni
0%	9 (23%)	Afrique du Sud, Allemagne, Belgique, France, Italie, Mali, Pays-Bas, Royaume-Uni, Swaziland
Total	11	
Populations fluctuantes		
>75%	0	aucune
51-75%	0	aucune
26-50%	1 (3%)	Mali
1-25%	1 (3%)	Pays-Bas
0%	8 (21%)	Afrique du Sud, Allemagne, Belgique, France, Italie, Norvège, Royaume-Uni, Swaziland
Total	10	
Populations inconnues		
>75%	0	aucune
51-75%	0	aucune
26-50%	0	aucune
0-25%	2 (6%)	France, Afrique du Sud
0%	8 (21%)	Allemagne, Belgique, Italie, Mali, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Swaziland
Total	10	

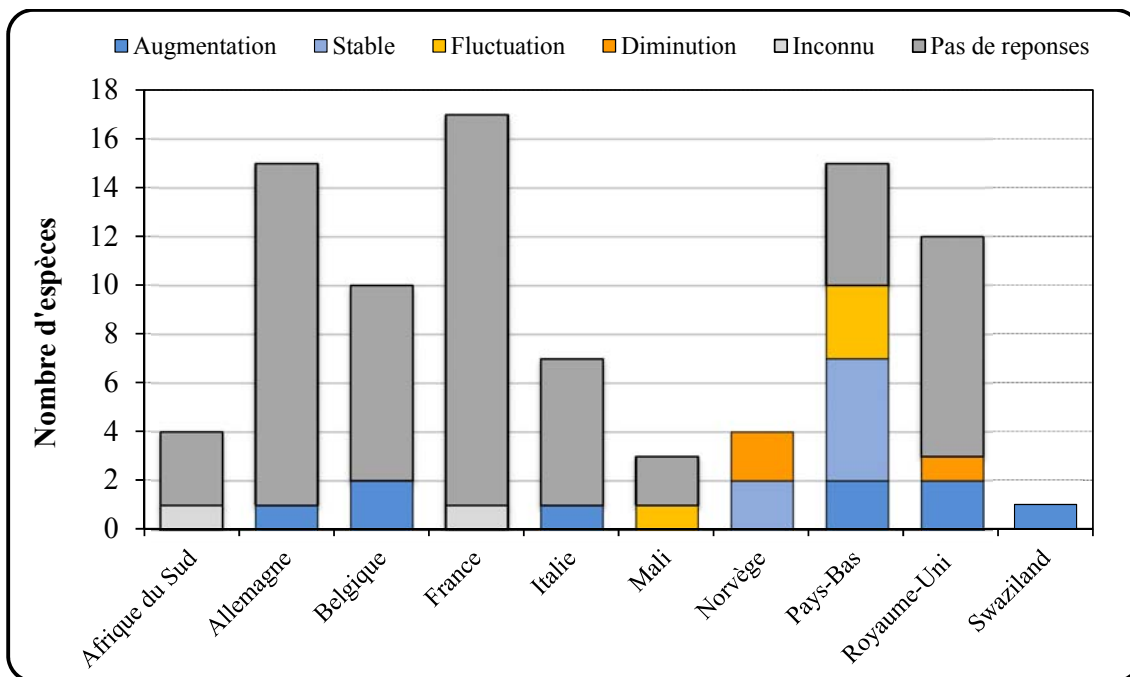


Figure 2.2. Parties ayant présenté leur rapport sur les tendances des populations reproductrices des espèces non indigènes dans leur pays.

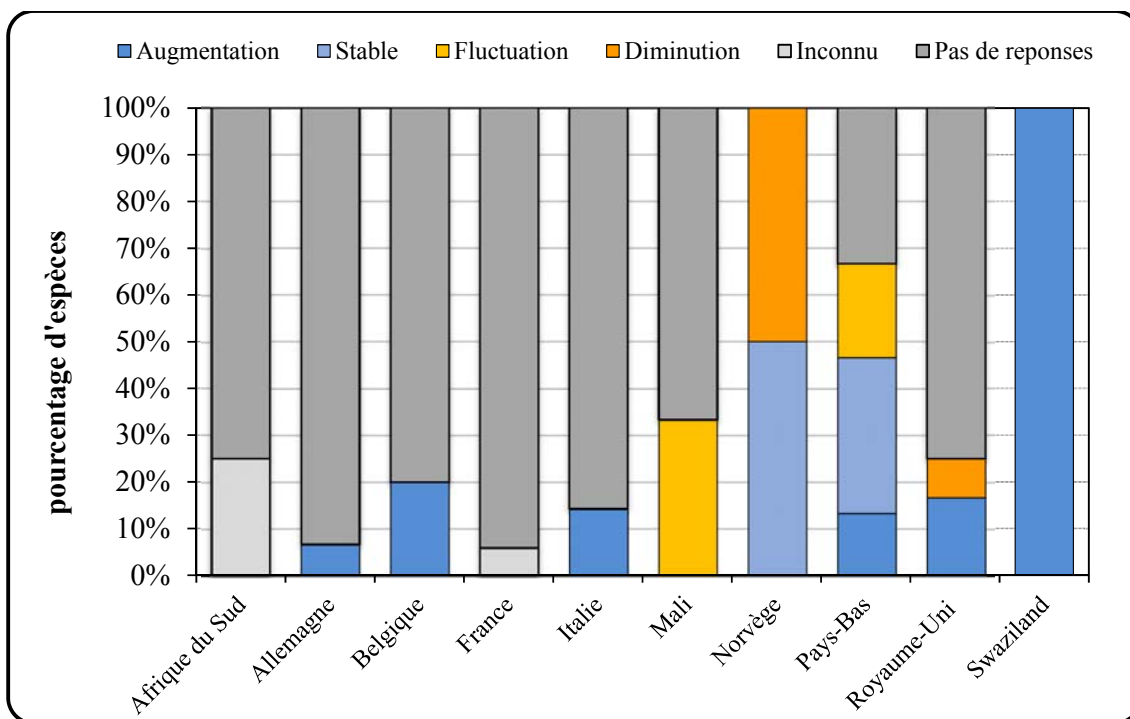


Figure 2.3. Parties ayant présenté leur rapport sur les tendances des populations reproductrices des espèces non indigènes dans leur pays.

Espèces non reproductrices/hivernantes

Des 26 Parties (67% des RP; 37% des CP) qui ont indiqué la présence d'espèces introduites non reproductrices/hivernantes dans leur pays, 12 Parties ont fourni des informations sur la tendance des populations d'au moins une espèce (Tableau 2.2). Aucune des Parties ayant présenté leur rapport n'a noté de tendance en déclin pour plus de 75% des espèces. Cependant, quatre Parties (10% des RP; 6% des CP) ont indiqué que les tendances étaient inconnues pour plus de 75% des espèces et sept Parties n'ont pas fourni cette information pour plus de 75% des espèces (Figures 2.4 et 2.5; Tableau 3 en Annexe).

Tableau 2.2. Nombre de Parties et proportion correspondante d'espèces introduites non-reproductrices/hivernantes par catégorie de tendance.

Proportion d'espèces montrant la tendance	Nbre de Parties	Partie
Populations en augmentation		
>75%	0	aucune
51-75%	0	aucune
26-50%	0	aucune
1-25%	7 (18%)	Belgique, République Tchèque, Italie, Mali, Pays-Bas, Suisse, Royaume-Uni
0%	5 (13%)	Albanie, Bulgarie, Nigeria, Slovénie, Suède
Total	12	
Populations stables		
>75%	0	aucune
51-75%	0	aucune
26-50%	0	aucune
1-25%	3 (8%)	Albanie, Italie, Mali
0%	9 (23%)	Belgique, Bulgarie, République Tchèque, Pays-Bas, Nigeria, Slovénie, Suède, Suisse, Royaume-Uni
Total	13	
Populations en déclin		
>75%	0	aucune
51-75%	0	aucune
26-50%	0	aucune
1-25%	2 (5%)	Nigeria, Royaume-Uni
0%	10 (26%)	Albanie, Belgique, Bulgarie, République Tchèque, Italie, Mali, Nigeria, Slovénie, Suède, Suisse
Total	12	
Populations fluctuantes		
>75%	0	aucune
51-75%	0	aucune
26-50%	0	aucune
0-25%	0	aucune
0%	12 (31%)	Albanie, Belgique, Bulgarie, République Tchèque, Italie, Mali, Pays-Bas, Nigeria, Slovénie, Suède, Suisse, Royaume-Uni
Total	12	
Populations inconnues		
>75%	1 (3%)	Bulgarie
51-75%	3 (8%)	Albanie, Nigeria, Slovénie
26-50%	0	Aucune
0-25%	2 (5%)	République Tchèque, Suède
0%	6 (15%)	Belgique, Italie, Mali, Pays-Bas, Suisse, Royaume-Uni
Total	12	

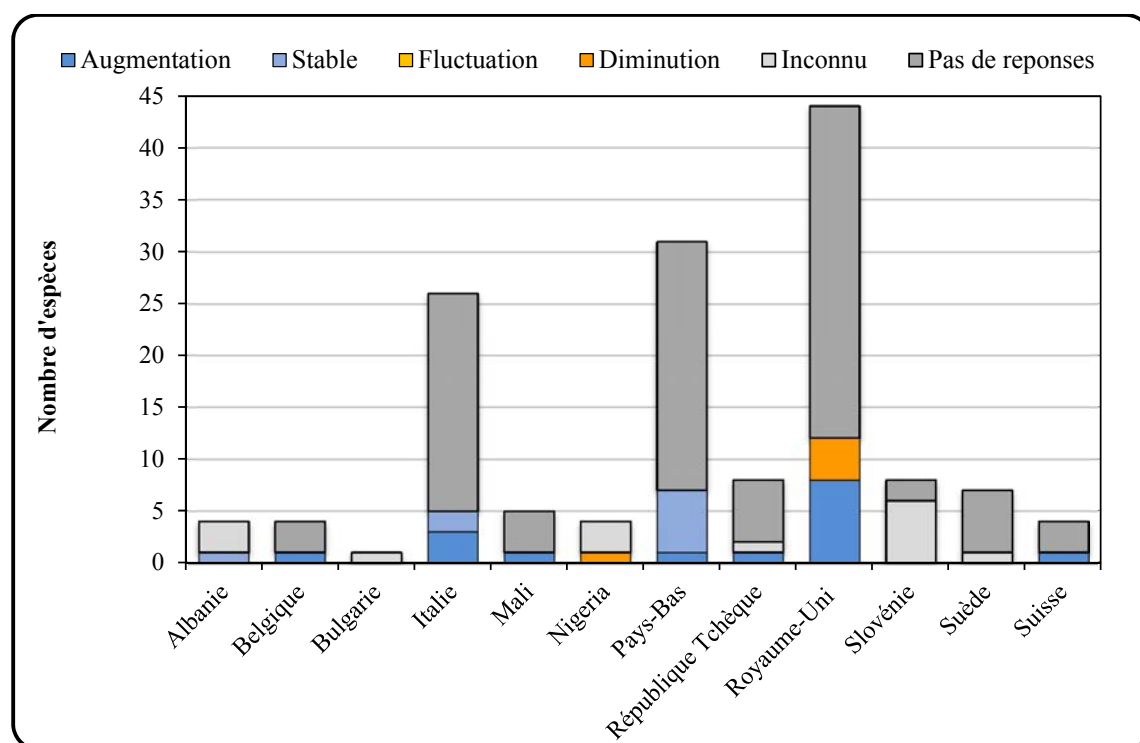


Figure 2.4. Parties ayant présenté leur rapport sur la tendance des populations non-reproductrices/hivernantes des espèces introduites dans leur pays.

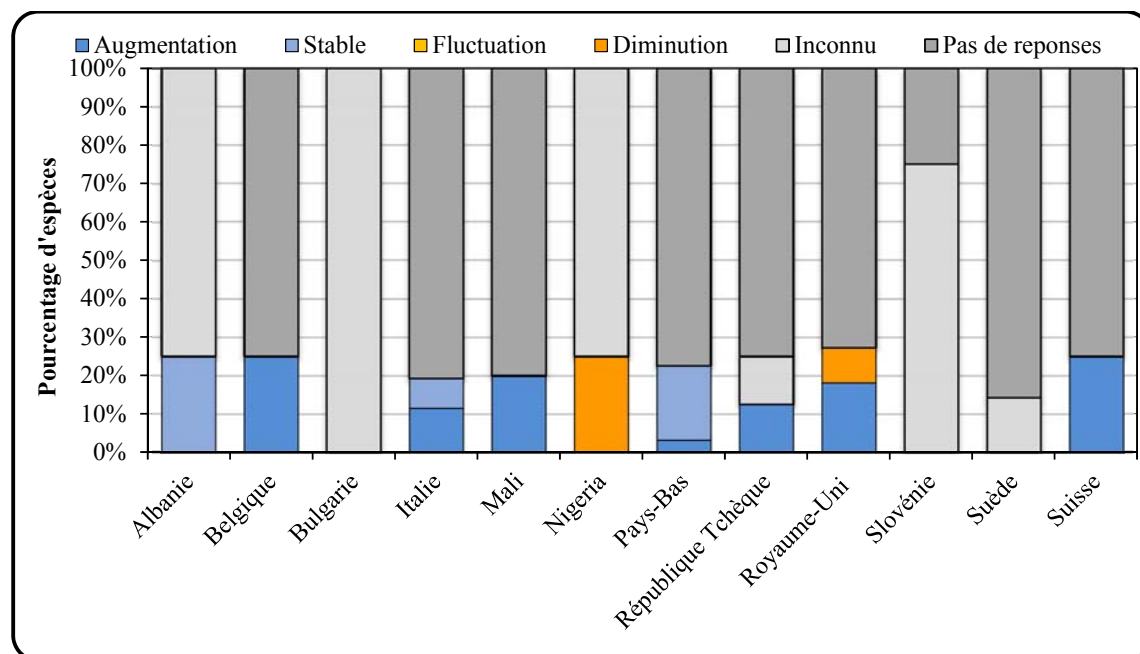


Figure 2.5. Parties ayant présenté leur rapport sur la tendance des populations non-reproductrices/hivernantes des espèces introduites dans leur pays.

2.3 Protection légale

Vingt-six Parties (67% des RP; 37% des CP) ont fourni des informations sur le statut légal des espèces non indigènes dans leur pays (Figure 2.6). Deux Parties (Bulgarie et Norvège) (5% des RP; 3% des CP) ont indiqué que 100% des espèces non indigènes confirmées présentes dans leur pays avaient un statut légal (de protection), alors que deux autres Parties ont indiqué que 100% des espèces n'avaient pas de statut légal de protection. Le statut de protection des espèces non indigènes dans les autres Parties est illustré dans la Figure 2.6 (voir Tableau 4 en Annexe).

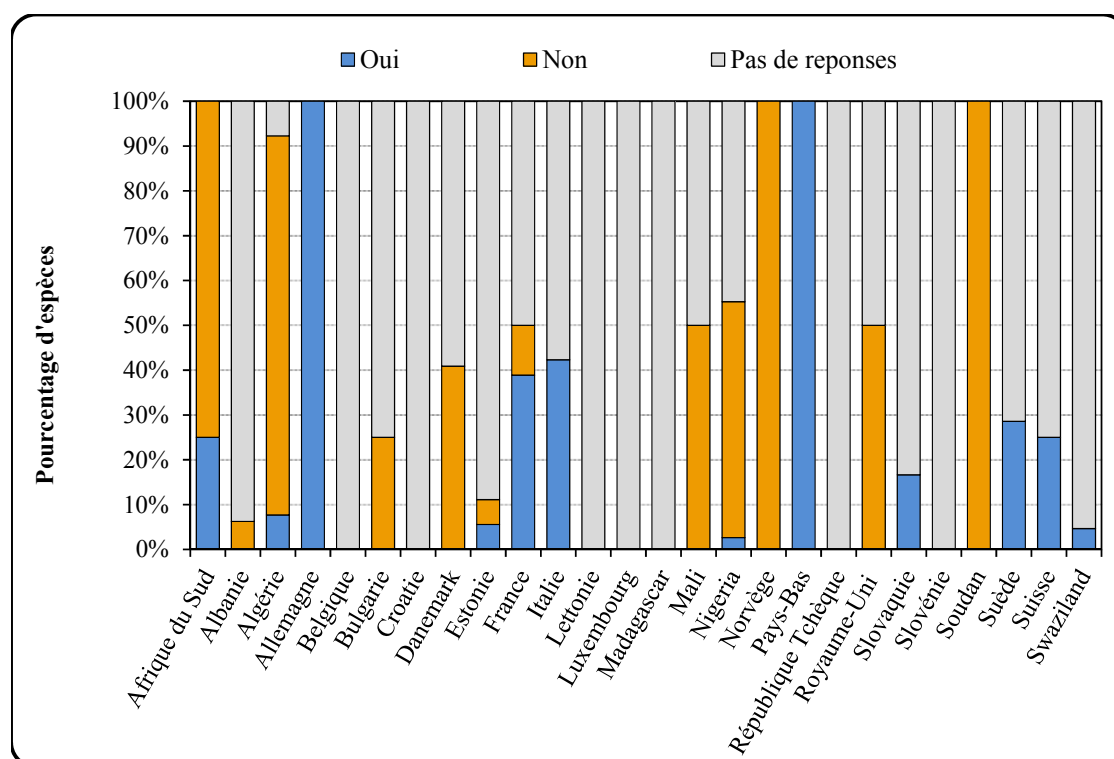


Figure 2.6. Pourcentage d'espèces non indigènes protégées

2.4. Statut dans la Liste rouge nationale

Vingt-sept Parties (69% des RP; 38% des CP) ont fourni des informations sur la classification dans la Liste rouge nationale des espèces introduites dans leur pays (Figure 2.7). Deux Parties (France et Moldavie) ont indiqué que une ou plusieurs espèces introduites avaient un statut dans la Liste rouge nationale (Figure 2.7), alors que neuf Parties ont confirmé qu'aucune des espèces introduites présentes dans leur pays n'ont de statut dans la Liste rouge nationale (Tableau 5 en Annexe). Le statut dans la Liste rouge nationale des espèces introduites dans les autres parties est illustré dans la Figure 2.7.

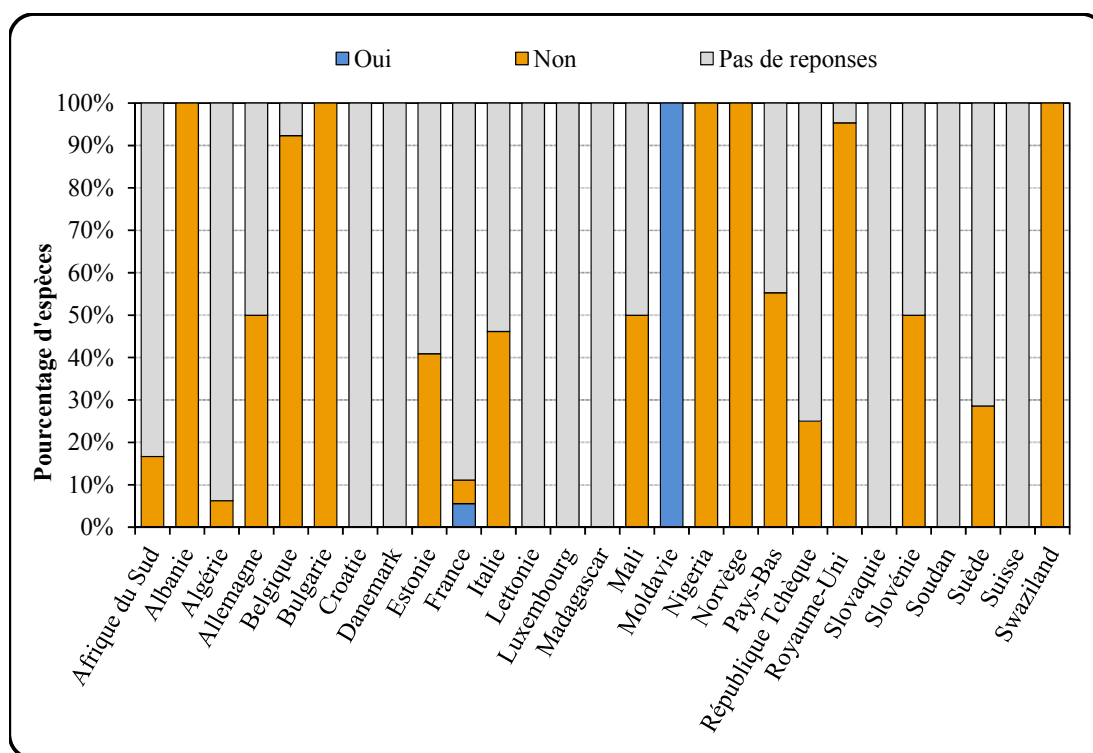


Figure 2.7. Pourcentage d'espèces non indigènes avec un statut dans la Liste rouge nationale.

III. Conservation des espèces

3.1 Mesures légales

Q1. Veuillez indiquer quels types de captures sont interdits dans votre pays.

La cible 2.3 du Plan Stratégique pour la période 2009-2017 se rapporte à des mesures pour réduire ou éliminer les méthodes de capture non sélectives (voir chapitre 5.1 sur la partie de la cible relative à la capture illégale). Dans le but d'atteindre cette cible, toutes les Parties doivent disposer d'une législation pertinente en place et entièrement appliquée. Dix-sept types de captures étaient présentés³ ainsi que la possibilité de décrire d'autres modes – bien qu'aucune Partie n'ait utilisé cette seconde option. Trente-sept Parties (95% des RP; 52% des CP) ont indiqué que certains types de capture étaient interdits dans leur pays (Figure 3.1; Tableau 6 en Annexe) indiquant un mouvement positif pour atteindre la Cible 2.3. Des 37 Parties, 24 (62% des RP; 34% des CP) ont confirmé l'interdiction des 17 types de capture, alors que 12 Parties (31% des RP, 17% of CP) interdisent au moins 11 méthodes. La Libye et l'Afrique du Sud (5% des RP; 3% des CP) ont indiqué qu'aucun type de capture n'était interdit. L'Afrique du Sud a ajouté que la législation à ce sujet était en cours de révision. Ceci indique que des progrès sont faits pour atteindre la Cible 2.3, mais que plus de travail est nécessaire pour complètement éliminer les méthodes de capture dangereuses pour les oiseaux.

Plan stratégique Cible 2.3

Des mesures destinées à réduire, et éliminer autant que possible, les prélèvements illégaux d'oiseaux d'eau, l'utilisation d'appâts empoisonnés ainsi que les méthodes de prélèvement non sélectives sont élaborées et implémentées

Indicateurs:

Toutes les PC disposent d'une législation pertinente qui est entièrement appliquée

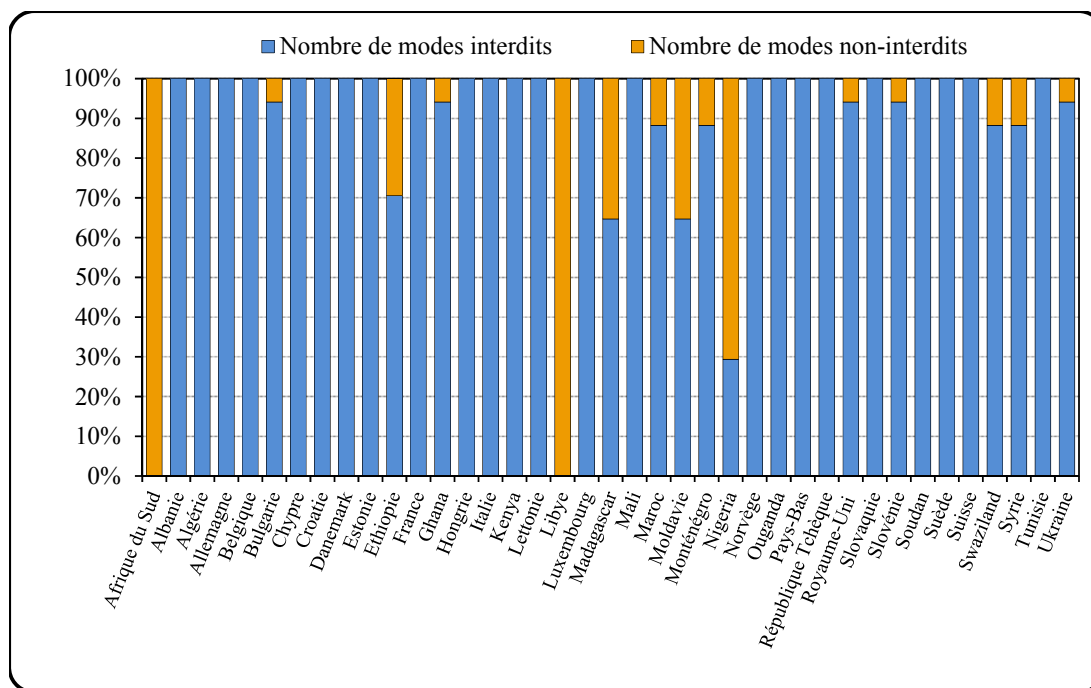


Figure 3.1. Parties présentant leurs données sur les dix-sept modes de prise interdits dans leur pays (n=17).

³ Modes interdits de prise comprennent: pièges, lignes, hameçons, oiseaux vivants qui sont aveugles ou mutilés utilisés comme appâts, magnétophones et autres appareils électroniques, dispositifs d'électrocution, sources lumineuses artificielles, miroirs et autres dispositifs éblouissants, dispositifs pour éclairer les cibles, dispositifs de visée pour le tir de nuit comprenant un amplificateur d'image électronique ou un convertisseur d'image, explosifs, filets, pièges, poison, appâts empoisonnés ou anesthésiques, armes semi-automatiques ou automatiques dont le chargeur peut contenir plus de deux cartouches de munitions, et la chasse à partir d'avion, de véhicules à moteur, ou de bateaux allant à une vitesse supérieure à 5 km/h (18 km/h sur la mer).

Q2. Votre pays a-t-il accordé des dérogations à l'une des interdictions mentionnées ci-dessus dans le but de permettre l'utilisation pour les moyens de subsistance ?

Trente-huit Parties (97% des RP; 53% des CP) ont indiqué qu'aucune dérogation aux dix-sept modes de captures interdits n'avait été accordée. Le Monténégro n'a pas donné de réponse.

Q3. Des dérogations aux interdictions prévues aux paragraphes 2.1.1 et 2.1.2 du Plan d'action de l'AEWA ont-elles été accordées?

Onze Parties (28% des RP; 16% des CP) ont indiqué avoir accordé des dérogations aux interdictions fixées aux paragraphes 2.1 et 2.1.2 du Plan d'action de l'AEWA, comme au paragraphe 2.1.3, pour au moins une espèce de l'AEWA, durant la période sur laquelle porte le rapport. Des dérogations ont été accordées pour 92 espèces de l'AEWA. Les principales raisons citées pour l'accord de ces dérogations sont : la recherche et l'éducation, les réintroductions et les activités de reproduction nécessaires à cet effet (78 espèces), suivi de la sécurité aérienne ou autres intérêts publics prioritaires (76 espèces). La prévention des dégâts aux cultures, à l'eau ou à la pêche a été avancée comme raison pour accorder des dérogations pour 37 espèces, alors 10 dérogations ont été accordées sans apporter d'autres information (Tableau 7.1 en Annexe). Vingt-cinq Parties (64% des RP; 35% des CP) ont confirmé qu'aucune dérogation n'avait été accordée, et le Monténégro, le Soudan et l'Ouganda (8% des RP; 4% des CP) n'ont pas donné de réponse.

3.2 Plans d'action par espèce

Q4. Veuillez indiquer les progrès réalisés dans la transposition des Plans d'action internationaux par espèce (PAIPE), destinés aux espèces dont les populations figurent à la Colonne A du Tableau 1, développés ou reconnus par l'AEWA, en des Plans d'action nationaux par espèce (PANPE).

Il a été demandé aux Parties d'indiquer les progrès réalisés dans la transposition des Plans d'action internationaux par espèce (PAIPE) en Plans d'action nationaux par espèce (PANPE). Au total, 21 espèces⁴ sont concernées pour les 39 Parties ayant présenté leur rapport. Sur la base des PAIPE, les Parties concernées sont encouragées à développer des Plans d'action nationaux par espèce (PANPE). Les PAIPE concernent l'ensemble des 39 Parties ayant présenté leur rapport (55% des CP), correspondant à un total de 236 PANPE potentiels (Tableau 3.2). De ceux-ci, 20 PANPE (9%) sont en place et sont mis en œuvre par 12 Parties (31% de RP; 17% de CP), tandis que 15 Parties (38% des RP; 21% des CP) ont indiqué que le processus de développement d'un total de 18 PANPE est en cours (8%). La Bulgarie et l'Italie (5% des RP; 3% des CP) ont chacune indiqué avoir mis en place un PANPE mais que celui-ci n'est pas correctement appliqué. La Bulgarie a indiqué que le PANPE pour *Oxyura leucocephala* avait été adopté en mai 2014 par le Ministère de l'Environnement et de l'Eau, tandis que l'Italie a indiqué que seules quelques actions isolées étaient mises en place à l'échelle locale, sans coordination nationale. Des 21 espèces avec des PAIPE, seulement 13 espèces ont été recensées comme ayant un PANPE correspondant, en place ou en cours de développement (Tableau 3.3). La Figure 3.2 décrit les raisons invoquées par les Parties pour l'absence de mise en place ou la non-existence des PANPE à appliquer (Table 7.2 en Annexe fournit les réponses des ressources de chaque Partie pour chaque PANPE).

Il a été confirmé qu'un total de 42 PANPE sont en place ou en cours de développement, comparé aux 194 PANPE qui ne sont actuellement pas encore en place (Tableau 3.2), ce qui indique qu'un travail considérable est nécessaire pour s'assurer que les PANPE soient développés et mis en œuvre efficacement afin de protéger les espèces globalement menacées et atteindre la Cible 1.4.

Plan stratégique Cible 1.4
Des Plans d'action par espèce (SSAP) sont élaborés et mis en œuvre pour les espèces les plus menacées énumérées dans la catégorie 1 et les catégories 2 et 3 marquées d'un astérisque (colonne A du tableau 1)
Indicateur:
Les SSAP en place sont concrètement mises en œuvre pour toutes les espèces globalement menacées et les espèces marquées d'un astérisque

⁴ Espèces avec PANPE pour les Parties qui ont soumis un rapport *Anser albifrons flavirostris*, *Anser brachyrhynchus*, *Anser erythropus*, *Ardeola idae*, *Aythya nyroca*, *Balaeniceps rex*, *Branta bernicla hrota*, *Branta ruficollis*, *Crex crex*, *Cygnus columbianus bewickii*, *Egretta vinaceigula*, *Gallinago media*, *Geronticus eremita*, *Galareola nordmanni*, *Limosa limosa*, *Oxyura leucocephala*, *Oxyura maccoa*, *Phoeniconaias minor*, *Platalea leucorodia*, *Sarothrura ayresii* et *Vanellus gregarius*.

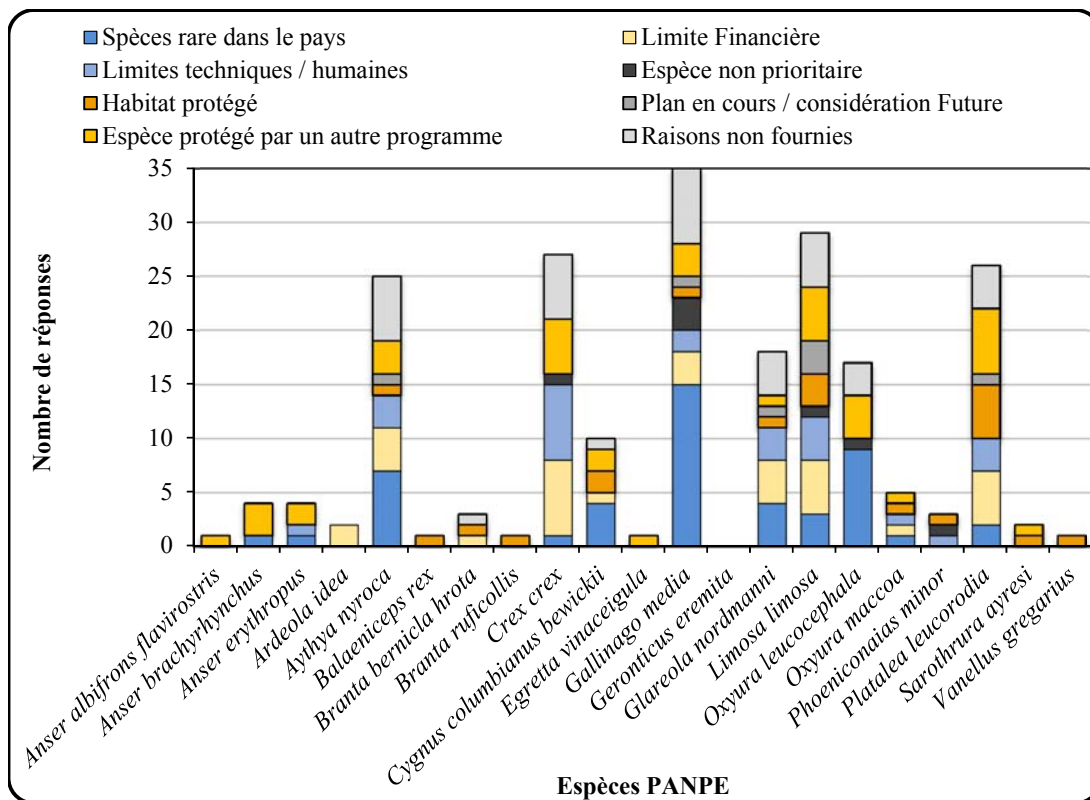


Figure 3.2 Réponses des Parties concernant la non-application ou la non-existence d'un PANPE.

Tableau 3.2. Nombre de PANPE à chaque stade de développement, tel qu'indiqué par les Parties.

Partie	Nbre. total PAIPE applicable	PANPE en place et mis en œuvre	PANPE en place mais non mis en œuvre	PANPE en développeme nt	Total PANPE en place/ en développement	Nbre. espèces sans PANPE
Afrique du Sud	7	-	-	-	0	7
Albanie	5	-	-	-	0	5
Algérie	6	-	-	-	0	6
Allemagne	9	-	-	1	1	8
Belgique	8	-	-	1	1	7
Bulgarie	9	1	1	2	4	5
Chypre	5	-	-	-	0	5
Croatie	5	-	-	-	0	5
Danemark	7	2	-	-	2	5
Estonie	5	3	-	2	5	0
Ethiopie	9	-	-	-	0	9
France	10	1	-	-	1	9
Ghana	3	-	-	-	0	3
Hongrie	9	3	-	-	3	6
Italie	6	-	1	-	1	5
Kenya	8	1	-	1	2	6
Lettonie	5	-	-	-	0	5
Libye	4	-	-	-	0	4
Luxembourg	2	-	-	1	1	1
Madagascar	1	1	-	-	1	0
Mali	4	-	-	-	-	4 [^]
Maroc	7	-	-	1	1	6 [^]
Moldavie	6	-	-	1	1	5 [^]
Monténégro	5	-	-	-	0	5
Nigeria	4	-	-	-	0	4
Norvège	7	3	-	-	3	4
Ouganda	7	-	-	1	1	6
Pays-Bas	9	-	-	-	0	9
République Tchèque	5	-	-	-	0	5
Royaume-Uni	8	-	-	-	0	8 [^]
Slovaquie	5	1	-	1	2	3
Slovénie	4	2	-	-	2	2
Soudan	7	-	-	1	1	6
Suède	6	1	-	1	2	4
Suisse	4	1	-	-	1	3
Swaziland	1	-	-	1	1	0
Syrie	9	-	-	3	3	6
Tunisie	6	-	-	-	0	6
Ukraine	9	-	-	2	2	7
Total:	236	20	2	20	42	194

[^] Dans le cas où aucune réponse n'a été fournie, on a supposé qu'aucun PANPE n'a été développé ou mis en œuvre.

Table 3.3 Progrès des Parties dans la transposition des PAIPE en PANPE, pour les espèces dont les populations sont inscrites à la colonne A du tableau 1, tel que reporté par les Parties

Species	Red List threat category	NSSAP in place and being implemented		NSSAP in development		No NSSAP	
		No.		No.		No.	
ARDEIDAE							
<i>Egretta vinaceigula</i> Aigrette vineuse	Vulnérable	0		0		1	Afrique du Sud
<i>Ardeola idae</i> Crabier blanc	En danger	1	Madagascar	1	Kenya	2	France, Ouganda
BALAENICIPITIDAE							
<i>Balaeniceps rex</i> Bec-en-sabot du Nil	Vulnérable	0		1	Ouganda	1	Ethiopie
THRESKIORNITHIDAE							
<i>Geronticus eremita</i> Ibis chauve	En danger critique d'extinction	1	Maroc	1	Syrie	0	
<i>Platalea leucorodia</i> Spatule blanche	Préoccupation mineure	0		0		25	Albanie, Algérie, Allemagne, Belgique, Bulgarie, Croatie, Chypre, Danemark, Ethiopie, France, Ghana, Hongrie, Italie, Libye, Monténégro, Maroc ^, Moldavie ^, Pays-Bas, République Tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Soudan, Syrie, Tunisie, Ukraine
PHOENICOPTERIDAE							
<i>Phoeniconaias minor</i> Flamant nain	Quasi menacé	1	Kenya	0		3	Afrique du Sud, Ethiopie, Ouganda
ANATIDAE							
<i>Oxyura leucocephala</i> Erismature à tête blanche	En danger	2	Bulgarie [§] , Norvège	1	Syrie	14	Algérie, Allemagne, Belgique, Danemark, France, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Slovénie, Suède, Suisse, Tunisie, Ukraine
<i>Oxyura maccoa</i> Erismature maccoa	Quasi menacé	0		0		4	Afrique du Sud, Ethiopie, Kenya, Ouganda
<i>Cygnus columbianus bewickii</i> Cygne siffleur	Préoccupation mineure*	1	Estonie	0		11	Afrique du Sud, Allemagne, Belgique, Danemark, France, Lettonie, Maroc ^, Pays-Bas, Norvège, Royaume-Uni, Suède
<i>Anser albifrons flavirostris</i> Oie rieuse	Préoccupation mineure*	0		0		1	Royaume-Uni
<i>Anser brachyrhynchus</i> Oie à bec court	Préoccupation mineure	0		0		4	Belgique, Danemark, Norvège, Pays-Bas
<i>#Anser erythropus</i> Oie naine	Vulnérable	4	Hongrie, Estonie, Norvège, Suède	1	Bulgarie	3	Allemagne, Syrie, Ukraine

Species	Red List threat category	NSSAP in place and being implemented		NSSAP in development		No NSSAP	
		No.		No.		No.	
<i>Branta bernicla hrota</i> Bernache à ventre pâle	Préoccupation mineure*	0		0		2	France, Royaume-Uni
<i>Branta ruficollis</i> Bernache à cou roux	En danger	0		2	Bulgarie, Ukraine	2	Hongrie, Moldavie ^
<i>Aythya nyroca</i> Fuligule nyroca	Quasi menacé	4	Bulgarie, Hongrie, Italie [§] , Slovaquie	1	Slovaquie	23	Albanie, Algérie, Belgique, Croatie, Chypre, Danemark, Ethiopie, France, Kenya, Lettonie, Libye, Mali ^, Moldavie ^, Monténégro, Maroc ^, Nigeria, Pays-Bas, République Tchèque, Soudan, Suisse, Syrie, Tunisie, Ukraine
RALLIDAE							
<i>Sarothrura ayresi</i> Râle à miroir	En danger critique d'extinction	0		0		2	Ethiopie, Afrique du Sud
<i>Crex crex</i> Râle des genêts	Préoccupation mineure	6	Danemark, Hongrie, Norvège, Slovaquie, Slovaquie, Suisse	6	Belgique, Estonie, Allemagne, Luxembourg, Maroc, Swaziland	21	Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Bulgarie, Croatie, Chypre, République Tchèque, France, Italie, Kenya, Lettonie, Maroc ^, Monténégro, Ouganda, Pays-Bas, Royaume-Uni, Soudan, Suède, Syrie, Tunisie, Ukraine
GLAREOLIDAE							
<i>Glareola nordmanni</i> Glaréole à ailes noires	Quasi menacé	0		0		16	Afrique du Sud, Allemagne, Bulgarie, Chypre, Ethiopie, France, Ghana, Hongrie, Kenya, Mali ^, Moldavie ^, Nigeria, Ouganda, Soudan, Syrie, Ukraine
CHARADRIIDAE							
<i>Vanellus gregarius</i> Vanneau sociable	En danger critique d'extinction	0		2	Soudan, Syrie	1	Ethiopie
SCOLOPACIDAE							
<i>Gallinago media</i> Bécassine double	Quasi menacé	1	Estonie	0		36	Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Belgique, Bulgarie, Croatie, Chypre, Danemark, Ethiopie, France, Ghana, Hongrie, Italie, Kenya, Lettonie, Libye, Luxembourg, Mali*, Moldavie ^, Monténégro, Maroc ^, Nigeria, Norvège, Ouganda, Pays-Bas, Rép. Tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovaquie, Soudan, Suède, Suisse, Syrie, Tunisie, Ukraine
<i>Limosa limosa</i> Barge à queue noire	Quasi menacé	2	Danemark, France	2	Estonie, Ukraine,	24	Allemagne, Albanie, Algérie, Belgique, Bulgarie, Croatie, Ethiopie, Ghana, Hongrie, Italie, Kenya, Lettonie, Libye, Mali ^, Maroc ^, Monténégro, Nigeria, Norvège, République Tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Soudan, Suède, Tunisie,

*La Liste Rouge de l'UICN a classé l'espèce comme Préoccupation mineure, mais n'a pas évalué la sous-espèce. Nom commun valide au niveau de l'espèce.

[§]PANPE en place mais pas correctement appliqué ou pas appliqué du tout

[^] Dans le cas où aucune réponse n'a été fournie, on a supposé qu'aucun PANPE n'a été développé ou mis en œuvre.

Q5. Votre pays a-t-il mis en place ou est-il en train de développer un Plan d'action national pour une espèce/population ne faisant pas l'objet d'un PAIPE AEW A ?

Les Parties ont indiqué le développement de PANPE pour les espèces qui ne bénéficient pas encore de PAIPE AEW A (Figure 3.4). Sur les 39 Parties ayant présenté leur rapport, 15 Parties (38% des RP; 21% des CP) ont indiqué qu'un PANPE était soit en place, soit en cours développement. Quarante-et-une espèces étaient listées avec 27 PANPE en place et mis en œuvre, et 37 autres PANPE en cours de développement.

Tableau 3.4 Statut des PANPE pour les espèces qui ne bénéficient pas (encore) de PAIPE.

Espèces	Catégorie de menace à la Liste rouge	No. Parties	PANPE en place et mis en œuvre	PANPE en développement
SPHENISCIDAE				
<i>Spheniscus demersus</i> Manchot du Cap	En danger	1	Afrique du Sud	
PELECANIDAE				
<i>Pelecanus crispus</i> Pélican frisé	Vulnérable	2	Bulgarie	Monténégro
PHALACROCORACIDAE				
<i>Phalacrocorax carbo</i> Grand Cormoran	Préoccupation mineure	2	Danemark, Estonie	
<i>Phalacrocorax pygmeus</i> Cormoran pygmée	Non évalué par Liste rouge UICN	2	Bulgarie	Italie
ARDEIDAE				
<i>Botaurus stellaris</i> Butor étoilé	Préoccupation mineure	5	Bulgarie, France	Estonie, Luxembourg, Slovaquie
CICONIIDAE				
<i>Ciconia nigra</i> Cigogne noire	Préoccupation mineure	5	Estonie, Hongrie, Lettonie	Italie, Luxembourg
<i>Ciconia ciconia</i> Cigogne blanche	Préoccupation mineure	2	Hongrie, Suisse	
ANATIDAE				
<i>Anser fabalis</i> Oie des moissons	Préoccupation mineure	1		Luxembourg
<i>Anser anser</i> Oie cendrée	Préoccupation mineure	1		Estonie
<i>Aythya marila</i> Fuligule milouinan	Préoccupation mineure	1		France
<i>Netta rufina</i> Nette rousse	Préoccupation mineure	1		France
<i>Marmaronetta angustirostris</i> Marmaronette marbrée	Vulnérable	1	Italie	
<i>Melanitta fusca</i> Macreuse brune	En danger	1	France	
<i>Mergellus albellus</i> Harle piette	Préoccupation mineure	1		Luxembourg
<i>Polysticta stelleri</i> Eider de Steller	Vulnérable			Estonie
GRUIDAE				
<i>Grus grus</i> Grue cendrée	Préoccupation mineure	1	Estonie	
RALLIDAE				
<i>Rallus aquaticus</i> Râle d'eau	Préoccupation mineure	1		Estonie
<i>Porzana parva</i> Marouette poussin	Préoccupation mineure	1		Estonie
<i>Porzana porzana</i> Marouette ponctuée	Préoccupation mineure	1		Estonie

Espèces	Catégorie de menace à la Liste rouge	No. Parties	PANPE en place et mis en œuvre	PANPE en développement
HAEMATOPODIDAE				
<i>Haematopus ostralegus</i> Huîtrier pie	Préoccupation mineure	1		Italie
<i>Haematopus moquini</i> Huîtrier de Moquin	Quasi menacé	1	Afrique du Sud	
GLAREOLIDAE				
<i>Glareola pratincola</i> Glaréole à collier	Préoccupation mineure	1	Hongrie	
LARIDAE				
<i>Larus audouinii</i> Goéland d'Audouin	Quasi menacé	2	Italie	Maroc
CHARADRIIDAE				
<i>Pluvialis apricaria</i> Pluvier doré	Préoccupation mineure	1	Danemark	
<i>Charadrius alexandrinus</i> Gravelot à collier interrompu	Préoccupation mineure	2	Hongrie	Italie Suède
SCOLOPACIDAE				
<i>Calidris alpina</i> Bécasseau variable	Préoccupation mineure	3	Danemark Estonie	Suède
<i>Calidris canutus</i> Bécasseau maubèche	Préoccupation mineure	1		France
<i>Limosa lapponica</i> Barge rousse		1		France
<i>Numenius arquata</i> Courlis cendré	Quasi menacé	2		Estonie France
<i>Numenius phaeopus</i> Courlis corlieu	Préoccupation mineure	1		France
<i>Numenius tenuirostris</i> Courlis à bec grêle	En danger critique d'extinction	1	Italie	
<i>Tringa totanus</i> Chevalier gambette	Non évalué par Liste rouge UICN	1		France
<i>Philomachus pugnax</i> Combattant varié	Préoccupation mineure	3	Danemark Estonie	Suède
STERNIDAE				
<i>Sterna albifrons</i> Sterne naine	Préoccupation mineure	2		Italie Estonie
<i>Sterna bengalensis</i> Sterne voyageuse	Préoccupation mineure	1	Libye	
<i>Sterna caspia</i> Sterne caspienne	Préoccupation mineure	2	Suède	Estonie
<i>Sterna hirundo</i> Sterne pierregarin	Préoccupation mineure	1		Estonie
<i>Sterna paradisaea</i> Sterne arctique	Préoccupation mineure	1		Estonie
<i>Sterna sandvicensis</i> Sterne caugek	Préoccupation mineure	1		Estonie
<i>Chlidonias niger</i> Guifette noire	Préoccupation mineure	1		Estonie

3.3 Mesures d'urgence

Q7. Veuillez rapporter toutes les situations d'urgence qui se sont manifestées dans votre pays durant ces trois dernières années et qui ont menacées les oiseaux d'eau.

Huit Parties (21% des RP, 11% des CP) ont indiqué qu'au moins une situation d'urgence menaçant les oiseaux d'eau s'est manifestée pendant la dernière période triennale (Tableau 3.5). Le Soudan a également indiqué qu'une situation d'urgence s'était produite avant la dernière période triennale en 2006. Onze situations d'urgence ont été communiquées et incluent : le botulisme (2 Parties), les conditions climatiques extrêmes (3 Parties), les maladies infectieuses (2 Parties), le saturnisme (1 Partie), les marées noires (2 Parties) et la guerre (1 Partie). De ces 12 situations, 6 ont donné lieu à des mesures d'urgence. Cinq situations d'urgence n'ont pas reçu de mesures d'urgence ; les raisons ont été fournies pour 3 d'entre elles (Tableau 3.). Trente-et-une Parties (80% des RP, 44% des CP) ont indiqué qu'aucune situation d'urgence n'avait eu lieu au cours de la dernière période triennale.

Tableau 3.5. Types de situations d'urgence et autres détails communiqués, et mise en œuvre de mesures d'urgence.

Situation d'urgence	Nbre. de Parties (% de RP)	Partie	Date de la situation	Lieu de la situation	Espèces affectées	Ampleur estimée	Mise en œuvre de mesures d'urgence	Raisons pour mettre en œuvre de mesures d'urgence
Botulisme	2 (18%)	Afrique du Sud	Jan –Fev 2013	Mine St Hélène barrage d'évaporation	<i>Anas capensis</i> Cape Teal	5% de site affecté, c.10 individus morts, 0.01% de la population nationale	Non	Manque de ressources pour une apparition commune mineure et localisée
		Tunisie	Automne / hiver de 2012 et 2013	Lacs (Sebkhet): Sejoumi, Ariana et Kourzia Salines de Thyna	<i>Tadorna tadorna</i> Tadorne de Belon, <i>Anas platyrhynchos</i> Mallard, <i>Marmaronetta angustirostris</i> Marmaronette marbrée et <i>Larus genei</i> Goéland railleur	Individus par Espèces: <i>T. tadorna</i> : >300 <i>A. platyrhynchos</i> : >20 <i>M. angustirostris</i> : <10 <i>L. genei</i> : >10	Oui	
Pollution chimique	aucune							
Tremblement de terre	aucune							
Condition climatique extrême	3 (27%)	Monténégro	Hiver 2012	Uinj salina	Pas de réponse	Temps froid	Non	Pas de raison fournie
		Ukraine	Mai-Juin 2014		<i>Ciconia ciconia</i> Cigogne blanche	Pluie extrêmement froide a causé la mort des poussins	Non	Pas de raison fournie
		Madagascar	2012	District: d'Ambalavao, Région: Haute Matsiatra	<i>Fregata ariel</i> Frégate ariel	>200 individus morts	Non	Manque de capacité technique et financière
Incendie	aucune							

Situation d'urgence	Nbre. de Parties (% de RP)	Partie	Date de la situation	Lieu de la situation	Espèces affectées	Ampleur estimée	Mise en œuvre de mesures d'urgence	Raisons pour mettre en œuvre de mesures d'urgence
Efflorescences algales nuisibles	aucune							
Maladie infectieuse	2 (18%)	Afrique du Sud	Fev-Mars 2015	Wilderness lake in Western Cape Province	<i>Cygnus cygnus</i> cygne chanteur	~200 individus morts	Oui	
		Tunisie	2012	Lacs (Sebkhet): Riana et Sejoumi, Salines de Thyna	<i>Tadorna tadorna</i> Tadorne de Belon	>2000 individus, 10% de la population	-	
Introduction d'espèces non indigènes		Chypre			<i>Anas bernieri</i> Sarcelle de Bernier	-	Oui	
Saturnisme	1 (9%)	Chypre	Hivers 2009 & 2010	Lac salé Larnaca	-	-	Oui	
Accident nucléaire	aucune							
Marée noire	2 (18%)	Afrique du Sud	2013	Réserve naturelle Goukamma et environs	<i>Phalacrocorax lucidus</i> Cormoran à poitrine blanche, <i>Larus dominicanus</i> Goéland dominicain, <i>Spheniscus demersus</i> Manchot du Cap et <i>Morus capensis</i> Fou du Cap	Individus par espèces: <i>S. demersus</i> : 3 adultes et 64 juvéniles <i>M. capensis</i> : 172	Oui	
		Estonie	Mars-Avril 2014	Suurupi, Harjumaa, Nord Estonie	<i>Clangula hyemalis</i> Cacaoui et <i>Melanitta nigra</i> Macreuse noire	Individus par espèces: <i>C. hyemalis</i> : 2 morts, 500 individus affectés, 1% de la population nationale. <i>M. nigra</i> : 4 morts, 300 individus affectés, 1% de la population nationale	Oui	
Prédation	aucune							
Activité volcanique	aucune							
Guerre	1 (9%)	Ukraine	2014-2015	Régions de Donetsk et Lugansk oblast			Non	Pas possible avec l'action militaire en cours
Autres	aucune							

Q8. Y a-t-il d'autres mesures d'urgence, différentes de celles indiquées ci-dessus, qui ont été élaborées et mises en place dans votre pays?

L'Allemagne et les Pays-Bas ont indiqué que, alors qu'aucune situation d'urgence n'avait eu lieu, il existe des procédures d'urgence en place. Un total de 10 Parties (26% des RP, 14% des CP) a confirmé que des mesures d'urgence étaient en place pour au moins un type de situation d'urgence (Tableau 3.6).

Tableau 3.6. Types de situations d'urgence pour lesquelles les Parties ont communiqué l'existence de mesures d'urgence.

Situation d'urgence	Nbre. de Parties	Parties
Botulisme	4	Allemagne, Afrique du Sud*, Pays-Bas, Tunisie*
Pollution chimique	1	Allemagne
Tremblement de terre	aucune	
Conditions climatiques extrêmes	4	Madagascar*, Monténégro*, Pays-Bas, Ukraine*
Incendie	aucune	
Efflorescences algales nuisibles	1	Pays-Bas
Maladies infectieuses	3	Allemagne, Afrique du Sud*, Tunisie*
Introduction d'espèces non indigènes	2	Allemagne, Chypre*
Saturnisme	2	Allemagne, Chypre*
Accident nucléaire	aucune	
Marée noire	3	Afrique du Sud*, Estonie*, Pays-Bas
Prédation	1	Allemagne
Activité volcanique	aucune	
Guerre	1	Ukraine*
Autre urgence	aucune	

*Parties ayant été confrontés à une situation d'urgence au cours de la dernière période triennale

3.4 Réintroductions

Q10. Votre pays conserve-t-il un registre national des projets de réintroductions menés ou prévus, entièrement ou partiellement dans votre pays ?

Onze Parties (28% des RP; 16% des CP) ont indiqué qu'elles tenaient à jour un registre national des projets de réintroduction menés dans leur pays (Figure 3.3, Tableau 8 en Annexe). Un peu moins du trois-quarts des Parties (28 Parties: 72% des RP; 39% des CP) ont indiqué ne pas conserver de registre national. Ceci est principalement dû à l'absence de projets de ce type qui a été mentionné par 17 Parties (dont 57% sans registre national). L'Allemagne, la Norvège et le Royaume-Uni ont indiqué que peu de programmes étaient en place et qu'il n'était par conséquent pas nécessaire de tenir un registre national, tandis que l'Italie a indiqué que l'Institut pour la Protection de l'Environnement et la Recherche maintenait cette information. La Libye et Madagascar ont avancé le manque de ressources, et la Libye a aussi souligné le manque de moyens humains. Cinq Parties n'ont pas fourni de détails supplémentaires.

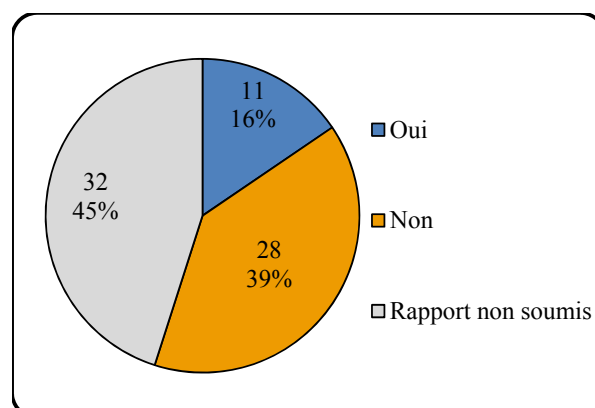


Figure 3.3. Proportion de Parties tenant un registre national des projets de réintroduction.

Q11. Existe-t-il dans votre pays un cadre réglementaire pour la réintroduction des espèces, y compris les oiseaux d'eau?

Plus de la moitié des Parties ont communiqué qu'elles avaient mis en place un cadre réglementaire pour le rétablissement des espèces, y compris les oiseaux d'eau (20 Parties: 51% des RP; 28% des CP) et sept autres Parties (18% des RP; 10% des CP) ont indiqué qu'elles avaient partiellement mis en œuvre un cadre réglementaire (Figure 3.4; Tableau 8 en Annexe). Des sept Parties ayant indiqué avoir partiellement mis en œuvre un cadre réglementaire, quatre ont ajouté que plus d'autorisations ou actions étaient nécessaires. L'Afrique du Sud a mentionné que ses cadres réglementaires étaient spécifiques aux espèces et non à tous les oiseaux d'eau. La Moldavie et la Tunisie n'ont pas fourni plus de détails.

Onze Parties (28% des RP; 16% des CP) ont indiqué ne pas disposer de cadre réglementaires, dont cinq de ces Parties (46%) ont annoncé que la réintroduction n'était pas une priorité et deux Parties (18%) ont noté qu'une mise à jour des politiques ou des données sur les espèces était nécessaire. L'Ouganda a mentionné que le manque de ressources financières entrave le développement d'un cadre réglementaire, alors que le Swaziland a annoncé qu'un cadre réglementaire serait développé dans un futur proche. Chypre et Monténégro n'ont pas fourni de détails supplémentaires.

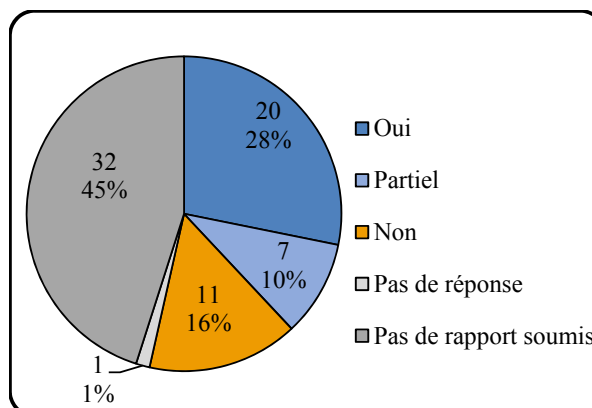


Figure 3.4. Proportion des Parties avec un cadre réglementaire pour la réintroduction des espèces, y compris les oiseaux d'eau.

Q12. Votre pays a-t-il étudié, développé ou mis en œuvre des projets de réintroduction pour des espèces figurant au Tableau de l'AEWA?

Cinq pays (13% des RP; 7% des CP) ont indiqué avoir mis en place des projets de réintroductions pour des espèces du Tableau 1 de l'AEWA (Figure 3.5; Tableau 8 en Annexe). Les détails des projets de réintroduction et leur statut sont fournis dans le Tableau 3.7. Trente-trois Parties (85% des RP; 47% des CP) ont indiqué ne pas avoir mené de projets de réintroduction, et le Monténégro n'a pas fourni de réponse. Madagascar a fourni des informations sur une espèce non actuellement incluse dans la Tableau 1 de l'AEWA, détaillant le succès de la reproduction en captivité et le lâché prévu de l'espèce *Aythya innotata* (fuligule de Madagascar), une espèce pensée éteinte jusqu'à sa redécouverte en 2006.

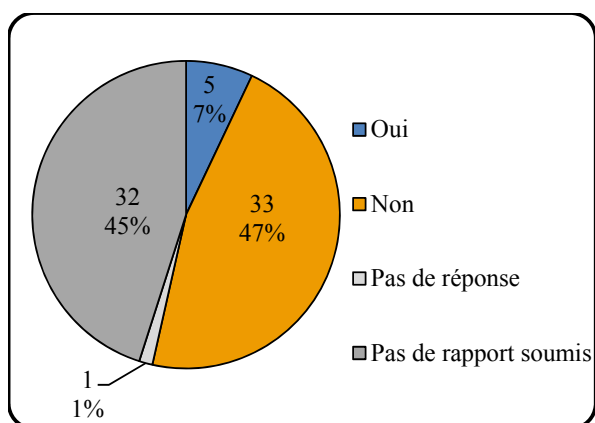


Figure 3.5. Proportion des Parties avec des projets de réintroduction en place pour des espèces figurant au tableau 1 de l'AEWA.

Tableau 3.7. Stade des plans de réintroduction pour des espèces du Tableau 1 de l'AEWA, et indication du fait que le Secrétariat de l'AEWA a été informé ou non du développement ou de la mise en œuvre de ces plans (non applicable=n/a; pas de réponse=' -').

Espèces	Parties	Stade du Plan	AEWA informé	Raisons de la non information de l'AEWA
<i>Spheniscus demersus</i> Manchot du Cap	Afrique du Sud	Développé et mis en œuvre	-	-
<i>Geronticus eremita</i> Ibis chauve	Syrie	Développé et mis en œuvre	Non	Commencé en 2010 mais lâché des oiseaux dans la nature pas encore réalisé
<i>Ciconia ciconia</i> Cigogne blanche	Suède	Développé et mis en œuvre	Non	Le projet a démarré avant que l'AEWA ne soit établi (1989)
<i>Ixobrychus minutus</i> Blongios nain	Luxembourg	Pas de plan en place, mais pris en considération	-	-
<i>Botaurus stellaris</i> Butor étoilé	Luxembourg	Pas de plan en place, mais pris en considération	-	-
	France	Développé et mis en œuvre	Non	Projet réalisé entre 2008-2012
<i>Ciconia nigra</i> Cigogne noire	Luxembourg	En développement	Non	Aucune raison fournie
<i>Anser fabalis</i> Oie des moissons	Luxembourg	Pas de plan en place, mais pris en considération	-	-
<i>Crex crex</i> Râle des genêts	Luxembourg	Pas de plan en place, mais pris en considération	-	-
	France	Développé et mis en œuvre	Non	Il s'agit d'un ancien projet; pas d'autre projet depuis la dernière MOP
<i>Vanellus vanellus</i> Vanneau huppé	Luxembourg	Développé et mis en œuvre	-	-
<i>Gallinago gallinago</i> Bécassine des marais	Luxembourg	Pas de plan en place, mais pris en considération	-	-
<i>Larus audouinii</i> Goéland d'Audouin	France	Développé et mis en œuvre	Non	-

3.5 Introductions d'espèces non indigènes

Q14. Votre pays a-t-il une législation en place interdisant l'introduction d'espèces non indigènes de faune ou de flore pouvant avoir un effet préjudiciable ?

La grande majorité des Parties ayant présenté leur rapport (33 Parties: 85% des RP; 47% des CP) ont indiqué qu'une législation visant à interdire l'introduction d'espèces non indigènes est en place (Figure 3.6; Tableau 9 en Annexe). Ceci indique une évolution positive vers la réalisation de la cible 1.5. L'Italie, le Monténégro et la Tunisie (8% des RP; 4% des CP) ont indiqué qu'une législation était en place mais pas totalement mise en œuvre, voire pas du tout. L'Italie a ajouté que la législation applicable actuelle (DPR 120/03) ne prévoit aucune pénalisation des contraventions de l'interdiction et des difficultés ont de ce fait été rencontrées dans la mise en œuvre. La Tunisie

Plan stratégique Cible 1.5

Les oiseaux d'eau sont considérés en détail dans le contexte de la réalisation des plans d'action nationaux sur les espèces non-indigènes par d'autres instances internationales, telles que la CBD, la Convention de Berne, et le GISP

Indicateur:

Les CP ont intégré, dans le cadre de plans d'action nationaux sur les espèces non-indigènes, des mesures spécifiques pour les espèces envahissantes non-indigènes d'oiseaux d'eau et les mettent en œuvre afin d'assurer leur contrôle ou leur éradication

a indiqué que l'importation de telles espèces non indigènes devait être autorisée par La Direction générale des forêts sur la base d'une étude du risque environnemental. Le Nigeria et le Maroc ont indiqué qu'une législation était en cours de développement. Le Ghana est la seule Partie à indiquer qu'aucune législation n'est en place (pas de détails supplémentaires ont été fournis).

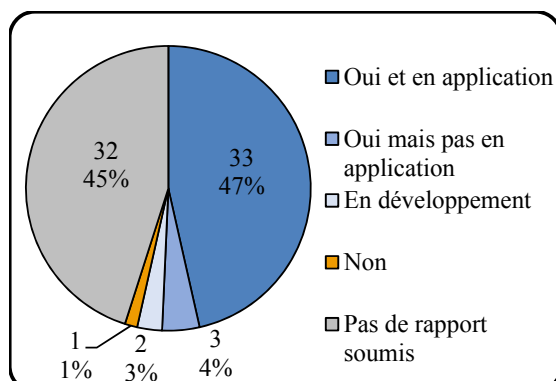


Figure 3.6. Parties déclarant que la législation qui interdit l'introduction d'espèces non indigènes d'animaux et de plantes est en place.

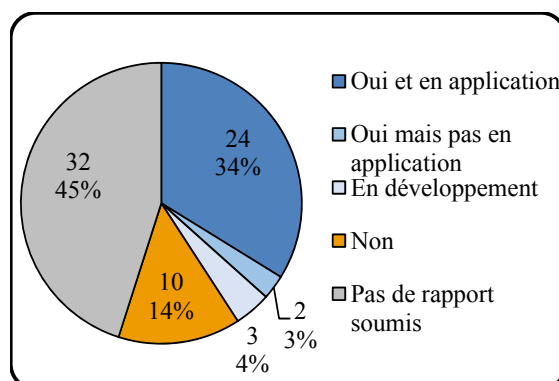


Figure 3.7. Parties déclarant le statut des exigences pour empêcher que des animaux captifs appartenant à des espèces non indigènes ne s'échappent accidentellement.

Q15. Votre pays a-t-il introduit des exigences pour les zoos, les collections privées, etc. afin d'éviter les évasions accidentelles d'oiseaux captifs appartenant à des espèces non indigènes qui pourraient être nuisibles aux oiseaux d'eau migrateurs ?

Plus de la moitié des Parties (24 Parties: 62% des RP; 34% des CP) ont indiqué l'application des exigences législatives (pour les zoos et les collections privées) pour éviter l'évasion accidentelle d'espèces captives non indigènes et qui pourraient être nuisibles aux oiseaux d'eau migrateurs (Figure 3.7; Tableau 9 en Annexe). La Moldavie et le Swaziland ont indiqué qu'une législation était en place, mais pas correctement mise en œuvre, voire pas du tout. L'Albanie, le Luxembourg et le Maroc ont indiqué qu'une législation était en cours de développement tandis que dix Parties ont communiqué qu'aucune législation n'était en place. De ces 10 Parties, la Libye a commenté qu'elle était confrontée à un manque d'organisation et de communication, l'Ouganda a mentionné le manque de ressources et la Syrie a indiqué que des mesures étaient en cours de développement. Cinq Parties (Algérie, République Tchèque, Italie, Mali et Nigeria) ont fait savoir que cette question était traitée directement par les zoos, tandis que le Monténégro et la Tunisie n'a pas fourni de réponse.

Q16. Votre pays a-t-il mis en place en Plan d'action national pour les espèces envahissantes (PANEE) dans le cadre d'AME tels que la CBD, la Convention de Berne et le GISP (Programme mondial sur les espèces envahissantes) ?

Afin d'atteindre la Cible 1.5 avec un contrôle ou une éradication efficaces des espèces d'oiseaux d'eau envahissantes non indigènes, le développement et la mise en œuvre du PANEE doit être intégrale. Neuf Parties (23% des RP, 13% des CP) ont fait savoir qu'elles avaient établi et mis en œuvre des PANEE (Figure 3.8; Tableau 9 en Annexe), et quatre autres Parties (10% des RP; 6% des CP) ont indiqué que les PANEE étaient en place mais pas correctement mis en œuvre. Onze Parties (28% des RP; 16% des CP) ont indiqué que des PANEE avaient été développés dans leur pays. Presque la moitié des Parties ayant présenté leur rapport (15 Parties: 38% des RP; 21% des

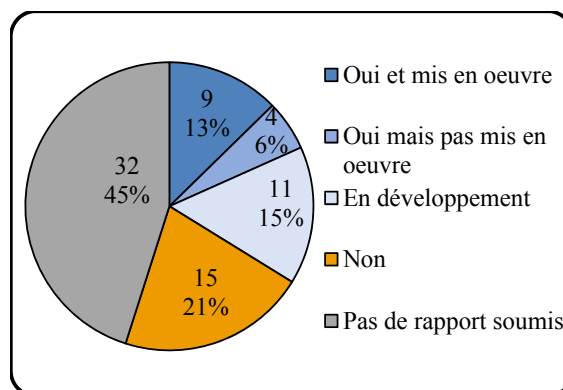


Figure 3.8. Parties indiquant si un Plan d'action national pour les espèces envahissantes (NAPIS) est en place dans d'autres AEM.

CP) ont fait savoir que leur pays n'avait pas développé de PANEE, ce qui indique que dans le futur, les efforts doivent se centrer sur le développement et la mise en œuvre des PANEE. Sept Parties : la Croatie, la Bulgarie, l'Estonie, l'Allemagne, Lettonie, Moldavie et l'Ukraine (47%), ont mentionné qu'elles avaient une législation nationale applicable mais pas de Plan d'action national. La République Tchèque et l'Ouganda (14%) ont avancé le manque de ressources financières. L'Algérie a indiqué que les PANEE n'étaient pas encore mises en place, le Maroc a avancé que les espèces envahissantes n'avaient pas d'impact connus ou significatifs sur les espèces indigènes, et l'Afrique du Sud a noté un manque d'information disponible. Chypre, Monténégro et la Tunisie (27%) n'ont pas fourni de détails supplémentaires.

Les Parties qui ont indiqué que des PANEE étaient mis en œuvre ont été ensuite interrogées pour savoir si les oiseaux d'eau avaient été pris en considération dans ces PANEE. Le Kenya, la Norvège, le Soudan, les Pays-Bas et le Royaume-Uni (56%) ont indiqué que les oiseaux d'eau avaient été pris en considération ; l'Éthiopie et la Suède (22%) ont ajouté que les oiseaux d'eau avaient été partiellement pris en considération ; et le Danemark et Madagascar (22%) ont noté que les oiseaux d'eau n'avaient pas été pris en considération dans les PANEE.

Q17. Votre pays a-t-il étudié, développé ou mis en œuvre un programme d'éradication ou de contrôle des espèces d'oiseaux d'eau non indigènes afin de prévenir les impacts négatifs sur les espèces indigènes ?

Huit Parties (21% des RP; 11% des CP) ont indiqué que des programmes d'éradication sont envisagés, développés ou mis en œuvre pour les espèces d'oiseaux d'eau non indigènes (Figure 3.9; Tableau 10 en Annexe). Six espèces sont incluses à différents stades de la mise en œuvre des programmes d'éradication (Tableau 3.8). Les réponses des Parties à la question 17 ont été comparées aux réponses sur le statut des espèces non indigènes (voir aussi Chapitre II) dans le but d'identifier les incohérences. Elles ont été incluses dans le Tableau 3.8.

La majorité des Parties ont indiqué que les programmes d'éradication n'ont pas été développés (23 Parties: 59% des RP; 33% des CP), et huit autres ont ajouté que ce type de programmes n'étaient pas applicables (21% des RP; 11% des CP). De ces 31 Parties, 12 (39%) ont indiqué que des populations d'espèces non indigènes sont peu nombreuses et par conséquent ne présentent pas de risques, tandis que sept Parties (23%) ont indiqué n'avoir recensé aucun cas d'espèces d'oiseaux d'eau non indigènes. L'Éthiopie, le Ghana, le Kenya et la Syrie (13%) que ce n'était pas une priorité pour leur pays ; l'Algérie, le Mali et le Swaziland (10%) ont indiqué que ces programmes n'avaient pas encore été développés ; et l'Italie et la Moldavie (6%) ont noté que c'était une obligation régionale. Chypre, le Monténégro et la Tunisie (10%) n'ont pas fourni plus de détails.

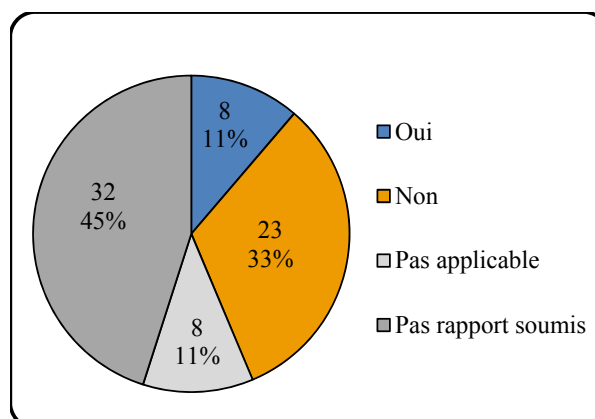


Figure 3.9 Réponses des Parties quant à savoir si les programmes d'éradication ont été développés pour les espèces non indigènes d'oiseaux d'eau.

Tableau 3.8. Aperçu général du stade des programmes d'éradication destinés aux espèces d'oiseaux d'eau non indigènes.

Espèces	Partie	Stade du programme de contrôle ou d'éradication
<i>Oxyura jamaicensis</i>	Belgique [§]	Développé et mis en œuvre
Erismature rousse	France	Développé et mis en œuvre
	Maroc*	Développé, mais pas mis en œuvre correctement, voire pas du tout
	Pays-Bas	En développement
	Royaume-Uni*	Développé et mis en œuvre
	Suède*	Développé, mais pas mis en œuvre correctement, voire pas du tout
	Suisse	En développement
	Belgique	Développé et mis en œuvre
<i>Branta canadensis</i>	France*	Développé et mis en œuvre
Bernache du Canada	Pays-Bas*	Développé, mais pas mis en œuvre correctement, voire pas du tout
<i>Anas platyrhynchos</i>	Afrique du Sud	Développé et mis en œuvre
Mallard		
<i>Tadorna ferruginea</i>	Suisse	Développé, mais pas mis en œuvre correctement, voire pas du tout
Tadorne casarca		
<i>Alopochen</i>	France	Développé et mis en œuvre
<i>aegyptiacus</i> Ochette d'Egypte	Pays-Bas*	Développé, mais pas mis en œuvre correctement, voire pas du tout
	Suisse [§]	Développé et mis en œuvre
<i>Threskiornis</i>		
<i>aethiopicus</i>	France	Développé et mis en œuvre
Ibis sacré		

*Espèces qui n'étaient pas mentionnées lorsque les Parties ont présenté leur rapport sur le statut des espèces non indigènes (Chapitre II) mais l'étaient lors de la question sur la mise en place des programmes d'éradication (Q17 ; Tableau 3.8).

§Espèces mentionnées lorsque les Parties ont présenté leur rapport sur le statut des espèces non indigènes (Chapitre II) mais ne l'étaient pas lors de la question sur la mise en place des programmes d'éradication (Q17 ; Tableau 3.8).

Q18. Votre pays a-t-il étudié, développé ou mis en œuvre un programme d'éradication ou de contrôle d'autres espèces non indigènes (en particulier les algues) afin de prévenir les impacts négatifs sur les espèces indigènes d'oiseaux d'eau?

Seize Parties (41% des RP; 25% des CP) ont indiqué que des programmes d'éradication sont envisagés, développés ou mis en œuvre pour éradiquer d'autres espèces non indigènes, en particulier les algues (Figure 3.10; Tableau 10 en Annexe). Les programmes sont résumés dans le Tableau 3.9 avec le détail de leur stade (en phase d'étude, en développement, ou mis en œuvre). Le Maroc n'a pas fourni de réponse.

Presque la moitié des Parties ayant présenté leur rapport (19 Parties; 49% des RP; 27% des CP) ont indiqué qu'aucun programme d'éradication n'avait été étudié, développé ou mis en œuvre, et trois autres Parties, la Libye, la Slovaquie et la Slovaquie (8% des RP; 4% des CP) ont ajouté que des programmes d'éradication n'étaient pas applicables (Figure 3.10; Tableau 10 en Annexe). De ces 22 Parties, six Parties (27%) ont indiqué qu'aucune espèce non indigène n'était présente ou avait un faible

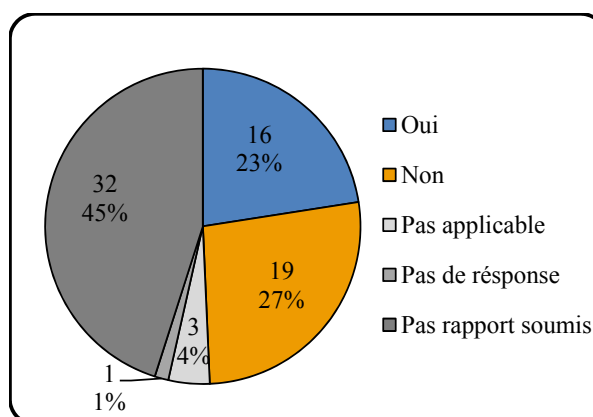


Figure 3.10 Réponses des Parties quant à savoir si les programmes d'éradication ont été développés pour les espèces non indigènes autres que les oiseaux d'eau.

impact, cinq Parties (23%) ont des programmes d'éradication qui ne sont pas spécifiques aux espèces non indigènes, tandis que l'Italie (5%) a mis en œuvre des programmes d'éradication mais uniquement à un niveau local. La Croatie, le Ghana et la Libye (14%) ont mentionné que les impacts des espèces non indigènes autres que les espèces d'oiseaux d'eau n'ont pas encore été évalués ou que trop peu de données sont disponibles pour les évaluer, alors que l'Algérie et la Syrie (9%) ont annoncé que ce n'était pas une priorité. Le Mali, le Monténégro, la Moldavie, la Suède et la Tunisie (23%) n'ont pas fourni de réponse.

Tableau 3.9 Aperçu général des programmes d'éradication destinés aux espèces non indigènes autres que les oiseaux d'eau.

Partie	Programme(s) d'éradication	Stade
Afrique du Sud	<i>Eichhornia crassipes</i> (Jacynthe d'eau), <i>Pistia stratiotes</i> (laitue d'eau) et <i>Azolla filiculoides</i> (fougère d'eau)	Développé
Allemagne	Acquis communautaire Régulation 1143/2014 sur les espèces introduites envahissantes	Mis en œuvre
	Les mauvaises herbes aquatiques non indigènes avec impact futur: <i>Hydrocotyle ranunculoides</i> (hydrocotyle fausse renoncule), <i>Lagarosiphon major</i> , <i>Myriophyllum aquaticum</i> (myriophylle) et <i>Myriophyllum heterophyllum</i>	En étude
Belgique	<i>Lagarosiphon major</i> , <i>Elodea callitrichoides</i> , <i>Elodea canadensis</i> , <i>Elodea nuttallii</i> , <i>Egeria densa</i> , <i>Hydrilla verticillata</i> , <i>Crassula helmsii</i> , <i>Lemna minuta</i> , <i>Lemna turionifera</i> , <i>Azolla filiculoides</i> , <i>Hydrocotyle ranunculoides</i>	Mis en œuvre
Chypre	Eradication de phragmites dans des sites spécifiques Natura2000 pour retrouver des habitats pour les oiseaux d'eau reproducteurs (tels que <i>Vanellus spinosus</i> et <i>Himantopus himantopus</i>)	Mis en œuvre
Danemark	<i>Neovison vison</i> (vison d'Amérique) et <i>Nyctereutes procyonoides</i> (chien viverrin)	Mis en œuvre
Ethiopie	<i>Eichhornia crassipes</i> (jacynthe d'eau)	
Kenya	Arrachage de <i>Solanum incanum</i> et <i>Datura</i> spp. (et autres) dans les aires protégées qui sont les principaux habitats des oiseaux migrants	Mis en œuvre
Nigeria	<i>Typha australis</i> (massettes) et <i>Eichhornia crassipes</i> (jacynthe d'eau)	
Ouganda	<i>Eichhornia crassipes</i> (jacynthe d'eau)	
Pays-Bas	<i>Hydrocotyle ranunculoides</i> (hydrocotyle fausse renoncule)	En cours de mis en œuvre
Soudan	Législation interdisant l'introduction d' <i>Eichhornia crassipes</i> (jacynthe d'eau)	Mis en œuvre
Suisse	Annexe 2 de l'ordonnance comme « Organismes exotiques envahissants interdits »: <i>Elodea nuttallii</i> (élodée de Nuttall) et <i>Hydrocotyle ranunculoides</i> (hydrocotyle fausse renoncule)	Adressé au sein Stratégie de la biodiversité (2012). PANEE est actuellement en préparation.
Swaziland	Stratégie nationale de contrôle des plantes invasives (2009) pour contrôler/éradiquer 18 plantes: <i>Chromolaena odorata</i> , <i>Lantana camara</i> , <i>Psidium guajava</i> , <i>Solanum mauritianum</i> , <i>Rubus</i> spp., <i>Caesalpinia decapetala</i> , <i>Acacia mearnsii</i> , <i>Pinus</i> spp., <i>Eucalyptus</i> spp., <i>Senna didymobotrya</i> , <i>Melia azedarach</i> , <i>Sesbania punicea</i> , <i>Jacaranda mimosifolia</i> , <i>Opuntia</i> spp., <i>Cereus jamacaru</i> , <i>Poplar</i> spp.	Développé mais pas complètement mis en œuvre – ressources limitées pour une mise en œuvre à l'échelle nationale
Ukraine	Plan d'action pour le contrôle de <i>Pistia stratioides</i>	En développement

IV. Conservation des habitats

4.1 Inventaires des habitats

Q20. Votre pays a-t-il identifié le réseau de tous les sites d'importance internationale et nationale pour les espèces/populations d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au Tableau 1 ?

Trente-sept Parties (95% des RP; 52% des CP) ont indiqué qu'un réseau de sites avait été identifié, entièrement ou partiellement, dans leur pays (Figure 4.1; Tableau 11 en Annexe). Ceci indique des progrès notables en direction de la Cible 1.2. Sur les deux Parties restantes qui ont indiqué que des réseaux étaient en cours de développement, la

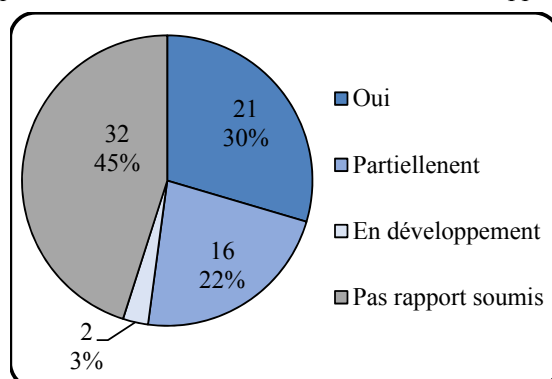
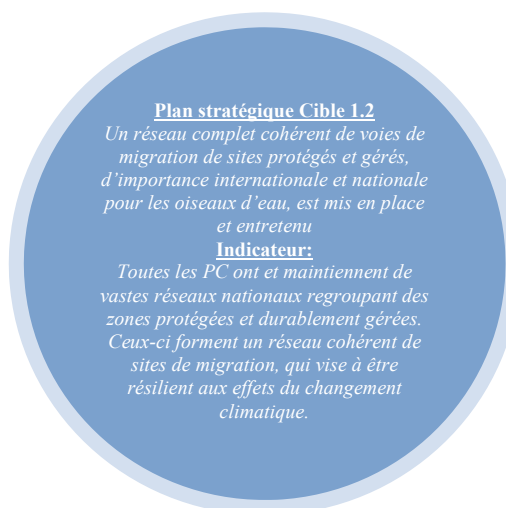


Figure 4.1. Réponse des Parties concernant l'identification du réseau de tous les sites d'importance internationale et nationale



France reste à un stade de développement depuis la dernière période triennale 2009-2011, mais a indiqué qu'elle avait désigné 384 Aires Spéciales de Protections (ASP) qui ont été validées par l'AEWA durant le processus de désignation. L'Algérie a indiqué que le développement d'une Stratégie Nationale des Ecosystèmes Humides était en cours pour identifier le réseau de sites d'importance internationale et nationale – ce réseau devait être identifié en juin 2015.

4.2 Conservation des Aires

Q22. Votre pays a-t-il évalué les conséquences futures du changement climatique sur les aires protégées et autres sites importants pour les oiseaux d'eau (i.e. résilience des sites au changement climatique) ?

Pour atteindre la Cible 1.2, toutes les CP doivent maintenir un réseau national de sites résilients aux effets du changement climatique. Ceci peut être évalué à l'échelle de sites uniques ou des Réseau d'Aires Protégées. Quatorze Parties (36% des RP; 20% des CP) ont indiqué avoir réalisé des évaluations de l'impact du changement climatique pour des sites uniques (Figure 4.2.; Tableau 12 en Annexe). Quatorze autres Parties (36% des RP; - 20% des CP) ont indiqué des évaluations pour leurs Réseau national d'aires protégée (Figure 4.2.; Tableau 12 en Annexe). Douze Parties ont évalué les conséquences aussi bien pour les sites uniques que pour leur Réseau national d'aires protégées. La Norvège et le Danemark ont réalisé des évaluations seulement pour des sites uniques, tandis que la Belgique et l'Ethiopie ont fait part d'évaluation de leur RAP national uniquement. Vingt-trois Parties (59% des RP; 32% des CP) ont indiqué qu'aucune évaluation n'avait été réalisée, ni pour des sites uniques, ni pour leur Réseau national d'aires protégées (Figure 4.2.; Tableau 12 en Annexe). Chypre et la Moldavie n'ont pas fourni de réponse. Des quatorze

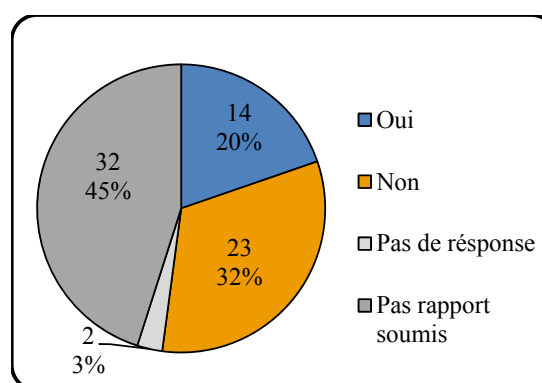


Figure 4.2 Réponses des Parties quant à savoir si une évaluation des implications du changement climatique avait été effectuée pour les sites uniques et les réseaux nationaux d'aires protégées (numéros identiques).

Parties qui ont indiqué avoir réalisés des évaluations des conséquences du changement climatique, aussi bien sur des sites uniques que pour leur Réseau national d'aires protégées, tous ont fourni les références de leur évaluation (Tableau 12 en Annexe).

Les réponses des Parties indiquent que plus de travail est nécessaire pour évaluer les futures conséquences du changement climatique sur les aires protégées et les autres sites importants, sur consolider la résilience au changement climatique au sein des réseaux nationaux.

Q23. Quels sont les sites identifiés comme importants, au niveau international ou national, pour les espèces/populations d'oiseaux d'eau migrateurs du Tableau 1, qui ont été désignés "sites protégés" sous la législation nationale et qui font l'objet de plans de gestion mis en œuvre?

Sites d'importance nationale et internationale

Pour contribuer à l'évaluation de la Cible 1.2, il a été demandé aux Parties de fournir de plus amples détails sur le nombre total et la taille des sites d'importance nationale et internationale pour les espèces/populations d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au Tableau 1 de l'AEWA dans leur pays. Il leur a également été demandé de fournir des détails sur le nombre et la superficie des sites protégés par la législation nationale, ainsi que sur les sites protégés bénéficiant de plans de gestion en place et mis en œuvre. Sur les 39 répondants, 27 Parties (69% des RP; 38% des CP) ont indiqué le nombre de sites d'importance nationale et 36 Parties (87% des RP; 48% des CP) ont indiqué le nombre de sites d'importance internationale (Figure 4.3). Un taux légèrement plus bas de Parties ont indiqué la superficie des deux catégories de sites à la fois.

Les Parties ont indiqué un total de 128,422 sites d'importance nationale, presque tous protégés sauf 478 sites (Figure 4.4). Pour les sites bénéficiant d'une protection légale, 86,736 (68%) ont, d'après les Parties, des plans de gestion en place. Quant aux sites d'importance internationale, les Parties ont cité un total de 1,356 sites d'importance, dont 1,097 (81%) bénéficient d'une protection légale ; de plus, 51% des sites faisant l'objet d'une protection légale bénéficient de plans de gestion mis en œuvre (Figure 4.4).

Les détails des sites d'importance nationale et internationale mentionnés par les Parties sont fournis dans les Figures 4.5 a-d et les Tableaux 13 a-d de l'Annexe. Chypre, le Monténégro, l'Ouganda et le Royaume-Uni n'ont pas fourni de réponse ni pour les sites d'importance nationale ni pour les sites d'importance internationale.

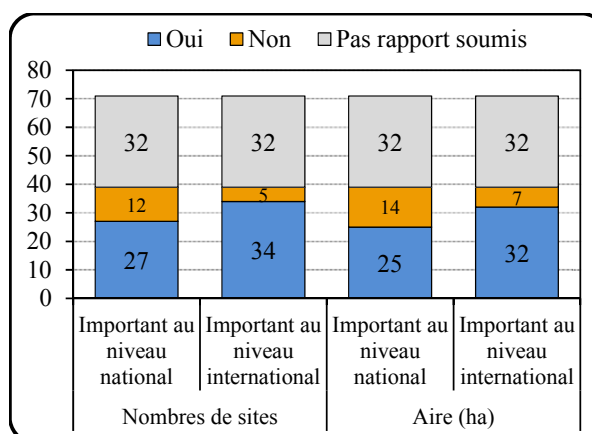


Figure 4.3 Nombre de Parties qui ont communiqué sur les sites importants aux niveaux national et international, en nombre et en superficie des sites.

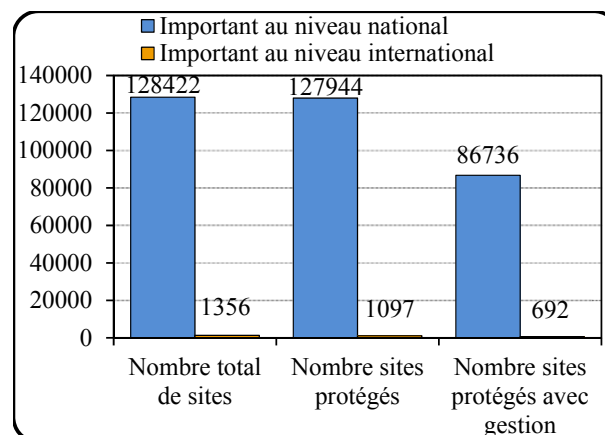


Figure 4.4. Total number of nationally and internationally important sites, protected sites and protected sites with management plans in place, summed across all reporting Parties [n = 35].

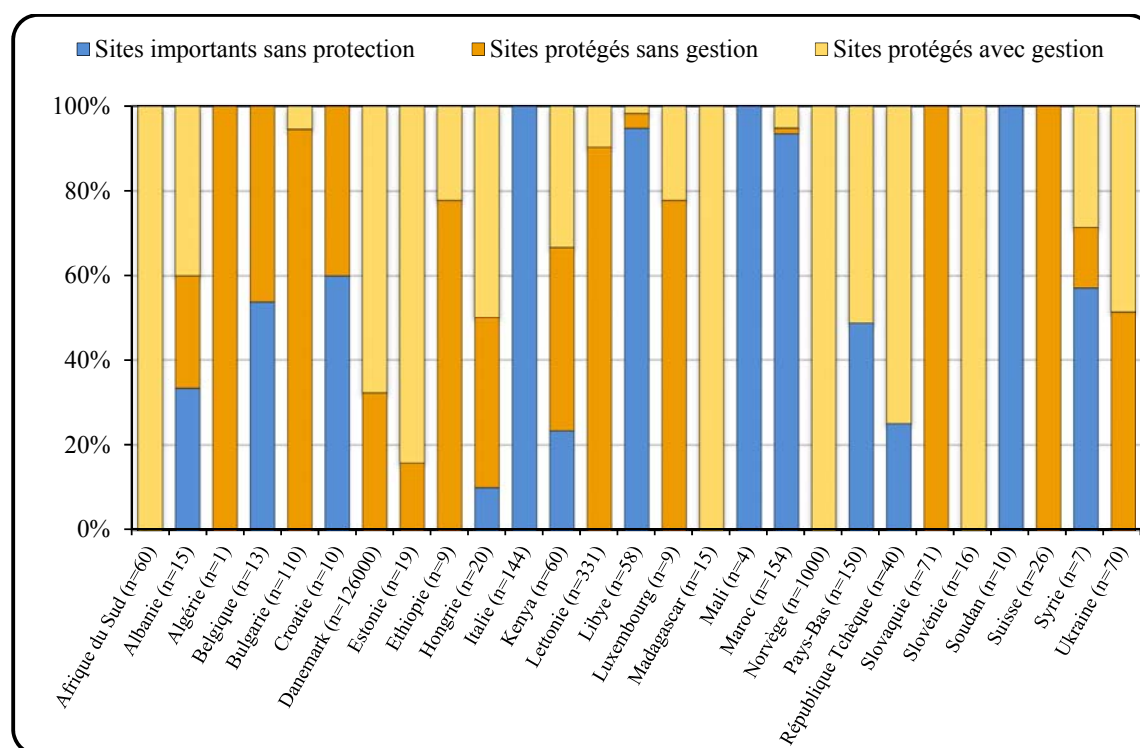


Figure 4.5a **Nombre total de Sites d'importance nationale**, et pourcentage de sites protégés, et de sites bénéficiant d'un plan de gestion indiqués par les Parties.

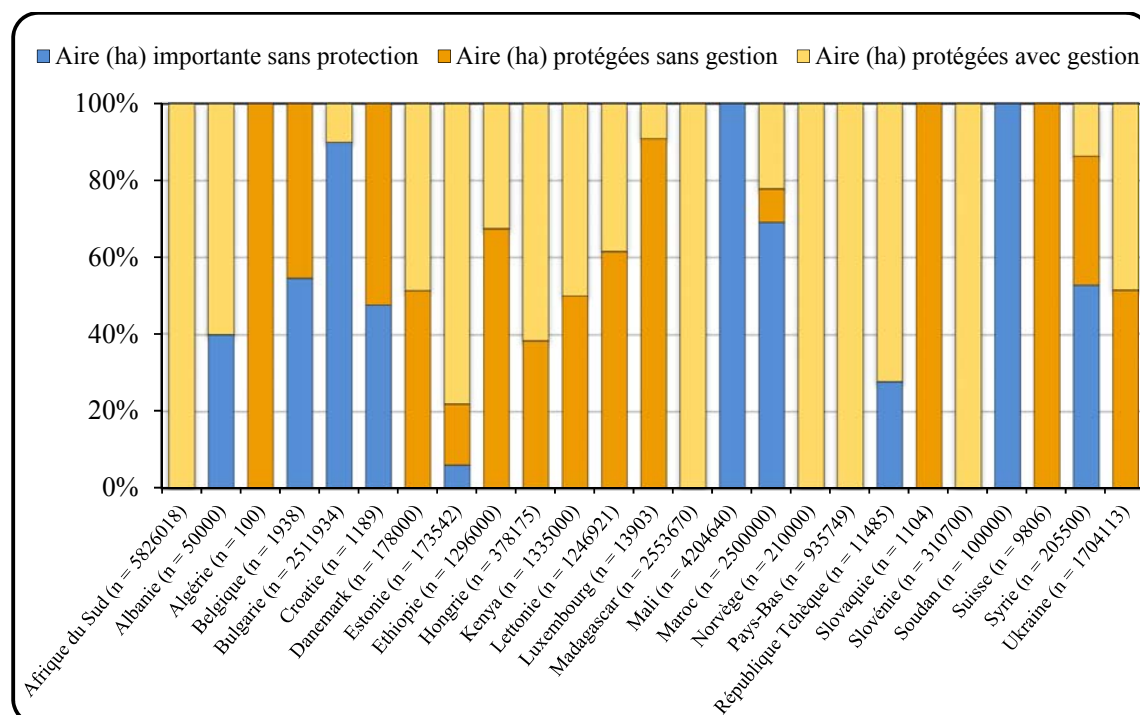


Figure 4.5b **Superficie totale (ha) des Sites d'importance nationale** et pourcentage de la superficie du site (ha) bénéficiant ou non d'un plan de gestion indiqués par les Parties.

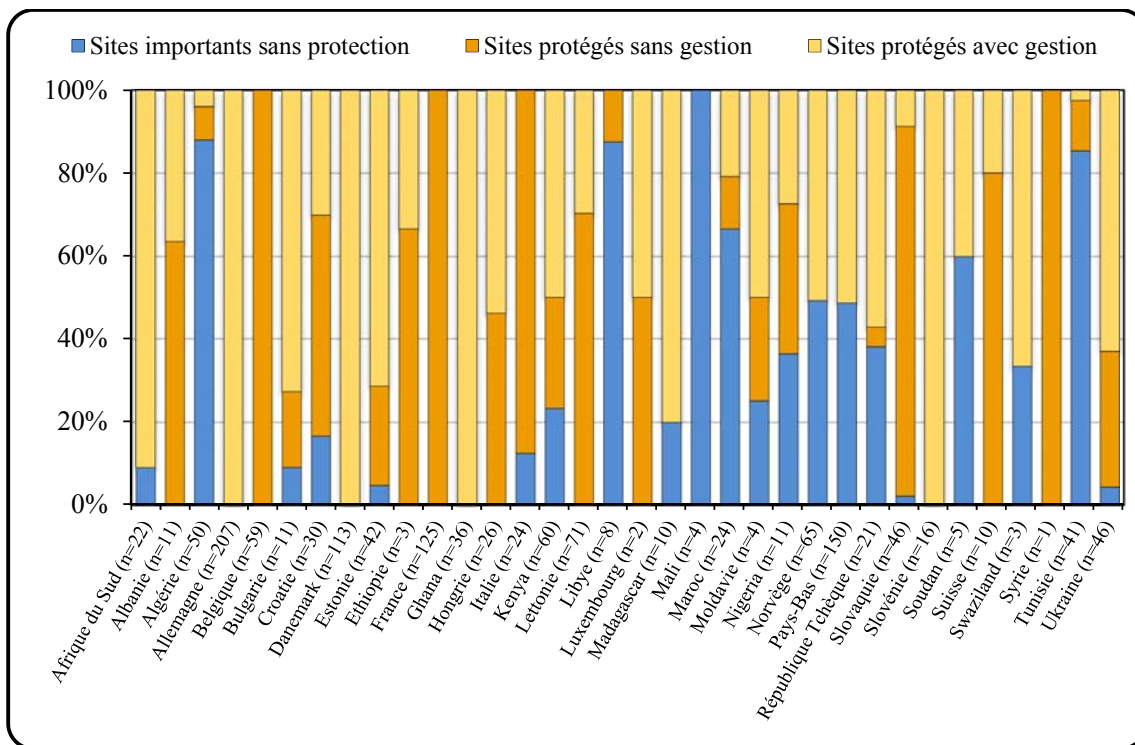


Figure 4.5c Nombre total de Sites d'importance internationale, et pourcentage de sites protégés, et de sites bénéficiant d'un plan de gestion indiqués par les Parties.

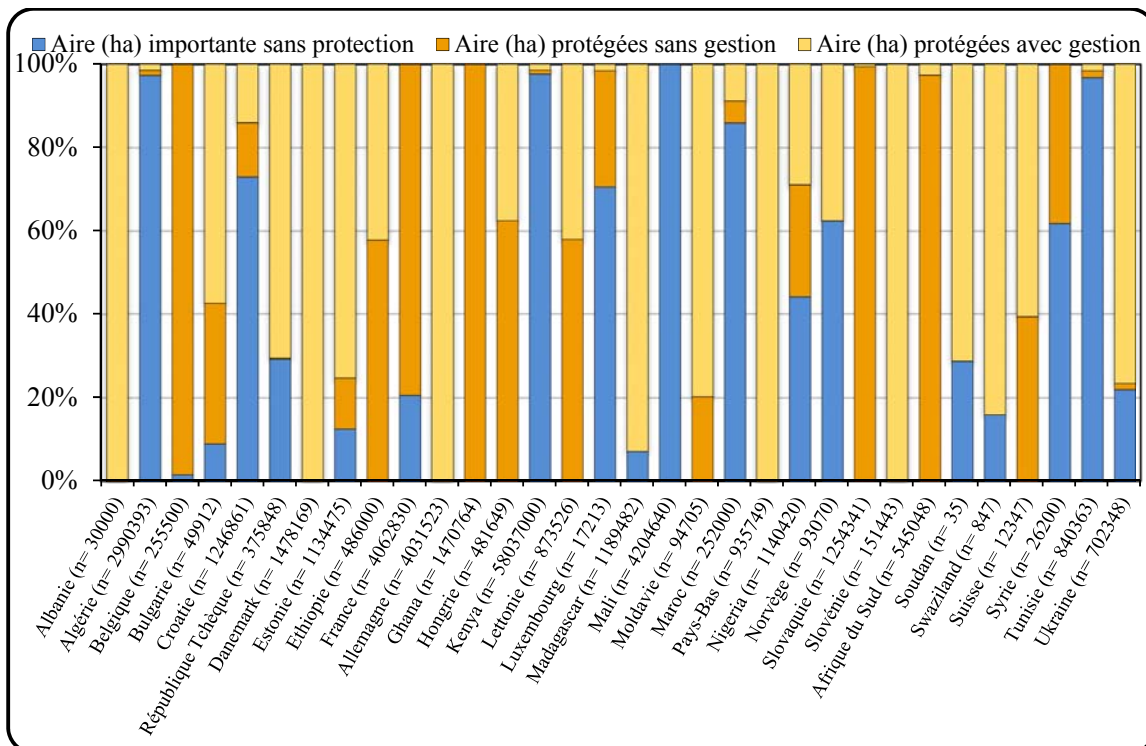


Figure 4.5d Superficie totale (ha) des Sites d'importance internationale et pourcentage de la superficie du site (ha) bénéficiant ou non d'un plan de gestion indiqués par les Parties.

Bien qu'un nombre beaucoup plus important de sites d'importance nationale ait été recensé en comparaison avec les sites d'importance internationale (128,422 contre 1,356: Figure 4.5), la superficie couverte par les sites d'importance internationale est significativement plus importante que celle couverte par les sites d'importance nationale (88.46 millions d'hectares et 25.75 millions d'hectares, respectivement) (Figure 4.6).

La Figure 4.7 résume le nombre et la superficie de sites d'importance nationale et internationale protégés bénéficiant ou ne bénéficiant pas de plans de gestion, et ceux qui ne bénéficient pas de protection légale. En ce qui concerne le nombre total de sites protégés, avec ou sans plans de gestion, aussi bien les sites d'importance nationale que les sites d'importance internationale ont une forte proportion de sites individuels protégés (>99% et 81%, respectivement), avec les sites d'importance nationale presque intégralement protégés. Cependant, en se basant sur la superficie réelle protégée, 67% de la superficie des sites d'importance nationale est protégée et moins d'un quart (23%) de la superficie des sites d'importance internationale est protégée. Au total, 34% de la superficie des sites d'importance nationale et 77% de la superficie des sites d'importance internationale reste sans protection, indiquant que les sites individuels ne bénéficiant pas de protection représentent de très grandes superficies de terres.

Concernant les plans de gestion, plus de la moitié des sites d'importance nationale et internationale bénéficient de plans de gestion, avec 68% et 51% de sites protégés, respectivement (Figure 4.7). En termes de superficies des sites, les sites d'importance nationale montrent une proportion beaucoup plus grande de plans de gestion que de sites d'importance internationale (53% comparé à 13%).

Les réponses des Parties indiquent que des progrès ont été réalisés pour atteindre la Cible 1.2, avec un nombre important de sites d'importance nationale et internationale bénéficiant d'une protection légale. Cependant, la faible proportion de sites bénéficiant de plans de gestion et la grande proportion de sites d'importance internationale sans protection indique que davantage de travail est nécessaire.

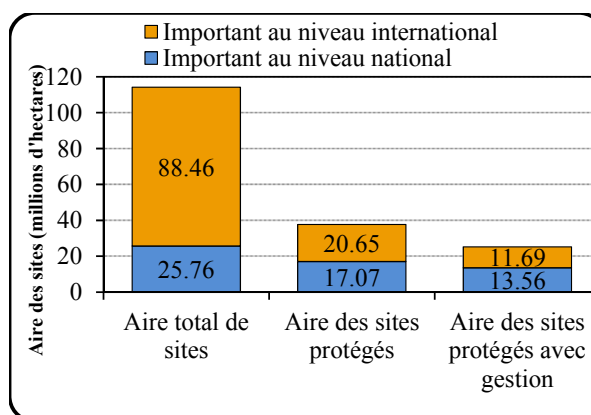


Figure 4.6. Superficie totale des sites d'importance nationale et internationale pour les espèces/populations figurant au tableau 1 de l'AEWA, superficie des sites protégés et superficie des sites protégés avec des plans de gestion en place, additionnées pour toutes les Parties (n=39).

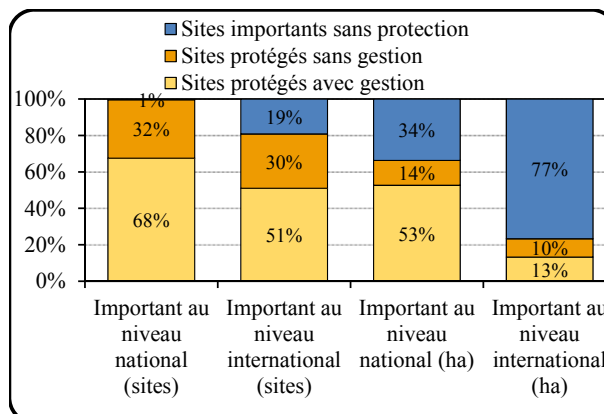


Figure 4.7. Pourcentages de sites d'échelle nationale et d'importance internationale qui sont protégés avec un plan de gestion, protégés sans plan de gestion, et non protégés, tel que rapporté par les Parties (n = 39).

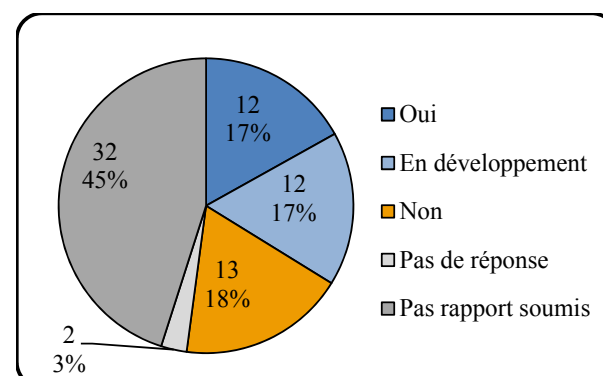


Figure 4.8 Réponses des Parties sur l'élaboration de plans d'action nationaux pour combler les lacunes dans la désignation et/ou la gestion des sites d'importance internationale et nationale.

Q24. Votre pays a-t-il développé un Plan d'action national pour combler les lacunes dans la désignation et/ou la gestion des sites d'importance internationale et nationale ?

Douze Parties (31% des RP; 17% des CP) ont indiqué que leur pays avait développé un plan d'action national dans le but de combler les lacunes dans la désignation et/ou la gestion de sites d'importance nationale ou internationale (Figure 4.8). Parmi ces pays, tous sauf l'Ouganda ont fourni des références sur leur plan d'action national (Tableau 14 en Annexe). Douze Parties (31% des RP; 17% des CP) ont indiqué que leur pays était en cours de développement d'un plan d'action national (Figure 4.8), dont 11 Parties indiquant les dates de début, la date finale prévue et les références de ces plans (Tableau 14 en Annexe). Treize Parties (33% des RP; 18% des CP) ont indiqué qu'aucun plan d'action national n'avait été développé (Figure 4.8). Le Tableau 4.1 fournit des détails des réponses fournies par les 11 Parties ainsi que la répartition du pourcentage.

Tableau 4.1 Réponses fournies par les Parties quant à l'absence de développement plan d'action national pour combler les lacunes dans la désignation et/ou la gestion de sites d'importance nationale ou internationale (n=11).

Raison donnée	Partie	% de RP
Tous les sites d'importance nationale ou internationale sont désignés	Bulgarie, Hongrie, Lettonie	21%
Manque de ressources administratives et financières	Croatie	7%
Programmes ou législations pré-existants adressent ce problème	Croatie, Ethiopie, Italie, République Tchèque, Ukraine	36%
La politique ou la stratégie de la biodiversité du Partie ne sont pas encore achevées	Soudan, Suisse	14%
A être traitées au cas par cas à mesure qu'ils surviennent	Nigeria	7%
Pas de réponse	Monténégro, Tunisie	14%

Q25. Votre pays a-t-il développé un plan stratégique (indépendamment ou faisant partie du document sur la réglementation de votre pays relative à la biodiversité ou aux aires protégées) pour maintenir ou augmenter la résilience du réseau écologique (pour les oiseaux d'eau), y compris la résilience au changement climatique, et pour conserver la diversité et la variabilité écologique des habitats et des espèces ?

Douze Parties (31% des RP; 17% des CP) ont indiqué développer un plan stratégique pour maintenir ou augmenter la résilience du réseau écologique (pour les oiseaux d'eau) (Figure 4.9; Tableau 15 en Annexe). Ce plan inclut incluse la résilience au changement climatique, et la conservation de la diversité et de la variabilité écologique des habitats et des espèces. Onze des 12 Parties ont fourni des références pour le plan stratégique applicable (Tableau 15 en Annexe). Six Parties (15% des RP; 9% des CP) ont indiqué que des plans stratégiques étaient en cours de développement et tous les Parties ont fourni des références pour ces plans (Tableau 15 en Annexe). La plus grande proportion des répondants ont indiqué qu'aucun plan stratégique n'était en développement pour maintenir ou augmenter la résilience du réseau écologique pour les oiseaux d'eau (18 Parties; 46% des RP; 25% des CP). Le Tableau 4.2 fournit un résumé des réponses, les Parties et la répartition du pourcentage. Chypre, la Moldavie et la Bulgarie n'ont pas fourni de réponse à la Question 25.

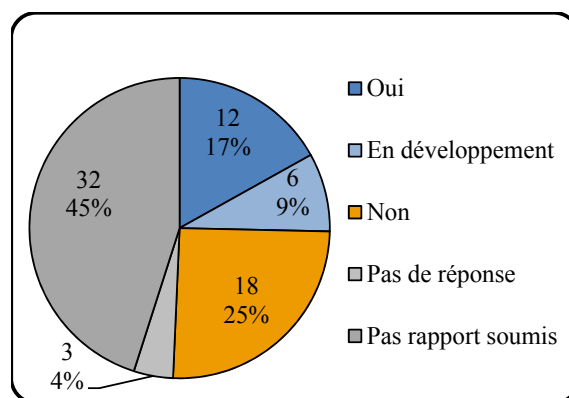


Figure 4.9 Réponses des Parties sur l'élaboration d'un plan stratégique pour maintenir et accroître la résilience du réseau écologique des oiseaux d'eau.

Tableau 4.2 Réponses fournies par les Parties concernant l'absence de plans stratégiques pour maintenir ou augmenter la résilience du réseau écologique pour les oiseaux d'eau (n=18).

Raison donnée	Partie	% de RP
Manque de capacité	Hongrie, Libye	15%
Manque de ressources	Libye	8%
Pas de données	Ghana	8%
Les Plans sont au stade (précoce) de développement	Nigeria, Norvège, Suède, Syrie	31%
Autres plans de gestion en place / sites Natura 2000 couvrent un pourcentage important de zones humides	Croatie, Danemark, Estonie, Italie, Lettonie, Slovénie	46%
Pas de raison fournie	Afrique du Sud, Monténégro, Tunisie	23%

Q27. Avez-vous eu accès et utilisé l'Outil Réseau de sites critiques (CSN) pour les sites de l'AEWA?

Dix-sept Parties (44% des RP; 24% des CP) ont indiqué avoir accédé à l'Outil Réseau de sites critiques (CSN) (Figure 4.10; Tableau 11 en Annexe). Le Tableau 4.3 résume la variété des raisons invoquées par les Parties pour l'utilisation de l'Outil CSN, avec l'obtention d'informations sur les espèces étant la plus commune. Vingt-et-une Parties (51% des RP, 30% des CP) ont indiqué qu'elles n'avaient pas utilisé l'Outil CSN durant la période triennale, avec les raisons résumées dans le Tableau 4.4. La raison la plus communément citée est la préférence à l'utilisation des données nationales, qui sont considérées être de meilleure qualité. Cinq Parties ont indiqué avoir eu accès au site mais ne pas l'avoir utilisé.

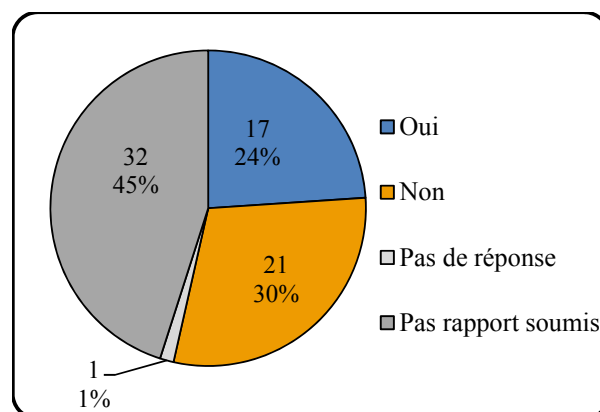


Figure 4.10 Réponses des Parties à l'utilisation de l'Outil du Réseau de sites critiques (CSN) pour la zone de l'AEWA.

Tableau 4.3 Raisons pour lesquelles les Parties ont indiqué avoir utilisé l'Outil CSN et pourcentage de Parties ayant indiqué chacune de ces raisons (n=17).

Raison de l'utilisation	Partie	% de Parties
Information sur les espèces	Algérie, Belgique, Pays-Bas, Tunisie, Ukraine	29%
Information sur les aires protégées	France, Libye, Ouganda	18%
Planning/gestion de sites désignés	Estonie, Maroc, Slovaquie	18%
Test de l'Outil	Lettonie, Slovénie	12%
Promotion de l'Outil	République Tchèque	6%
Fourniture de données pour l'Outil	Allemagne	6%
Pas de raison mentionnée	Afrique du Sud, Moldavie	12%

Tableau 4.4 Réponses fournies par les Parties pour la non-utilisation de l'Outil CSN et pourcentage de Parties ayant indiqué chacune de ces raisons (n=21).

Raison de l'utilisation	Partie	% de Parties
Utilisation d'outils nationaux qui sont spécifiques du pays (plus de données disponibles)	Hongrie, Norvège, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Ukraine	24%
Pas encore consulté, mais prise en compte pour l'avenir	Kenya, Madagascar, Swaziland	14%
Outil accédé, mais pas utilisé	Croatie, Ethiopie, Nigeria, Syrie, Italie	24%
Domaines déjà identifiés avant l'outil CSN	Danemark	5%
Manque de ressources humaines	Albanie, Mali, Soudan	14%
Pas de raison fournie	Bulgarie, Ghana, Luxembourg, Monténégro	19%

V. Gestion des activités humaines

5.1 Chasse

Q28. Votre pays a-t-il établi un système pour le recueil des données de prélèvement, couvrant les espèces figurant au Tableau 1?

Il a été demandé aux Parties si un système était en place dans leur pays pour le recueil de données de prélèvement pour les espèces figurant au Tableau 1 de l'AEWA⁵ (Cible 2.2). Trente-huit Parties ayant présenté leur rapport ont répondu à cette question, et 29 Parties (74% des RP; 41% des CP) ont confirmé l'existence d'un système de recueil de données de prélèvement (Figure 5.1; Tableau 16 en Annexe). Ceci indique que l'indicateur pour la Cible 2.2 a été partiellement atteint; toutefois, les rapports nationaux n'ont pas permis de savoir avec précision si une coordination internationale (comprenant des standardisations, etc.) était en place; davantage de travail est nécessaire pour assurer que cet aspect de la Cible 2.2 soit atteint. Pour la prochaine période triennale, plus de clarté sur cet aspect dans le format du Rapport National pourrait aider.

Lorsqu'elles ont fourni des informations sur les systèmes de recueil des données, 13 Parties (33% des RP; 18% des CP) semblent avoir mal compris la question, et ont fait des sélections qui s'excluent (i.e. indiquant simultanément que les systèmes de recueil couvriraient la totalité et seulement une partie de territoire). Ces Parties sont désignées « Oui » dans la Figure 5.1, mais ont été exclues des analyses plus détaillées des espèces, des territoires et des activités de prélèvement, donnant un total de 17 Parties qui ont fourni des informations sur ce que leur système couvre (Tableau 5.1). De ces Parties, 11 (16% des CP) ont indiqué disposer d'un système qui inclut toutes les espèces de l'AEWA de leur pays; 13 (18% des CP) ont indiqué disposer d'un système de recueil de données sur la totalité du territoire de leur pays; et 12 (17% des CP) disposeraient d'un système en place pour recueillir toutes les activités de prélèvement.

La proportion de Parties ayant des systèmes de prélèvement couvrant la totalité des espèces de l'AEWA (vs. certaines), la totalité du territoire (vs. une partie) et la totalité des activités de prélèvement (vs. certaines) est indiquée à la Figure 5.2. Neuf Parties (23% de RP; 13% de CP) ont indiqué avoir un système qui inclut toutes les espèces de l'AEWA, tout le territoire du pays et toutes les activités de

Plan stratégique Cible 2.2

Une collecte coordonnée au niveau international des données sur les prélèvements d'oiseaux est mise en place et implémentée

Indicateur:

Une collecte coordonnée au niveau international des données et impliquant au moins 25% des Parties

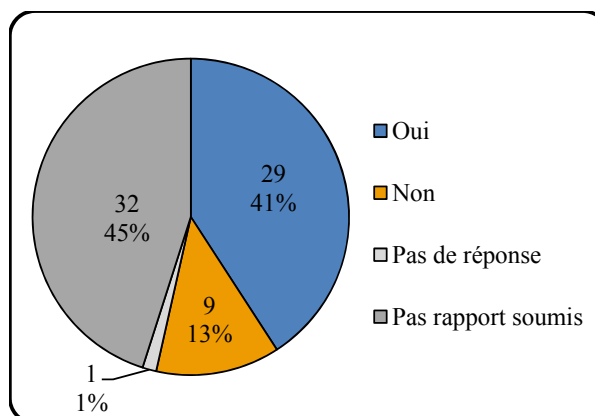


Figure 5.1. Parties avec un système de recueil des données de prélèvement

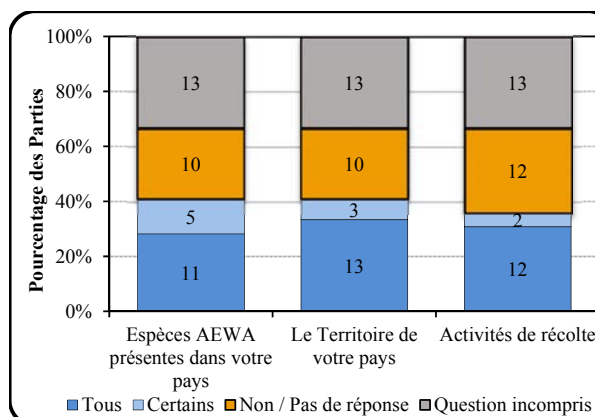


Figure 5.2. Nombre et pourcentage de Parties ayant des systèmes de prélèvement couvrant la totalité/certaines des espèces de l'AEWA, la totalité/une partie du territoire, et la totalité/certaines des activités de prélèvement.

⁵ Tableau 1 de l'accord AEWA, qui peut être consulté ici: www.unep-aewa.org/sites/default/files/publication/aewa_agreement_text_2013_2015_en.pdf

prélèvement. Ce chiffre peut être sous-estimé en raison de l'exclusion des 13 réponses non adaptées.

Neuf Parties (23% des RP; 13% des CP) ont indiqué ne pas disposer de système de recueil de données de prélèvement couvrant les espèces figurant au Tableau 1 de l'Accord de l'AEWA. De ces Parties, trois ont indiqué avoir des systèmes en place pour réguler et surveiller la chasse, mais qu'ils n'étaient pas spécifiquement cadrés sur l'AEWA. Par exemple, le Ghana et le Nigeria ont mentionné que la chasse est contrôlée par plusieurs règlements, sous la responsabilité de différentes institutions et gouvernement, et ne disposent donc pas d'un système de recueil de données de prélèvement centralisé. Le Royaume-Uni a indiqué qu'une surveillance annuelle de la chasse est menée par l'Association britannique pour la chasse et la Conservation (BASC), et que certaines informations sont rassemblées par Recensement national du gibier mené par le Groupe pour la chasse et la conservation de la vie sauvage, mais qu'il n'existait pas de système centralisé. La Syrie et l'Albanie ont indiqué avoir prévu de créer des systèmes de recueil des données, mais ne pas les avoir encore établis. Le Swaziland a indiqué ne pas disposer de système en raison de capacités et de ressources limitées, tandis que l'Éthiopie a noté qu'il n'était pas nécessaire pour établir la base de données, puisque nous n'avons pas actuellement pas d'espèces incluses dans la liste et donc aucune donnée n'a été collectée.

Tableau 5.1. Détails des systèmes de recueil des données de prélèvement indiqués par les Parties dans leur rapport (Tous/Totalité = ●; Certaines/partie = ○; Pas de réponse = '-').

Partie	Espèces de l'AEWA couvertes (toutes/seulement certaines)	Territoire couvert (totalité/seulement une partie)	Activités de prélèvement couvertes (toutes /seulement certaines)
Allemagne	●	●	●
Bulgarie	○	●	●
Croatie	●	●	●
Danemark	●	●	●
Estonie	●	●	●
Hongrie	-	●	●
Italie	●	●	●
Lettonie	●	●	●
Libye	●	○	○
Madagascar	○	○	-
Maroc	○	●	-
Moldavie	●	-	-
Slovaquie	●	●	●
Slovénie	●	●	●
Suède	○	●	●
Suisse	●	●	●
Ukraine	○	○	○

Q29. Votre pays a-t-il supprimé progressivement l'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides?

Concernant la Cible 2.1, il a été demandé aux Parties si leur pays avait supprimé l'utilisation de la grenaille de plomb dans les zones humides. Un total de 22 Parties (56% des RP; 31% des CP) ont fait savoir que la grenaille de plomb avait été intégralement (17 Parties; 44% des RP) ou partiellement (5 Parties; 13% des RP) supprimée dans leur pays (Figure 5.3; Tableau 17 en Annexe). Douze Parties (31% des RP, 17% des CP) ont confirmé que la grenaille de plomb n'avait pas encore été supprimée, indiquant que davantage de travail est nécessaire pour atteindre la Cible 2.1.

Plan stratégique Cible 2.1
L'utilisation de la grenaille de plomb est supprimée dans les zones humides dans toutes les régions des PC

Indicateur:
Toutes les PC ont adopté une loi nationale interdisant d'utiliser la grenaille de plomb (dans les zones humides)

Cinq Parties (13% des RP, 7% des CP) ont répondu que la suppression de la grenaille de plomb n'était "pas applicable". De ces Parties, le Kenya a commenté que toute activité de chasse a été interdite dans le pays depuis 2013, et l'Éthiopie a mentionné que comme la chasse n'a habituellement pas lieu dans les zones humides, la grenaille de plomb n'est considérée comme un problème dans ces zones. L'Ouganda et le Nigeria ont commenté que la grenaille de plomb n'était pas utilisée dans leur pays, et Madagascar a indiqué qu'il n'y avait pas d'information disponible pour ce problème.

Des cinq Parties (13% des RP; 7% des CP) qui ont partiellement supprimé la grenaille de plomb (Moldavie, Allemagne, Lettonie, Suisse, Italie), une Partie (Suisse) a confirmé s'être imposé un calendrier publié pour interdire intégralement l'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides (Tableau 17 en Annexe). L'Allemagne, la Lettonie et l'Italie ont indiqué qu'un calendrier n'avait pas été établi, et l'Allemagne et la Lettonie ont ajouté que des interdictions partielles avaient été suffisantes pour réduire les risques liés au plomb, et qu'il n'était donc pas nécessaire de changer la législation. L'Italie n'a pas donné de raison, et la Moldavie n'a pas fourni d'autres informations.

Des 12 Parties (31% des RP; 17% des CP) n'ayant pas encore supprimé la grenaille de plomb, quatre Parties (Libye, Soudan, Syrie, Ukraine: 33%) ont reconnu que la grenaille de plomb était un problème, et qu'ils préparent des plans ou ont l'intention de l'interdire dans le futur. Plusieurs raisons pour ne pas avoir supprimé la grenaille de plomb ont été avancées (Figure 5.4). Celles-ci comprennent le manque de moyens et le besoin de support technique dans la mise en place (Ghana, Soudan et Libye: 25%). Plus spécifiquement, la Libye a commenté qu'un plan avait été préparé, mais pas encore mis en place en raison du manque de sensibilisation et de moyens, alors que le Ghana a indiqué qu'un système de permis est en place pour réguler l'utilisation de la grenaille de plomb, mais il y a une faible capacité de surveillance et d'application. La Syrie et l'Ukraine ont également fait part d'obstacles empêchant la suppression progressive : la Syrie a indiqué qu'une absence complète de législation représentait des défis, mais a commenté que ce problème serait étudié dans le futur. L'Ukraine a indiqué que la suppression de la grenaille de plomb était un problème complexe en raison du manque de grenaille remplacement appropriée sur le marché, mais qu'une campagne de sensibilisation du public sur les risques liés à l'utilisation de la grenaille de plomb était menée, et qu'une proposition de loi pour l'interdiction de l'utilisation de la grenaille de plomb dans les zones humides d'importance internationale avait été soumise au Parlement ukrainien pour adoption. Pour l'Algérie et l'Albanie (16%), la chasse est actuellement suspendue : il y a une interdiction complète de la chasse en Algérie depuis 1993, tandis qu'un moratoire de la chasse de deux ans (mars 2014-mars 2016) a été imposée sur l'Albanie, avec une interdiction à long terme de la chasse dans les zones humides et les aires importantes pour les oiseaux. Trois Parties (Maroc, Slovaquie, et Afrique du Sud: 25%) ont commenté que la chasse des oiseaux d'eau n'était pas répandue dans leur pays, et par conséquent l'utilisation de la grenaille de plomb ne représente pas de problème. Le Monténégro et la Tunisie n'ont pas fourni d'autres détails.

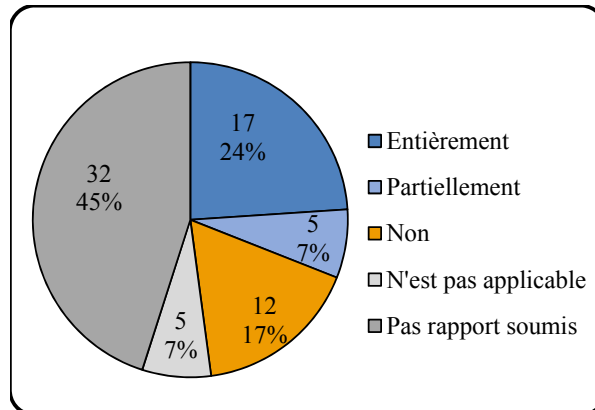


Figure 5.3. Réponses des Parties sur l'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides et s'il a été éliminée.

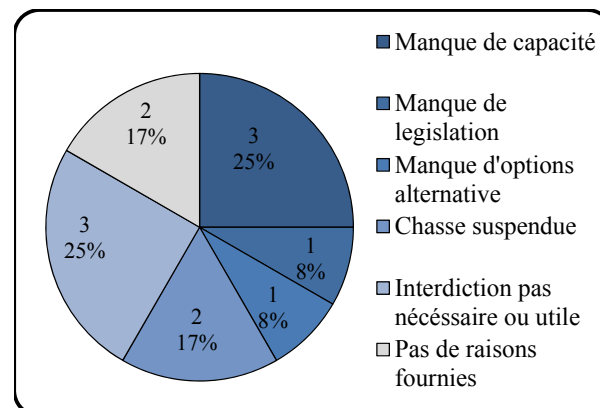


Figure 5.4. Raisons pour l'absence de suppression progressive de la grenaille de plomb.

Q30. Existe-t-il dans votre pays des mesures pour réduire/éliminer les prélèvements illégaux ?

Trente-sept Parties (95% des RP; 52% des CP) ont confirmé que des mesures étaient en place pour réduire ou éliminer les prélèvements illégaux d'oiseaux d'eau dans leur pays (Figure 5.5 et 5.6; Tableau 18 en Annexe). Parmi eux, certains se référaient à la législation en place, alors que d'autres ont commenté des actions spécifiques. Le Danemark a noté que les associations de chasse étaient très efficaces dans l'auto-régulation lorsqu'il s'agissait de la gestion des réserves de chasse et que la police prenait ces problèmes très au sérieux. L'Allemagne a également indiqué qu'une répression sévère de la chasse illégale, avec une application stricte des réglementations pour les chasseurs, permettait de maintenir la chasse illégale des oiseaux d'eau à un faible niveau. L'Estonie a mentionné des activités de sensibilisation menées pour dissuader les prélèvements illégaux, tandis que d'autres Parties ont fait part d'autorités nationales ou locales pour la nature sauvage qui surveillent et sécurisent les aires protégées.

Plan stratégique Cible 2.3
Les mesures destinées à réduire, et éliminer autant que possible, les prélèvements illégaux d'oiseaux d'eau, l'utilisation d'appâts empoisonnés ainsi que les méthodes de prélèvement non sélectives sont élaborées et implémentées

Indicateur:
Toutes les PC disposent d'une législation pertinente qui est entièrement appliquée

Des 37 Parties ayant confirmé avoir des mesures en place, 78% ont indiqué que l'efficacité de ces mesures était élevée (38%) ou modérée (40%) (Figure 5.6). Le Royaume-Uni a été la seule Partie à cocher « Autre », commentant que l'efficacité de ces mesures était inconnue. La forte proportion de Parties disposant de mesures en place et le taux élevé d'efficacité de ces mesures montrent que des progrès ont été réalisés pour atteindre la Cible 2.3, mais des efforts demeurent nécessaires pour assurer que toutes les Parties aient des mesures en place et intégralement appliquées. Voir également le chapitre 3.1 relatif à l'utilisation d'appâts empoisonnés et de méthodes de prélèvements non-sélectives.

Deux Parties ont indiqué ne pas avoir de mesures en place : le Luxembourg a commenté que la chasse illégale ne représentait pas de menace majeure, et la Syrie a indiqué qu'une absence générale de législation constituait un obstacle.

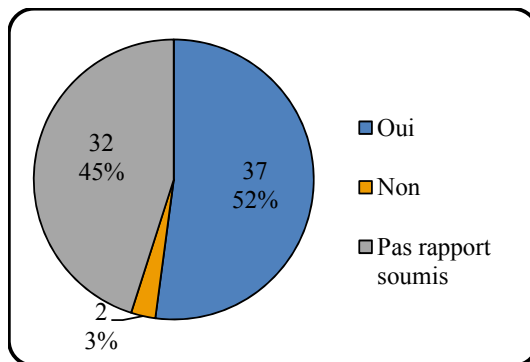


Figure 5.5. Réponse des Parties sur l'existence ou non de mesures pour réduire/éliminer les prélèvements illégaux (n=39).

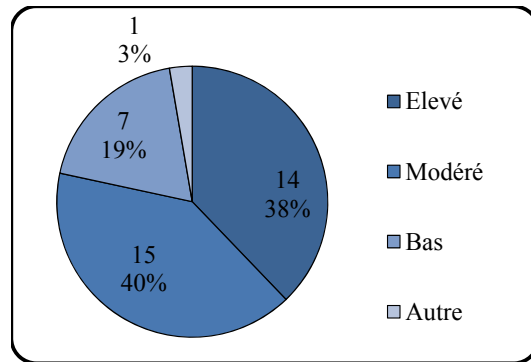


Figure 5.6. Taux d'efficacité des mesures pour réduire/éliminer les prélèvements illégaux, tels qu'indiqués par les Parties dans leur rapport. (n=37).

Q31. Des codes et standards pour la chasse qui seraient obligatoires (i.e. l'identification des oiseaux) sont-ils considérés comme une priorité ou appropriés pour votre pays?

Vingt-trois Parties (59% des RP; 32% des CP) ont indiqué que des codes et standards pour la chasse qui seraient obligatoires sont considérés une priorité (Figure 5.7; Tableau 19 en Annexe), et 17 Parties (44% des RP; 24% des Parties) ont indiqué qu'ils étaient en place dans leurs pays respectifs (Figure 5.8). De ces 17 Parties, 11 Parties (65%) ont indiqué l'utilisation de Plans de gestion de chasse, 16 (94%) ont indiqué demander des essais d'aptitudes aux chasseurs, neuf ont indiqué une affiliation au club et huit ont coché 'Autres', mais n'ont pas spécifié davantage (Tableau 19 en Annexe). Huit Parties

(47%) ont les trois types de codes et standards pour la chasse en place. De plus, même si l'Ukraine n'a pas indiqué que des codes de bonnes pratiques/normes étaient en place, il a été mentionné dans le paragraphe de commentaires que des tests d'aptitude pour les chasseurs étaient utilisés. Ceci indique un support adéquat et des progrès pour atteindre la Cible 2.4, mais davantage de progrès doit être fait pour assurer qu'au moins la moitié des Parties contractantes mettent efficacement en place des standards de bonnes pratiques.

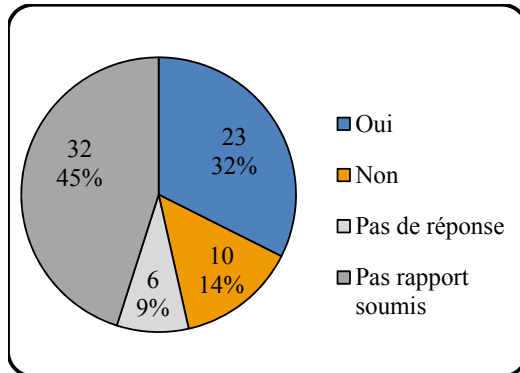


Figure 5.7. Réponses des Parties quant à savoir si les bonnes pratiques et codes de conduite sont considérés comme une priorité.

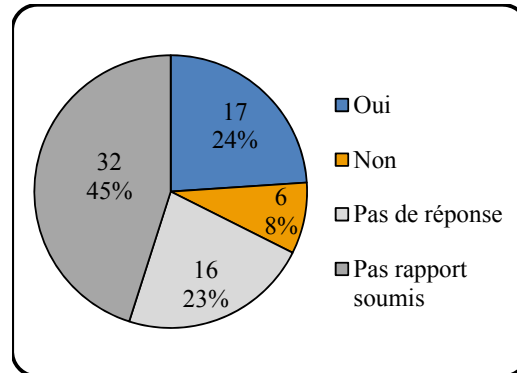


Figure 5.8. Réponses des Parties quant à savoir si les bonnes pratiques et codes de conduite sont en place.

Des dix Parties (26% des RP; 14% des CP) indiquant que codes de bonnes pratiques/normes n'étaient pas considérés comme une priorité, cinq ont expliqué que la chasse n'est pas considérée problématique dans leur pays. Les autres explications comprennent : la législation nationale n'est pas basée sur des procédures (Italie) ; l'application représenterait un énorme défi (Nigeria) ; et que cette question serait concertée avec le Secrétariat de l'AEWA dans le futur (Soudan). Des six Parties (15% des RP; 9% des CP) indiquant que les codes de bonnes pratiques/normes étaient considérés comme une priorité, mais n'étaient pas encore en place, les raisons données comprennent : pas d'exemple national de bonnes pratiques (Albanie) ; lignes directrices en place, mais pas légalement imposée (Afrique du Sud); la législation sur la chasse est déjà relativement répressive (Estonie); la chasse des oiseaux n'est pas une assez grande menace (Luxembourg) ; et une organisation est en cours pour la mise en œuvre (Mali). Une Partie (Tunisie) n'a pas fourni de plus amples détails.

5.2 Autres activités humaines

Q33. Des restrictions sur l'utilisation des plombs de pêche ont-elles été introduites dans votre pays?

Seules quatre Parties (10% des RP; 6% des CP) ont déclaré que des restrictions sur l'utilisation des plombs de pêche ont été introduites dans leur pays, ce qui indique que davantage de travail doit être fait dans ce domaine (Figure 5.9; Tableau 20 en Annexe). De ces quatre parties, le Royaume-Uni a fait remarquer que la législation visant à interdire la fourniture de plombs de pêche (avec quelques exceptions) a été introduit dans les années 1980, et des études indiquent que cette loi a permis une augmentation de cygne tuberculé (*Cygnua olor*) dans certaines zones - une espèce qui avait été fortement impactée par l'empoisonnement. Le Danemark a indiqué que depuis 2012, il est interdit d'importer ou de vendre des équipements de pêche contenant du plomb métallique aussi bien aux deux pêcheurs

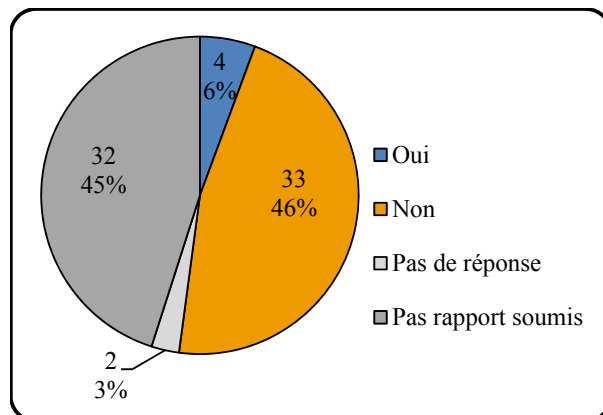


Figure 5.9. Réponses des Parties quant à savoir si les restrictions sur l'utilisation des plombs de pêche ont été introduites.

professionnels qu'occasionnels, tandis que le Swaziland a indiqué qu'une 'interdiction à long terme avait été mise en place à travers l'Acte de la chasse (Amendement) de 1991 et l'Acte de la protection des oiseaux sauvages de 1914. Madagascar n'a pas fourni de plus amples informations.

Trente-trois Parties (85% de RP; 46% de CP) ont confirmé que les restrictions sur l'utilisation des plombs de pêche n'ont pas été introduites. Parmi ces parties, trois ont signalé que les restrictions ne sont pas considérées comme une priorité: L'Afrique du Sud et la République Tchèque ont indiqué que l'utilisation de poids de plomb ne posait pas de problème, tandis que la Norvège a indiqué que son attention se portait actuellement sur des balles toxiques, plutôt que sur les plombs de pêche. Onze Parties (33% de celles ayant répondu «non») ont fait remarquer que même si aucune restriction n'était actuellement en place, des progrès sont accomplis sur la question. La Belgique et l'Estonie ont ajouté que même en l'absence de restrictions officielles, une sensibilisation est menée sur l'utilisation de solutions alternatives dégradables. La Suède et l'Allemagne ont indiqué que la question était en cours de discussion, et la Croatie a mentionné la nécessité de procéder à une évaluation complète sur l'utilisation de plombs de pêche, qui sera entreprise dans un proche avenir. Pour l'Ukraine, la France et la Slovaquie, la restriction de poids est actuellement rédigée, mais pas encore introduite/mise en œuvre, tandis que le Mali a commenté sur les intentions de l'inclure dans la législation. Les autres Parties ne fournissent pas plus d'informations.

Q34. Y a-t-il dans votre pays une législation prévoyant l'Evaluation environnementale stratégique/l'Evaluation des impacts environnementaux (EES/EIE) des activités influant de façon potentiellement défavorable sur les habitats naturels ou la vie sauvage ?

Une législation prévoyant l'utilisation d'une Evaluation environnementale stratégique/Evaluation des impacts environnementaux (EES/EIE) pour des activités influant de façon potentiellement défavorable les habitats naturels ou la vie sauvage est en place et mise en œuvre dans trente-six pays de l'AEWA (92% des RP; 51% des CP) (Figure 5.10; Tableau 21 en Annexe). Ceci représente des progrès notables pour atteindre la Cible 1.3.

La Partie ayant indiqué qu'une législation est en place mais n'est pas appliquée (Tunisie) n'a pas fourni de plus amples informations. La Moldavie a indiqué qu'une législation était en développement, mais a ajouté que des mesures étaient incluses dans la récente législation du Développement du Réseau

Ecologique National, en place depuis 2011. Le Soudan n'a pas fourni de réponse. Des 36 Parties confirmant qu'une législation était en place et mise en œuvre, toutes ont indiqué que leurs processus d'EES/EIE prennent en considération les oiseaux d'eau et les habitats dont ils dépendent. Une proportion légèrement plus faible de ces Parties (34 Parties: 87% des RP; 48% des CP) a indiqué que leurs processus de EES/EIE incluaient la participation du public. Les deux Parties restantes ont indiqué que la participation du public n'est pas incluse (Libye et Algérie), et aucune d'entre elles n'a fourni de plus amples détails.

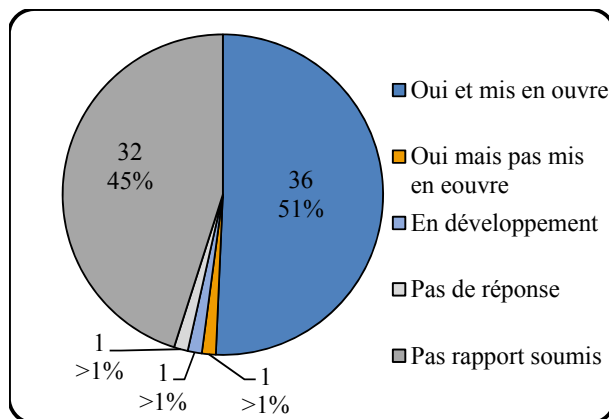


Figure 5.10. Réponses des Parties pour déterminer si la législation qui prévoit EES / EIE est en place pour les activités ayant potentiellement une incidence négative sur les habitats naturels ou les animaux sauvages.

Plan stratégique Cible 1.3
 L'Evaluation environnementale stratégique/l'Evaluation des impacts environnementaux sont utilisées pour réduire les impacts des nouveaux développements sur les espèces et populations d'oiseaux d'eau

Indicateur:
 Toutes les Parties contractantes utilisent les EES/EIE pour réduire les impacts sur les oiseaux d'eau

Q35. Au cours des trois dernières années, votre pays a-t-il utilisé des EES/EIE pour évaluer l'impact de tous les projets pertinents sur les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au Tableau 1 et/ou les habitats/sites dont ils dépendent ?

La majorité des Parties ayant présenté leur rapport (35 Parties; 49% des CP) ont indiqué qu'une EES/EIE avait été utilisée pour tous les projets pertinents, afin d'évaluer leur impact sur les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au Tableau 1 de l'AEWA et/ou les habitats/sites dont ils dépendent (Figure 5.11; Tableau 22 en Annexe). Quatorze Parties ont également donné des exemples de projets 'exceptionnels' qui sont détaillés dans le Tableau 5.2.

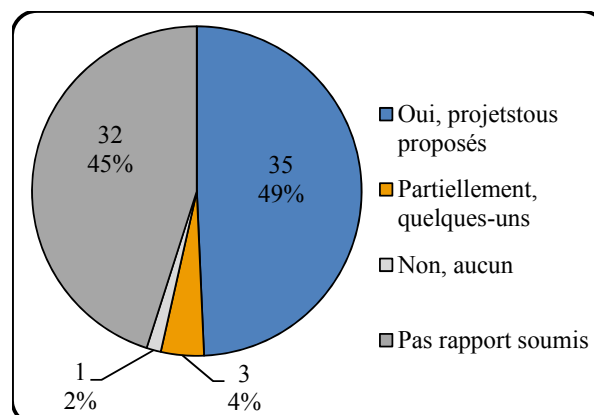


Figure 5.11. Réponses des Parties sur l'utilisation des EES/EIE pour tous les projets concernés dans les trois dernières années, pour évaluer l'impact des projets sur les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs et/ou les habitats/sites dont ils dépendent.

La Moldavie était la seule Partie indiquant ne pas avoir utilisé de SES/EIE pour les projets pertinents, mais elle n'a pas indiqué pourquoi. Trois Parties (8% des RP; 4% des CP) ont indiqué avoir uniquement utilisé une SES/EIE pour certains projets pertinents. La République Tchèque a commenté que d'après la législation nationale, le processus de SES/EIE doit seulement être appliqué durant la construction de nouvelles lignes électriques à haute tension et pour les développements dans des aires protégées. Les deux autres Parties (Luxembourg and Tunisie) n'ont pas fourni de plus amples informations.

Des 38 Parties qui ont indiqué que des EES/EIE avaient été utilisées pour certains ou tous les projets pertinents, environ deux tiers (27 Parties; 69% des RP; 38% des CP) ont ajouté que lorsque l'évaluation avait identifié la possibilité d'impacts négatifs significatifs sur les oiseaux d'eau migrateurs, des mesures ont été prises pour éviter ces impacts, y compris le contournement d'aires protégées ou autres sites d'importance. Sept Parties ont indiqué que des mesures étaient partiellement mises en œuvre pour éviter les impacts négatifs ; parmi eux, la Lybie et l'Italie ont commenté que les recommandations des évaluations n'étaient pas toujours suivies, mais que des efforts étaient faits pour réduire les impacts autant que possible. L'Albanie a commenté que l'évitement des impacts se concentrait principalement sur les aires importantes de conservation, tandis que Madagascar a commenté que la sensibilisation du public et la réalisation des plans de gestion des aires protégées étaient les principales mesures prises pour éviter les impacts négatifs des projets. Le Ghana n'a pas fourni de plus amples informations. La Hongrie a fait savoir qu'aucune mesure n'avait été prise pour éviter les impacts négatifs des projets, mais a ajouté qu'aucun projet proposé durant la période de présentation des rapports n'avait le potentiel d'affecter sérieusement les oiseaux d'eau ou leur habitat.

Tableau 5.2. Exemples de projets indiqués par les Parties qui ont utilisés des EES/EIE pour tous les projets pertinents durant la dernière période triennale.

Partie	Projet(s) pour lesquels une EES/EIE a été utilisée
Algérie	Construction d'une voie de train à travers le site Ramsar Marais de la Macta
Allemagne	Construction de parcs éoliens off-shore
Belgique	Installation de lignes électriques et de barrages électriques
Estonie	Construction du terminal de gaz de Paldiski
Ethiopie	Développement d'infrastructures touristiques autour des lacs de la vallée du grand rift, dans les bassins d'Awash et Omo et à Gambella
Italie	Construction d'un pont sur le détroit de Messina
Lettonie	Projets de développement éoliens dans les régions de Ventspils, Durbe et Rucava

Partie	Projet(s) pour lesquels une EES/EIE a été utilisée
Maroc	Plusieurs parcs éoliens (Tetouan, Ben Younech, Safi, Akhefennier) et une usine de désalinisation à Agadir
Nigeria	Extension du réseau de lignes électriques
Slovaquie	Développement des voies express R1 et R7; autoroute D2; plusieurs barrages électriques (Kralovany, voľšov, Brestová, Liptovská, Teplá, Lisková); reconstruction et augmentation de la capacité de l'oléoduc PS4 PS4 Tupá; construction d'une route et d'un pont à Ipolydamasd et Chlaba; plusieurs plans d'utilisation des terrains: plan stratégique de développement des infrastructures routières ; mise à jour de la stratégie d'utilisation du potentiel hydro-énergétique des cours d'eau de la Slovaquie jusqu'e 2030
Slovénie	Installation d'une ligne électrique haute tension traversant la rivière Mura; développement d'un terrain de golf près des salines de Sečovlje; construction d'une autoroute traversant la rivière Drava; construction de la décharge de la ville; construction d'une route à travers la Réserve de Ljubljansko Barje
Soudan	Restructuration des lignes électriques
Syrie	Activités industrielles autour du lac Al Jaboul
Ukraine	Construction d'une ferme éolienne de Tuzlovska

Q37.1. Les parties prenantes concernées, y compris les organismes gouvernementaux, les organismes scientifiques, les organisations non gouvernementales et le secteur de l'énergie, sont-elles régulièrement consultées afin de surveiller conjointement les impacts des lignes électriques sur les oiseaux d'eau et de se mettre d'accord sur une politique d'action commune?

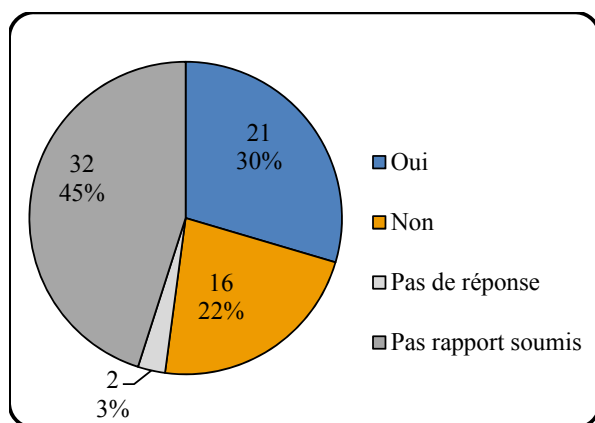


Figure 5.12. Réponses des Parties sur la consultation des parties prenantes afin de surveiller les impacts des lignes électriques sur les oiseaux d'eau et de se mettre d'accord sur une politique d'action commune.

Vingt-et-une Parties (54% de RP; 30% de CP) ont indiqué que les parties prenantes sont régulièrement consultées afin de surveiller conjointement les impacts des lignes électriques sur les oiseaux d'eau et de se mettre d'accord sur une politique d'action commune (Figure 5.12 ; Tableau 23 en Annexe). Parmi elles, cinq Parties (France, Allemagne, Hongrie, Slovaquie et Afrique du Sud) ont indiqué avoir des cadres ou des institutions nationales en place, dont le but est la surveillance et/ou de réunir régulièrement les parties prenantes pour partager des informations et collaborer sur ces questions. Quatre Parties (Libye, Syrie, Nigéria et Ethiopie) ont indiqué qu'il y a un dialogue entre les parties prenantes, mais de manière *ad hoc*,

ou projet par projet, tandis que quatre Parties (Albanie, Ukraine, Kenya et Maroc) ont indiqué que la consultation des parties prenantes a été réalisée, mais seulement dans le cadre du processus EES/EIE, par opposition à un système régulier et spécifique pour la consultation. La Belgique a commenté qu'un rapport collaboratif sur la réduction de la mortalité des oiseaux causée par les lignes électriques avait été développé, rassemblant les données de divers projets de surveillance des oiseaux dans une carte de sensibilité et de risque de collision national pour chaque espèces. Ceci est maintenant utilisé pour informer les politiques et définir les mesures d'atténuation. L'Italie a décrit les efforts d'une compagnie d'électricité privée, qui, grâce à des accords et des initiatives conjointes avec diverses institutions de recherche et des ONG, a fait des efforts pour développer durablement les infrastructures d'énergie et réduire les impacts sur la biodiversité.

Seize Parties (41% des répondants, 22% des CP) ont rapporté que les parties prenantes ne sont pas consultées régulièrement (Tableau 23 en Annexe). La principale raison pour cela, mentionnée par cinq Parties (31% de celles ayant répondu «non»), est qu'une consultation est en place, mais elle est

effectuée au cas par cas, plutôt que par un système régulier avec une institution spécifique consacrée à cette question. Trois Parties (19% de celles ayant répondu «non») ont commenté que ce n'est pas considéré comme une priorité, car il n'y a pas de menace importante pour les oiseaux d'eau dans leur pays. L'Ouganda et la République tchèque (13% des Parties ayant répondu «non») ont avancé que le manque de capacités (financières et humaines) était la principale limitation, tandis que Madagascar a indiqué que le manque général de coopération et de communication entre les institutions était un défi. Swaziland et le Mali (13% des Parties ayant répondu «non») ont ajouté que la consultation était en cours/prévue pour l'avenir, tandis que la Norvège a fait observer que ce n'était pas pertinente, car aucune réglementation n'est en place pour les impacts des lignes électriques. Les parties restantes n'ont fourni aucune explication. Chypre et la Bulgarie (5% des RP, 3% des CP) n'ont pas répondu à cette question.

Q37.2. Des études de base sur la distribution des oiseaux d'eau, la taille des populations, les migrations et les mouvements (y compris ceux entre les aires de reproduction, de repos et de nourrissage) ont-elles été mises en place, le plus tôt possible, dans la planification de tout type de projet de ligne électrique, sur une période d'au moins cinq ans, avec une attention particulière sur les espèces connues pour être vulnérables aux électrocutions ou aux collisions ; et, si de telles études identifient des risques, est-ce que tous les efforts ont été faits pour assurer que ces risques soient évités ?

Quinze Parties (38% des RP; 21% des CP) ont confirmé que des données de base sur la distribution des oiseaux d'eau, la taille des populations, les migrations et les mouvements ont été recherchées aussi tôt que possible dans la planification de tout projet de ligne électrique sur une période d'au moins cinq ans (Figure 5.13; Tableau 23 en Annexe). Parmi eux, neuf Parties (60%) ont commenté que l'utilisation de données de base et l'atténuation des risques fait partie des bonnes pratiques de EES/EIE. Le Kenya et la Slovaquie ont commenté que des comptages réguliers et des recueils de données sont menés par des institutions nationales de la vie sauvage et sont utilisées pour les prises de décision, tandis que l'Algérie a commenté qu'une

étude spécifique, menée par le secteur énergétique, était réalisée sur la distribution d'une espèce d'intérêt pour informer la planification des lignes électriques. L'Albanie a commenté que davantage de travail était nécessaire sur le processus de EES/EIE et la mise en œuvre reste un sujet de préoccupation.

Plus de la moitié des répondants (22 Parties; 56% des RP; 31% des CP) ont indiqué ne pas avoir recueilli de données de base sur la distribution des oiseaux d'eau, la taille des populations, les migrations et les mouvements aussi tôt que possible dans la planification de tout projet de ligne électrique (Tableau 23 en Annexe). Parmi eux, 10 Parties (45% de celles qui ont répondu 'non') ont commenté que des systèmes sont en place pour le recueil et l'utilisation de données sur les oiseaux d'eau dans la planification de projet de ligne électrique, et que les données sont utilisées dans la mitigation des risques, mais qu'elles ne sont pas forcément aussi complètes que dans la question. Sept Parties (32% de celles qui ont répondu 'non') ont expliqué que des ressources limitées, et particulièrement de ressources financières, humaines et la collaboration entre les institutions, sont le principal obstacle de la réalisation de ces études. Deux Parties (9% de celles qui ont répondu 'non') ont commenté que ces facteurs ne sont pas considérés comme prioritaires. Les trois autres Parties n'ont fourni aucune justification. Chypre et la Bulgarie (5% des RP, 3% des CP) n'ont pas répondu à cette question.

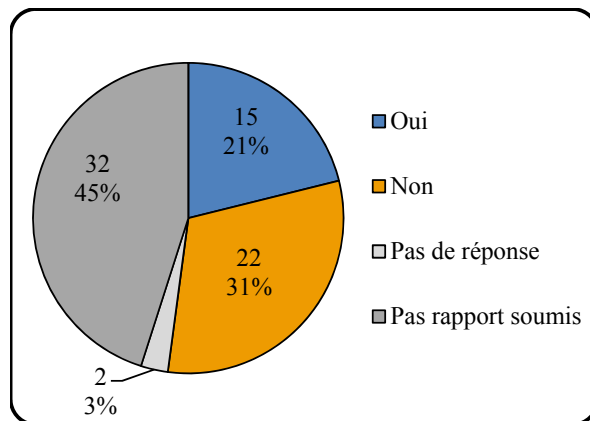


Figure 5.13. Réponses des Parties sur la prise en compte des études de base de la distribution des oiseaux d'eau, la taille, les migrations et les mouvements des populations, dans la planification des projets de lignes électriques.

Q37.3. Est-ce que l'emplacement, le tracé et la direction des nouvelles lignes électriques ont été désignés sur la base des cartes nationales des zones; et la construction des lignes électriques le long des voies importantes de migration et dans les habitats importants de conservation a-t-elle été, lorsque possible, évitée, lorsque la construction peut avoir des effets sur les oiseaux d'eau ?

Vingt-trois Parties (59% des RP; 32% des CP) ont confirmé que l'emplacement, le tracé et la direction des nouvelles lignes électriques étaient désignés sur la base des cartes nationales des zones, et que, lorsque possible, la construction des lignes électriques le long des voies importantes de migration et dans les habitats importants de conservation était évitée (Figure 5.14; Tableau 23 en Annexe). Les Parties ont commenté que la législation, la cartographie et les évaluations d'impact environnemental étaient les outils majeurs pour s'en assurer.

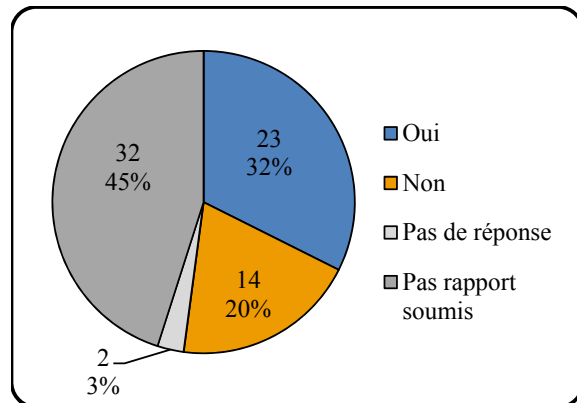


Figure 5.14. Réponses des Parties quant à savoir si oui ou non l'emplacement, le parcours et la direction des nouvelles lignes électriques ont été désignés sur la base des cartes de zonage nationales.

Quatorze Parties (36% des RP; 20% des CP) ont répondu négativement à cette question (Tableau 23 en Annexe). Parmi ces Parties, les principales limitations invoquées sont le manque de ressources, et particulièrement de ressources financières, humaines et la disponibilité de l'information (quatre Parties; 29% de celles qui ont répondu 'non') et un manque de pertinence/ non considéré comme une priorité pour le pays (quatre Parties; 29% de celles qui ont répondu 'non'). Trois Parties (21% de celles qui ont répondu 'non') ont commenté qu'elles prévoient de mettre en place de telles actions dans le futur. Les trois Parties restantes n'ont pas fourni de justification. Chypre et la Moldavie (5% des RP, 3% des CP) n'ont pas répondu à cette question.

Q37.4. Votre pays utilise-t-il des design sécurisés pour les oiseaux dans la construction des nouvelles infrastructures électriques, y compris des mesures visant à réduire les électrocutions et les collisions ?

Des design sécurisés pour les oiseaux dans la construction des nouvelles infrastructures électriques, y compris des mesures visant à réduire les électrocutions et les collisions, sont utilisés par 27 Parties (69% des RP; 38% des CP) (Figure 5.15; Tableau 23 en Annexe). Un certain nombre de Parties a indiqué utiliser des Lignes directrices nationales, des cadres de travail et une législation pertinente, et que cet aspect est également souligné dans les études d'impact environnementale. Les techniques pour améliorer la visibilité des lignes électriques sont des mesures courantes pour un certain nombre de Parties.

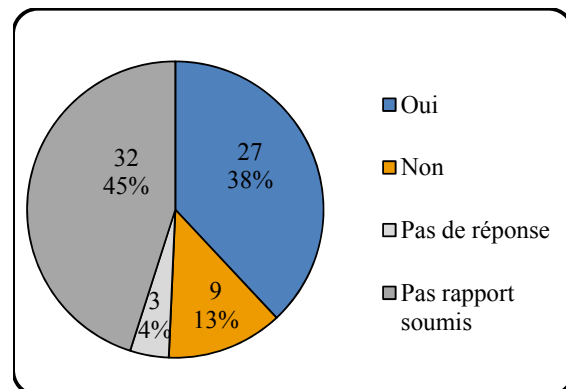


Figure 5.15. Réponses des Parties sur l'utilisation de design sécurisés pour les oiseaux dans la construction des nouvelles infrastructures électriques.

Neuf Parties (23% des RP; 13% des CP) ont indiqué que des design sécurisés pour les oiseaux dans la construction des nouvelles infrastructures électriques ne sont pas utilisés (Tableau 23 en Annexe). Les raisons les plus couramment avancées sont (6 Parties: 67% de celles ayant indiqué 'non') les ressources limitées et le manque de capacité (financière, humaine et institutionnelle). Deux Parties (22% de celles ayant indiqué 'non') ont commenté que des plans et des discussions étaient en cours pour mettre en œuvre ces design dans le futur. La Partie restante n'a pas fourni d'explication. Chypre, la Bulgarie et le Kenya n'ont pas répondu à la question, même si le Kenya a commenté que c'était indiqué dans les EES/EIE.

Q37.5. Est-ce que les tronçons de lignes électriques causant des taux relativement élevés de blessure et/ou de mortalité des oiseaux d'eau à cause des électrocutions et/ou des collisions, ont été modifiés en priorité ?

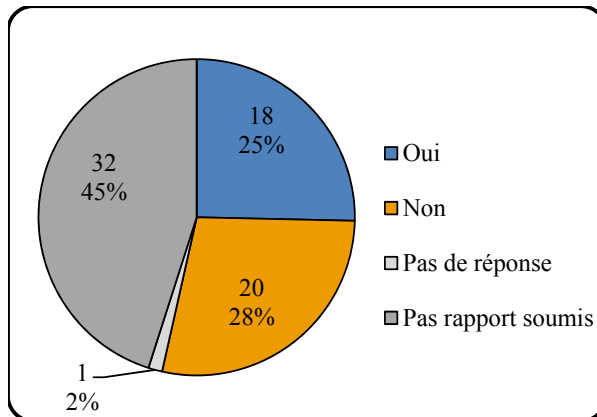


Figure 5.16 Réponses des Parties sur l'identification et la modification des tronçons de lignes électriques causant des taux relativement élevés de blessure et/ou de mortalité des oiseaux d'eau.

Dix-huit Parties (46% des RP; 25% des CP) ont indiqué que les tronçons de lignes électriques causant des taux relativement élevés de blessure et/ou de mortalité des oiseaux d'eau à cause des électrocutions et/ou des collisions, ont été modifiés en priorité (Figure 5.16; Tableau 23 en Annexe). Un certain nombre de Parties a commenté que ce procédé était en cours de réalisation, et est mené grâce à des analyses du paysage, à la cartographie des zones sensibles, de la surveillance, avec la mise en place de mesures d'atténuation, telles que le rééquipement et l'installation de marqueurs visuels.

Plus de la moitié des répondants (20 Parties: 51% des RP; 28% des CP) ont

indiqué que l'identification et la modification des lignes électriques problématiques n'avait pas été menée comme une priorité (Tableau 23 en Annexe). La principale justification avancée était que très peu de cas de blessure et/ou de mortalité par électrocution et/ou collision avaient été recensés dans leur pays, et par conséquent ce n'est pas considéré comme un problème ou une priorité (sept Parties: 35% de celles ayant indiqué 'non'). Trois Parties (15% de celles ayant indiqué 'non') ont commenté que le manque de ressources était la principale limitation, tandis que trois autres Parties ont indiqué qu'elles n'ont pas d'informations suffisantes ou de systèmes en place pour identifier les lignes électriques problématiques. L'Ethiopie a commenté que le rapport coûts/bénéfice n'était pas suffisamment intéressant, et les six Parties restantes n'ont pas fourni d'autres informations. Chypre n'a pas répondu à cette question.

Q37.6. Y a-t-il dans votre pays une surveillance régulière et une évaluation des impacts des lignes électriques sur les populations d'oiseaux d'eau à l'échelle nationale, ainsi qu'une surveillance de l'efficacité des mesures de mitigation mises en place pour minimiser les impacts des lignes électriques sur les populations d'oiseaux d'eau ?

Seulement huit Parties (21% des RP; 11% des CP) ont indiqué réaliser une surveillance régulière et une évaluation des impacts des lignes électriques sur les populations d'oiseaux d'eau à l'échelle nationale, ainsi qu'une surveillance de l'efficacité des mesures de mitigation (Figure 5.17; Tableau 23 en Annexe). Celle-ci est généralement réalisée par des ONG et/ou des institutions de recherche.

La majorité des répondants (29 Parties: 74% des RP; 41% des CP) ont indiqué qu'une surveillance régulière et une évaluation des impacts des lignes électriques n'est pas réalisée (Tableau 23 en Annexe). La raison la plus souvent avancée est (13 Parties: 45% de celles ayant indiqué « non ») le manque de ressources, en particulier les capacités financières, humaines et institutionnelles. Un certain nombre de Parties ont commenté

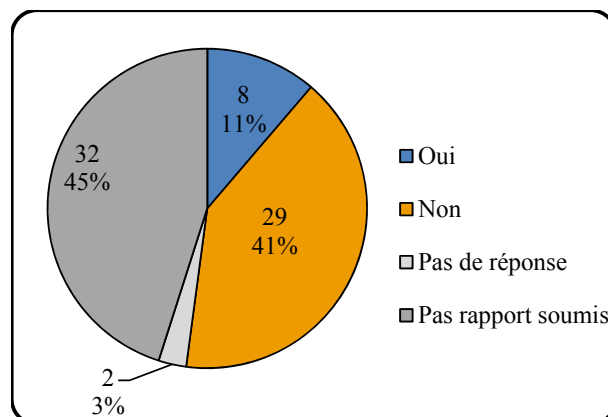


Figure 5.17. Réponses des Parties sur l'existence d'un suivi régulier et l'évaluation de l'impact des lignes électriques sur les populations d'oiseaux d'eau à l'échelle nationale.

l'absence de systèmes et/ou de programmes spécifiques de telles initiatives. Cinq Parties (17% de celles ayant indiqué 'non') ont raisonné que les lignes électriques ne représentent pas une menace majeure pour les oiseaux d'eau dans leur pays, et par conséquent ce n'est pas considéré comme une priorité. Trois Parties (10% de celles ayant indiqué « non ») ont commenté qu'une surveillance et une évaluation est menée, mais seulement de façon sporadique ou projet par projet, à l'opposé d'une surveillance régulière. Les Parties restantes n'ont pas fourni d'autres détails. Deux Parties (Chypre et Bulgarie) n'ont pas répondu à cette question.

Q37.7. Les mesures de la Résolution 5.1.1 ont-elles été incluses dans les Plans d'actions et Stratégies Nationales pour la Biodiversité de votre pays et dans la législation pertinente?

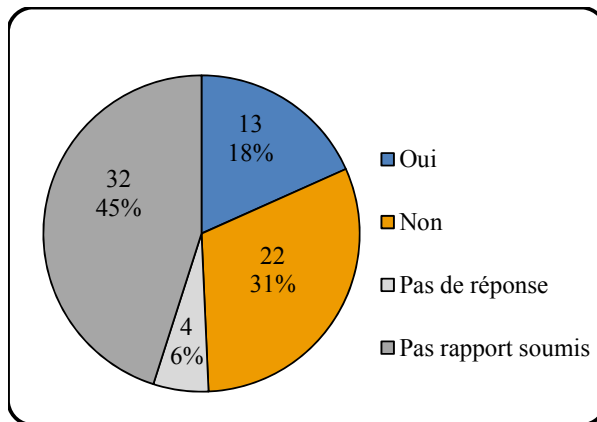


Figure 5.18. Réponses des Parties sur la prise en compte des mesures de la Résolution 5.1.1 dans les Plans d'actions et Stratégies Nationales pour la Biodiversité de leur pays et dans la législation pertinente.

Un tiers des répondants (13 Parties: 33% des RP; 18% des CP) ont indiqué que les mesures de la Résolution 5.1.1 ont été incluses dans les Plans d'actions et Stratégies Nationales pour la Biodiversité de leur pays et dans la législation pertinente (Figure 5.18; Tableau 23 en Annexe).

Une autre moitié des répondants (22 Parties: 56% des RP; 31% des CP) ont indiqué que les mesures de la Résolution 5.1.1 ont été incluses dans les Plans d'actions et Stratégies Nationales pour la Biodiversité de votre pays et dans la législation (Tableau 23 en Annexe). Une série de raisons ont été citées, y compris : révision des Plans d'action et/ou des

stratégies nationales est actuellement en progrès, et comprendra des mesures contenues dans la Résolution 5.11 (5 Parties: 23% de celles ayant indiqué 'non'); une législation nationale différente est en place, et est considérée adéquate pour le contexte spécifique du pays (4 Parties: 18% de celles ayant indiqué 'non'); une compréhension et une capacité institutionnelle limitée (3 Parties: 14% de celles ayant indiqué 'non'); plans d'actions et stratégies nationales pas encore développée (3 Parties: 14% de celles ayant indiqué 'non'); plans d'action et stratégies nationales finalisé avant la Résolution 5.11 (2 Parties: 9% de celles ayant indiqué 'non'); certaines mesures incluses, mais d'autres doivent encore être mises en œuvre (2 Parties: 9% de celles ayant indiqué 'non'); et, n'est pas considéré comme une priorité, puisque les lignes électriques ne sont pas une menace majeure pour les oiseaux d'eau (2 Parties: 9% de celles ayant indiqué 'non'). La Partie restante n'a pas fourni de justification. Quatre Parties (Chypre, Moldavie, Bulgarie, and Tunisie) n'ont pas répondu à cette question.

Q39.1. Une cartographie nationale des zones sensibles a-t-elle été développée dans votre pays pour éviter les chevauchements des développements d'énergie renouvelable avec les aires importantes pour les oiseaux d'eau migrateurs ?

Plus de la moitié des répondants (20 Parties: 51% des RP; 28% des CP) ont indiqué qu'une cartographie nationale des zones sensibles avait été développée dans leurs pays pour éviter les chevauchements des développements d'énergie renouvelable avec les aires importantes pour les oiseaux d'eau migrateurs (Figure 5.19; Tableau 24 en Annexe). La majorité des Parties ont commenté que les champs éoliens étaient la source majeure d'énergie renouvelable considérée dans cette cartographie, qui est généralement intégrée dans les EES/EIE.

Dix-huit Parties (46% des RP; 25% des CP) ont indiqué ne pas utiliser de cartographie nationale des zones sensibles dans cet objectif (Tableau 24 en Annexe). La raison la plus couramment avancée est (6 Parties: 33% de celles ayant indiqué 'non') est ressources et capacité limitées. Les autres raisons comprenaient : analyses des projets de développement sont menées au cas par cas, contrairement à une cartographie des zones sensibles à l'échelle nationale (4 Parties: 22% de celles ayant indiqué 'non') et un manque de pertinence, en raison de l'absence d'infrastructures d'énergie renouvelable (2 Parties: 11% de celles ayant indiqué 'non'). Trois Parties (17% de celles ayant indiqué 'non') ont commenté que des initiatives de cartographie de zones sensibles sont en développement. Les Parties restantes n'ont pas fourni d'explications. Aucune Partie n'a répondu 'non applicable' ; une Partie n'a pas répondu à cette question.

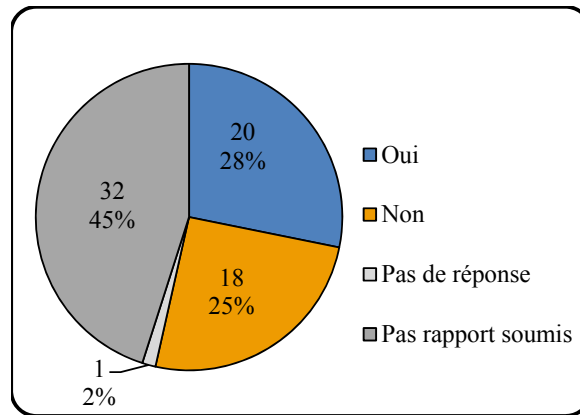


Figure 5.19. Réponses des Parties sur le développement d'une cartographie nationale des zones sensibles dans leurs pays pour éviter les chevauchements des développements d'énergie renouvelable avec les aires importantes pour les oiseaux d'eau migrateurs.

Q39.2. Veuillez décrire quelles lignes directrices environnementales internationales, recommandations et critères sont suivis dans votre pays pour les évaluations d'impacts des développements d'énergie renouvelable et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables.

Sur les 39 répondants, 29 (74% des RP; 41% des CP) ont décrits les lignes directrices environnementales internationales, recommandations et critères suivis dans votre pays pour les évaluations d'impacts des développements d'énergie renouvelable et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables. Leurs réponses sont résumées dans le Tableau 5.3.

Tableau 5.3. Résumé des lignes directrices internationales, recommandations et critères pour les évaluations d'impacts des développements d'énergie renouvelable et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables dans chaque pays.

Partie	Lignes directrices, recommandations et critères suivis
Afrique du Sud	BirdLife Afrique du Sud / EWT Lignes directrices des meilleures pratiques Oiseaux et l'énergie éolienne (3ème édition)
Albanie	Directives UE, EES et EIE
Allemagne	Directive UE EG/28/2009 sur la promotion de l'utilisation de l'énergie provenant de sources renouvelables, et un plan d'action national pour les énergies renouvelables en fonction de cette ligne directrice. Directive Oiseaux, Directive Habitats, et la Convention Ramsar.
Belgique	Directive UE EG/28/2009 sur la promotion de l'utilisation de l'énergie provenant de sources renouvelables
Croatie	Lignes directrices de la Commission européenne, ainsi que d'autres publications scientifiques pertinentes
Danemark	Procédure d'EIE, conformément aux directives de la nature de l'UE
Estonie	Littérature scientifique / conseils sur les meilleures pratiques développés par Birdlife International au Conseil de l'Europe, Convention de Berne relative à la Conservation de la vie sauvage et des habitats naturels (Gove <i>et al.</i> 2013: Wind farms and birds: an updated analysis of the effects of wind farms on birds, and best practice guidance on integrated planning and impact assessment. Report; Langston and Pullan 2003: Windfarms and birds: an analysis of the effects of wind farms on birds, and guidance on environmental assessment criteria and site selection issues); Commission européenne 2010 document d'orientation conformément à la législation de la nature de l'UE; lignes directrices élaborées à l'échelle nationale pour les parcs éoliens marins: www.bef.ee/files/c274/Juhend_MeretuleparkideKMH_.pdf
Ethiopie	EIE, Proclamation No 299/2002, et Stratégie nationale de développement de l'économie verte résiliente au climat (CGRE)

Partie	Lignes directrices, recommandations et critères suivis
France	Guide national de l'EIE sur les parcs éoliens: www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/guide_etude_impact_eolien_2005.pdf
Hongrie	Législation UE (Directive Oiseaux, Directive Habitats, directives EIE/EES) et la Convention Espoo sur les EIE.
Italie	UE Livre blanc pour les énergies renouvelables; Directives CE (CE/92/96, CE/77/2001, CE/87/2003); et le Protocole de Kyoto.
Kenya	Toutes les conventions internationales ratifiées par le Kenya.
Lettonie	Lignes directrices nationales pour les évaluations d'impact environnemental des installations d'énergie éolienne et les exigences et recommandations pour la construction d'installations d'énergie éolienne, développées à partir d'exemples provenant d'autres États membres de l'UE.
Madagascar	Exigence constitutionnelle pour la protection environnementale à Madagascar (MECIE)
Maroc	Standards européens
Monténégro	Législation sur l'énergie de l'UE et CE directive sur les sources d'énergie renouvelables (CE/28/2009/28); Plan d'action national; Loi sur l'énergie ("Official Gazette", Nos. 28/10 et 6/13) en accord avec la Stratégie de développement énergétique
Nigeria	EIE est obligatoire pour tous les grands projets.
Norvège	Basé principalement sur les exigences nationales des EIE, les guides internationaux inclus dans le cadre de travail réglementaire.
Ouganda	Lignes directrices de l'AEWA sur la façon d'éviter ou d'atténuer l'impact des réseaux électriques sur les oiseaux migrateurs dans la région Afrique-Eurasie, avec d'autres meilleures pratiques internationales.
Pays-Bas	Various national guidance and frameworks: http://edepot.wur.nl/2061:ec.europa.eu/environment/nature/natura2000/management/docs/Wind_farms.pdf ; www.commissiomer.nl/themas/natuur/publicaties/developmentofaframeworkforappropriateassessmentof ; www.rvo.nl/onderwerpen/duurzaam-ondernemen/duurzame-energie-opwekken/windenergie-op-land/milieu-en-omgeving/vogels ; http://tinyurl.com/nwfbxbl
République Tchèque	Procédures EIE et EES.
Royaume-Uni	Orientations et exigences de l'UE
Slovaquie	Des conseils méthodologiques sur les dispositions de l'article 6 (3) et (4) de la directive Habitats CEE/43/92 est appliquée pour l'évaluation des plans et projets ayant des incidences significatives sur les sites Natura 2000.
Slovénie	Législation de l'UE: Directive Evaluation Environnementale Stratégique (SES) (CE/41/2001); Directive Habitats (CE/43/92); et, Directive Oiseaux sauvages (CEE/49/79)
Suède	Directives nationales pour la production d'énergie éolienne dans les zones Natura 2000 en ligne avec les directives de l'UE.
Suisse	Convention Espoo; Convention sur l'Accès à l'information, Participation du public dans les processus de décision et accès à la justice dans les problèmes environnementaux.
Swaziland	International Renewable Energy Agency (IRENA) Renewable Readiness Assessment; Banque Mondiale
Syrie	Critères Birdlife pour le projet oiseaux planeurs migrateurs (www.migratorysoaringbirds.undp.birdlife.org/)
Ukraine	Loi de l'Ukraine "Expertise écologique".

Q39.3. Une surveillance post-construction est-elle menée dans votre pays pour les installations d'énergie renouvelable et les infrastructures associées ?

Plus de la moitié des répondants (21 Parties: 54% des RP; 29% des CP) ont indiqué mener dans leur pays respectifs une surveillance post-construction des installations d'énergie renouvelable et des infrastructures associées (Figure 5.20; Tableau 24 en Annexe). De ces répondants, un tiers (7 Parties: 33% de celles ayant répondu 'oui') ont indiqué avoir identifié des effets négatifs sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats. Parmi ces Parties, six ont commenté que des mesures d'atténuation avaient été mises en œuvre, telles que le remplacement des éoliennes problématiques en Belgique. Le Danemark a indiqué ne pas avoir mis en place de mesures de mitigation, mais a expliqué que les effets négatifs recensés étaient peu importants.

Quatorze Parties (36% des RP; 20% des CP) ont indiqué qu'une surveillance post-construction des installations d'énergie renouvelable et des infrastructures associées n'était pas réalisée (Tableau 24 en Annexe). La principale raison invoquée est le manque de capacité (6 Parties), financière, humaine ou institutionnelle. L'Albanie a commenté que même s'il s'agit d'une obligation légale, la surveillance de la vie sauvage de ce type n'est pas réalisée et la loi n'est pas correctement appliquée, tandis que l'Italie a commenté que la législation nationale ne contemplait pas ce genre de dispositions. Quatre Parties ont commenté qu'une surveillance post-construction ou une recherche générale était en place, mais c'est de manière *ad hoc*, contrairement à une surveillance spécifique consistante de toutes les installations et infrastructures. Deux Parties ont commenté qu'une législation pour une telle surveillance était en développement. Les deux Parties restantes n'ont pas fourni d'explications. Deux Parties ont répondu 'non applicable', mais n'ont pas fourni d'autres explications, et deux autres Parties n'ont pas répondu à cette question.

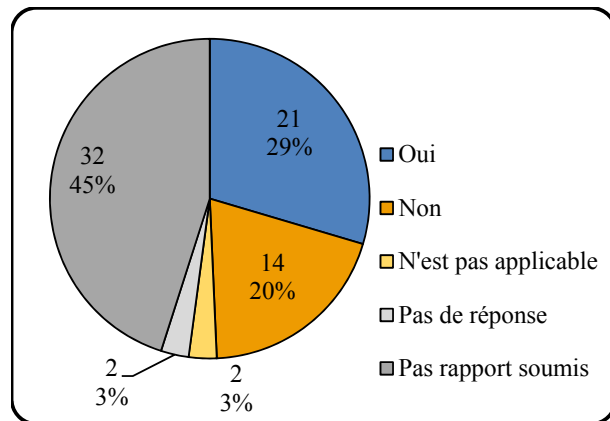


Figure 5.20. Réponses des Parties sur la surveillance post-construction menée dans leur pays pour les installations d'énergie renouvelable et les infrastructures associées.

Q39.4. Lorsque des dommages n'ont pu être évités ou atténués, des compensations pour ces dégâts à la biodiversité ont-elles été versées ?

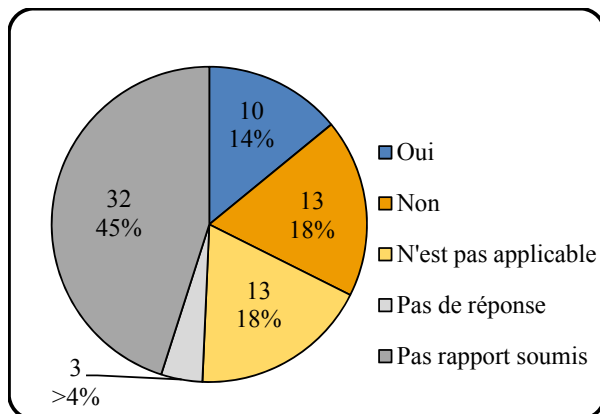


Figure 5.21. Réponses des Parties sur les compensations pour les dommages causés à la biodiversité ne pouvant être évités ou atténués.

Dix Parties (26% des RP; 14% des CP) ont indiqué que des compensations pour ces dommages à la biodiversité avaient été versées (Figure 5.21; Tableau 24 en Annexe). Parmi elles, cinq ont commenté que ces compensations étaient exigées par la loi, tandis que d'autres Parties ont présenté des exemples des cas spécifiques ayant donné droit à des compensations. Deux exemples étaient : l'investissement dans les oiseaux des prairies et des habitats agricoles en Belgique en compensation de perturbations causées par les champs éoliens, et une compensation financière au Service de la vie sauvage du Kenya pour soutenir la réhabilitation en compensation de la construction de la ligne de train de

Mombasa à Nairobi, qui a affecté de aires de conservation importante.

Un tiers des répondants (13 Parties: 33% des RP; 18% des CP) ont indiqué que des compensations pour les dommages à la biodiversité ne sont pas versées (Tableau 24 en Annexe). La raison la plus couramment avancée est une capacité limitée pour la mise en œuvre et l'application (6 Parties: 46% de celles ayant indiqué 'non'). Les autres raisons invoquées sont : un manque de législation et de processus en place pour les compensations (2 Parties: 15% de celles ayant indiqué 'non') et, seuls des effets peu importants ont été recensés, par conséquent une compensation n'est pas considérée comme une priorité (1 Partie: 8% de celles ayant indiqué 'non'). Une Partie a également indiqué être en cours de développement d'une législation et de mécanismes pour les compensations à la biodiversité. Les trois autres Parties n'ont pas fourni d'explications.

Un autre tiers des répondants (13 Parties: 33% des RP; 18% des CP) ont coché 'non applicable' (Tableau 24 en Annexe). Parmi eux, la principale raison avancée est que si des dégâts à la biodiversité ne peuvent

être évités ou mitigés, le développement ne peut avoir lieu (4 Parties: 31% de celles ayant indiqué ‘non applicable’). Trois Parties ont indiqué que de tels cas ne s’étaient pas produits, la question n’était de ce fait pas applicable ; deux Parties ont rapporté un manque de données pour de tels mécanismes ; et, une Partie a indiqué que la législation nationale actuelle ne prévoit pas de régimes d’indemnisation.

Les trois Parties restantes n’ont pas fourni d’explications. Trois Parties (8% des RP; 4% des CP) n’ont pas répondu à cette question.

Q39.5. Veuillez indiquer si une des mesures suivantes ont été mises en place pour réduire les impacts négatifs potentiels des champs éoliens terrestres ou marins sur les oiseaux d’eau migrateurs:

Neuf Parties (23% des RP; 13% des CP) ont indiqué exploiter les champs éoliens de telle sorte à minimiser la mortalité des oiseaux ; 17 Parties (44% de RP; 24% de CP) ont indiqué concentrer la recherche sur l’atténuation des effets négatifs des champs éoliens sur les oiseaux d’eau ; et deux Parties (5% des RP; 3% des CP) ont rapporté démanteler les turbines dans les cas où il soit démontré que la mortalité ait un effet délétère sur les populations d’oiseaux (Figure 5.22; Tableau 5.4; Tableau 24 en Annexe). Un tiers des répondants (13 Parties: 33% des RP; 18% des CP) ont également répondu ‘Autres’. Parmi eux, une Partie ont commenté qu’une cartographie est en place pour réduire les impacts négatifs potentiels des champs éoliens sur les oiseaux d’eau migrateurs ; une Partie a indiqué ne pas avoir de législation en place pour permettre ces mesures, et les 11 Parties restantes ont indiqué que ces mesures n’ont pas lieu d’être puisque que peu de champs éoliens sont présent dans leur pays.

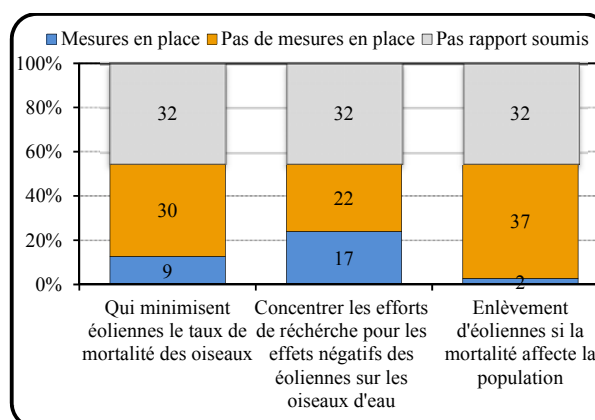


Figure 5.22. Réponses des Parties sur les mesures mises en place pour réduire l'impact négatif potentiel des éoliennes terrestres et marines sur les oiseaux d’eau migrateurs.

Tableau 5.4. Mesures en place dans chaque pays pour réduire les impacts négatifs potentiels des champs éoliens terrestres ou marins sur les oiseaux d’eau migrateurs.

Partie	Exploitation des fermes éoliennes de telle sorte à minimiser la mortalité des oiseaux	Concentrer la recherche sur l’allègement des effets négatifs des champs éoliens sur les oiseaux d’eau	Démantèlement des turbines si la mortalité affecte la population
Afrique du Sud	-	-	-
Albanie	-	-	-
Algérie	-	-	-
Allemagne	✓	✓	✓
Belgique	✓	✓	-
Bulgarie	-	-	-
Chypre	-	-	-
Croatie	✓	✓	-
Danemark	-	✓	-
Estonie	-	✓	-
Ethiopie	✓	-	-
France	-	-	-
Ghana	-	-	-
Hongrie	✓	-	-
Italie	-	-	-
Kenya	-	-	-
Lettonie	-	✓	-
Libye	-	-	-

Partie	Exploitation des fermes éoliennes de telle sorte à minimiser la mortalité des oiseaux	Concentrer la recherche sur l'allègement des effets négatifs des champs éoliens sur les oiseaux d'eau	Démantèlement des turbines si la mortalité affecte la population
Luxembourg	✓	✓	-
Madagascar	-	-	-
Mali	-	-	-
Maroc	✓	✓	-
Moldavie	-	-	-
Monténégro	-	-	-
Nigeria	-	-	-
Norvège	✓	✓	-
Ouganda	-	-	-
Pays-Bas	✓	✓	✓
République Tchèque	-	✓	-
Royaume-Uni	-	✓	-
Slovaquie	-	-	-
Slovénie	-	✓	-
Soudan	-	-	-
Suède	-	✓	-
Suisse	-	✓	-
Swaziland	-	-	-
Syrie	-	✓	-
Tunisie	-	-	-
Ukraine	-	✓	-

Q39.6. Des mesures spécifiques ont-elles été mises en place pour évaluer, identifier et réduire les impacts négatifs potentiels de la production de biodiesel sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats?

Cinq Parties (13% des RP; 7% des CP) ont indiqué que des mesures spécifiques avaient été mises en place pour évaluer, identifier et réduire les impacts négatifs potentiels de la production de biodiesel sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats (Figure 5.23; Tableau 24 en Annexe). Parmi elles, l'Éthiopie a fait savoir qu'elle avait annulé un projet de plantation de biodiesel en raison des impacts négatifs, tandis que l'Allemagne a commenté qu'un certain nombre de projets de recherche en place avait identifié des impacts négatifs potentiels, et ont recommandé des actions pour éviter les impacts négatifs, comprenant la création 'd'aires de compensation' en contrepartie de la perte des habitats. La Suisse a également mentionné que sa 'Stratégie nationale sur la biomasse' stipulait que toute production de biomasse (y compris la production de biodiesel) devait contribuer à la conservation de la biodiversité à long-terme.

La majorité des répondants (21 Parties: 54% des RP; 29% des CP) ont indiqué ne pas avoir de mesures spécifiques pour évaluer, identifier et réduire les impacts négatifs potentiels de la production de biodiesel sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats (Tableau 24 en Annexe). La raison la plus couramment avancée est que très peu de production de biodiesel a lieu dans leur pays et ces mesures sont de ce fait non pertinentes ou non considérées comme une priorité (11 Parties: 52% de celles ayant

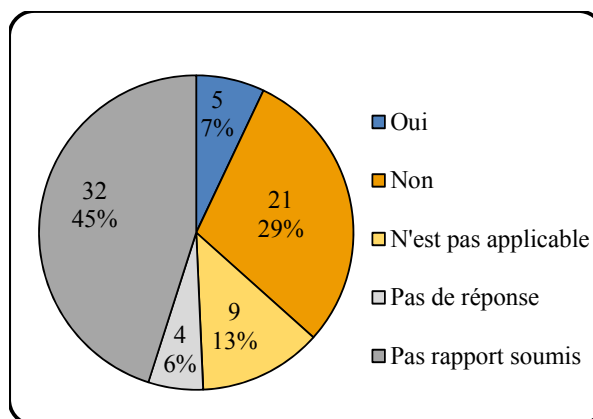


Figure 5.23. Réponses des Parties sur les mesures mises en place pour réduire l'impact négatif potentiel des éoliennes terrestres et marines sur les oiseaux d'eau migrateurs.

indiqué 'non'). La contrainte du manque de capacité, technique et financière, a été rapportée par cinq Parties, tandis que deux Parties ont commenté que des mesures étaient en place pour la biodiversité en général, pas des mesures spécifiques pour les oiseaux d'eau.

Neuf Parties (23% des RP; 13% des CP) ont coché 'non applicable'. Parmi elles, six Parties ont commenté que la production de biodiesel n'était pas significative dans leur pays, et ne représentait donc pas une menace. Les trois autres Parties n'ont pas fourni d'explications. Quatre Parties (10% des RP; 6% des CP) n'ont pas répondu à cette question.

Q39.7. Les mesures figurant dans la Résolution 5.11 sont-elles incluses dans le Plan d'Action et Stratégie Nationale sur la Biodiversité (NBSAP) de votre pays et dans la législation applicable ?

Seize Parties (41% des RP; 23% des CP) ont indiqué que les mesures figurant dans la Résolution 5.11 relatives à l'énergie renouvelable et aux oiseaux d'eau migrateurs sont incluses dans le NBSAP de leur pays et dans la législation applicable (Figure 5.24; Tableau 24 en Annexe), avec les ressources d'énergie respectueuses de l'environnement qui n'affectent pas négativement la biodiversité et les habitats importants placées au centre des politiques.

Dix-huit Parties (46% des RP; 25% des CP) ont indiqué que les mesures figurant dans la Résolution 5.11 relatives à l'énergie renouvelable et aux oiseaux d'eau migrateurs sont incluses dans le NBSAP de leur pays et dans la législation applicable (Tableau 24 en Annexe). Parmi elles, quatre (22% de celles ayant indiqué 'non') ont commenté que l'inclusion de ces mesures dans la politique nationale est actuellement en progrès; deux (11% de celles ayant indiqué 'non') ont commenté que les NBSAP actuels étaient antérieurs à la Résolution 5.11. Deux ont commenté que la principale contrainte était une capacité limitée, et deux Parties ont commenté que certaines mesures étaient partiellement incluses dans la législation spécifique du pays. Une Partie (5% de celles ayant indiqué 'non') a fait savoir que ce n'était pas considéré comme une priorité nationale; et une Partie a indiqué qu'elle n'avait actuellement pas de NBSAP en place. Les Parties restantes n'ont pas fourni d'explications. Cinq Parties (13% des RP; 7% des CP) n'ont pas répondu à cette question.

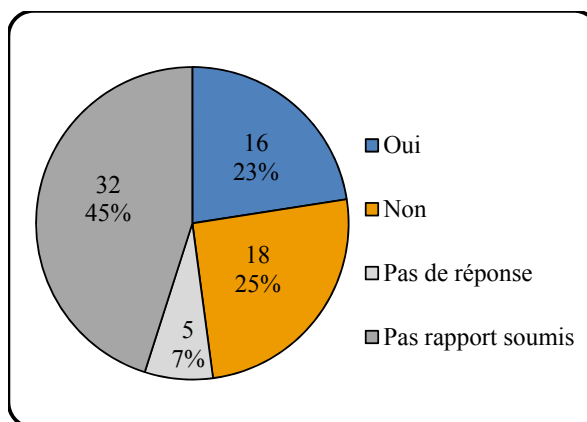


Figure 5.25. Réponses des Parties sur les mesures mises en place pour réduire l'impact négatif potentiel des éoliennes terrestres et marines sur les oiseaux d'eau migrateurs.

Q40. Des prises accidentelles d'oiseaux d'eau dans les équipements de pêche ont-elles lieu dans votre pays ?

Dix-huit Parties (46% RP; 25% des CP) ont confirmé la prise accidentelle d'oiseaux d'eau dans les équipements de pêche dans leur pays (Figure 5.25; Tableau 25 en Annexe). Parmi elles, plusieurs ont fourni des résumés et ont fait des références des publications relatives aux prises accidentelles (Belgique, Danemark, Estonie, France, Allemagne, Pays-Bas et Norvège). Certaines Parties ont énuméré les taxons courant le plus de risques (y compris les hérons, cormorans, grèbes, divers canards de mer et les canards plongeurs, les albatros, pétrels, fous de Bassan, labbes); d'autres ont énuméré les équipements de pêche les plus préjudiciables (palangres, filets maillant fixes et dérivants), et les zones les plus affectées. Seulement deux Parties ont fourni des informations sur la fréquence de ces prises accidentelles. Sept Parties ont fourni quelques évidences de ces prises, mais ont noté que des données quantitatives systématiques n'avaient pas été recueillies, indiquant que les impacts sur les populations d'oiseaux d'eau sont largement inconnus. Sur les sept Parties (18% des RP; 10% des CP) ayant indiqué qu'il n'était pas question de prises accidentelles d'oiseaux d'eau dans les équipements de pêche, quatre ont indiqué ne pas disposer d'informations/aucun cas n'avait été recensé, tandis que deux ont commenté que la pêche était une industrie de faible envergure et ne représentait par conséquent pas une menace.

Le Soudan a présenté l'inefficacité de la coopération entre les différents départements du gouvernement comme étant à la base de l'incapacité institutionnelle à recueillir de telles informations.

Presque un quart des répondants (9 Parties: 23% des RP; 13% des Parties) a répondu « Pas d'information » à la question « *Quand et comment pensez-vous combler ce manque d'information ?* ». Parmi eux, seul l'Ouganda a fourni un calendrier spécifique (plans pour initier une collaboration avec le Département de la pêche à partir de 2017), tandis que l'Ethiopie a indiqué que le manque serait comblé lorsqu'un système de base de données sur les IBA et les aires protégées dans leurs pays sera établi. Deux Parties ont commenté un manque de capacité et de ressources ; une Partie a fait savoir que des questionnaires seraient distribués ; et une Partie a indiqué ne pas avoir de plans pour combler ce manque d'information. La Bulgarie a indiqué que les prises accidentelles devraient être prises en considération lors de l'amendement de la législation nationale (Acte sur la pêche et Acte sur l'aquaculture), mais n'a pas fourni de calendrier précis.

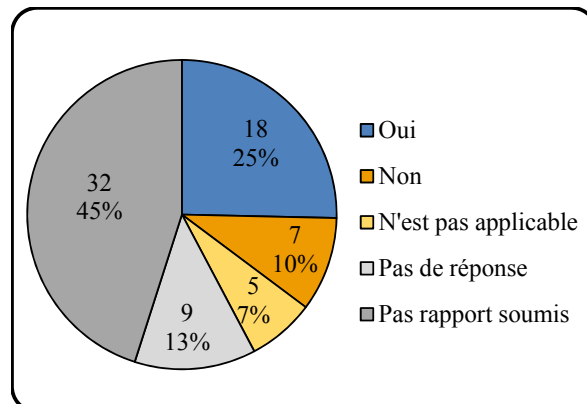


Figure 5.25 Réponses des Parties sur les prises accidentelles d'oiseaux d'eau dans les équipements de pêche.

Les explications données par les cinq Parties ayant répondu « Non applicable » à la question sur les prises accidentelles, était que les activités de pêche commerciales ou en mer n'étaient pas significatives dans le pays (Luxembourg, Hongrie). La Syrie et la République Tchèque ont commenté que ce problème ne se présentait pas dans leur pays.

Q41. Votre pays a-t-il pris des dispositions afin d'adopter/appliquer des mesures pour réduire les prises accidentelles d'oiseaux marins et de lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) dans la zone de l'Accord ?

Treize Parties (33 % des RP; 18 % des CP) ont confirmé que leur pays avait pris des dispositions afin d'adopter/appliquer des mesures de réduction des prises accidentelles d'oiseaux marins et de lutte contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) dans la zone de l'Accord (Figure 5.26; Tableau 25 en Annexe).

Parmi les Parties ayant répondu « Oui », la plupart des États membres de l'UE (Belgique, France, Pays-Bas, Slovaquie, et Allemagne) ont fait des observations sur la législation européenne, en particulier sur le Plan d'action de l'UE pour la Réduction des prises accidentelles des oiseaux de mer dans les équipements de pêche, tandis que l'Ukraine a indiqué qu'elle est Partie de la

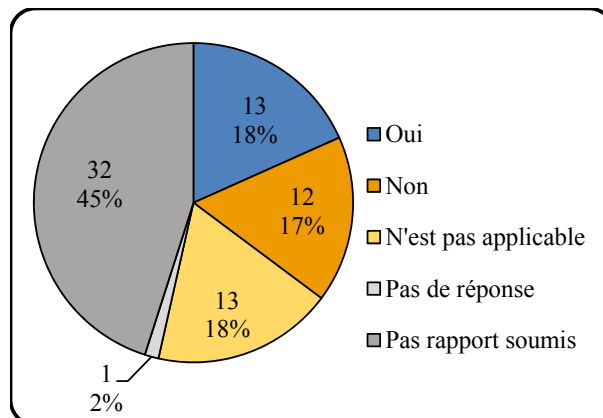


Figure 5.26 Réponses des Parties sur les dispositions adoptées afin d'adopter/appliquer des mesures pour réduire les prises accidentelles d'oiseaux marins et de lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) dans la zone de l'Accord.

Convention des Nations Unies sur le Droit de la mer. D'autres Parties ont fourni des détails sur leur législation nationale applicable ou leurs plans d'action (i.e. l'Afrique du Sud et son Plan d'action national pour la réduction des prises accidentelles des oiseaux de mer par les palangriers), D'autres Parties ont fourni des détails spécifiques sur les actions entreprises (i.e. le développement de nouveaux équipements de pêche et interdiction saisonnières des activités de pêche en Lettonie, et la surveillance

des activités de pêche et suivi électronique des bateaux au Royaume-Uni).

Les raisons données par les 12 Parties (31% des RP; 17% des CP) ayant répondu qu'aucune action n'avait été prise pour combattre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée comprenaient: le manque de capacité, dont le manque de ressources humaines, de financements et de capacité institutionnelle (Albanie et Soudan: 17%), le manque de données disponibles sur les prises accidentelles (Italie, Kenya, Maroc: 25%), le fait que la pêche illégale n'est pas considérée comme une priorité ou un problème (Ghana, Ouganda, Suède, Ethiopie: 33%) ou l'absence de législation en place (Bulgarie: 8%).

Les explications fournies par les 13 Parties (33% des RP; 18% des CP) ayant répondu « non applicable » à cette question incluaient l'absence de pêche maritime/ l'absence de littoral (Hongrie, Luxembourg, Mali, Slovaquie, Swaziland), l'absence de cas recensé de prises accidentelles qui sont de ce fait non considérées comme un problème (Libye, Syrie), des données insuffisantes sur les prises accidentelles (Croatie), une législation en place sur les pratiques de pêche mais non spécifique des oiseaux de mer (Danemark) et des difficultés de logistique (Nigeria). La Suisse n'a pas répondu à cette question.

Q42.1. Les autorités gouvernementales pertinentes de votre pays ont-elles développé et mis en œuvre des réglementations sur le commerce et l'application de composés agrochimiques connus pour avoir un effet négatif direct ou indirect sur les oiseaux d'eau?

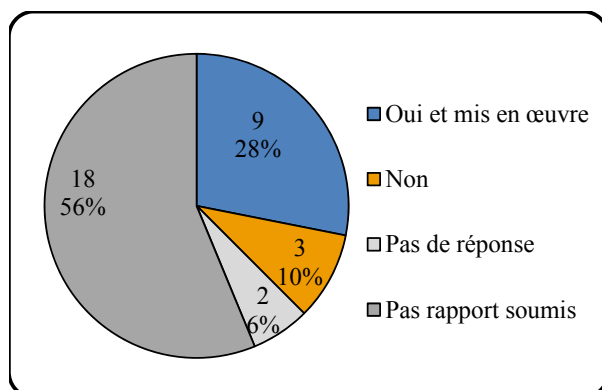


Figure 5.27. Réponses des Parties africaines sur le développement et la mise en œuvre de réglementations sur le commerce et l'application de composés agrochimiques connus pour avoir un effet négatif direct ou indirect sur les oiseaux d'eau.

applicable, et les actions spécifiques en place. Les trois Parties (21% des RP africains; 9% des 32 CP africains) qui ont répondu 'non' ont avancé les raisons d'une limitation des capacités et des ressources (Swaziland) et un manque d'information (Nigeria et Libye). Deux Parties (Soudan et Ouganda) n'ont pas répondu à cette question.

Ceci et les trois questions suivantes (42.1-42.4) s'adressent uniquement aux pays africains, parmi lesquels il y a 32 CP, desquelles 14 Parties (44% des 32 CP) ont présenté leur rapport.

Neuf Parties (64% des RP africains; 28% des 32 CP africains) ont indiqué que les autorités gouvernementales pertinentes de leur pays avaient développé des réglementations sur le commerce et l'application de composés agrochimiques connus pour avoir un effet négatif direct ou indirect sur les oiseaux d'eau, et qu'elles étaient mises en œuvre (Figure 5.27; Tableau 26 en Annexe). Toutes ces Parties ont fourni des détails sur la législation nationale et internationale

Q42.2. Est-ce que l'utilisation de tels composés agrochimiques est régulée à proximité des sites importants pour les oiseaux d'eau migrateurs, en particulier les zones humides, en prenant également en compte les fuites provenant de l'agriculture affectant les écosystèmes aquatiques ?

Neuf Parties (64% des RP africains; 28% des 32 CP africains) ont indiqué que l'utilisation de composés agrochimiques régulée à proximité des sites importants pour les oiseaux d'eau migrateurs, en particulier les zones humides, prend également en compte les fuites provenant de l'agriculture affectant les écosystème aquatiques (Figure 5.28; Tableau 26 en Annexe), cependant, ces neuf Parties n'étaient pas les même que celles qui avaient coché 'Oui et mise en œuvre' à la question 41.1 : le Maroc a répondu 'non' à cette question, tandis que le Soudan a répondu 'oui'. Parmi elles, sept Parties ont fourni un résumé de la législation ou des actions en place dans leur pays. La Tunisie n'a pas donné de détails, et il semble que le Soudan n'ait pas compris la question.

Les quatre Parties (29% des RP africains; 13% des 32 CP africains) qui ont répondu 'non' à la question, ont avancé les raisons suivantes : pas de politique ou de cadre de travail légal en place (Swaziland), sensibilisation du public en progrès (Nigeria), et mécanismes pour l'élimination/mitigation des effets en place (Maroc). La Libye n'a pas fourni de raison. L'Ouganda n'a pas répondu à cette question.

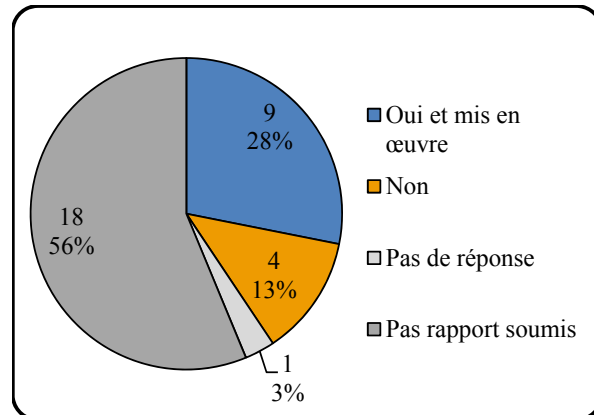


Figure 5.28. Réponses des Parties africaines sur l'utilisation de produits agrochimiques, réglementée dans le voisinage des sites d'importance nationale et internationale pour les oiseaux migrateurs, en particulier dans les zones humides, prend également en compte les fuites de l'agriculture affectant les écosystèmes aquatiques.

Q42.3. Votre pays a-t-il pris des dispositions afin de contrôler ou réduire l'utilisation d'avicides dans les zones fréquentées par des populations d'espèces d'oiseaux figurant au Tableau 1 de l'Accord?

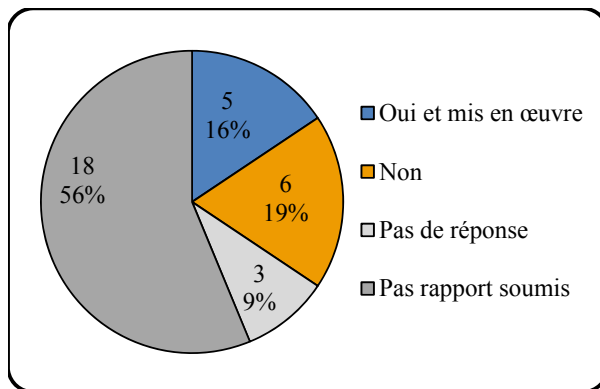


Figure 5.29. Réponses des Parties africaines sur les mesures prises pour contrôler / réduire l'utilisation d'avicides dans les zones fréquentées par les populations figurant au tableau 1 de l'Accord.

Cinq Parties (36% des RP africains; 16% des 32 CP africains) ont indiqué avoir pris des dispositions afin de contrôler ou réduire l'utilisation d'avicides dans les zones fréquentées par des populations d'espèces d'oiseaux figurant au Tableau 1 de l'Accord (Figure 5.29; Tableau 26 en Annexe). Parmi elles, le Soudan a commenté qu'un atelier de travail a été réalisé en février 2015 sur la façon d'utiliser des composés agrochimiques pour minimiser l'impact sur les oiseaux planeurs ; le Maroc a commenté que les avicides étaient utilisés pour contrôler les espèces nuisibles, mais toujours en accord avec les réglementations ; et le Mali et l'Algérie ont décrit la législation spécifique en place dans leurs pays. Les six Parties (43% des

RP africains; 19% des 32 CP africains) ayant répondu 'non' à la question ont invoqué les raisons suivantes : capacité et ressources limitées (Swaziland et Madagascar), aucun cas rapporté (Nigeria et Ethiopie), et réponse 'non connue' (Ghana). Trois Parties (Ouganda, Libye et Kenya) n'ont pas répondu à cette question.

Q42.4. Votre pays a-t-il mis en place des programmes d'éducation et des formations pour les groupes cibles pertinents sur l'utilisation adéquate des composés agrochimiques pouvant avoir des effets négatifs sur les oiseaux d'eau ?

Huit Parties (57% des RP africains; 25% des 32 CP africains) ont indiqué avoir mis en place des programmes d'éducation et des formations pour les groupes cibles pertinents sur l'utilisation adéquate des composés agrochimiques pouvant avoir des effets négatifs sur les oiseaux d'eau (Figure 5.30; Tableau 26 en Annexe). Parmi elles, trois ont commenté que même si des formations étaient dispensées, elles n'étaient pas forcément adéquates ou assez répandues. Le Nigeria a indiqué que des formations sont données dans le cadre d'une conservation générale de la biodiversité et d'une éducation à l'environnement.

Sur les quatre Parties ayant répondu 'non' à la question (11% des RP africains; 32% des 35 CP africains), les principales raisons invoquées étaient similaires à celles données pour les questions ci-dessus, y compris une capacité et des ressources limitées (Swaziland). Le Soudan a commenté que des efforts étaient réalisés pour donner des formations, et le Maroc et l'Algérie ont décrit d'autres types de formation étaient dispensées, qui, bien qu'elles ne soient pas explicitement focalisées sur les oiseaux d'eau, permettent de renforcer la capacité pour une utilisation adéquate des composés agrochimiques pour réduire leurs impacts sur l'environnement. Deux Parties (Libye et Ouganda) n'ont pas fourni de réponse à la question.

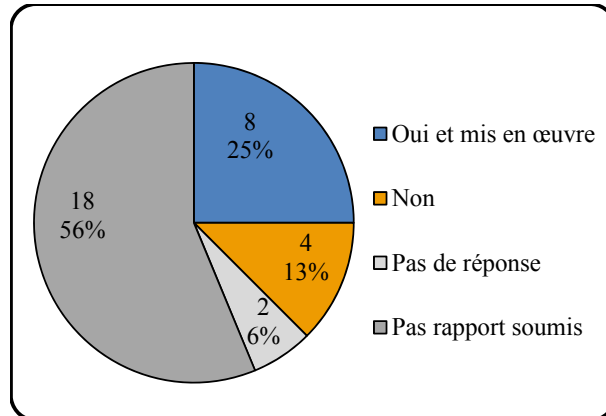


Figure 5.30.. Réponses des Parties africaines sur la mise en place d'activités d'éducation et de formation pour les groupes cibles sur le bon usage des produits agrochimiques qui peuvent avoir des effets néfastes possibles sur les oiseaux d'eau.

VI. Recherche et surveillance

Q43. Dans votre pays existe-t-il des plans de surveillance pour les espèces d'oiseaux d'eau couvertes par l'AEWA ?

Trente-sept Parties (95% des RP; 52% des CP) ont confirmé que des programmes de surveillance étaient en place dans leur pays pour des espèces de l'AEWA (Figure 6.1). Bien que seulement cinq Parties, la Bulgarie, Madagascar, l'Afrique du Sud, la Suisse et les Pays-Bas, (13% des RP; 7% des CP) aient fait part d'une couverture complète au cours des trois périodes (reproduction, passage/migration et hors-reproduction/hivernage), 30 Parties (77% des RP; 42% des CP) ont fait part d'une couverture complète ou partielle des trois périodes. Ceci indique que des progrès sont réalisés pour atteindre la Cible 3.2, dont l'indicateur vise à ce que la moitié des Parties contractantes aient des systèmes de surveillance en place tout au long de l'année.

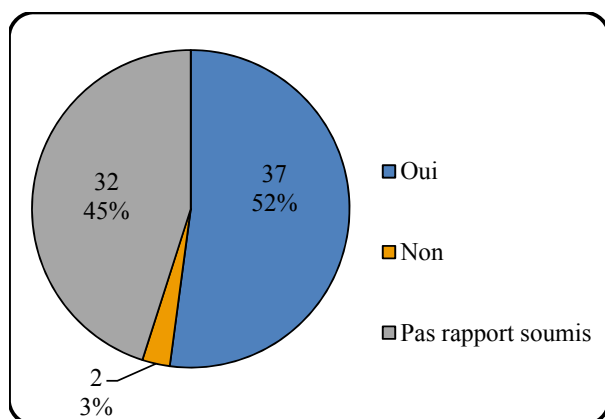


Figure 6.1. Réponses des Parties sur la mise en place d'un programme de surveillance des oiseaux d'eau pour les espèces de l'AEWA.

Deux Parties, le Soudan et le Monténégro, ont répondu qu'elles n'avaient pas mis en place de plan de surveillance à aucun moment période. Le Soudan a cependant ajouté qu'un recensement annuel des oiseaux d'eau prenait place en collaboration avec le Ministère français, mais a expliqué que le pays n'avait pas de politique sur la vie sauvage jusqu'à maintenant et que l'actuel Acte sur la vie sauvage (1986) doit être mis à jour pour la mise en œuvre de l'AEWA, et que le pays ne disposait pas de budget annuel pour des études sur les oiseaux d'eau. Le Monténégro n'a pas fourni plus de détails.

Sur les sept Parties (18% des RP; 10% des CP) ayant indiqué une absence de plan de surveillance en place pendant une ou plusieurs périodes spécifiques annuelles, le

La période la plus couverte par des programmes de surveillance est la période hors reproduction/ d'hivernage, avec 22 Parties (31% des CP) faisant part d'une couverture complète durant cette période et 13 Parties (18% des CP) faisant part d'une couverture partielle (Figure 6.2). La période de passage/migration a le nombre le plus faible de Parties faisant part d'une couverture complète (8 Parties : 11% des CP), mais une forte proportion de Parties indique toutefois au moins une couverture partielle durant cette période (25 Parties: 35% des CP). Les détails des périodes couvertes par les programmes de surveillance de chaque Partie sont indiqués au Tableau 27 de l'Annexe.

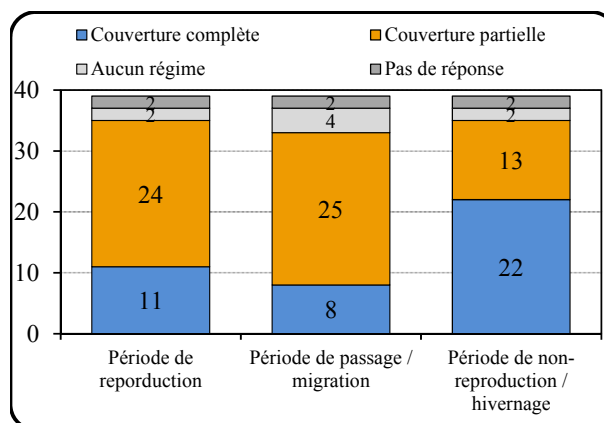


Figure 6.2. Proportion de Parties avec des systèmes de surveillance couvrant chaque période. ('Pas de système' comprend les Parties ne déclarant pas de systèmes en place du tout, combinés avec les Parties n'ayant pas de couverture pendant certaines périodes).

Plan stratégique Cible 3.2

Les capacités des systèmes nationaux de surveillance pour évaluer l'état de conservation des oiseaux d'eau sont mises en place, entretenues et développées

Indicateur:

La moitié des PC dispose de systèmes de surveillance tout au long de l'année (suivant la nécessité)

Mali et l'Ouganda ont indiqué qu'il n'y avait pas de plans de surveillance durant la période de reproduction. Le Mali a cité que les oiseaux d'eau migraient pendant cette période et l'Ouganda a stipulé que seules les périodes d'hivernage et de passage/migration représentent des périodes importantes pour son pays. Quatre Parties ont indiqué qu'aucun plan de surveillance n'était en place durant la période de passage/migration. Le Maroc et la Norvège ont fait part de l'utilisation de personnel non rémunéré, tels que des volontaires et des étudiants, tandis que le Nigeria a fait part de difficultés de sécurité, de capacité et de logistique. La Moldavie a indiqué que le pays ne réalisait pas de surveillance durant cette période. Le Ghana et le Mali ont indiqué ne pas disposer de plans de surveillance durant la période hors-reproduction/hivernage, alors que le Ghana a mentionné des ressources inadéquates et le Mali n'a pas fourni d'autres détails.

Q44. Votre pays a-t-il apporté un soutien, techniquement ou financièrement, à d'autres Parties ou Etats des aires de répartition pour désigner des plans de surveillance appropriés et développer leur capacité à recueillir des données fiables sur les population d'oiseaux d'eau ? (Résolution 5.2)

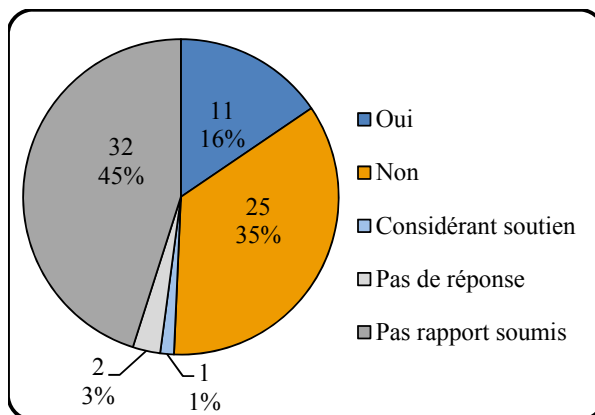


Figure 6.3. Réponses des Parties quant à savoir si leur gouvernement fournit un soutien technique ou financier pour les autres Parties ou États de l'aire dans la conception de programmes de surveillance appropriés ou dans le développement de leur capacité à recueillir des données fiables sur les populations d'oiseaux d'eau.

Onze Parties (28% des RP; 16% des CP) ont confirmé que leur pays avait offert un soutien, technique ou financier, à une autre Partie ou État pour le design approprié de plans de surveillance et pour développer leur capacité à recueillir des données fiables sur les populations d'oiseaux d'eau (Figure 6.3; Tableau 28 en Annexe). Le Tableau 6.1 fournit des détails sur les pays soutenus par ces 11 Parties. Chypre et la Moldavie n'ont pas fourni de réponse.

Vingt-cinq Parties (64% des RP; 35% des CP) ont indiqué qu'elles ne soutenaient actuellement pas d'autres pays. Les raisons citées comprenaient : le manque de financements (13 Parties: 50%), le manque de capacité, générale, technique ou humaine (3 Parties chacune : 12% chacune), le manque de politique officielle

dans le pays (2 Parties: 8%) et le manque de sensibilité (une Partie: 4%). Le Danemark (4%) a fait savoir qu'il avait auparavant travaillé avec la Guinée-Bissau pour développer une surveillance des oiseaux d'eau et qu'il travaille actuellement avec le Groenland, qui n'est pas membre de l'AEWA.

Tableau 6.1. Parties ayant indiqué avoir fourni ou considérant fournir un soutien aux autres Parties ou Etats Range pour développer leur capacité à recueillir des données fiable sur les populations d'oiseaux d'eau.

Partie	Pays soutenus
Afrique du Sud	Région sud-africaine (non spécifié)
Algérie	Pays d'Afrique du Nord (non spécifié)
Allemagne	Plusieurs états d'Afrique de l'Ouest (non spécifié)
Estonie	Lettonie
France	Algérie, Burkina Faso, Bénin, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, Guinée, Libye, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Nigeria, Sénégal, Soudan, Soudan du sud, Tchad, Togo et Tunisie
Libye	Egypte (support pas encore fourni mais considéré)
Luxembourg	Bulgarie et Lettonie
Norvège	Danemark, Groenland, Islande, Royaume-Uni et Suède
Pays-Bas	Angola, Liberia, Mauritanie et Sierra Leone
Royaume-Uni	Non spécifié
Suisse	Pays d'Afrique (non spécifié)
Tunisie	Algérie, Egypte, Libye, Maroc et Tunisie

Q46. Des programmes de recherche ont-ils été établis dans votre pays au cours des 5 dernières années pour aborder les priorités de conservation des oiseaux d'eau en accord avec les plans et stratégies de l'AEWA ?

Presque deux tiers des Parties (25: 64% des RP; 35% des CP) ont indiqué que leur pays avait établi des programmes de recherche au cours des 5 dernières années pour aborder les priorités de conservation des oiseaux d'eau en accord avec les plans et stratégies de l'AEWA (Figure 6.4; Tableau 29 en Annexe). Les 25 Parties ont fourni des preuves de l'établissement d'au moins un programme de recherche approprié dans les cinq dernières années, dépassant la Cible 3.3 qui exigeait l'établissement de dix nouveaux programmes de recherche liés à l'AEWA. Des exemples de programmes de recherche communiqués par les Parties sont présentés dans le Tableau 6.2.

Dix Parties ont indiqué ne pas avoir établi de programmes de recherche liés à la conservation des oiseaux d'eau au cours des 5 dernières années (Figure 6.4). La raison la plus couramment avancée était le manque de financement (4 Parties: 40%) avec une Partie (10%) mentionnant le manque de personnel formé. Le Danemark (10%) a indiqué que d'importants groupes de recherche étudiant les oiseaux d'eau existaient dans le pays tandis que la Belgique et la Suède (20%) ont fait part de programmes pilotes qui sont en cours. Deux Parties (20%) ont indiqué qu'il n'y avait dans leur pays actuellement pas de projets de recherche spécifique sur les oiseaux d'eau et qu'aucune proposition de projet n'avait été soumise. Quatre Parties (10% des RP; 6% des CP) n'ont pas fourni de réponse.

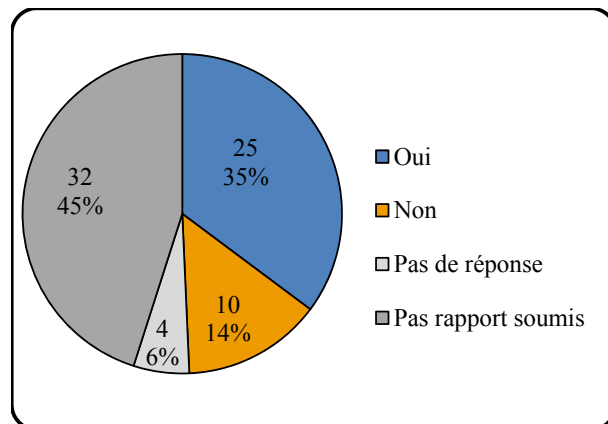


Figure 6.4 Réponses des Parties sur les programmes de recherche mis en place au sein de leur pays au cours des 5 dernières années (n=39).

Tableau 6.2. Exemples de projets de recherche en relation avec les oiseaux d'eau et leur conservation débutés au cours de la dernière période triennale, tels que communiqués par les Parties.

Partie	Projet de recherche	Calendrier
Bulgarie	Cartographie et détermination du statut de conservation des habitats et des espèces	2007- 2013 Publié en 2013
Croatie	Surveillance de <i>Riparia riparia</i> , <i>Alcedo atthis</i> , <i>Sterna albifrons</i> et <i>Sterna hirundo</i> sur les rivières Drava, Mura et Dunav	2012- 2014 Publié annuellement
Estonie	Statut des populations de cygne siffleur (<i>Cygnus columbianus bewickii</i>) et propositions de protection en Estonie	Publié en 2013
Ghana	Établissement de priorités et conservation des espèces d'oiseaux d'eau migrateurs dans les zones humides côtières clés au Ghana	2013-2014 Publié en 2015
Italie	Université de Pise a étudié les voies de migration d'espèces AEWA avec l'utilisation de GPS	2012-2014
Madagascar	Renforcer le recensement international des oiseaux d'eau dans la voie de migration Afrique-Eurasie	2013 – 2014 Publié en 2014
Norvège	Programme SEAPOP (surveillance et cartographie des oiseaux d'eau norvégiens) - évaluation sur 10 ans	2005-2014 Publié en 2015
Syrie	Surveillance du Vanneau sociable (<i>Vanellus gregarius</i>)	Trois dernières années

Q47. Liste (ou lien vers des listes) des recherches effectuées sur les oiseaux d'eau et leur conservation, ou des résultats publiés au cours de ces trois dernières années.

Trente-sept Parties (95% des RP; 52% des CP) ont fourni une liste des recherches et publications sur les oiseaux d'eau et leur conservation menées ou publiées au cours de la dernière période triennale (Tableau 29 en Annexe). Il semble que la Cible 3.3. ait été atteinte, puisque plus de 10 nouveaux programmes de recherche ont été établis. Le Tableau 6.2 présente des exemples de projets de grande envergure qui ont débutés durant la dernière période triennale. Plusieurs Parties ont également fourni de longues listes de références publiées dans leur rapport national durant la dernière période triennale. La Tunisie et le Swaziland (5% des RP, 3% des CP) ont indiqué qu'aucune recherche sur les oiseaux d'eau n'avait été menée durant cette période.

Plan stratégique Cible 3.3
Les agences publiques nationales responsables, les institutions universitaires sont encouragés à mettre en place des programmes de recherche destinés à soutenir la mise en œuvre des priorités de conservation des oiseaux d'eau

Indicateur:
Dix nouveaux programmes de recherche relatifs à l'AEWA établis

Q48. Votre gouvernement a-t-il fourni des fonds et/ou un support logistique au cours des trois dernières années pour le Recensement international des oiseaux d'eau au niveau international ou national ?

Vingt-six Parties (67% des RP; 37% des CP) ont confirmé qu'un soutien financier et/ou logistique avait été fourni au Recensement international des oiseaux d'eau au niveau international ou national (Figure 6.5; Tableau 30 en Annexe). Toutes les Parties ont fourni un soutien à l'IWC au niveau national, tandis que seulement 10 Parties (38%) l'ont fourni au niveau international (Figure 6.6). Le manque de ressources financières était la principale raison citée par les Parties n'ayant pas fourni de support au niveau international (7 Parties: 43%). Le Maroc a fait savoir qu'il avait déjà apporté un soutien logistique et participé au 7^{ième} Recensement international de la cigogne blanche. Les six autres Parties n'ont pas fourni plus de détails.

Treize Parties ont indiqué ne pas fournir de soutien financier et/ou logistique à l'IWC (Figure 6.5). Le manque de ressources financières était la raison la plus couramment avancée (8 Parties: 61%) tandis que l'Afrique du Sud et le Maroc (2 Parties: 15%) ont mentionné des ressources limitées en général. Le Ghana et la Croatie (2 Parties: 15%) ont avancé qu'aucun pays n'avait demandé de soutien de leur gouvernement. La Moldavie (8%) n'a pas donné de raisons.

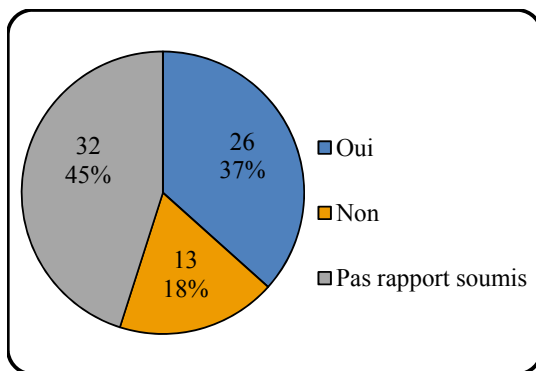


Figure 6.5. Réponses des Parties à la question de savoir si leur gouvernement avait fourni des fonds et/ou un support logistique au cours des trois dernières années pour le Recensement international des oiseaux d'eau au niveau international ou national.

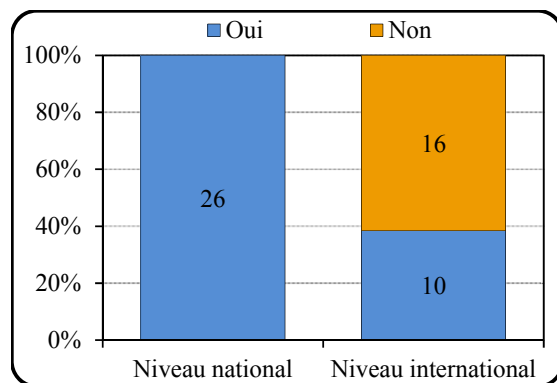


Figure 6.6. Pourcentage des Parties fournissant un soutien au Recensement international des oiseaux d'eau au niveau international ou national, confirmant que des fonds et/ou un soutien logistique a été fourni (n= 26).

Q49. L'impact de l'utilisation des plombs de pêche sur les oiseaux d'eau a-t-il été étudié dans votre pays?

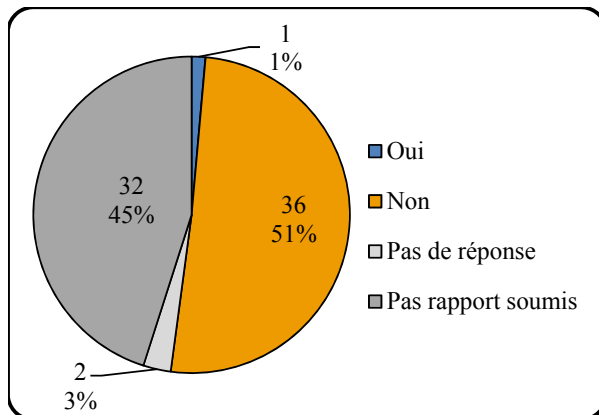


Figure 6.7. Réponses des Parties quant à savoir si ou non l'impact des plombs de pêche sur les oiseaux avaient été étudiés dans leur pays

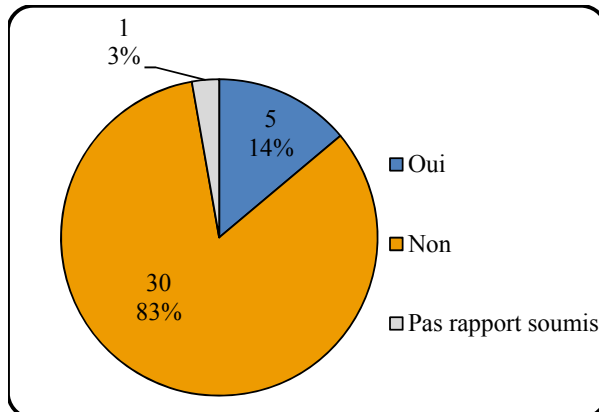


Figure 6.8. Proportion des réponses concernant les futurs plans, pour les Parties qui n'ont pas étudié l'impact des plombs de pêche sur les oiseaux d'eau.

Trente-six Parties (92% des RP; 51% des CP) ont indiqué qu'aucune recherche n'avait été menée dans leur pays concernant l'impact des plombs de pêche sur les oiseaux d'eau (Figure 6.7; Tableau 31 en Annexe). Le Royaume-Uni était le seul pays à avoir établi une investigation, qui s'est intéressée à l'impact au niveau de la population de l'empoisonnement de cygnes muets (*Cygnus olor*) en conséquence de l'ingestion de plombs de pêche abandonnés. Les populations se sont rétablies à la suite de l'interdiction des poids de pêche en plomb à la fin de 1987, avec les morts liées à l'empoisonnement au plomb passant de 25% (1971-1987) à 2% (2000-2010). Bien qu'ils aient indiqué qu'aucune recherche n'avait eu lieu, les Pays-Bas ont noté que des financements gouvernementaux étaient en place pour encourager les pêcheurs d'utiliser des alternatives au plomb.

Des 36 Parties ayant indiqué ne pas mener de recherches sur les plombs de pêche, cinq (14%) ont indiqué avoir des plans pour étudier les impacts dans le futur (Figure 6.8; Tableau 31 en Annexe). Sur ces cinq Parties, trois ont indiqué étudier les possibilités, le Kenya a surligné l'importance de connaître si le l'utilisation de plombs de pêche est pratiquée ou non dans le pays et la Slovaquie a indiqué que

ce problème était pris en compte dans le Plan d'action national sur la politique des zones humides 2015-2018. Sur les 30 Parties (77% des RP; 42% des CP) ayant indiqué ne pas avoir de plans de recherche, le manque de ressources financières (9 Parties, 30%) et un problème non considéré comme une priorité étaient les réponses les plus couramment données (8 Parties: 27%). Six Parties (20%) n'ont pas considéré l'utilisation des plombs de pêche comme étant un problème dans leur pays, cinq Parties (17%) ont cité les ressources humaines limitées et trois Parties (10%) ont indiqué qu'elles envisageaient de réaliser des recherches sur ce problème.

VII. Éducation et Information

Q50. Votre pays a-t-il développé ou mis en œuvre des programmes pour améliorer la sensibilisation à la conservation des oiseaux d'eau et à l'AEWA et à la compréhension de ces sujets ?

Pour répondre à l'Objectif 4 du Plan stratégique, les Parties sont encouragées à mettre en œuvre des programmes pour améliorer la sensibilisation à la conservation des oiseaux d'eau et à l'AEWA, et à la compréhension de ces sujets (Cible 4.3). Vingt Parties (51% des RP; 28% des CP) ont fait savoir qu'elles avaient des programmes qui étaient en train d'être mis en place et en train d'être mis en œuvre (Figure 7.1; Tableau 32 en Annexe). En se basant sur l'indicateur, d'importants progrès sont réalisés pour atteindre la Cible 4.3.

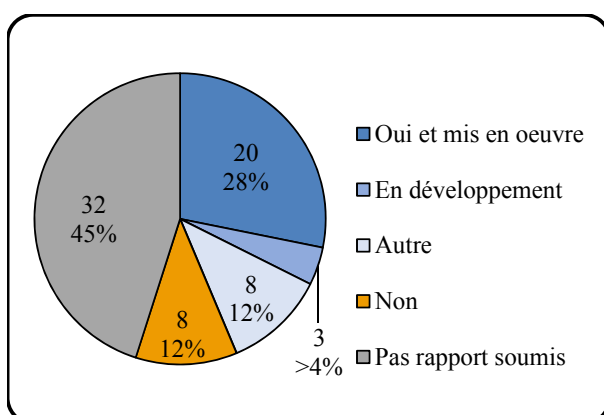


Figure 7.1. Réponses des Parties à l'existence ou non de programmes de sensibilisation à la conservation des oiseaux d'eau et à l'AEWA et à la compréhension de ces sujets.

Les huit Parties (21% des RP; 11% des CP) qui ont répondu 'autres' ont indiqué qu'elles n'avaient pas de programmes spécifiques pour les oiseaux d'eau, bien que sept d'entre elles aient observé que des activités de sensibilisation à la conservation des oiseaux d'eau avaient été entreprises (Estonie, Ethiopie, Italie, Norvège, Suisse, Ukraine et le Royaume-Uni).

La principale raison avancée pour ne pas avoir de programmes de sensibilisation et d'éducation spécifiques aux oiseaux d'eau et à l'AEWA était une focalisation sur des programmes de sensibilisation plus généraux (Tableau 7.1).

Tableau 7.1. Réponses données par les Parties sur l'absence de programmes de sensibilisation et de compréhension de la conservation des oiseaux d'eau et de l'AEWA.

Raison donnée	Partie	% de RP
Programmes de sensibilisation générales existent	Afrique du Sud, France, Danemark, Lettonie, Ouganda	62.5%
Manque de capacité administrative	Bulgarie	12.5%
Manque de ressources financières et humaines	Croatie	12.5%
Pas de réponse	Monténégro	12.5%

Plan stratégique Cible 4.3
La sensibilisation et la compréhension face aux questions de conservation des oiseaux d'eau en général et notamment aux questions relatives à l'AEWA sont intensifiées à tous les niveaux au sein des PC

Indicateur:
Au moins 25 % des PC ont développé et mettent en œuvre des programmes pour accroître la sensibilisation et la compréhension de la conservation des oiseaux d'eau et AEWA

Q51. Votre pays a-t-il nommé un point focal national de l'AEWA pour la Communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CESP)?

Quinze Parties (38% des RP; 21% des CP) ont indiqué avoir nommé un point focal national de l'AEWA pour la Communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CESP) (Figure 7.2; Tableau 33 en Annexe). La principale raison avancée pour ne pas avoir nommé de point focal a été mentionnée par huit des 21 Parties n'ayant pas encore nommé de point focal, était le manque de ressources/capacité (Tableau 7.2). Cependant, la Syrie a noté que les problèmes environnementaux généraux pouvaient être concertés avec un officier CESP au Ministère de l'Environnement, la République Tchèque a indiqué qu'il était prévu de nommer un point focal et la Slovaquie a fait savoir qu'un point focal serait nommé pour la prochaine période triennale. Bien que la Suède ne considère pas ce point comme une priorité, elle a indiqué que des activités d'éducation et de sensibilisation étaient menées à l'échelle régionale par les Représentants administratifs des régions.

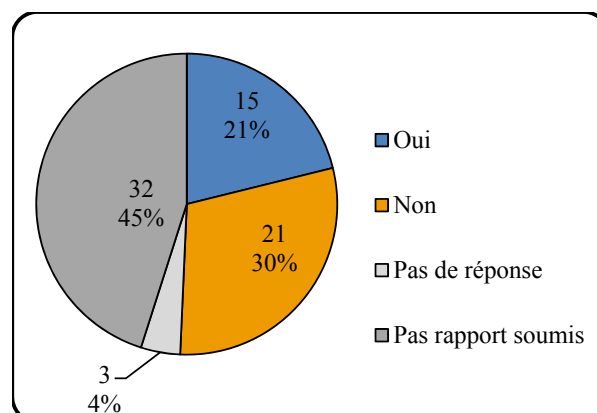


Figure 7.2. Réponses des parties quant à savoir si un point focal national de la communication, éducation et sensibilisation du public (CESP) de l'AEWA, a été nommé.

Tableau 7.2. Réponses des Parties pour ne pas avoir nommé de point focal national à l'AEWA.

Raison donnée	Partie	% de RP
En attente de l'accord du gouvernement	Libye	4%
Géré par un autre département	Norvège, Syrie	8%
En cours / à nommer dans un futur proche	Albanie, Hongrie, République Tchèque, Slovaquie	17%
Manque de ressources/capacité	Bulgarie, Croatie, Estonie, Lettonie, République Tchèque, Slovaquie, Slovénie, Syrie	33%
Considéré non nécessaire	Italie, Royaume-Uni	8%
Pas considéré comme une priorité	France, Suède	8%
Changements de direction	Ethiopie	4%
Pas de réponse	Belgique, Danemark, Monténégro, Tunisie	17%

Des 15 Parties (38% des RP; 21% des CP) ayant répondu 'Oui' à la Q51 (elles ont nommé un point focal CESP à l'AEWA), 11 Parties (16% des RP) ont indiqué que le point focal faisait partie du gouvernement, tandis que quatre Parties mentionnaient au contraire qu'ils ne faisaient pas parti du gouvernement (Tableau 33 en Annexe). Quatre Parties (10% des RP) ont indiqué que le point focal avait commencé la coordination nationale pour la mise en œuvre de la Stratégie de Communication et/ou soutenu le processus de révision pour la Stratégie de communication. L'Algérie, le Kenya, le Mali, le Maroc et le Swaziland (7% des RP) que le point focal CESP de l'AEWA travaillait en très étroite collaboration avec les points focaux CESP de Ramsar (Figure 7.3; Tableau 33 en Annexe) et le Ghana et la Suisse ont indiqué que les rôles de point focal pour l'AEWA et pour Ramsar était occupé par la même personne. Sept Parties (10% des CP), Allemagne, Luxembourg, Madagascar, Nigeria, Afrique du Sud, Ouganda

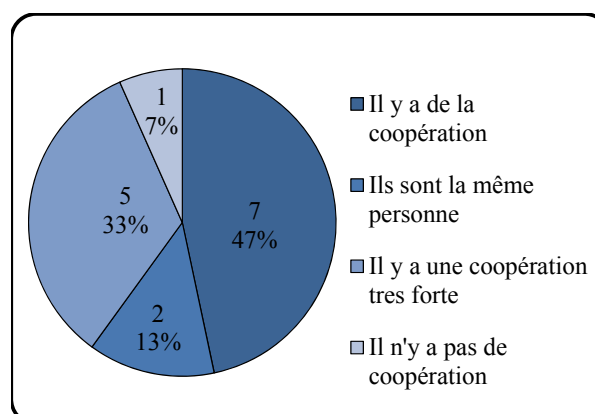


Figure 7.3. Réponses des Parties concernant la coopération entre le Point focal CESP de l'AEWA désigné et les Points Focaux CESP de Ramsar.

et l'Ukraine, ont indiqué qu'il y avait une certaine collaboration en place entre ces deux personnes. Les Pays-Bas ont indiqué qu'il n'y avait aucune collaboration.

Les deux principales raisons avancées par les 11 Parties ayant indiqué ne pas avoir commencé la coordination nationale pour la mise en œuvre de la Stratégie de Communication et/ou soutenu le processus de révision pour la Stratégie de communication étaient le manque de ressources et le fait que le point focal CESP de l'AEWA avait été récemment nommé (Tableau 7.3).

Tableau 7.3. Réponses des Parties expliquant pourquoi le point focal CESP à l'AEWA n'avait pas commencé la coordination nationale pour la mise en œuvre de la Stratégie de Communication et/ou soutenu le processus de révision pour la Stratégie de communication.

Raison donnée	Partie	% des Parties
Manque de ressources	Madagascar, Mali, Ouganda	27%
Point focal CESP récemment nommé	Maroc, Nigeria, Swaziland	27%
Nomination temporaire	Pays-Bas	9%
Non considéré comme une priorité	Allemagne	9%
Pas de réponse	Ghana, Kenya, Ukraine	27%

Q52. Des mesures ont-elles été prises dans votre pays pour mettre en œuvre les dispositions relatives à « l'Education et l'Information » du Plan d'action de l'AEWA durant la dernière période triennale ?

Quinze Parties (38% des RP; 21% des CP) ont indiqué avoir pris des mesures pour mettre en œuvre les provisions relatives à « l'Education et l'Information » du Plan d'action de l'AEWA (Figure 7.4; Tableau 34 en Annexe). Vingt-et-une Parties (54% des RP; 30% des CP) ont indiqué ne pas avoir pris de mesures pour mettre en œuvre les provisions relatives à « l'Education et l'Information » du Plan d'action de l'AEWA. Les principales raisons citées pour ne pas avoir mis en œuvre les provisions étaient le manque de ressources/capacité et le fait que des activités d'éducation et d'informations plus générales étaient réalisées à la place (Tableau 7.4). Les Pays-Bas ont ajouté que leurs activités d'éducation et d'informations en relation avec le Réseau National sur la Nature étaient généralement en accord avec la Plan d'action de l'AEWA et l'Allemagne a indiqué que l'Initiative des Voies de Migration sur la mer Wadden était toujours en cours de réalisation.

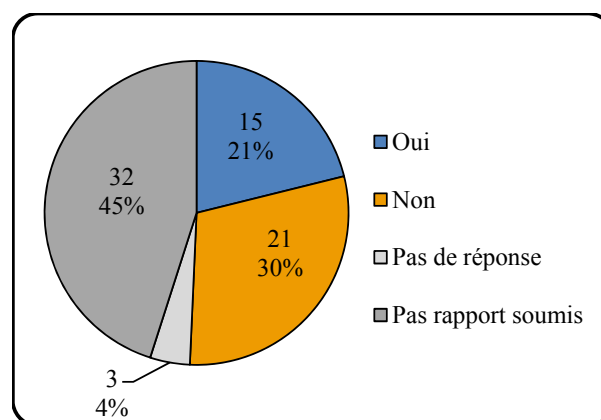


Figure 7.4. Réponses des parties sur les mesures prises pour mettre en œuvre les dispositions relatives à « l'éducation et de l'information » dans le Plan d'action de l'AEWA.

Tableau 7.4 Réponses des Parties à l'absence de mesures pour mettre en œuvre les provisions relatives à « l'Education et Information » du Plan d'action de l'AEWA.

Raison donnée	Partie	% de Parties
Manque de ressources/capacité	Croatie, France, Hongrie, Luxembourg, Madagascar, Swaziland, Ouganda, République Tchèque	35%
Activités d'éducation et d'information plus générales	Allemagne, Danemark, Lettonie, Maroc, Norvège, Pays-Bas, République Tchèque, Suisse	35%
Point focal récemment nommé	Swaziland	4%
Pas de personne responsable pour l'éducation	Libye	4%
Non considéré comme une priorité	Suède	4%
En cours	Albanie	4%
Pas de réponse	Monténégro, Syrie, Tunisie	13%

Les questions suivantes (Q52a-d) sont applicables uniquement aux 15 Parties ayant répondu ‘Oui’ à la Q52.

Q52a. Un programme national de formation a-t-il été organisé pour le personnel responsable de la mise en œuvre de l’AEWA ?

Sur les quinze Parties ayant répondu ‘Oui’ à la Q52 (ont pris des mesures pour mettre en œuvre les dispositions relatives à « l’Education et l’Information » du Plan d’action de l’AEWA), sept (47%) ont indiqué qu’elles avaient organisé un programme national de formation pour le personnel responsable de la mise en œuvre de l’AEWA. Huit Parties (53%) ont indiqué ne pas l’avoir fait (Figure 7.5; Tableau 35 en Annexe).

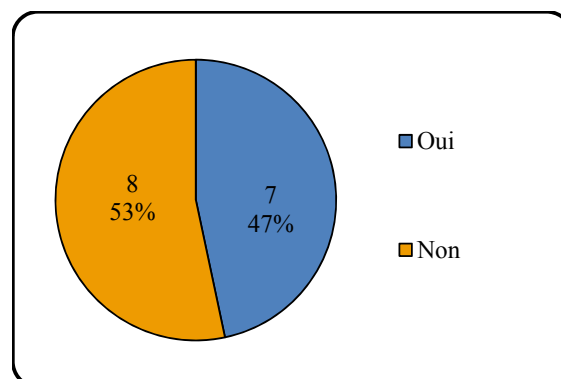


Figure 7.5. Programmes nationaux de formation ont été organisés pour le personnel chargé de mettre en œuvre l’AEWA.

Sur les sept Parties ayant répondu ‘Oui’, deux Parties (29%), Algérie et Mali, ont évalué l’efficacité des mesures comme élevée, tandis que cinq Parties (71%), Ethiopie, Ghana, Italie, Kenya et Nigeria ont évalué l’efficacité à modérée.

Le Ghana a noté que 200 écoles et 150 communautés adjacentes avec les sites Ramsar avaient été visitées. Le Nigeria a noté que le renforcement de la capacité focalisant sur les techniques de surveillance, identification, capture et baguage des oiseaux a été réalisé. En Ethiopie, une formation a été dispensée aux officiers responsables de la gestion des Aires Protégées et qui jouent également un rôle important dans la mise en œuvre de l’AEWA. Le Kenya a noté que l’Institut de formation pour la vie sauvage a un domaine de formation sur les oiseaux d’eau et les zones humides. Le Mali a souligné l’importance de la promotion et de la communication pour la gestion durable des ressources naturelles et a noté que des émissions sur les zones humides et les oiseaux d’eau migrateurs passent régulièrement à la radio régionale ou nationale. L’Algérie a noté que des programmes de formation ont été mis en œuvre et que des gestionnaires de forêts formés pourront réaliser des recensements, reconnaître et protéger les espèces rares et vulnérables.

Huit Parties (21% des RP; 11% des CP) ont indiqué ne pas avoir organisé de formation, principalement à cause du manque de ressources/capacité ou parce que les formations ont été considérées comme non nécessaire. La Belgique et la Slovaquie ont fait référence à d’autres formations du personnel. La Slovaquie a mentionné qu’un programme national serait développé en 2015, tandis que l’Afrique du sud a indiqué être en train de d’organiser une formation avec le point focal CESP et l’officier formé de l’EWT. L’Estonie a noté que même si aucun programme de formation coordonné n’a été organisé, les sujets importants étaient traités séparément, avec les parties prenantes pertinents et le grand public (Tableau 7.5).

Tableau 7.5. Réponses des Parties à l’absence de programme national de formation pour le personnel responsable de la mise en œuvre de l’AEWA.

Raison donnée	Partie	% de Parties
Manque de ressources/capacité	Belgique, Bulgarie, Ukraine	33%
Non considéré comme nécessaire	Belgique, Royaume-Uni, Slovaquie	33%
En cours	Afrique du Sud, Slovaquie	22%
Sujets importants traités séparément avec parties prenantes et le grand public	Estonie	11%

Q52b. Des programmes et du matériel de formation ont-ils été développés en collaboration avec les autres Parties et/ou le Secrétariat à l'AEWA? (Cette question s'adresse uniquement aux Parties qui ont répondu 'Oui' à la Q52).

Sur les 15 Parties ayant répondu 'Oui' à la Q52, sept (18% des RP; 10% des CP) ont indiqué que des programmes et du matériel de formation ont-ils été développés en collaboration avec les autres Parties et/ou le Secrétariat à l'AEWA (Figure 7.6; Tableau 36 en Annexe).

Il a également été demandé aux sept Parties d'évaluer l'efficacité des mesures. Cinq Parties (13% des RP; 7% des CP), Ethiopie, Italie, Kenya, Mali et Ukraine les ont évalué 'd'efficacité modérée', tandis que le Ghana les a évalué 'd'efficacité faible'. L'Algérie a coché l'option 'Autres' et a ajouté une lettre du point focal à l'AEWA de l'Afrique du Nord et des coordinateurs nationaux de l'IWC, qui mentionnait la contribution essentielle du programme de soutien au recensement international des oiseaux d'eau et la conservation des zones humides dans la zone Méditerranéenne.

L'Ukraine a indiqué qu'un poster avec des informations sur l'oie naine (*Anser erythropus*) avait été produit avec le soutien du Secrétariat de l'AEWA et l'a disséminé à travers l'Ukraine. De plus, avec le soutien de l'UE, les Lignes directrices sur le développement de l'écotourisme dans les zones humides et les Lignes directrices pour un protocole de surveillance des oiseaux d'eau ont été traduites en ukrainien. L'Ethiopie a noté qu'une formation était dispensée en collaboration avec la Société d'Histoire Naturelle et de la Vie Sauvage Ethiopienne (EWNHS), et le partenaire BirdLife en Ethiopie.

Sur les sept Parties n'ayant pas développé de programmes et du matériel de formation, deux ont donné la raison d'un manque de ressources/capacité (Tableau 7.6). La Belgique a souligné que les programmes et le matériel de formation relatifs aux oiseaux d'eau font normalement partie d'une formation plus large développée par des ONG ou le Gouvernement. La Belgique a également indiqué que la langue était une barrière pour co-développer des ressources en flamand. La Slovaquie a indiqué que des programmes et du matériel de formation seraient développés en 2015. Le Nigeria et le Royaume-Uni n'a pas fourni de raison.

Tableau 7.6. Réponses des Parties à l'absence de programmes et de matériel de formation.

Raison donnée	Partie	% of Parties
Manque de ressources/capacité	Estonie, Slovaquie	29%
Sera développé en 2015	Slovaquie	14%
Font normalement partie d'une formation plus large développée par des ONG ou le Gouvernement	Belgique	14%
Barrière de la langue	Belgique	14%
Pas de réponse	Nigeria, Royaume-Uni	29%

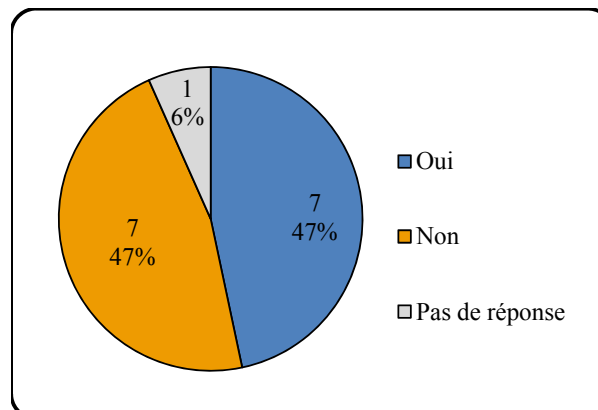


Figure 7.6. Réponses des Parties concernant l'élaboration de programmes de formation en coopération avec d'autres Parties et / ou le Secrétariat de l'Accord.

Q52c. Des informations et du matériel pour des formations relatifs à l'AEWA ont-elles été échangées avec d'autres Parties et/ou partagées avec le Secrétariat à l'AEWA ? (Cette question s'adresse uniquement aux Parties qui ont répondu 'Oui' à la Q52).

Sur les quinze Parties ayant répondu 'Oui' à la Q52, cinq (13% des RP; 7% des CP) ont indiqué que des informations et du matériel pour des formations relatives à l'AEWA ont-elles été échangées avec

d'autres Parties et/ou partagées avec le Secrétariat à l'AEWA (Figure 7.7; Tableau 37 en Annexe). Il a également été demandé aux cinq Parties d'évaluer l'efficacité des mesures ; quatre Parties, Ethiopie, Italie, Mali et Ukraine les ont évaluées 'd'efficacité modérée', tandis que le Royaume-Uni a coché l'option 'Autres', mais n'a pas ajouté d'informations supplémentaires. L'Ethiopie a noté que certaines informations sur la célébration de la Journée Mondiale pour les Oiseaux Migrateurs et les résultats du recensement ont été communiqués au Secrétariat de l'AEWA. L'Ukraine a noté qu'un poster avec des informations sur l'oie naine (*Anser erythropus*) avait été produit et partagé avec les autres Parties.

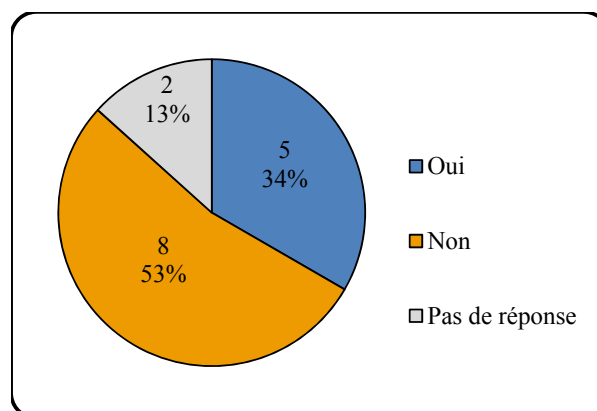


Figure 7.7. Réponses des Parties sur les échanges de d'information de l'AEWA et les ressources et de formation avec d'autres Parties et/ou partage avec le Secrétariat de l'Accord.

Huit Parties (21% des RP; 11% des CP) ont indiqué ne pas avoir échangé d'informations et du matériel de formation relatifs à l'AEWA. Trois Parties ont avancé la raison du manque de ressources/capacité. Cependant, la Slovénie a noté que des ONG ou des experts avaient peut-être échangé ces informations avec d'autres Parties, notamment les pays des Balkans.

Tableau 7.7. Réponses des Parties à la question : pourquoi les informations et le matériel destiné aux formations à l'AEWA n'ont pas été échangés avec d'autres Parties et/ou partagés avec le Secrétariat de l'Accord?

Raison donnée	Partie	% de Parties
Manque de ressources/capacité	Estonie, Ghana, Slovaquie, Slovénie	44%
Sera fait lorsque CESP sera développé	Kenya	11%
En cours de développement du matériel de formation	Afrique du Sud	11%
Partie d'une formation plus générale développée par les ONG ou le Gouvernement	Belgique	11%
Barrière de la langue	Belgique	11%
Pas de réponse	Nigeria	11%

Q52d. Campagnes spécifiques de sensibilisation du public pour la conservation des populations d'espèces figurant au Tableau 1 ont été conduites. (Cette question s'adresse uniquement aux Parties qui ont répondu 'Oui' à la Q52).

Sur les 15 Parties ayant répondu 'Oui' à la Q52, onze (28% des RP; 15% des CP) ont indiqué que des campagnes spécifiques de sensibilisation du public pour la conservation des populations d'espèces avaient été conduites (Figure 7.8; Tableau 38 en Annexe).

Il a également été demandé aux 11 Parties d'évaluer l'efficacité des mesures ; le Mali, la Slovaquie et l'Afrique du Sud (27%) les ont évalué 'd'efficacité élevée', l'Italie, le Nigeria et l'Ukraine (27%) les ont évalué 'd'efficacité modérée', tandis que la Belgique, la Bulgarie, l'Estonie, la Slovénie et le Royaume-Uni (70%) ont choisi l'option 'autres'.

Les détails sur les campagnes de sensibilisation du public fournis par les Parties sont les suivantes:

- La Belgique a indiqué que la sensibilisation du public pour la conservation des populations des espèces d'oiseaux d'eau a été réalisée sur leur site web de Natura2000.
- L'Afrique du Sud a noté que le calendrier de la célébration internationale du WMBD était lié au retour des oiseaux migrateurs vers l'hémisphère nord et a recommandé qu'une célébration pour leur retour vers l'hémisphère sud soit créée.

- La Slovénie a fait savoir que dans les aires protégées importantes pour les oiseaux d'eau migrateurs, des activités de sensibilisation du public sont constamment organisées. Elle a aussi noté que dans les IBA et SPA de Drava, il y a un projet LIFE+ en cours sur la conservation et la sensibilisation sur les oiseaux d'eau.
- La Bulgarie a donné plusieurs exemples d'activités liées à la sensibilisation et la compréhension de la conservation des oiseaux d'eau qui ont été menés durant la période 2012-2014 : Le projet LIFE+ project «Safe Ground for Redbreasts », mis en œuvre par la Société bulgare de la protection des oiseaux (BSPB), et un certain nombre de « Festivals de la cigogne blanche ».
- En Estonie, la mise en place de SSAP et MSAP pour les espèces d'oiseaux d'eau comporte une sensibilisation du public.
- Le Nigeria a noté que des efforts avaient été faits pour encourager les communautés à apprécier l'avifaune et à atténuer les impacts des humains sur les espèces et leur habitat.
- L'Italie a indiqué qu'une surveillance nationale des populations de Gravelot à collier interrompu avait été réalisée, avec des captures et baguages avec des bagues de couleur, indiquant que de nombreuses ONG étaient impliquées dans ces activités.
- L'Ukraine a indiqué avoir réalisé et partagé un poster sur l'oie naine (*Anser erythropus*).
- La Slovaquie a mentionné qu'une campagne de sensibilisation du public à long-terme se concentre sur la cigogne blanche et a noté que son efficacité pouvait être mesurée par les attitudes positives du public envers les cigognes, le soutien pour leur nidification, ainsi que la surveillance de la migration, de la nidification, et le succès reproducteur.
- Le Mali a indiqué que des campagnes de sensibilisation sont réalisées dans des écoles et dans les communautés rurales et que la législation et les textes réglementaires relatifs aux zones humides et aux oiseaux d'eau migrateurs ont été disséminés.

Les raisons données par les trois Parties n'ayant pas conduits de campagnes de sensibilisation spécifiques comprenaient le manque de ressources (Ghana) et que des activités plus générales de sensibilisation sur les habitats et les aires protégées sont menées (Ethiopie). Le Kenya n'a pas donné de raison.

Q53. Des activités pour la Journée Mondiale des Oiseaux Migrateurs (WMBD) ont-elles été réalisées dans votre pays durant la dernière période triennale?

Trente-et-une Parties (80% des RP; 44% des CP) ont indiqué avoir réalisé des activités pour la Journée Mondiale des Oiseaux Migrateurs (WMBD) durant la dernière période triennale (Figure 7.9; Tableau 39 en Annexe).

Deux des quatre Parties n'ayant pas réalisé d'activités pour la WMBD ont avancé la raison du manque de ressources (Hongrie, Swaziland). Le Swaziland a également ajouté que le point focal CESP avait été récemment

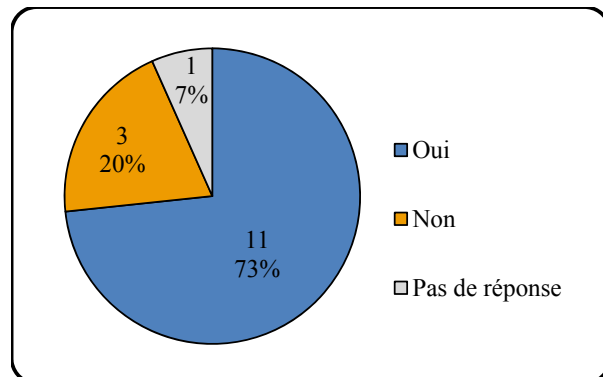


Figure 7.8. Réponses des Parties si des campagnes de sensibilisation du public spécifiques pour la conservation des populations figurant au tableau 1 avaient été menées.

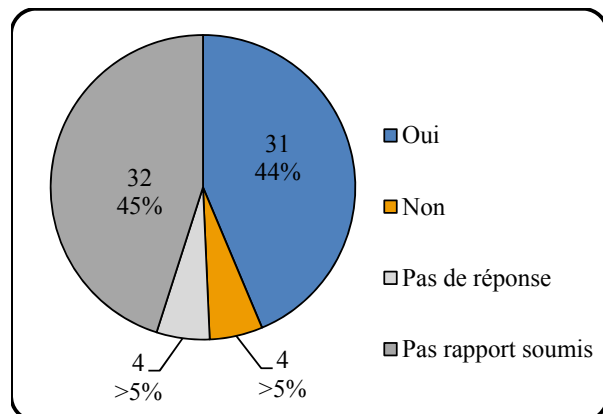


Figure 7.9. Réponse des Parties sur l'organisation d'activités pour la Journée mondiale des oiseaux migrateurs (JMOM).

nommé. Le Danemark a indiqué que même si aucune activité spécifique n'avait pas été réalisée pour la WMBD, BirdLife Danemark a tenu un "Fuglenes Dag" annuel (Jour des Oiseaux), auxquels participent des ornithologues de terrain volontaires et qui engage le public. Le Royaume-Uni n'a pas fourni d'autres détails.

Q54. Votre pays a-t-il fourni des financements et/ou un autre soutien (i.e. expertise, réseau, compétences et ressources) pour la mise en œuvre de la Stratégie de Communication de l'AEWA ? Veuillez considérer les financements nationaux et internationaux et les différents types de soutien fournis.

Sept Parties (18% des RP; 10% des CP) ont indiqué avoir fourni des financements et autre soutien pour la mise en œuvre de la Stratégie de Communication de l'AEWA (Figure 7.10; Tableau 40 en Annexe).

Sur les 32 Parties n'ayant pas fourni de financement ou de soutien, 17 (53%) ont donné comme raison le manque de ressources financières tandis que sept Parties (22%) ont mentionné un manque général de ressources/capacité. La République Tchèque a noté que la Stratégie de Communication était en préparation et la Norvège a indiqué qu'il n'y a « pas d'application directe pour ceci ». La raison avancée par les Pays-Bas était qu'ils se concentrent actuellement sur la mise en œuvre du Réseau National pour la Nature, y compris les sites Natura 2000, mais ils ont noté que de nombreuses activités nationales et internationales menées par le gouvernement et les ONG étaient en accord avec la Stratégie de Communication de l'AEWA. Les sept Parties restantes (22%) n'ont pas donné de raisons (Tableau 7.8). Puisque l'indicateur exigeait un taux de financement ou de soutien de 100%, ce manque de financement indique que la Cible 4.1 n'est pas atteinte.

Plan stratégique Cible 4.1
Appui à la mise en œuvre de la stratégie de communication de l'AEWA est sécurisé.

Indicateur:
100% financement et autre soutien, le cas échéant (expertise, réseau, compétences et ressources), est sécurisé pour la mise en œuvre la stratégie de communication

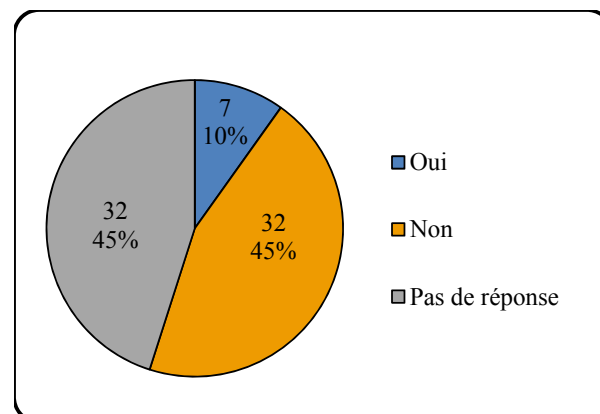


Figure 7.10. Réponses des parties sur le financement et/ou autre soutien apporté à la mise en œuvre de la stratégie de communication de l'AEWA.

Tableau 7.8. Réponses des Parties à la question: pourquoi des financements et/ou un soutien n'ont pas été fournis pour la mise en œuvre de la Stratégie de Communication de l'AEWA?

Raison donnée	Partie	% de Parties
Manque de ressources financières	Albanie, Belgique, Bulgarie, Croatie, Ethiopie, Ghana, Italie, Kenya, Lettonie, Madagascar, Mali, Maroc, Nigeria, Slovénie, Slovaquie, Suède, Syrie	50%
Manque de ressources/capacité	Croatie, Danemark, France, Libye, Ouganda, Slovénie, Swaziland	21%
Stratégie de Communication en préparation	République Tchèque	3%
Pas d'application directe pour ceci	Norvège	3%
Se concentre actuellement sur la mise en œuvre du Réseau National pour la Nature	Pays-Bas	3%
Pas de réponse	Algérie, Chypre, Moldavie, Monténégro, Royaume-Uni, Soudan, Suisse	21%

Les questions suivantes (Q54.1-3) s'adressent uniquement aux sept Parties qui ont répondu 'Oui' à la Q54.

Q54.1. Ce financement ou soutien a-t-il été apporté au niveau national ou international ? (Cette question s'adresse uniquement aux Parties ayant répondu 'Oui' à la Q54.

Sur les sept Parties (18% des RP; 10% des CP) ayant répondu 'Oui' à la Q54, cinq (72%), Luxembourg, Estonie, Afrique du Sud, Tunisie et Ukraine, ont indiqué avoir apporté un soutien aussi bien au niveau national qu'international. Les deux Parties restantes (29%), Allemagne et Hongrie, ont apporté un soutien uniquement au niveau international.

Q54.2. Votre pays a-t-il apporté un financement ou un soutien pour la mise en œuvre des activités de communication prioritaires figurant dans le Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA (Résolution 5.5)? (Cette question s'adresse uniquement aux Parties ayant répondu 'Oui' à la Q54.

Les sept Parties ayant répondu 'Oui' à la Q54 ont indiqué ne pas avoir fourni de financement ou de soutien pour la mise en œuvre des activités de communication prioritaires figurant dans le Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA. La principale raison avancée par la Hongrie, l'Estonie, l'Afrique du Sud et l'Ukraine (57%) était le manque de ressources/capacité. L'Allemagne (14%) a indiqué que la communication était soutenue par d'autres fonds ou par des exigences légales. Le Luxembourg et la Tunisie (29%) n'ont pas fourni de réponse.

Q54.3. Votre pays a-t-il apporté un financement ou un soutien pour le processus de révision de la of Stratégie de Communication? (Cette question s'adresse uniquement aux Parties ayant répondu 'Oui' à la Q54.

Les sept Parties ayant répondu 'Oui' à la Q54 ont indiqué ne pas avoir fourni de financement ou de soutien pour le processus de révision de la of Stratégie de Communication. Les raisons apportées étaient : manque de ressources/capacité (Hongrie, Estonie, Afrique du Sud et Ukraine: 57%) et que la communication est soutenue par d'autres fonds ou par des exigences légales (Allemagne: 14%). Deux Parties (Luxembourg et Tunisie: 29%) n'ont pas fourni de raison.

Q55. Dans la Résolution 3.10, la Réunion des Parties encourage les Parties contractantes à mettre en place des Centres d'échange d'informations sur l'AEWA pour leur région respective. Votre pays a-t-il envisagé ou est-il intéressé par la mise en place d'un Centre régional d'échange d'informations sur l'AEWA ?

Vingt-huit Parties (72% de RP; 40% de CP) ont fait savoir qu'elles n'avaient pas encore envisagé d'accueillir un Centre régional d'échange d'informations sur l'AEWA (Figure 7.11; Tableau 41 en Annexe). La Lettonie a commenté que des informations supplémentaires sur les centres existant étaient nécessaires. Trois Parties (8% des RP; 4% des CP) ont répondu 'Oui, envisagé, mais finalement non intéressé', mais n'ont pas fourni de détails. Cinq Parties (13% des RP; 7% des CP) ont indiqué avoir envisagé et être intéressé pour accueillir un Centre régional d'échange d'informations sur l'AEWA, mais n'ont pas fourni de détails. Trois Parties (8% des RP; 4% des CP) envisagent actuellement d'accueillir un Centre régional d'échange d'informations sur l'AEWA, mais n'ont pas fourni de détails.

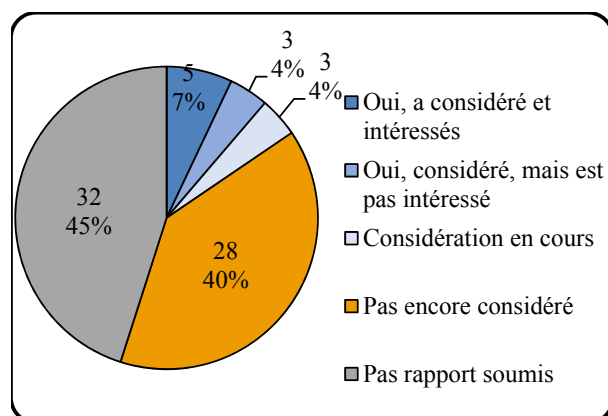


Figure 7.11. Réponses des parties si elles ont considéré/sont intéressées à accueillir un Centre régional d'échange de l'AEWA.

Q56. Du personnel formé dans le cadre du Programme de formation des formateurs a-t-il conduit des formations nationales CESP dans votre pays au cours de ces trois dernières années ? (Applicable uniquement pour les pays dans les régions où un Programme de formation des formateurs a eu lieu).

En tant qu'indication de la mise en œuvre de la Stratégie de communication de l'AEWA, la Cible 4.2 du Plan stratégique vise à des formations de suivi CESP (Communication, Éducation et Sensibilisation du public), au niveau national et conduites dans au moins trois régions de l'AEWA par des personnes formées dans le cadre de la Cible 3.3. Trois Parties (8% des RP; 4% des CP) ont indiqué que des formations CESP conduites dans le cadre du Programme de formation des formateurs de l'AEWA avaient eu lieu (Ethiopie) ou étaient prévues dans leur pays (Kenya et Swaziland) (Figure 7.12; Tableau 42 en Annexe). Ceci indique que la Cible 4.2 n'a pas été atteinte.

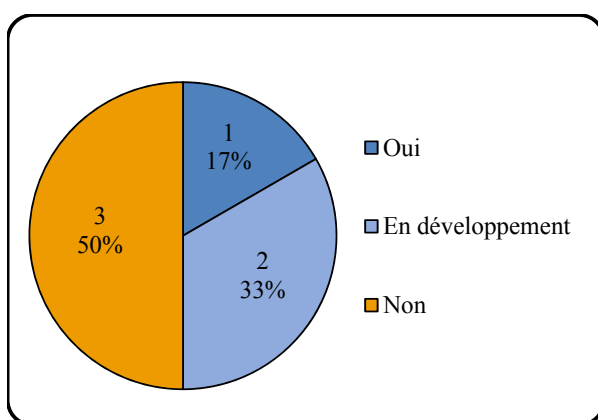
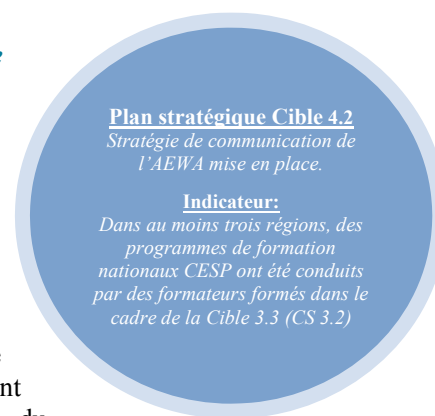


Figure 7.12. Réponses des Parties sur la formation du personnel dans le cadre d'un atelier de formation des formateurs organisé une formation CESP nationale au cours de la dernière période triennale.

L'Ethiopie a noté que la formation a été dispensée aux officiers de divers PA et que c'était la première fois cela avait été mené. Le Swaziland a noté que la formation était prévue pour juillet 2015, tandis que le Kenya a noté qu'elle sera entreprise lorsque CESP sera désignée d'ici l'année prochaine, en 2016. La Cible 4.2 n'a donc pas encore été atteinte.

Sur les 3 Parties ayant indiqué que la formation CESP n'avait pas encore eu lieu, l'Ouganda a indiqué que c'était dû à un manque de ressources financières, le Soudan a noté que seulement une personne avait été formée en Afrique du Sud en 2013, mais que de telles activités seraient mises en place dans le futur, et l'Afrique du Sud a indiqué avoir commencé le travail nécessaire en vue d'atteindre cette cible.

VIII. Mise en œuvre

Q57. Votre pays a-t-il approché des Parties non contractantes pour les encourager à ratifier l'Accord?

Sept Parties (18% des RP; 10% des CP) ont indiqué qu'elles avaient approché des Parties non contractantes pour les encourager à ratifier l'Accord (Figure 8.1; Tableau 43 en annexe). Les détails sur les Parties non contractantes ayant été approchées par des Parties contractantes sont fournis au Tableau 8.1. Toutefois, quatre Parties supplémentaires (Estonie, Slovénie, Croatie et Soudan), ayant indiqué ne pas avoir approché de Parties non contractantes, ont mentionné que des communications et discussions informelles avaient eu lieu. En particulier, la Slovénie et la Croatie ont mentionné que le Monténégro avait été contacté. En prenant compte ces discussions informelles, le nombre total de Parties qui ont approché des Parties non contractantes s'élève à onze (28% de RP; 16% de CP).

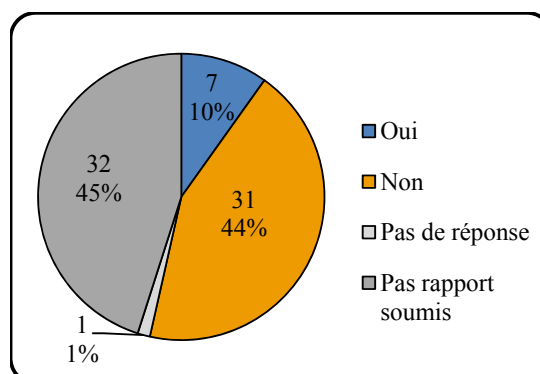


Figure 8.1. Réponses des Parties sur le fait d'avoir approché des Parties non contractantes pour les encourager à ratifier l'Accord.

Tableau 8.1. Parties non contractantes approchées par les Parties pour les encourager à ratifier l'Accord

Partie	Parties non contractantes approchées
Danemark	Groenland
France	Cameroun, Mozambique et Sud Soudan
Allemagne	Pologne
Hongrie	Fédération de Russie
Afrique du Sud	Botswana, Malawi et Namibie
Suisse	Fédération de Russie
Syrie	Pays du Golfe

Les principales raisons avancées pour ne pas avoir approché les Parties non contractantes sont: le manque de ressources (six Parties; 15 % des RP), le manque d'opportunités (six Parties; 15 % des RP), et que l'approche des Parties non contractantes ne représentait pas une priorité (cinq Parties; 13% des RP). Dans certains cas, les raisons se recoupent. Quatre Parties (10% des RP) ont commenté que des discussions informelles avaient été tenues avec des Parties non contractantes, tandis que deux Parties (5% des RP), le Maroc et Swaziland, ont mentionné qu'ils se concentraient sur la mise en œuvre puisqu'ils avaient adhéré récemment à l'Accord.

Q58. Votre pays a-t-il apporté son aide/ développé des projets de coopération internationale pour la mise en œuvre de l'Accord, conformément aux priorités soulignées dans les Missions de mise en œuvre internationale de l'AEWA (IIT) pour la période triennale actuelle?

Quatorze Parties (36% des RP; 20% des CP) ont fait savoir qu'elles avaient apporté leur aide/ développé des projets de coopération internationale pour la mise en œuvre de l'Accord, conformément aux Priorités soulignées dans l'IIT pour la période triennale actuelle (Figure 8.2; Tableau 43 en Annexe). Sur les Parties ayant donné une réponse positive, 14 ont fourni des détails sur les projets financés/développés (Tableau 8.2). À l'exception de la France, les Parties n'ont pas spécifié les IIT auxquelles répondaient les projets énumérés. La France a fait part d'un projet ('SPOVAN', qui vise au renforcement de la capacité au Soudan et en Égypte) et qui répond aux priorités 15, 16 et 24 des IIT.

Sur les 25 Parties (64% des RP; 35% des CP) ayant indiqué ne pas avoir apporté leur aide/développé des projets de coopération internationale, la raison la plus souvent invoquée est le manque de ressources (16 Parties : 64%), principalement financières. Deux Parties (8%) ont noté qu'aucune opportunité de développer ce genre de projet ne s'était présentée, tandis qu'une Partie (Swaziland) indiquait que le pays était en train de mettre en œuvre l'Accord et ne pouvait pas aider/développer de tels projets. La Lettonie a observé que la coopération internationale se concentrait davantage sur la protection de la nature de façon plus générale, et non sur la conservation des espèces.

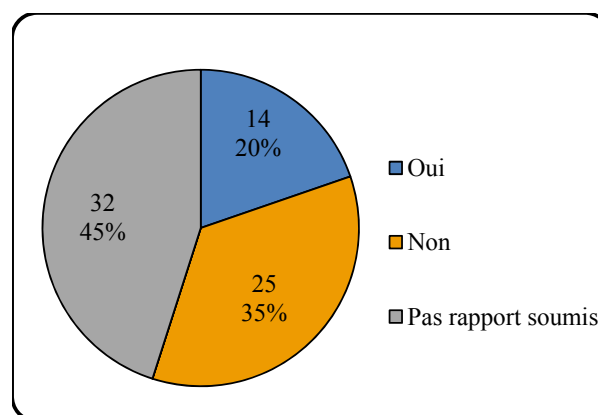


Figure 8.2. Réponses des Parties quant à savoir si oui ou non ils ont soutenu développés des projets de coopération internationale pour la mise en œuvre de l'Accord

Tableau 8.2. Résumé des projets de coopération internationale soutenus/développés par 14 Parties.

Partie	Projets de coopération internationale soutenus/développés
Afrique du Sud	Atelier organisé régional pour les points focaux nationaux de l'AEWA en Afrique (2013) pour identifier les priorités sous régionales pour l'Afrique orientale et australe de l'AEWA PoAA; Plan d'action pour l'espèce <i>Balearica regulorum</i> ; Plan d'action multi-espèces oiseaux marins côtiers du système de Benguela (2014).
Algérie	Plan de gestion en projet pour la restauration et la réhabilitation des habitats des oiseaux d'eau financés par le PNUD, le WWF et le gouvernement Algérien.
Allemagne	Recherche et Projet de développement 'les changements démographiques des oiseaux migrateurs de la mer des Wadden, du Nord et Baltique' (2011-2013); La deuxième édition du « Helgoländer Papier » contenant des recommandations pour les distances entre les stations d'énergie éolienne et les populations reproductrices.
Ethiopie	A soutenu l'initiative du réseau de sites résilients au changement climatique de WI envisagé dans le projet 'Voies de migration d'Afrique-Eurasie'.
France	Support technique à l'Initiative africaine depuis 2012; IWC-MED Projet; Projet SPOVAN (de 5ans)
Hongrie	Projet LIFE pour sauver la population européenne d' <i>Anser erythropus</i> ; projet Parcs du Danube; Réseau de zones de protection spéciale finalisé; Participation à la CBI et projets visant à équiper les individus de <i>Anser fabalis</i> et <i>Anser albifrons</i> avec un système de radio télémétrie.
Norvège	Projet sur les voies de migration des oies rieuses (2012-2015); Coordinateur LWfG (contrat jusqu'en 2017); Financement des activités sur la voie de migration; Contribution au programme LWfG Life + (annuelle sur 5 ans) et PfG FMP.
Ouganda	Collaboration transfrontière du Grand Virunga; Initiative du bassin du Nil; Programme régional de conservation des écosystèmes du Mt. Elgon; Commission Lac Victoria en vertu de la Communauté est Africaine.
Pays-Bas	Soutien financier au projet « Ailes sur les zones humides » par 'Wetlands International' et au recensement international des oiseaux d'eau.
Slovaquie	Coopération transfrontalière (PL-SK, CZ-SK, HU-SK, SK-UA) développée pour l'échange d'information, de recherche, d'expertise de surveillance. Mise en œuvre par SOS/BirdLife Slovaquie et l'Association régionale pour la conservation de la nature et du développement durable Bratislava (BROZ).
Soudan	Signature d'un protocole d'entente avec le ministère français de l'environnement (ONCFS) pour la période 2009-2013.
Suisse	Appui à l'Initiative africaine de l'AEWA ; Initiative africaine sur la Grue royale ; Chasse durable des oiseaux d'eau en CA ; le Plan d'action international pour la conservation de l'espèce unique <i>Balaeniceps rex</i> .
Tunisie	Programme de soutien pour les recensements internationaux d'oiseaux d'eau et la conservation des zones humides dans le bassin méditerranéen et la promotion de la valeur des zones clés de la biodiversité.
Ukraine	Mise en place des zones humides Ramsar dans la région Danube-Carpates de l'Ukraine (2007-2010); Soutien de l'Ukraine dans la réalisation de conventions sur le Danube et Ramsar;

Partie	Projets de coopération internationale soutenus/développés
	Protection et l'utilisation durable des ressources naturelles de Carpates ukrainiennes - soutenues par la Norvège (2008-2010); projet sur l'importance de la région de la mer Noire pour la migration des oiseaux d'eau le long de la voie de migration d'Afrique-Eurasie (2008-2010); Inclusion des questions de changement climatique dans les écosystèmes menacés dans la gestion des territoires dans Polissya (2011-2014); Restauration des tourbières dégradées en dans le Polissya ukrainien (2009-2012); Etat actuel et perspectives de règlement juridique de zones humides d'importance nationale et locale en Ukraine; Etude de la migration des oiseaux sur les zones humides transfrontières dans la section du milieu de la rivière Desna; Bagueage des poussins <i>Ciconia nigra</i> pour étudier les voies de migration (2010-2011); Collecte de nouvelles données sur le nombre et la dynamique de 47 espèces listées à l'AEWA; et le 7 ^{ième} Recensement international de <i>Ciconia</i> (2014).

Q59. Votre pays a-t-il contribué aux Fonds de petites subventions de l'AEWA au cours de ces trois dernières années ?

Le Royaume-Uni est la seule Partie confirmant avoir contribué volontairement au Fonds de petites subventions (SGF) durant la dernière période triennale (Figure 8.3; Tableau 43 en Annexe); le montant donné s'élève à £23,000.

Des 38 Parties (97% de RP; 54% de CP) ayant fait savoir qu'elles n'avaient pas versé de contributions au SGF de l'AEWA au cours des trois dernières années, la raison la plus souvent invoquée était le manque de ressources financières (26 Parties; 37% de RP). La Norvège, l'Allemagne et la Suisse expliquaient qu'elles avaient versé des contributions pour d'autres activités de l'AEWA. La Lybie a mentionné un manque de contribution en raison de l'instabilité politique, et les Parties restantes n'ont fourni aucun détail supplémentaire.

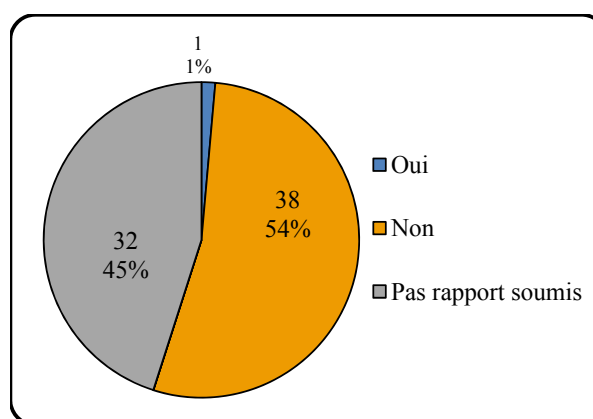


Figure 8.3. Réponses des Parties quant à savoir si oui ou non elles ont contribué au Fonds de petites subventions de l'AEWA au cours de la dernière période triennale.

Q60. Votre pays a-t-il fait don d'autres fonds ou fourni un soutien en nature aux activités coordonnées par le Secrétariat?

Onze Parties (28% des RP; 16% des CP) ont indiqué avoir fait don d'autres fonds ou fourni un soutien en nature aux activités coordonnées par le Secrétariat (Figure 8.4; Tableau 43 en Annexe). La majorité de ces contributions étaient sous la forme d'accueil ou de soutien pour les réunions et/ou ateliers, tandis que l'Allemagne a rapporté avoir offert 25.600 euros par an comme une contribution volontaire à l'AEWA.

Sur les 27 Parties (69% des RP; 38% des CP) n'ayant pas apporté de soutien (Figure 8.4; Tableau 43 en Annexe), la raison majoritairement avancée était le manque de ressources (20 Parties: 74%), principalement financières. Le Mali (4%) a avancé l'instabilité politique comme un

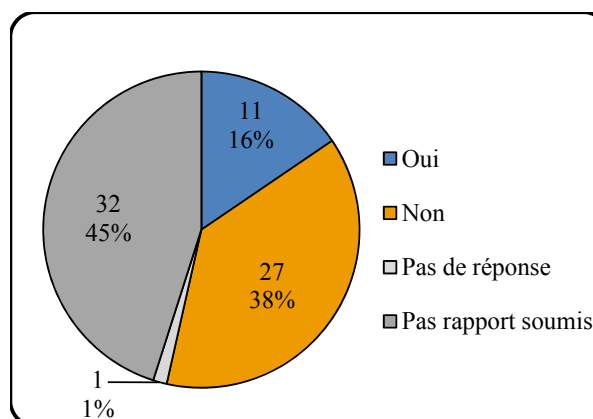


Figure 8.4. Réponses des Parties quant à savoir si elles ont donné des fonds ou fourni un soutien en nature aux activités coordonnées par le Secrétariat au cours de la dernière période triennale.

facteur limitant, tandis que la République Tchèque et la Libye (7%) ont indiqué se concentrer sur les initiatives à l'échelle nationale. La Suisse a également mentionné ne pas avoir donné de soutien en nature, mais a ensuite indiqué avoir soutenu l'Atelier International sur la ratification de l'Accord par la Russie, et des projets de coopération internationale pour la mise en œuvre de l'Accord.

Q61. Votre pays dispose-t-il d'un mécanisme de coordination nationale pour la mise en œuvre de l'AEWA, éventuellement lié aux mécanismes de coordination nationale d'autres Accords environnementaux multilatéraux (AEM) sur la biodiversité ?

Vingt-six Parties (67% des RP; 37% des CP) ont indiqué avoir ce genre de mécanisme en place et totalement opérationnel, et trois autres Parties (8% de RP; 4% de CP) ont fait savoir qu'elles disposaient de ce type de mécanisme mais que celui-ci n'était pas opérationnel (Figure 8.5; Tableau 43 en Annexe). Il est clair que des progrès significatifs ont été accomplis vers la Cible 5.7, et avec plus de deux tiers des répondants confirmant que des mécanismes nationaux de coordination de l'AEWA sont en place et opérationnels, cette cible pourrait avoir été atteinte. Cela ne peut cependant pas être confirmé sans informations supplémentaires provenant des Parties n'ayant pas présenté leur rapport.

Plan stratégique Cible 5.7
Mécanisme de coordination national approprié pour l'AEWA reliant à des mécanismes de coordination nationale pour d'autres AEM sur la biodiversité établi.
Indicateur :
Au moins 50% des Parties ont établi des mécanismes nationaux de coordination de l'AEWA et sont opérationnels sur une base régulière.

Exemples de mécanismes de coordination comprennent:

- Coordination nationale des organismes, qui faciliterait la mise en œuvre synergique de l'AEWA et d'autres AEM dans chaque pays. En Afrique du Sud, par exemple, le Comité scientifique national aide à la coordination des accords de la CMS et des accords reliés. De même, en Belgique et au Ghana, des comités de coordination servent à la mise en œuvre de l'AEWA et d'autres AEM par une approche intégrée. À Madagascar et en Croatie, les directives internationales sont intégrées et prises en compte dans la politique au niveau national, et la même chose est vraie pour l'Allemagne, où un organe de coordination, la «Ländergemeinschaft Naturschutz (LANA)», rassemble différentes autorités de conservation de la nature des Etats fédéraux et le gouvernement fédéral pour assurer que les questions de conservation transversales soient abordées en synergie.
- Organisations et/ou unités intégrées, qui rassemblent des points focaux de l'AEWA avec d'autres points focaux des AME, facilitant la coordination en cours grâce à une étroite proximité (dans de nombreux cas, dans le même bureau) et une communication continue. Par exemple, en Libye et en Slovaquie, le point focal pour l'AEWA est intégré au sein de la même organisation que les points focaux pour les autres accords, tandis que dans les Pays-Bas, Suède, Lettonie et Albanie, c'est la même personne qui est responsable de la mise en œuvre de l'AEWA et d'autres AME connexes.
- Un dialogue/consultation régulier entre les points focaux nationaux pour les AME facilite la coordination et la collaboration. Par exemple, en Suisse et en Ukraine, il y a des échanges formels et informels et réguliers d'informations entre les ministères concernés, les ONG et les institutions de recherche.

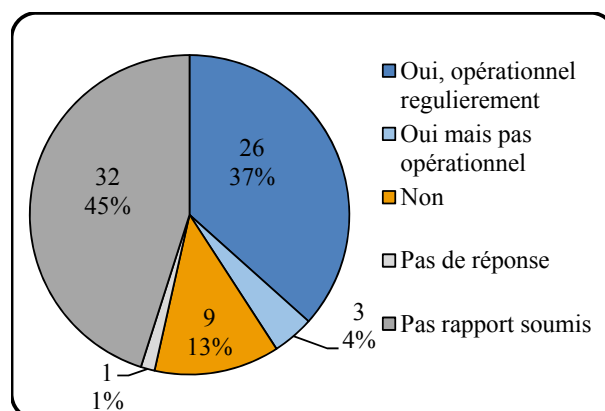


Figure 8.5. Réponses des Parties quant à savoir si elles ont un mécanisme national de coordination en place pour la mise en œuvre de l'AEWA.

Neuf Parties (23% des RP; 13% des CP) ont indiqué ne pas avoir de mécanismes de coordination nationale pour l'AEWA. La Moldavie a indiqué que le mécanisme était en cours de développement. Les raisons invoquées par les Parties pour l'absence de mécanismes de coopération nationale opérationnels étaient le manque de capacité, et particulièrement le temps, les ressources humaines et la capacité administrative (France et Bulgarie). Cinq Parties (13% des RP) ont signalé que, bien qu'aucun système national de coordination formalisé et spécifique pour l'AEWA ne soit en place, il existe des systèmes alternatifs de coordination en place, souvent liés à d'autres AEM. La France a également noté que, même si elle avait mis en place un comité national informel pour organiser la MOP5, aucun mandat n'a été établi pour continuer par la suite. L'Éthiopie a déclaré que le manque général de coordination entre les institutions concernées était le principal obstacle à un mécanisme national de coordination.

Q62. Votre pays a-t-il conclu, ou considérés conclure, le jumelage de sites avec d'autres pays, les sites qui partagent des oiseaux d'eau migrateurs communs ou des problèmes de conservation?

Plus de la moitié des Parties ayant répondu (21: 54% de RP; 30% de CP) ont indiqué qu'ils avaient conclu ou envisageaient de conclure des jumelages avec d'autres pays (Figure 8.6; Tableau 43 en Annexe), ce qui indique une collaboration prometteuse. Parmi ces 21 Parties, quatre (19%) sont engagées dans des programmes de jumelage entièrement opérationnels, tandis que six (29%) sont engagés dans des aires de conservation transfrontalières par opposition aux jumelages spécifiquement (Tableau 8.3). Sept de ces 21 Parties (33%) ont déclaré des programmes de jumelage en cours mais pas encore pleinement opérationnels, le Royaume-Uni et le Mali (10%) ont signalé des jumelages précédents qui ne sont pas actuellement fonctionnels. Un pays semble avoir mal compris la question, et alors qu'il a répondu «oui», a commenté qu'aucun jumelage n'était prévu, bien que des discussions aient eu lieu concernant des systèmes de surveillance synchronisés ou joints. En outre, cinq des Parties (24%) qui avaient signalé ne pas avoir conclu ni considéré conclure des jumelages, ont fait remarquer qu'ils étudieraient la question des jumelages dans le futur, ou que des plans étaient en place pour développer des jumelages. Tenant compte ces réponses supplémentaires porte le total à 26 Parties ayant répondu; les deux tiers des répondants (67% de RP; 37% de CP).

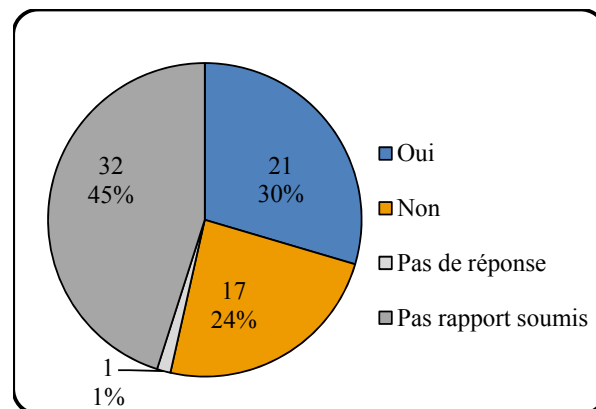


Figure 8.6. Réponses des Parties quant à savoir si elles ont conclu, ou considérés conclure, le jumelage de sites avec d'autres pays, les sites qui partagent d'oiseaux d'eau migrateurs communs ou des problèmes de conservation

Bien que 17 Parties (44% des RP; 24% des CP) aient déclaré ne pas avoir conclu ni considéré conclure des jumelages, cinq d'entre eux ont fait remarquer qu'ils envisageaient des jumelages, ou que des plans de jumelage ou de collaboration transfrontière étaient en place (comme mentionné ci-dessus). Sur les 12 répondants restant, quatre (33%) ont indiqué que des ressources limitées étaient le principal obstacle, tandis que trois (25%) ont indiqué qu'ils ne comprenaient pas bien le concept de jumelage et/ou il y avait un manque d'information pour faciliter le jumelage de sites. L'Italie a signalé que le jumelage n'a pas été considéré comme une priorité nationale, tandis que le Nigeria a signalé un manque de possibilités de jumelage, et le Danemark a rapporté soutenir d'autres initiatives de conservation à l'étranger grâce à l'aide étrangère.

Tableau 8.3. Jumelages de sites tels qu'indiqués par les Parties.

Partie	Jumelages de sites
Jumelages de sites conclus/fonctionnels	
Algérie	Accord de jumelage avec la Tunisie concernant les sites Ramsar de l'Ichkeul et El Kala
Allemagne	Coopération de jumelage entre la mer des Wadden néerlandaise-allemande et le Parc national du banc d'Arguin en Mauritanie dans le cadre de l'Initiative « Voie de migrations mer des Wadden »
Belgique	Restauration transfrontalière de l'habitat dans l'estuaire de l'Escaut à travers la frontière Belge/Néerlandaise; Restauration transfrontière des dunes de Flandre et du nord de la France; Collaboration avec les Pays-Bas et en Allemagne dans le parc tri-pays
Hongrie	Sites Ramsar transfrontaliers avec l'Autriche, la Slovaquie et la Croatie
Lettonie	Sites Ramsar transfrontaliers avec l'Estonie
Norvège	Sites Ramsar partagés avec la Suède et la Russie
Ouganda	La Commission du lac Victoria pour soutenir la conservation conjointe du lac et de ses ressources
Pays-Bas	Coopération de jumelage entre la mer des Wadden néerlandaise-allemande et le Parc national du banc d'Arguin en Mauritanie dans le cadre de l'Initiative « Voie de migrations mer des Wadden »
Slovaquie	Coopération avec la Hongrie pour le développement d'un site Ramsar transfrontalier
Soudan	Collaboration avec l'Egypte et le Sud Soudan
Tunisie	Convention de jumelage avec l'Algérie entre les sites Ramsar d'Ichkeul et d'El Kala
Ukraine	La réserve de biosphère transfrontalière Biélorussie-Pologne-Ukraine
Jumelages de sites considérés/pas actuellement fonctionnels	
France	Plans visant à relancer le jumelage
Libye	Projet de conservation prévu pour une connexion avec un IBA site transfrontalier en Tunisie
Luxembourg	En négociation
Mali	Coopération dans le passé avec la France. Plans visant à établir une coopération avec le Burkina Faso concernant la Vallée du Sourou
Royaume-Uni	Des jumelages précédents ont existé entre le Pays de Galles, l'Angleterre et le Strangford Lough, en Irlande du Nord, mais ne sont pas actuellement opérationnels
Suède	Discussions sur des programmes de surveillance communs ou synchronisés
Suisse	Opportunités pour le jumelage de sites explorés par le réseau Ramsar suisse

Q63. Les officiers du gouvernement de votre pays responsables de la mise en œuvre de l'AEWA sont-ils coordonnés et engagés dans le processus national de mise en œuvre et d'évaluation de livraison du Plan Stratégique 2011-2020 de la CBD, y compris les objectifs Aichi ?

Trente-cinq Parties (90% des RP; 49% des CP) ont indiqué que les officiers du gouvernement de votre pays responsables de la mise en œuvre de l'AEWA sont coordonnés et engagés dans le processus national de mise en œuvre et d'évaluation de livraison du Plan Stratégique 2011-2020 de la CBD (Figure 8.7; Tableau 43 en Annexe).

Des 39 Parties ayant répondu, 18 (46% des RP; 25% des CP) ont indiqué que les officiers de la mise en œuvre de l'AEWA travaillaient dans la même unité, division ou comité que ceux responsables de la CBD ou autres AEM, tandis que neuf (23% des RP; 13% des CP) ont déclaré que des réunions régulières, des discussions et une collaboration ont eu lieu (Figure 8.7;

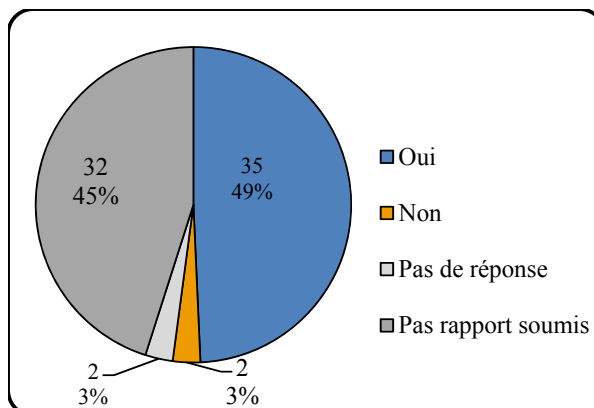


Figure 8.7. Réponses des Parties quant à savoir si les officiers du gouvernement de leur pays responsables de la mise en œuvre de l'AEWA ont coordonné et engagé avec les processus nationaux pour mettre en œuvre et évaluer le Plan stratégique de la CBD 2011-2020, y compris les objectifs Aichi

Tableau 43 en Annexe). Le Mali a signalé qu'un cadre de consultation était en place pour la coordination entre les différentes conventions et AME, et le Luxembourg a commenté que l'information AEWA est incluse dans leur quatrième rapport national à la CDB. Les six parties restantes n'ont pas fourni plus d'informations.

Seules deux Parties (5% des RP; 3% des CP) ont déclaré qu'il n'y a aucune coordination et engagement, mais aucune des parties n'a donné d'explication quant à la raison pour laquelle tel est le cas.

Q64. Comment, selon vous, les liens entre les différents AEM pour la biodiversité dont votre pays est Partie contractante peuvent-ils être encouragés, de façon à ce que votre travail soit plus efficace?

Vingt-huit Parties (72% des RP; 39% des CP) ont fourni des suggestions utiles qui peuvent se résumer comme suit:

- **Rationalisation et standardisation des exigences du rapport et des cadres à travers les AEM**

Cette suggestion a été la plus commune, avec neuf parties (23% des RP; 13% des CP) la proposant. Il a été estimé que la rationalisation et la standardisation pourraient réduire considérablement la charge de travail et créer des synergies et des gains d'efficacité. La Norvège a également suggéré l'élaboration et l'utilisation d'indicateurs pour la façon dont les objectifs des accords sont atteints, ce qui permettrait une certaine normalisation dans le processus d'élaboration des rapports. De même, la Suède a suggéré une réduction de la quantité de questions qualitatives dans les rapports, et que des questions quantitatives correctement formulées permettraient de réduire la charge de travail et être plus facile à évaluer.

- **Meilleure coordination de tous les AEM au niveau international**

Ce fut la deuxième suggestion la plus courante, mentionnée par un total de huit Parties (21% des RP; 11% des CP). Le Ghana, la Moldavie et la Slovénie ont avancé que la coordination et la rationalisation de la planification stratégique entre les AEM, et l'identification de synergies, serait particulièrement bénéfique. En particulier, la construction sur les points communs entre l'AEWA, Ramsar et les directives européennes pourrait rendre le processus plus efficace.

Un comité de pilotage ou des groupes de travail spécifiques et communs pour coordonner les questions des AEM pourrait créer des liens et de l'efficacité. L'Allemagne a indiqué que le Groupe de Secrétariats exécutifs de la Protection de la Nature du PNUE est un bon forum pour la liaison entre les AEM sous l'égide du PNUE, et a suggéré que plus d'attention devrait être accordée à la participation d'autres AEM de protection de la nature ne relevant pas sous l'égide du PNUE.

- **Amélioration de la coordination et de la communication des AME au niveau national**

Six Parties (15% des RP; 9% des CP) ont avancé cette suggestion. Des groupes de travail et / ou des comités AEM ont été considérés comme des mécanismes importants pour permettre une meilleure coordination et communication. La Slovaquie a mentionné que les processus de consultations entre les secteurs sont critiques, et qu'une participation et une coopération plus étroite avec les ONG et d'autres partenaires est nécessaire en raison du manque de capacité dans les institutions gouvernementales. Le Mali et la Slovaquie ont suggéré que les capacités nationales pour la surveillance et la gestion conjointe doivent être renforcées.

- **Meilleur dialogue et échange d'informations entre les AEM**

Cinq Parties (13% des RP; 7% des CP) ont avancé cette suggestion. L'amélioration du dialogue et de la coordination a été jugée nécessaire sur les niveaux internationaux et régionaux, ainsi que parmi les points focaux AME et les secteurs gouvernementaux au niveau national. Des réunions de consultation entre les Parties pourraient améliorer l'échange d'informations et renforcer les capacités. L'Éthiopie a suggéré qu'un comité de pilotage des AEM pourrait aider à coordonner toutes les questions des AEM.

IX. Changement climatique

Q65. Veuillez décrire les recherches sur le changement climatique, les mesures d'évaluation et/ou d'adaptation pertinentes pour les oiseaux d'eau migrateurs et qui ont été entreprises ou sont prévues dans votre pays.

a. Recherches et études des impacts du changement climatique sur les oiseaux

Dix-sept Parties (44% des RP; 24% des CP) ont déclaré entreprendre des recherches sur l'impact du changement climatique sur les oiseaux d'eau, avec neuf autres Parties (23% des RP, 13% des CP) citant des plans pour entreprendre des recherches (Figure 9.1 ; Tableau 44 en Annexe). Toutes les parties qui prévoient ou entreprennent des recherches ont fourni des références de projets ou d'études, sauf pour le Monténégro et la Moldavie qui n'ont pas donné de réponse, et le Kenya et l'Ouganda qui ont cité le manque de financement et de ressources (Tableau 45a en Annexe). Treize Parties (33% des RP; 18% des CP) ont signalé qu'aucune activité associée n'avait été entreprise ou prévue (Figure 9.1; Tableau 44 en Annexe).

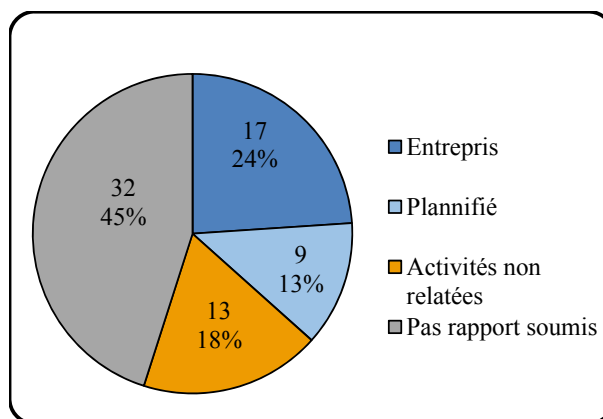


Figure 9.1 Réponses des Parties pour savoir si la recherche et les études relatives à l'impact du changement climatique sur les oiseaux aquatiques ont été entreprises ou prévues.

b. Evaluation de la vulnérabilité potentielle aux changements climatiques des habitats clés utilisés par les espèces d'oiseaux d'eau (y compris celles présentes en-dehors des réseaux d'aires protégées)

Onze Parties (28% des RP; 16% des CP) ont indiqué que leur pays avait entrepris une évaluation de la vulnérabilité potentielle des habitats principaux des espèces d'oiseaux d'eau aux changements climatiques (Figure 9.2; Tableau 44 en Annexe). Une plus grande proportion de Parties a fait état de planification d'une telle évaluation (14 Parties: 28% des RP; 20% des CP) (Figure 9.2; Tableau 44 en Annexe). Sur les 25 Parties (64% des RP; 35% des CP) qui ont entrepris ou prévoient une évaluation, tous ont fourni des références de leur évaluation, sauf le Monténégro, le Luxembourg et la Tunisie qui n'ont pas fourni de réponse, et l'Ouganda et le Kenya qui ont cité le manque de financement et le manque de recherche (Tableau 45b en annexe). Trois Parties, Bulgarie, Chypre et Moldavie (8% de RP; 4% de CP), n'ont pas répondu à la question.

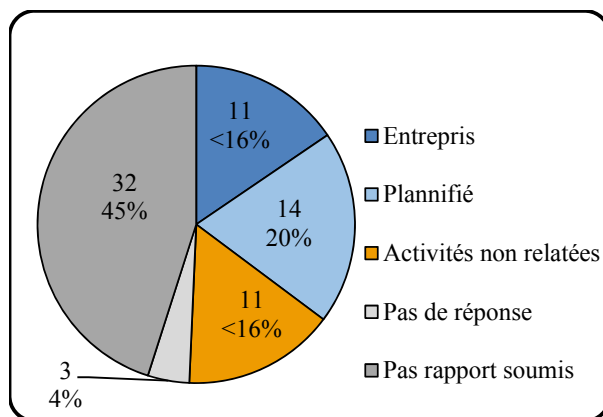


Figure 9.2 Réponses des Parties pour savoir si les évaluations de la vulnérabilité potentielle des habitats d'oiseaux d'eau habitats aux changements climatiques avaient été entreprises.

c. Evaluation de la vulnérabilité potentielle des espèces d'oiseaux d'eau au changement climatique

Dix Parties (26% des RP; 14% des CP) ont indiqué que leur pays avait entrepris une évaluation de la vulnérabilité potentielle des espèces d'oiseaux d'eau aux changements climatiques, avec neuf autres Parties (23% des RP; 13% des CP) planifiant d'entreprendre une évaluation (Figure 9.2; Tableau 44 en Annexe). Sur les 19 Parties qui ont entrepris ou prévoient une évaluation des espèces d'oiseaux d'eau, tous ont fourni des références de leur évaluation, sauf le Monténégro et le Kenya qui n'ont pas fourni de références de leur évaluation, tandis que l'Ouganda a cité le manque de financement et de ressources (Tableau 45c en Annexe). La plus grande proportion des Parties n'a signalé aucune activités reliée (17: 44% de RP; 24% de CP). Trois Parties, Bulgarie, Chypre et la Moldavie (8% de RP; 4% de CP), n'ont pas fourni de réponse à la question globale.

d. Examen des politiques nationales pertinentes de conservation relatives aux oiseaux d'eau et au changement climatique.

Sept Parties (11% des RP; 10% des CP) ont déclaré entreprendre un examen des politiques nationales de conservation relatives aux oiseaux d'eau et au changement climatique (Figure 9.4; Tableau 44 en Annexe). Plus de deux fois plus de Parties (15 Parties: 38% des RP; 21% des CP) ont signalé préparer actuellement une révision. Le Tableau 45d en Annexe liste les pays qui ont entrepris ou prévoient une révision et leurs révisions respectives. Le Kenya, l'Afrique du Sud, le Monténégro et la Moldavie n'ont pas fourni de référence des révisions prévues. Quatorze Parties (36% des RP; 20% des CP) ont signalé aucune activité reliée à des révisions tandis que l'Algérie, la Bulgarie et Chypre (collectivement 8% des RP; 4% des CP) n'ont pas fourni de réponse quant au fait d'avoir entrepris ou prévu une révision.

e. Plan d'action national pour aider les oiseaux d'eau à s'adapter au changement climatique (comme un processus de mise en œuvre séparé ou faisant parti d'un cadre national plus large pour l'adaptation de la biodiversité au changement climatique)

Quatre Parties (10% des RP; 6% des CP) ont signalé qu'un plan d'action national a été mis en œuvre

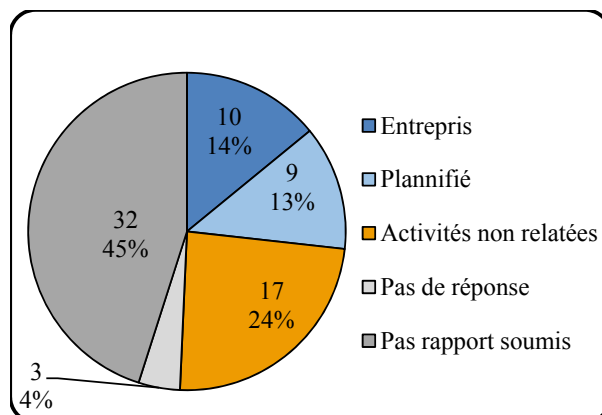


Figure 9.3 Réponses des Parties pour savoir si les évaluations de la vulnérabilité potentielle des espèces d'oiseaux d'eau aux changements climatiques avaient été entreprises.

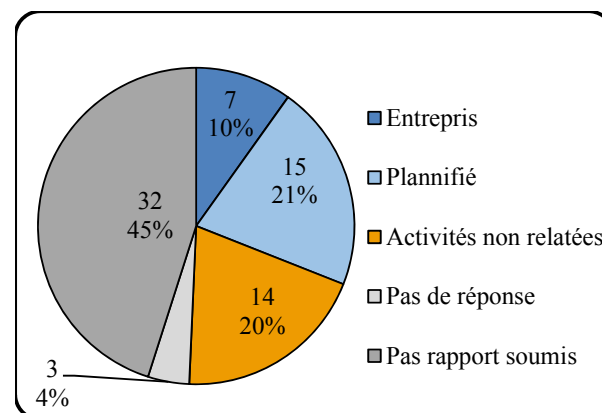


Figure 9.4 Réponses des Parties pour savoir si les évaluations de la vulnérabilité potentielle des espèces d'oiseaux d'eau aux changements climatiques avaient été entreprises.

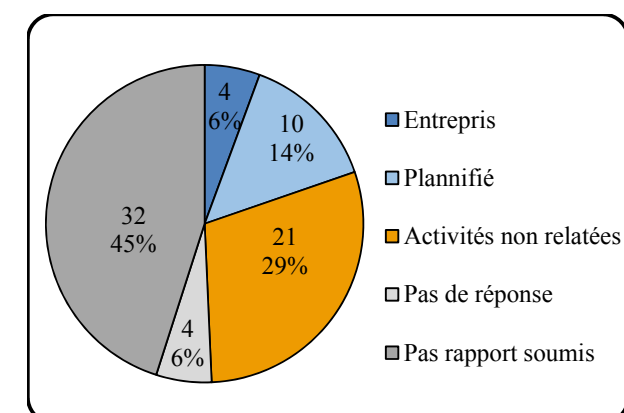


Figure 9.5 Réponses des Parties quant à savoir si un plan d'action national pour aider les oiseaux d'eau à s'adapter au changement climatique avait été mis en œuvre.

dans leur pays afin d'aider les oiseaux d'eau à s'adapter au changement climatique - ce qui pourrait être un processus séparé ou fait partie d'un grand cadre national pour l'adaptation de la biodiversité au changement climatique (Figure 9.5). Dix Parties (26% des RP; 14% des CP) ont signalé la planification d'un plan d'action national. Sur les 14 Parties ayant déclaré qu'un plan d'action national avait déjà été mis en œuvre ou était en cours de développement, toutes les Parties, à l'exception du Kenya et du Monténégro ont fourni une référence ou d'autres détails (Tableau 44e en Annexe). Vingt-et-une Parties ont signalé qu'aucun Plan d'action national a été mis en œuvre tandis que quatre parties, Bulgarie, Chypre, Moldavie et Afrique du Sud, n'ont pas répondu à la question (10% des RP; 6% des CP) (Figure 9.5; Tableau 44 en Annexe).

f. Autres activités pertinentes entreprises ou prévues

Sur les 39 Parties ayant répondu, seules quatre Parties (10% de RP; 6% de CP) ont indiqué avoir entrepris ou prévus d'autres activités pertinentes (Figure 9.6; Tableau 44 en Annexe). Le Tableau 9.1 fournit un résumé pour les trois Parties qui ont fourni des exemples d'autres activités pertinentes qu'ils avaient prévues ou entreprises. La quatrième Partie, le Soudan, a répondu positivement à cette question mais n'a pas fourni plus de détails. La majorité des Parties n'ont pas d'autres activités pertinentes (30 parties; 77% de RP; 42% de CP). Chypre, le Kenya, la Moldavie, la Slovaquie et les Pays-Bas (13% de RP; 7% de CP) n'ont pas fourni de réponse.

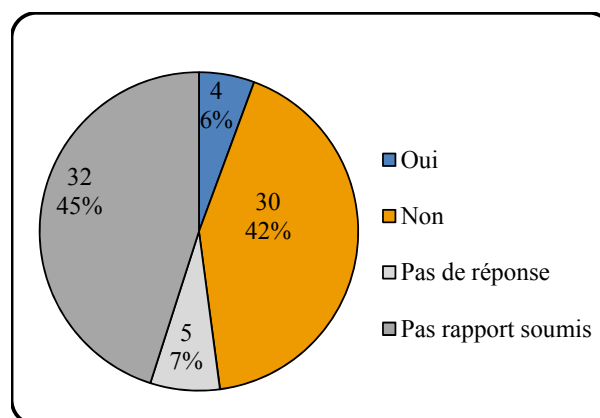


Figure 9.6 Réponses des Parties quant à savoir si leur pays a entrepris ou prévoit d'autres activités pertinentes.

Tableau 9.1 Résumé des réponses fournies par trois des quatre Parties qui ont entrepris ou prévus d'autres activités pertinentes.

Partie	Autres activités pertinentes entreprises ou prévues
Ethiopie	Evaluation des zones humides potentielles en cours de réalisation ainsi que la tenue d'un atelier international sur le rôle à miroir (<i>Sarothrura ayresi</i>) et l'élaboration du Plan d'action national associé.
Mali	Développement du projet des "Réseaux des voies de migration résilientes au changement climatique dans la voie de migration d'Afrique-Eurasie" pour le Mali, l'Ethiopie et le Gabon pour fournir un cadre stratégique pour l'intégration des voies de migration dans les politiques nationales existantes, ou futures, qui concernent l'adaptation aux changements climatiques.
Royaume-Uni	Une série d'études, y compris: "Protected Areas act as establishment centres for species colonising the UK" (Hiley <i>et al.</i> , 2013); "Birds and Climate Change: Impacts and Conservation Responses" (Pearce-Higgins and Green, 2014); and "Protected areas facilitate species' range expansions" (Thomas <i>et al.</i> , 2012).

X. Grippe aviaire (IAHP)

Q67. Au cours de ces trois dernières années, quelles sont les difficultés auxquelles votre pays a eu du mal à répondre dans le cadre de la propagation de la grippe aviaire hautement pathogène (IAHP) et quels sont les conseils ou informations qui pourraient l'aider ?

Difficultés identifiées pour répondre à la propagation d'IAHP

Dix-sept Parties (44% des RP; 24% des CP) ont fait part des difficultés éprouvées pour répondre au niveau national à la propagation de la grippe aviaire hautement pathogène (IAHP) au cours de ces trois dernières années (Tableau 10.1). 17 autres Parties ont répondu ne pas avoir été confrontées récemment à ce problème, dont 12 notant qu'aucun cas de IAHP n'avait été constaté dans le pays au cours de ces trois dernières années. La Syrie et le Royaume-Uni ont fait part de difficultés alors qu'elles n'ont pas indiqué de cas d'IAHP, tandis que la République Tchèque a indiqué des cas mais pas de difficultés. Sept Parties n'ont pas répondu à la question.

Tableau 10.1. Difficultés rapportées par les Parties au sujet de la réponse nationale à la propagation de la grippe aviaire hautement pathogène (IAHP) au cours de ces trois dernières années, et nombre de Parties ayant rapporté ces difficultés.

Difficultés	Nbre. de Parties	Parties
Difficulté à susciter la sensibilisation du public/ manque de matériel éducatif	5	Belgique, Chypre, Ethiopie, Mali, Nigeria
Manque de capacité financière/technique/ institutionnelle	5	Kenya, Mali, Nigeria, Ouganda, Soudan
Connaissance scientifique limitée du virus (par ex. l'impact écologique)	5	Allemagne, Italie, Pays-Bas, Slovaquie, Afrique du Sud, Soudan
Manque d'expertise/ressources humaines (y compris l'échange d'expertise avec les parties prenantes)	2	Ethiopie, Tunisie
Manque de surveillance/système d'alerte	9	Afrique du sud, Albanie, Belgique, Ethiopie, Italie, Nigeria, Pays-Bas, Soudan, Uganda
Préparation et capacité de réponse inadéquates, spécialement dans les zones reculées	2	Ouganda, Syrie
Changement de personnel	1	Royaume-Uni

Conseils ou informations supplémentaires requises pour répondre à la propagation de l'IAHP

Trente Parties (77% des RP; 42% des CP) ont répondu à la question de savoir si elles avaient besoin de conseils supplémentaires sur l'IAHP, dont 13 Parties ayant répondu qu'elles n'en n'avaient pas besoin. Sur les 20 Parties ayant répondu qu'elles souhaitaient des informations supplémentaires, deux types de requête ont été identifiées :

- **La nécessité d'améliorer l'échange d'informations:** 10 pays ont mentionné la nécessité de la diffusion d'informations scientifiques concernant l'IAHP, à la fois entre les pays et de la part du Secrétariat à l'AEWA. Les suggestions incluent la publication régulière de guides (deux Parties) et une liste des pays touchés par l'IAHP (une Partie), des améliorations du site Web de l'AEWA (une Partie) et l'analyse des données actuelles afin de mieux comprendre les tendances et les modèles (une Partie). La condition la plus souvent mentionnée était la nécessité de la traduction des guides et des rapports existants dans les langues nationales (trois Parties). Les Pays-Bas et le Kenya ont suggéré l'échange d'informations entre les Parties et les régions en ce qui concerne le rôle des oiseaux migrateurs dans la dissémination mondiale de la grippe aviaire, tandis que la Belgique a suggéré un dialogue ouvert entre les pays pour partager les aspects positifs des stratégies de gestion (telles que des campagnes de sensibilisation du public).
- **Une augmentation de la prévention, la surveillance et la gestion de l'IAHP:** dix Parties ont mentionné la nécessité de renforcer la prévention, la surveillance et les stratégies de gestion. La suggestion la plus fréquente était d'accroître les mesures de surveillance aux points d'entrée (frontières), sur les marchés d'oiseaux vivants, et dans les sites Ramsar et les zones humides avec des populations d'oiseaux d'eau importantes. Le Mali a mentionné la création d'un système d'alerte précoce et l'établissement de stratégies de gestion pour minimiser la contamination entre les oiseaux d'eau migrateurs et les volailles. L'Ouganda a suggéré la mise en place d'une approche sectorielle de la gestion de l'épidémie.

XI. Utilisation des Lignes directrices de conservation de l'AEWA

Q6. Avez-vous utilisé les Lignes directrices de l'AEWA pour la préparation des Plans d'action nationaux par espèce pour les oiseaux d'eau migrateurs?

Q9. Avez-vous utilisé les Lignes directrices de l'AEWA pour l'identification et la prise en main des situations d'urgence affectant les oiseaux d'eau migrateurs?

Q13. Votre pays a-t-il utilisé les Lignes directrices de l'AEWA sur la translocation des oiseaux d'eau à des fins de conservation?

Q19. Avez-vous utilisé les Lignes directrices de l'AEWA sur la prévention des introductions d'espèces non indigènes d'oiseaux d'eau?

Q21. Si votre pays a identifié ou est en train d'identifier les réseaux de sites d'importance internationale et nationale, avez-vous utilisé les Lignes directrices de l'AEWA relatives à la préparation des inventaires des sites les oiseaux d'eau migrateurs?

Q26. Votre pays a-t-il utilisé les Lignes directrices de l'AEWA sur la gestion des sites clés pour les oiseaux d'eau migrateurs?

Q32. Votre pays a-t-il utilisé les Lignes directrices de l'AEWA sur les prélèvements durables des oiseaux migrateurs?

Q36. Votre pays a-t-il utilisé les Lignes directrices de l'AEWA sur la façon d'éviter, minimiser ou atténuer l'impact de la construction d'infrastructures et les perturbations résultantes affectant les oiseaux d'eau?

Q38. Votre pays a-t-il utilisé les Lignes directrices de l'AEWA sur la façon d'éviter ou d'atténuer l'impact des réseaux électriques sur les oiseaux migrateurs dans la région Afrique-Eurasie?

Q45. Votre pays a-t-il utilisé les Lignes directrices de l'AEWA pour un protocole de surveillance des oiseaux d'eau?

Q66. Votre pays a-t-il utilisé les Lignes directrices de l'AEWA sur les mesures nécessaires pour aider les oiseaux d'eau à s'adapter au changement climatique?

Il a été demandé aux Parties d'indiquer si elles avaient ou non utilisé 11 des Lignes directrices de conservation de l'AEWA. Le nombre des Parties indiquant avoir utilisé ces Lignes directrices allait de trois (Q9: 8% des RP; 4% des CP) à 23 (Q45: 59% des RP; 32% des CP) (Figure 11.1; Tableau 46 en Annexe).

Les Parties ayant répondu qu'elles n'avaient pas utilisé les Lignes directrices de l'AEWA ont donné le plus souvent comme raison l'utilisation d'autres lignes directrices (Tableau 11.1). Les Parties ont également souvent mentionné un chevauchement considérable entre les lignes directrices qu'elles utilisaient et

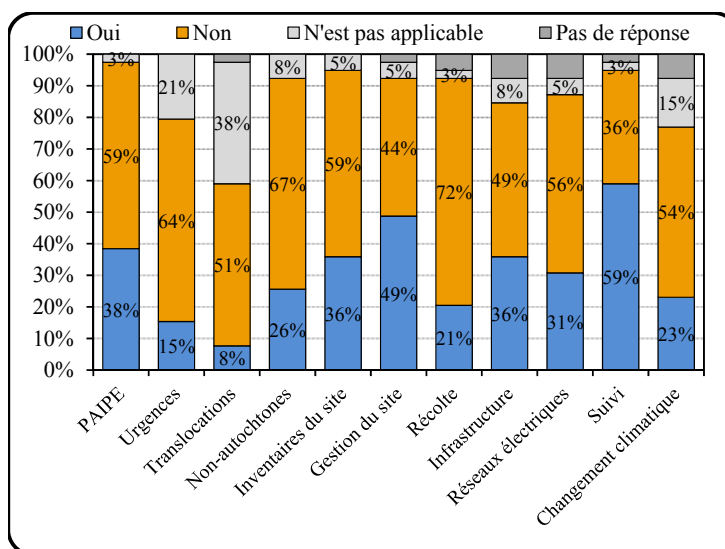


Figure 11.1. Réponses de 39 Parties si 11 des lignes directrices de l'AEWA ont été utilisées, par pourcentage des Parties.

celles de l'AEWA; les autres lignes directrices spécifiées étaient généralement des directives soit nationales soit élaborées par l'UE, par une ONG (telle que BirdLife International) ou une autre AEM (Ramsar et la CITES). Les Parties ont également indiqué que les Lignes directrices nationales étaient antérieures aux Lignes directrices de l'AEWA.

Dans le cas des *Lignes directrices pour l'identification et la prise en main des situations d'urgence affectant les oiseaux d'eau migrants* et les *Lignes directrices pour la translocation des oiseaux d'eau*, la grande majorité des Parties a stipulé que les Lignes directrices n'étaient 'pas applicables' puisqu'aucune situation particulière de ce genre ne s'était présentée. La Slovaquie et l'Ukraine ont indiqué que les Lignes directrices sur le changement climatique devaient être traduites pour être suivies et mises en œuvre.

Tableau 11.1 Réponses des Parties sur les raisons pour ne pas utiliser les onze Lignes directrices de l'AEWA, avec le nombre de Parties (avec le pourcentage de Parties contractantes et le pourcentage de répondants indiqué entre parenthèse; n=39) ayant indiqué chaque raison.

Raison donnée	Plans d'action pour des espèces spécifiques	Identification et prise en main des situations d'urgence	Translocation à des fins de conservation	Éviter l'introduction d'espèces d'oiseaux d'eau non indigènes	Préparation d'inventaires de sites	Gestion des sites clés	Prélèvement durable	Impact du développement des infrastructures	Impact des réseaux électriques de l'électricité	Protocole de surveillance	Changement climatique
Utilisation d'autres lignes directrices	12 (31%)	9 (23%)	0	14 (36%)	13 (33%)	14 (36%)	12 (31%)	15 (38%)	12 (31%)	4 (10%)	3 (8%)
Procédures ayant la préséance sur Lignes directrices AEWA	0	0	0	0	10 (26%)	0	5 (13%)	1 (3%)	1 (3%)	6 (15%)	0
En développement/ au stade d'étude	5 (13%)	0	0	2 (5%)	0	0	0	2 (5%)	3 (8%)	2 (5%)	3 (8%)
Pas une priorité	0	0	0	5 (13%)	0	1 (3%)	2 (5%)	0	0	0	2 (5%)
Manque de ressources	0	1 (3%)	0	1 (3%)	0	0	1 (3%)	0	0	1 (3%)	6 (15%)
Lignes directrices AEWA doivent être traduites	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 (5%)
Non nécessaire / applicable	1 (3%)	20 (51%)	33 (85%)	0	0	2 (5%)	4 (10%)	2 (5%)	2 (5%)	0	6 (15%)
Sans raison donnée	6 (15%)	3 (8%)	2 (5%)	4 (10%)	2 (5%)	2 (5%)	4 (10%)	2 (5%)	5 (13%)	2 (5%)	5 (13%)
Nbre. total de Parties	24	33	35	26	25	19	28	22	23	15	27
% de RP	62%	85%	90%	67%	64%	49%	72%	56%	59%	38%	69%

XII. Conclusion

Les progrès effectués en direction de la réalisation des objectifs pour lesquels ces Rapports offrent un moyen de vérification ont été évalués dans l'analyse présente et les réponses des Parties indiquent que des progrès notables ont été réalisés dans la mise en œuvre de l'Accord. Toutefois, il demeure des domaines requérant davantage d'attention de la part des Parties contractantes à l'AEWA. Les progrès tout comme les domaines insuffisants sont indiqués ci-dessous à l'aide de couleurs (les cibles sont codifiées par une couleur selon le niveau de réalisation de l'indicateur auquel elles correspondent: vert = cible atteinte; orange = progrès réalisés mais davantage de travail est nécessaire; rouge = domaine prioritaire pour une action future). Les conclusions basées sur des sections de l'analyse qui ne sont pas associées avec une cible particulière sont également récapitulées ci-dessous et comprennent l'Influenza aviaire et l'utilisation des Lignes directrices de conservation de l'AEWA.

Objectif 1: Prendre des mesures de conservation pour améliorer ou maintenir l'état de conservation des espèces d'oiseaux d'eau et de leurs populations

Conservation de l'habitat

***Cible 1.2:** Un réseau complet et cohérent au niveau de la voie de migration de sites protégés et gérés importants, ainsi que d'autres sites gérés de façon adéquate, aux niveaux international et national pour les oiseaux d'eau, est mis en place et entretenu, en tenant compte des réseaux existants et du changement climatique*

Pour atteindre la Cible 1.2, toutes les Parties contractantes devraient avoir mis en place, et maintenir des réseaux nationaux complets d'aires protégées gérées durablement, et d'autres zones gérées, qui forment un réseau de voies de migration cohérent qui vise à être résilient aux effets du changement climatique. Les réseaux de sites d'importance pour les espèces/populations d'oiseaux d'eau migrateurs figurant sur le Tableau 1 de l'AEWA ont été identifiés, soit complètement (21 Parties; 30% de CP), soit partiellement (16 Parties; 22% de CP), par un total de 37 Parties (95% de RP; 52% de CP), avec deux Parties dans le processus de développement d'un réseau (Section 4.1). En termes de statut des sites, près de tous les sites importants à l'échelle nationale qui ont été signalés sont légalement protégés (127 944 sur 128 422; 99,6%) (Section 4.2), ce qui indique des progrès significatifs vers la réalisation de la Cible 1.2, si les Parties ayant présenté leur rapport sont représentatives de toutes les parties dans leur ensemble. Plus d'information est nécessaire, en particulier des Parties n'ayant pas présenté leur rapport, pour obtenir une image plus claire des progrès d'ensemble.

D'autre part, la protection juridique des sites d'importance internationale et la couverture des plans de gestion pour les sites importants internationaux et nationaux ont besoin de plus d'attention. Les Parties ont cité un total de 1356 sites d'importance internationale, dont près de 20% ne sont pas protégés par la loi. En outre, 37% des sites d'importance nationale protégés par la loi, et près de la moitié des sites d'importance internationale protégés, n'ont pas de plans de gestion en place, et cela ne tient pas compte de l'efficacité de la mise en œuvre du plan de gestion (section 4.2). Des mandats juridiques et des plans de gestion efficaces sont essentiels pour le maintien à long terme d'un réseau de voies de migration cohérentes, et une absence de ceux-ci empêcherait la réalisation de la Cible 1.2.

En outre, le degré de résistance de ces sites à l'effet du changement climatique est incertain. Tant au niveau des sites uniques qu'au niveau du réseau national d'aires protégées, plus d'un tiers des Parties contractantes (59% des RP; 32% des CP) a déclaré que les évaluations pour les conséquences futures du changement climatique n'avaient pas été effectuées (Section 4.2), et, sans prendre le changement climatique en compte, la Cible 1.2 ne peut pas être pleinement atteinte.

Outil Réseau de sites critiques

17 Parties (44% des RP; 24% des CP) ont fait savoir qu'elles utilisaient l'Outil Réseau de sites critiques, invoquant le plus souvent comme raison l'accès aux informations sur les espèces. Divers motifs étaient avancés par les Parties ne se servant pas de l'Outil, notamment l'utilisation d'outils alternatifs nationaux qui sont spécifiques du pays et contiennent plus de données pertinentes.

Gestions des activités humaines (autres que la chasse)

Cible 1.3: Des études d'impact environnemental et des évaluations stratégiques environnementales servent à réduire l'impact de nouveaux développements sur les espèces d'oiseaux d'eau et leurs populations

La réalisation de la Cible 1.3 nécessite que toutes les Parties contractantes utilisent EIE/SEE pour réduire l'impact des nouveaux développements sur les oiseaux d'eau. Une législation prévoyant l'utilisation des EES/EIE est en place et mis en œuvre dans 36 parties (92% des RP; 51% des CP), avec 35 parties (90% des RP; 49% des CP) indiquant que des EIE/EES étaient utilisés pour tous les projets concernés au cours de la période triennale (Section 5.2). Ceci indique des progrès notables vers la réalisation de la Cible 1.3, si les Parties ayant présenté leur rapport sont représentatifs de toutes les Parties contractantes; cependant plus d'informations est nécessaire de toutes les Parties pour confirmer dans quelle mesure la Cible 1.3 a été atteinte.

Prises accidentelles d'oiseaux de mer

Des prises accidentelles d'oiseaux d'eau dans des équipements de pêche ont été indiquées par 18 Parties (46 % des RP; 25 % des CP). Treize de ces Parties (33% des RP; 18% des CP) ont communiqué qu'elles avaient pris des dispositions en faveur de l'adoption de mesures destinées à réduire les prises accidentelles d'oiseaux de mer et à lutter contre les pratiques de pêche illégales, non déclarées et non réglementées. Neuf Parties (23 % des RP; 13 % des CP) ont indiqué n'avoir aucune information disponible sur les prises accidentelles pouvant se produire.

Conservation des espèces

Cible 1.4: Des Plans d'action par espèce (SSAP) sont élaborés et mis en œuvre pour les espèces les plus menacées énumérées dans la catégorie 1 et les catégories 2 et 3 marquées d'un astérisque dans la colonne A du Tableau 1

Pour atteindre cette cible, des plans d'action nationaux par espèce (PANPE) doivent être en place et être effectivement mis en œuvre pour toutes les espèces menacées au niveau mondial et les espèces marquées d'un astérisque. Quarante-deux PANPE ont été signalés être soit mis en place ou en développement pour 13 des 21 espèces pour lesquelles un PAIPE est en place par au moins une Partie à laquelle s'applique le PAIPE. Parmi ces 42 PANPE, 20 (48%) sont signalés comme étant en place et mis en œuvre correctement. Cependant, avec 194 PANPE restants sans développement, les Parties doivent donc faire davantage d'efforts pour atteindre la Cible 1.4.

Cible 1.5: Les oiseaux d'eau sont soigneusement pris en considération par d'autres forums internationaux, comme la CDB, la Convention de Berne et le GISP, dans l'élaboration de PAN sur les espèces non indigènes

L'indicateur pour la Cible 1.5 vise à ce que les Parties intègrent des mesures spécifiques pour les espèces envahissantes d'oiseaux d'eau non indigènes dans le cadre de Plans d'action nationaux sur les espèces non indigènes et mis en œuvre ces mesures afin d'assurer leur contrôle ou éradication. La législation visant à interdire l'introduction d'espèces non-indigènes est en place et exécutée dans 33 parties (85% des RP; 47% des CP), et en place mais non appliquée correctement dans trois autres pays. En outre, 24 Parties (62% des RP; 34% des CP) ont signalé les exigences législatives sur les zoos et les collections privées pour éviter que des espèces non indigènes pouvant être préjudiciables aux oiseaux d'eau migrateurs ne s'échappent accidentellement. L'existence et la mise en œuvre de ces législations indique la progression positive vers la Cible 1.5.

Inversement, seulement neuf Parties (23% de RP; 13% de CP) ont déclaré qu'un Plan d'action national pour les espèces envahissantes est en place. Vingt-et-sept Parties ont confirmé la présence d'une ou plusieurs espèces non indigènes d'oiseaux d'eau se reproduisant dans leur pays, avec un total de 272 recensements. Toutefois, les succès des programmes d'éradication n'ont été signalés que pour six espèces et par huit Parties. Ceci suggère que davantage d'efforts sont nécessaires pour atteindre complètement la cible, et s'assurer que les espèces envahissantes non indigènes soient contrôlées ou éradiquées.

Statut des espèces non indigènes

Un total de 27 Parties (69% des RP; 38% des CP) a confirmé la présence d'une ou plusieurs espèces d'oiseaux non indigènes. Parmi elles, 17 Parties (44% des RP; 24% des CP) ont signalé des populations reproductrices dans leur pays et 26 Parties ont fait état de populations non reproductrices/hivernantes. Sur les 27 Parties (69% des RP; 38% des CP) qui ont indiqué le statut sur la Liste Rouge Nationale des espèces non indigènes présentes dans leur pays, seuls deux ont confirmé qu'un ou plusieurs espèces avaient ce statut, tandis que neuf Parties ont confirmé qu'aucune espèces non indigènes n'a de statut sur la Liste Rouge Nationale.

Déroptions

Des dérogations aux interdictions définies dans les paragraphes 2.1.1 et 2.1.2 du Plan d'action de l'AEWA ont été rapportées par 11 Parties (28% des RP; 16% des CP) pour un total de 92 espèces. Le principal motif d'accord de ces dérogations était pour la recherche et l'éducation, pour les activités de réintroduction de populations et pour la reproduction nécessaire à ces activités.

Situations d'urgences

Des situations d'urgence menaçant les oiseaux s'étant manifestées au cours des trois dernières années ont été rapportées par huit Parties (21% des RP; 11% des CP), le type de situation le plus souvent communiqué étant les conditions météorologiques extrêmes (27%). Des mesures d'urgence ont été mises en œuvre dans six des douze situations; deux autres Parties ont indiqué que des procédures d'urgence étaient en place sans qu'aucune situation d'urgence ne se soit produite, ce qui fait un total de 10 Parties ayant des procédures en place (26% des RP; 14% des CP).

Réintroductions

Vingt Parties (51% des RP; 28% des CP) ont indiqué l'existence d'un cadre réglementaire pour la réintroduction des espèces, avec sept autres Parties indiquant des cadres partiellement développés. La tenue d'un registre national des projets de réintroduction a été rapportée par 11 Parties (28% des RP; 16% des CP). Cinq Parties ont indiqué qu'elles mettaient en œuvre des plans de projets de réintroduction pour des espèces figurant au Tableau 1 de l'AEWA, concernant un total de 11 espèces.

Objectif 2: Garantir que tout prélèvement d'oiseaux d'eau dans la zone de l'Accord est durable

Gestion de la chasse

Cible 2.1: L'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides est supprimée dans toutes les régions des Parties contractantes

Pour atteindre la Cible 2.1, toutes les Parties contractantes doivent avoir adopté une législation nationale interdisant l'utilisation de la grenaille de plomb (dans les zones humides). L'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides a été entièrement éliminée par moins de la moitié des répondants (17 Parties: 44% des RP; 24% des CP), et partiellement éliminée par cinq autres Parties, donnant un total de 22 Parties (56% de RP; 31% de CP) ayant en partie supprimé la grenaille de plomb. Douze Parties (31% des RP, 17% des CP) ont déclaré que l'utilisation de la grenaille de plomb dans les zones humides n'a pas encore été éliminée, ce qui indique que davantage de travail est nécessaire pour atteindre la Cible 2.1.

Cible 2.2: Une collecte coordonnée au niveau international des données sur les prélèvements est mise en place et implémentée

Une collecte coordonnée au niveau international des données sur les prélèvements, impliquant au moins 25% des Parties contractantes, doit être mise en place pour atteindre la Cible 2.2. Un système de recueil des données de prélèvement est établi au sein de 29 pays (74% des RP; 41% des CP), ce qui représente une proportion considérable des Parties contractantes, et supérieure à l'objectif de 25%. Il n'y a toutefois aucune indication que ces systèmes sont coordonnés au niveau international, signifiant que de plus

grands efforts doivent être accomplis pour atteindre la Cible 2.2.

Cible 2.3: Des mesures destinées à réduire et éliminer autant que possible les prélèvements illégaux d'oiseaux d'eau, l'utilisation d'appâts empoisonnés ainsi que les méthodes de prélèvements non sélectives sont élaborées et implémentées

La Cible 2.3 vise à ce que toutes les Parties contractantes aient une législation en place pour réduire et éliminer autant que possible les prélèvements illégaux d'oiseaux d'eau, l'utilisation d'appâts empoisonnés ainsi que les méthodes de prélèvements non sélectives.

Des progrès sont réalisés pour mettre en œuvre des mesures visant à réduire l'utilisation d'appâts empoisonnés et les méthodes de prélèvements non sélectives, avec 24 Parties (62% des RP; 34% des CP) signalant l'interdiction de toutes les méthodes de prélèvements énumérées à la Question 1 (Section 3.1). Toutefois, avec deux Parties toujours sans méthodes de prélèvement interdites, et 12 Parties indiquant que certains modes de prélèvement restent légaux, y compris, dans certains cas, l'utilisation d'appâts empoisonnés et les méthodes non-sélectives, davantage d'efforts doivent être faits pour s'assurer que tous les Parties contractantes prennent des mesures adéquates, et les mettent en œuvre.

Des mesures destinées à réduire/éliminer les prélèvements illégaux d'oiseaux d'eau sont en place chez 37 Parties (95% des RP; 52% des CP), dont 78% précisant que l'efficacité de ces mesures est élevée ou moyenne (Section 5.1). Ceci indique que des progrès considérables ont été accomplis vers la réalisation de la Cible 2.3 concernant la prise illégale, mais plus d'information est requise par les Parties non déclarantes pour confirmer la totale mise en œuvre, et davantage d'efforts doivent être faits pour s'assurer que les mesures soient efficaces.

Objectif 3: Améliorer les connaissances sur les espèces et leurs populations, les voies de migration et les menaces comme fondement de l'action de conservation

Recherche et surveillance

Cible 3.2: Les capacités des systèmes nationaux de surveillance pour évaluer l'état de conservation des oiseaux d'eau sont mises en place, entretenues et développées plus avant

Pour atteindre la Cible 3.2, la moitié des Parties contractantes doit avoir mis en place des systèmes de surveillance sur toute l'année. Des programmes de surveillance des espèces de l'AEWA sont établis au sein de 37 Parties (95% des RP; 52% des CP), ce qui représente des progrès significatifs vers la Cible 3.2. Toutefois, seulement cinq Parties (13% des RP; 7% des CP) ont fait part d'une couverture complète des trois périodes de surveillance (reproduction, passage/migration et période hors-reproduction/d'hivernage), indiquant que la Cible 3.2 n'est pas complètement atteinte. En outre, 25 ont signalé une couverture partielle, donnant un total de 30 Parties (77% des RP; 42% des CP), avec une couverture complète ou partielle de l'ensemble des trois périodes de surveillance, mais davantage de travail doit être fait de disposer de systèmes de surveillance à l'année en place (Section VI).

Cible 3.3: Les agences publiques nationales responsables, les institutions universitaires ainsi que d'autres instituts actifs dans la recherche sur les espèces sauvages sont encouragés à établir des programmes de recherche destinés à soutenir la mise en œuvre des priorités de conservation des oiseaux d'eau

L'indicateur pour la réalisation de la Cible 3.3 nécessite que dix nouveaux programmes de recherche liés à l'AEWA soient établis. Au cours des cinq dernières années, des programmes de recherche portant sur les oiseaux d'eau ont été entrepris par 37 Parties (95% de RP; 52% de CP), avec la majorité des Parties faisant part de plus d'un programme de recherche (Section VI). Cela montre que la Cible 3.3 a été atteinte avec succès.

Cible 3.5: *Le partage des données et des informations importantes et leur accessibilité sont améliorés pour soutenir les prises de décision importantes en matière de conservation*

Pour atteindre la Cible 3.5, une liste de la recherche portant sur les oiseaux d'eau et leur conservation devrait être publiée sur le Web pour chaque CP, par période triennale. De bons progrès ont été accomplis vers la réalisation de la Cible 3.5, avec 37 Parties (95% de RP; 52% de CP) fournissant une liste de recherche et publications (Section VI). Deux Parties, cependant, ont déclaré qu'aucune recherche portant sur les oiseaux n'avait été effectuée, et plus d'informations des Parties non-déclarantes serait nécessaire pour évaluer le nombre des autres Parties contractantes ayant des listes de recherches sur le Web. La poursuite du développement de l'ORS et l'ajout d'un module analytique pourrait permettre de rendre interrogeable la liste de projets communiqués par les Parties, en facilitant ainsi l'accès et l'utilisation.

Recherche portant sur les oiseaux d'eau et leur conservation

Trente-sept Parties (95% des RP; 52% des CP) ont fourni une liste de projets de recherche, les sujets et les publications relatives à la conservation des oiseaux d'eau, avec de nombreuses Parties fournissant des listes considérables de références pertinentes.

Recensement international des oiseaux d'eau

Vingt-six Parties (67% des RP; 37% des CP) ont indiqué qu'elles avaient fourni des fonds et/ou un support logistique pour le Recensement international des oiseaux d'eau (IWC) au niveau national et 10 Parties (26% des RP; 14% des CP) au niveau international. La principale raison avancée pour ne pas apporter de soutien était le manque de ressources financières.

Objectif 4: Améliorer la Communication, l'Éducation et la Sensibilisation du public (CESP) sur les espèces d'oiseaux d'eau migrants, leurs voies de migration, leur rôle dans la réduction de la pauvreté, les menaces auxquelles elles sont confrontées et la nécessité de mesures destinées à leur conservation et celle de leurs habitats

Éducation et Information

Cible 4.1: *Soutien pour la mise en œuvre de la Stratégie de Communication sécurisée*

L'indicateur pour la Cible 4.1 vise à la sécurisation de 100% du financement, et autres formes de soutien, le cas échéant (par exemple, expertise, réseaux, compétences et ressources), pour la mise en œuvre de la Stratégie de Communication. Des fonds et autres formes de soutien pour la mise en œuvre de la Stratégie de communication de l'AEWA auraient été fournies par seulement sept Parties. Le manque de ressources financières était la raison la plus couramment citée pour expliquer l'absence de soutien. Ce manque d'apport de fonds est révélateur que la Cible 4.1 n'a pas été remplie.

Cible 4.2: *La stratégie de communication de l'AEWA est mise en œuvre*

Un des neuf indicateurs pour la Cible 4.2 requiert que des formations de suivi pour CESP au niveau national aient lieu dans au moins trois régions de l'AEWA. Seulement une Partie a déclaré que la formation pour CESP, menée par un personnel qualifié dans la formation pour les formateurs de l'AEWA, a eu lieu dans son pays au cours de la dernière période triennale. Cependant, deux Parties ont signalé qu'une formation était prévue. Puisque l'indicateur visait à la formation de suivi dans au moins trois régions de l'AEWA, il est clair que cette cible n'a pas été atteinte, et que davantage de travail doit être fait pour la mise en œuvre de la Stratégie de communication de l'AEWA.

Centre régionaux d'échange d'informations sur l'AEWA

Cinq Parties ont dit être intéressées par l'accueil d'un Centre régional d'échange d'informations sur l'AEWA, et trois Parties supplémentaires sont en train d'envisager cette possibilité. Trois Parties ont dit avoir envisagé cette idée en mais n'être finalement pas intéressées. Une Partie qui n'a pas encore

envisagé d'accueillir un centre d'échange a mentionné qu'il y avait un besoin d'informations complémentaires concernant les centres existants. Aucune raison n'a été fournie par les Parties.

Cible 4.3: *La sensibilisation et la compréhension face aux questions de conservation des oiseaux d'eau en général et notamment aux questions relatives à l'AEWA sont intensifiées à tous les niveaux au sein des Parties contractantes*

Des programmes de sensibilisation relatifs à la conservation des oiseaux d'eau et de l'AEWA sont mis en œuvre dans 20 Parties (51% des RP; 28% des CP); par conséquent, l'indicateur pour la Cible 4.3, qui vise à ce que 25% des Parties contractantes aient développé et mis en œuvre des programmes, a été dépassé.

Objectif 5: Améliorer la capacité des États de l'aire de répartition et la coopération et la capacité internationales pour une conservation des espèces d'oiseaux migrateurs et de leurs voies de migration

Mise en œuvre

Cible 5.7: *Un mécanisme de coordination nationale approprié pour la mise en œuvre de l'AEWA en accord avec des mécanismes de coordination nationale pour d'autres AEM sur la biodiversité est mis en place*

Des mécanismes de coordination nationale pour la mise en œuvre de l'AEWA sont en place et opérationnels dans 26 Parties (67% des RP; 37% des CP), avec un trois Parties supplémentaires (8% des RP; 4 % des CP) ayant un mécanisme qui est en place, mais pas opérationnel. Il est clair que des progrès significatifs ont été réalisés vers la Cible 5.7 (visant à 50% des CP ayant des mécanismes en place), et avec plus de deux tiers des répondants confirmant que des mécanismes nationaux de coordination de l'AEWA sont en place et opérationnels, cette cible pourrait avoir été atteinte. Cela ne peut pas être confirmé, cependant, sans informations supplémentaires provenant des Parties non-déclarantes.

Approche de Parties non contractantes à l'AEWA

L'approche de Parties non contractantes dans le but de les encourager à ratifier l'Accord a été communiquée par sept Parties, et au moins 10 Parties non contractantes ont été contactées, y compris le Groënland, le Cameroun, le Mozambique, le Soudan sud, la Pologne, la Fédération de Russie, la Namibie, le Malawi, le Botswana et plusieurs pays du Golfe non spécifiés. Deux Parties supplémentaires ont fait observer que le Monténégro avait été approché de manière non formelle en relation avec la ratification de l'Accord. La principale raison invoquée pour ne pas approcher les Parties non contractantes était le manque de ressources, le manque d'opportunité et le fait que ce ne soit pas une priorité pour le pays déclarant.

Projets de coopération internationale

L'aide/développement aux projets de coopération internationale pour la mise en œuvre de l'Accord, conformément aux priorités décrites dans les Tâches internationales de mise en œuvre (IIT) pour la période triennale en cours, a été rapporté par 14 Parties (36% des RP; 20% des CP). 37 projets au total ont été mentionnés, bien que les IIT correspondantes n'aient été spécifiées que pour un projet. Le manque de ressources, principalement financières, était le principal motif invoqué pour ne pas soutenir ou développer ces projets.

Fonds de petites subventions de l'AEWA

Deux Parties ont fait part de contributions au Fonds de petites subventions de l'AEWA au cours de la dernière période triennale. Il semble toutefois qu'une Partie ait mal interprété cette question puisqu'elle a fait référence au fait d'avoir ou non reçu des fonds. La principale raison citée pour ne pas contribuer au Fonds était le manque de ressources financières.

Influenza aviaire

Dix-sept Parties (44% des RP; 24 % des CP) ont fait part des difficultés éprouvées pour répondre au niveau national à la propagation de la grippe aviaire hautement pathogène (IAHP). Les difficultés les

plus souvent évoquées se rapportaient à la sensibilisation du public et à l'éducation, ainsi qu'au manque de capacité financière/technique/institutionnelle et connaissances limitées du virus. Dix Parties ont exprimé qu'elles souhaitaient davantage de conseils ou d'informations, et dix autres Parties ont indiqué le besoin d'une amélioration de la prévention, de la surveillance et de la gestion de l'IAHP.

Utilisation des Lignes directrices de conservation de l'AEWA

La proportion moyenne des répondants faisant part de l'utilisation des Lignes directrices de conservation de l'AEWA était de 35 %, avec le nombre le plus élevé de Parties utilisant les *Lignes directrices sur un protocole de surveillance des oiseaux d'eau* et le nombre le plus faible utilisant les *Lignes directrices pour la translocation des oiseaux d'eau à des fins de conservation*. La principale raison indiquée par les Parties pour ne pas utiliser les Lignes directrices était l'utilisation d'autres directives. Il a souvent été précisé qu'il existait un chevauchement considérable entre ces directives et les Lignes directrices de l'AEWA.

XIII. Recommandations

Sur la base de cette analyse des Rapports nationaux, les recommandations prioritaires suivantes ont été identifiées pour leur considération par les Parties à l'AEWA.

Mise en œuvre de l'Accord

Les Parties sont vivement incitées à concentrer leurs efforts sur les objectifs et cibles du Plan stratégique mis en avant dans la Conclusion comme requérant davantage d'attention: Les quatre cibles qui n'ont pas été atteintes sont en rouge, et les huit cibles seulement partiellement atteintes sont en orange. Davantage d'efforts sont tout particulièrement nécessaires pour accroître la protection juridique des espèces figurant à la colonne A, développer des Plans d'action par espèce, mettre en œuvre la Stratégie de communication de l'AEWA, et supprimer progressivement l'utilisation de la grenaille à plomb dans les zones humides. Deux cibles qui ont été atteintes sont surlignées en vert, bien qu'une attention continue sera toujours nécessaire pour s'assurer une mise en œuvre continue et efficace de l'Accord.

Fournir un soutien aux Parties pour la mise en œuvre de l'Accord: Tout au long de l'analyse, le manque de ressources financières, logistiques et techniques est invoqué comme raison pour ne pas pouvoir pleinement mettre en œuvre l'Accord. Afin d'améliorer la mise en œuvre, il est nécessaire d'apporter un soutien cible aux Parties pour les activités prioritaires. Le Projet de Législation National dans le contexte de la CITES peut fournir un bon modèle pour aider les pays à adopter une législation nationale d'application, ce qui à son tour aide à promouvoir le progrès sur différentes cibles.

Améliorer le taux de présentation de rapports par le biais du renforcement de la capacité: En notant, en particulier, que plus de 50% des Parties africaines n'ont pas remis de rapport, ces Parties pourraient profiter d'un renforcement de capacité, qui pourrait aider à la compilation des rapports nationaux, améliorant le taux d'ensemble de soumission, ce qui aiderait aussi à évaluer si les Cibles individuelles ont été atteintes.

Amendements au questionnaire

Les amendements suivants au questionnaire sont recommandés afin d'améliorer le format du rapport national en ligne pour apporter de la clarté et agiler le processus de présentation des rapports. Le PNUE-WCMC fournira directement au Secrétariat des observations supplémentaires plus spécifiques afin d'améliorer ce format.

Reformuler les questions pour éviter les interprétations erronées et la perte d'informations: Des questions ayant été mal interprétées ont été mises en avant dans toute l'analyse, de même que des questions pouvant être simplifiées pour éviter la perte d'informations. Elles exigent donc des révisions et le PNUE-WCMC indiquera au Secrétariat des cas spécifiques et des suggestions à cet effet.

Garder les questions aussi simples que possible, par exemple en réduisant l'utilisation de réponses «texte libre» et en fournissant des options à choix multiples: Actuellement, lorsqu'il est demandé aux Parties d'expliquer leurs réponses, les réponses des Parties diffèrent énormément en longueur et en détail, tandis que certaines parties ne donnent pas du tout de réponse. En fournissant un certain nombre d'options qui ont été couramment utilisées dans les rapports précédents, y compris la possibilité de fournir «d'autres raisons» si nécessaire, les Parties peuvent être encouragées à fournir une réponse. Cela aidera également à rationaliser l'analyse.

Adapter plus étroitement les questions à chaque Partie contractante, pour maximiser le potentiel du Système de rapport en ligne: Données de distribution et classification au Tableau 1 de l'AEWA pourraient être incorporées dans le questionnaire. Ceci garantirait que les Parties aient seulement à répondre à des questions qui les concernent, notamment dans le contexte des paragraphes sur l'état et sur la conservation des espèces. Ceci réduirait la charge de travail liée à la rédaction du rapport et encouragerait à présenter des rapports plus complets et concis. Ceci permettrait également d'en évaluer la complétude dans le cadre des sections.

Fonctionnalités additionnelles du Système de rapport en ligne

Développer un module analytique du Système de rapport en ligne (ORS): le Système de rapport en ligne est un système extrêmement flexible pouvant contenir de vastes quantités de données qui pourraient être plus pleinement utilisées grâce à l'addition d'un module analytique. Ce module permettrait aux Parties de réaliser des analyses sophistiquées sur mesure, d'observer des tendances émergentes, de comparer des sections représentatives de données et de visualiser des représentations graphiques qui permettraient d'accroître l'utilité des données du Rapport national en le rendant plus accessible et plus facile à analyser. Cela pourrait permettre à chacune des Parties contractantes de suivre leur progression vers les objectifs nationaux.

Développer le Système de rapport en ligne pour le rendre interrogeable en vue d'extraire efficacement les informations clés: actuellement, les informations contenues dans les rapports nationaux ne sont pas aisément accessibles et interrogeables. Un accès direct via l'ORS à des données centralisées interrogeables sur l'état des espèces, les projets en cours et les programmes de recherche contribuera à surveiller les progrès et à fournir une base pour les décisions sur le renforcement de la capacité.

Etudier si des liens avec la Base de données mondiale sur les aires protégées pourraient réduire la charge de travail que représentent les rapports des Parties: Les Parties peuvent examiner si la Base de données mondiale sur les aires protégées (www.protectedplanet.net) pourrait être utilisée pour faciliter la rédaction des rapports et accroître l'exactitude des rapports sur les aires protégées pour aider les Parties à documenter le nombre d'aires protégées et l'étendue de la couverture de zone dans leur pays.

Annexe

Tableau 1. Parties indiquant le nombre d'espèces non indigènes (total, reproductrices et non reproductrices/ hivernantes) au sein de leur pays.

Partie	Nbre. total non indigènes	Nbre. de reproductrices	Nbre. de non reproductrices/ hivernantes
Afrique du Sud	6	4	2
Albanie	4	0	4
Algérie	16	0	0
Allemagne	18	15	6
Belgique	13	10	4
Bulgarie	1	0	1
Chypre	0	0	0
Croatie	5	0	5
Danemark	3	3	3
Estonie	22	2	21
Ethiopie	0	0	0
France	18	17	7
Ghana	0	0	0
Hongrie	0	0	0
Italie	26	7	26
Kenya	0	0	0
Lettonie	1	0	1
Libye	0	0	0
Luxembourg	2	2	1
Madagascar	3	2	3
Mali	6	3	6
Maroc	0	0	0
Moldavie	0	0	0
Monténégro	0	0	0
Nigeria	4	0	4
Norvège	4	4	3
Ouganda	0	0	0
Pays-Bas	38	15	36
République Tchèque	8	2	8
Royaume-Uni	44	12	44
Slovaquie	8	2	8
Slovénie	8	0	8
Soudan	1	0	1
Suède	7	0	7
Suisse	4	3	4
Swaziland	1	1	0
Syrie	0	0	0
Tunisie	0	0	0
Ukraine	0	0	0

Tableau 2. Parties indiquant le nombre d'espèces non indigènes selon les tendances des populations reproductrices dans leur pays.

Partie	En augmentation	Stable	Fluctuant	En déclin	Non connu	Pas de réponse
Afrique du Sud	0	0	0	0	1	3
Allemagne	1	0	0	0	0	14
Belgique	2	0	0	0	0	8
France	0	0	0	0	1	16
Italie	1	0	0	0	0	6
Mali	0	0	1	0	0	2
Norvège	0	2	0	2	0	0
Pays-Bas	2	5	3	0	0	5
Royaume-Uni	2	0	0	1	0	9
Swaziland	1	0	0	0	0	0

Tableau 3. Parties indiquant le nombre d'espèces non indigènes selon les tendances des populations non reproductrices/hivernantes dans leur pays.

Partie	En augmentation	Stable	En déclin	Fluctuant	Non connu	Pas de réponse
Albanie	0	1	0	0	3	0
Belgique	1	0	0	0	0	3
Bulgarie	0	0	0	0	1	0
Italie	3	2	0	0	0	21
Mali	1	0	0	0	0	4
Nigeria	0	0	0	1	3	0
Pays-Bas	1	6	0	0	0	24
Rép. Tchèque	1	0	0	0	1	6
Royaume-Uni	8	0	0	4	0	32
Slovénie	0	0	0	0	6	2
Suède	0	0	0	0	1	6
Suisse	1	0	0	0	0	3

Partie	Protégée	Non protégée	Pas de réponse
Afrique du Sud	1	0	5
Albanie	1	3	0
Algérie	0	1	15
Allemagne	7	2	9
Belgique	1	11	1
Bulgarie	1	0	0
Croatie	0	0	5
Danemark	0	0	3
Estonie	0	9	13
France	1	1	16
Italie	11	0	15
Lettonie	0	0	1
Luxembourg	0	0	2
Madagascar	0	0	3
Mali	0	3	3
Nigeria	0	4	0
Norvège	4	0	0
Pays-Bas	1	20	17
République Tchèque	0	2	6
Royaume-Uni	2	0	41
Slovaquie	0	0	8
Slovénie	0	4	4
Soudan	0	0	1

Partie	Protégée	Non protégée	Pas de réponse
Suède	2	0	5
Suisse	1	0	3
Swaziland	0	1	0

Tableau 4. Parties indiquant le nombre d'espèces non indigènes avec un statut légal (de protection) dans leur pays.

Tableau 5. Parties indiquant le nombre d'espèces non indigènes avec un statut légal sur la Liste Rouge Nationale de leur pays.

Partie	Statut sur Liste Rouge Nationale	Sans statut sur Liste Rouge Nationale	Pas de réponse
Afrique du Sud	0	1	5
Albanie	0	4	0
Algérie	0	1	15
Allemagne	0	9	9
Belgique	0	12	1
Bulgarie	0	1	0
Croatie	0	0	5
Danemark	0	0	3
Estonie	0	9	13
France	1	1	16
Italie	0	12	14
Lettonie	0	0	1
Luxembourg	0	0	2
Madagascar	0	0	3
Mali	0	3	3
Moldavie	1	0	0
Nigeria	0	4	0
Norvège	0	4	0
Pays-Bas	0	21	17
République Tchèque	0	2	6
Royaume-Uni	0	41	2
Slovaquie	0	0	8
Slovénie	0	4	4
Soudan	0	0	1
Suède	0	2	5
Suisse	0	0	4
Swaziland	0	1	0

Tableau 6. Réponses des Parties concernant les méthodes de capture interdites et non interdites (Q1) (Oui = ●; Non = ○).

Partie	Pièges	Lignes	Crochets	Oiseaux vivants aveugles ou mutilés utilisés comme appâts	Magnétophones et autres appareils électroniques	Dispositifs d'électrocution	Sources de lumière artificielle	Miroirs et autres objets aveuglants	Dispositifs pour éclairer les cibles	Dispositifs de visée pour tir de nuit (loupe électronique/ convertisseur d'image)	Explosifs	Filets	Pièges	Poison	Appâts empoisonnés ou esthétiques	Armes semi-automatiques ou automatiques dont le chargeur peut contenir plus de 2 cartouches de munitions	Chasse à partir d'avions, véhicules à moteur ou bateaux allant à une vitesse supérieure à 5 km/h (8 km/h sur la mer)
Afrique du Sud	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○
Albanie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Algérie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Allemagne	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Belgique	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Bulgarie	●	○	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Chypre	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Croatie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Danemark	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Estonie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Ethiopie	●	○	●	●	○	○	○	○	●	●	●	●	●	●	●	●	●
France	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Ghana	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	○	●	●	●	●
Hongrie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Italie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Kenya	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Lettonie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Libye	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○
Luxembourg	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Madagascar	●	●	●	●	○	●	○	○	○	●	●	○	○	●	●	●	●
Mali	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Maroc	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	○	●	●	●	○	●
Moldavie	●	○	●	○	○	○	●	○	●	○	●	●	●	●	●	●	●
Monténégro	○	●	●	●	●	○	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●

Partie	Pièges	Lignes	Crochets	Oiseaux vivants aveugles ou mutilés utilisés comme appâts	Magnétophones et autres appareils électroniques	Dispositifs d'électrocution	Sources de lumière artificielle	Miroirs et autres objets aveuglants	Dispositifs pour éclairer les cibles	Dispositifs de visée pour tir de nuit (loupe électronique/ convertisseur d'image)	Explosifs	Filets	Pièges	Poison	Appâts empoisonnés ou esthétiques	Armes semi-automatiques ou automatiques dont le chargeur peut contenir plus de 2 cartouches de munitions	Chasse à partir d'avions, véhicules à moteur ou bateaux allant à une vitesse supérieure à 5 km/h (8 km/h sur la mer)
Nigeria	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	●	○	○	●	●	●	●
Norvège	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Ouganda	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Pays-Bas	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
République Tchèque	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Royaume-Uni	●	●	●	●	●	●	●	●	●	○	●	●	●	●	●	●	●
Slovaquie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Slovénie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	○	●	●	●	●	●	●	●
Soudan	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Suède	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Suisse	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Swaziland	●	●	●	○	○	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Syrie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	○	●	●	○	●
Tunisie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Ukraine	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	○	●	●	●	●	●
Total:	35	33	36	34	32	33	34	33	35	33	37	33	33	37	37	35	37

Tableau 7.1 Parties indiquant les dérogations aux interdictions prévues aux paragraphes 2.1.1 et 2.1.2 pour le Plan d'action de l'AEWA (Q3) (Aucune information disponible = 'NIA'; = Non spécifié 'NS').

Espèces	Partie	Raison	Année(s) accordée(s)	Nbre. d'individus	Nbre. d'œufs
<i>Alca torda</i> Petit Pingouin	Belgique	c	2013		
<i>Alle alle</i> Mergule nain	Belgique	c	0		
<i>Alopochen aegyptiacus</i> Ochette d'Égypte	Belgique	a, b	2013-2014	>10	
	Pays-Bas*	a, b, NIA	2010-2018	912	624
<i>Anas acuta</i> Canard pilet	Italie	c	2013-2015	290	0
	Pays-Bas	a, b	2010-2018	456	0
<i>Anas clypeata</i> Canard souchet	Pays-Bas	a, b	2010-2018	3452	0
<i>Anas crecca</i> Sarcelle d'hiver	Pays-Bas	a, b, NIA	2010-2018	117	0
<i>Anas penelope</i> Canard siffleur	Pays-Bas	a, b	2009-2018	71789	16683
<i>Anas platyrhynchos</i> Canard colvert	Slovaquie	b	2009-2015	NS	
	Pays-Bas	a, b, c, NIA	2009-2018	86405	15726
<i>Anas querquedula</i> Sarcelle d'été	Italie	c	2013-2014	200	0
	Pays-Bas	b	2011-2013	0	0
<i>Anas strepera</i> Canard chipeau	Italie	c	2013-2015	90	0
	Pays-Bas	b	2011-2018	721	0
<i>Anser albifrons</i> Oie rieuse	Slovaquie	b	2010-2014	NS - discouragement	
	Pays-Bas	a, b, NIA	2009-2014	18082	5993
<i>Anser anser</i> Oie cendrée	Italie	c	2013	0	20
	Slovaquie	b	2009-2015	NS - discouragement	
<i>Anser fabalis</i> Oie des moissons	Danemark	c	2013	28	
<i>Ardea cinerea</i> Héron cendré	Belgique	a, b, c	2012-2014	>201	
	Slovaquie	b	2009-2015	50	0
	Pays-Bas	b	2011-2018	10933	38186
<i>Ardea purpurea</i> Héron pourpré	Belgique	c			
<i>Ardeola ralloides</i> Crabier chevelu	Belgique	c	2012- 2013		
<i>Arenaria interpres</i> Tournepierre à collier	Belgique	c	2012-2013		
	Pays-Bas	b	2013-2018	0	0
<i>Aythya ferina</i> Fuligule milouin	Italie	c	2013-2014	200	0
	Pays-Bas	a, b	2011-2027	15295	12322
<i>Aythya fuligula</i> fuligule morillon	Pays-Bas	a, b	2011-2027	113	0
<i>Botaurus stellaris</i> Butor étoilé	Belgique	c	2012		
<i>Branta bernicla</i> Bernache cravant	Pays-Bas	a, b	2012-2012	2238	0
<i>Branta leucopsis</i> Bernache nonnette	Belgique	a, b, c	2012-2014	>280	
	Pays-Bas	a, b, NIA	2009-2027	13270	12439
<i>Branta ruficollis</i> Bernache à cou roux	Belgique	c	2012-2013		
<i>Bubulcus ibis</i> Héron garde-bœufs	Belgique	c, d			
<i>Bucephala clangula</i> Garrot à œil d'or	Pays-Bas	b	2013-2018	0	0
<i>Calidris alba</i> Bécasseau sanderling	Belgique	c	2013		
<i>Calidris alpina</i>	Belgique	c	2012-2013		
	Italie	c	2012-2014	90	0

Espèces	Partie	Raison	Année(s) accordée(s)	Nbre. d'individus	Nbre. d'œufs
Bécasseau variable	Pays-Bas	b	2013-2018	0	0
<i>Calidris canutus</i> Bécasseau maubèche	Belgique	c	2012-2013		
<i>Calidris minuta</i> Bécasseau minute	Italie	c	2012-2014	45	0
<i>Casmerodius albus</i> Grande Aigrette	Slovaquie	b	201-2014	NS - discouragement	0
<i>Charadrius alexandrinus</i> Pluvier à collier interrompu	Pays-Bas	b	2013-2018	0	0
<i>Charadrius dubius</i> Pluvier petit-gravelot	Pays-Bas	b	2013-2013	0	0
<i>Charadrius hiaticula</i> Pluvier grand-gravelot	Belgique	c	2013		
	Pays-Bas	b	2013-2018	0	0
<i>Chlidonias niger</i> Guifette noire	Pays-Bas	a, b	2012-2027	0	0
<i>Ciconia ciconia</i> Cigogne blanche	Belgique	b, c	2012-2013	>3	
	Lettonie	b, c	2012	2	
	Slovaquie	b	2009-2015	1 nest (NS for discouragement)	
	Pays-Bas	b	2013-2018	1007	0
<i>Ciconia nigra</i> Cigogne noire	Belgique	c			
	Lettonie	c	2009-2010	12	16
<i>Crex crex</i> Râle des genêts	Belgique	c	2012		
<i>Cygnus columbianus</i> Cygne siffleur	Pays-Bas	b	2013-2018	0	0
<i>Cygnus cygnus</i> Cygne chanteur	Belgique	c	2012		
<i>Cygnus olor</i> Cygne tuberculé	Belgique	c	2012-2013		
	Slovaquie	b	2009-2015	2	
	Pays-Bas	a, b	2009-2017	1427	0
<i>Egretta garzetta</i> Aigrette garzette	Belgique	c	2012-2013		
	Pays-Bas	b	2013-2018	0	0
<i>Fratercula arctica</i> Macareux moine	Belgique	c	2013		
<i>Fulica atra</i> Foulque macroule	Pays-Bas	a, b	2009-2018	5639	46
<i>Grus grus</i> Grue cendrée	Belgique	d	2012-2014		
<i>Haematopus ostralegus</i> Huîtrier pie	Belgique	c	2012-2013		
	Pays-Bas	b	2011-2018	334	0
<i>Ixobrychus minutus</i> Blongios nain	Belgique	c	2012		
<i>Larus argentatus</i> Goéland argenté	Belgique	b, c	2012-2014		
	Slovaquie	b	2010-2012	NS	
	Pays-Bas	a, b, c, NIA	2008-2018	43184	31028
<i>Larus cachinnans</i> Goéland pontique	Slovaquie	b	2009-2015	NS	
<i>Larus canus</i> Goéland cendré	Belgique	c	2012-2013		
<i>Larus canus</i> Goéland cendré	Pays-Bas	a, b, NIA	2008-2027	544	0
<i>Larus fuscus</i> Goéland brun	Belgique	b, c	2012-2014		
	Danemark	b	2012-2013	45	
	Pays-Bas	a, b, c, NIA	2008-2018	6306	0
<i>Larus marinus</i> Goéland marin	Belgique	c	2013		
	Lettonie	c	2013	5	

Espèces	Partie	Raison	Année(s) accordée(s)	Nbre. d'individus	Nbre. d'œufs
<i>Larus melanocephalus</i> Mouette mélanocéphale	Belgique	c	2012-2013		
	Pays-Bas	b, NIA	2013-2018	0	0
<i>Larus ridibundus</i> Mouette rieuse	Slovaquie	b	2009-2015	NS - discouragement	
	Belgique	b, c	2012-2014		
	Pays-Bas	a, b, NIA	2011-2013	2	21
<i>Limosa lapponica</i> Barge rousse	Belgique	c	2012-2013		
	Pays-Bas	b	2013-2018	0	0
<i>Limosa limosa</i> Barge à queue noire	Belgique	c	2012-2013		
	Pays-Bas	a, b, c	2012-2027	0	104
<i>Melanitta nigra</i> Macreuse noire	Belgique	c	2013		
<i>Mergellus albellus</i> Harle piette	Pays-Bas	b	2013-2013	0	0
<i>Mergus merganser</i> Grand Harle	Belgique	c	2013		
<i>Mergus serrator</i> Harle huppé	Lettonie	e	2010	1	
	Belgique	c	2012		
<i>Morus bassanus</i> Fou de Bassan	Pays-Bas	b	2013-2018	0	0
<i>Numenius arquata</i> Courlis cendré	Belgique	c	2013		
	Belgique	c			
	Slovaquie	b	2010-2012	NS - discouragement	
	Pays-Bas	b	2011-2018	5	608
<i>Nycticorax nycticorax</i> Bihoreau gris	Belgique	c	2012-2013		
	Italie	c	2012	10	
<i>Pelecanus crispus</i> Pélican frisé	Belgique	c	2012-2013		
<i>Phalacrocorax carbo</i> Grand Cormoran	Belgique	a, c		>1952	
	Slovénie	e	2012-2014	101, 101, 134 /yr	
	Lettonie	c	2012	8	
	Slovaquie	a	2009-2015	400	0
	Pays-Bas	b	2011-2018	1	3952
<i>Philomachus pugnax</i> Combattant varié	Belgique	c	2012		
	Pays-Bas	b	2013-2018	0	0
<i>Phoenicopiterus roseus</i> Flamant rose	Maroc	c	2014-2015	10	0
<i>Platalea leucorodia</i> Spatule blanche	Belgique	c	2012-2013	>6	
	Italie	c	2013-2015	90	
	Pays-Bas	b	2013-2018	0	0
<i>Plegadis falcinellus</i> Ibis falcinelle	Belgique	c	2012-2013		
<i>Pluvialis apricaria</i> Pluvier doré	Pays-Bas	a, b	2012-2027	0	0
<i>Pluvialis squatarola</i> Pluvier argenté	Belgique	c, d	2012-2013		
<i>Podiceps auritus</i> Grèbe esclavon	Pays-Bas	b	2013-2018	0	0
<i>Podiceps cristatus</i> Grèbe huppé	Belgique	c			
	Pays-Bas	b	2013-2018	0	0
<i>Podiceps grisegena</i> Grèbe jougris	Pays-Bas	b	2013-2018	0	0
<i>Podiceps nigricollis</i> Grèbe à cou noir	Belgique	c			
	Pays-Bas	b	2013-2018	0	0
<i>Porzana parva</i> Marouette poussin	Pays-Bas	b	2013-2013	0	0
<i>Porzana porzana</i> Marouette ponctuée	Belgique	c	2012		

Espèces	Partie	Raison	Année(s) accordée(s)	Nbre. d'individus	Nbre. d'œufs
<i>Rallus aquaticus</i> Râle d'eau	Belgique	c	2012		
<i>Recurvirostra avosetta</i> Avocette élégante	Belgique	c	2012-2013		
	Pays-Bas	b	2013-2018	0	0
<i>Scolopax rusticola</i> Bécasse des bois	Belgique	c	2012-2013		
<i>Somateria mollissima</i> Eider à duvet	Belgique	c	2012		
<i>Sterna albifrons</i> Sterne naine	Pays-Bas	b	2013-2018	0	0
<i>Sterna hirundo</i> Sterne pierregarin	Belgique	c	2012-2013		
	Pays-Bas	a, b	2011-2027	82	0
<i>Sterna sandvicensis</i> Sterne caugek	Italie	c	2010	10	0
<i>Tachybaptus ruficaollis</i> Grèbe castagneux	Belgique	c			
	Pays-Bas	b	2013-2018	0	0
<i>Tadorna tadorna</i> Tadorné de Belon	Belgique	c	2013		
	Pays-Bas	a, b	2011-2027	14	19588
<i>Tringa glareola</i> Chevalier sylvain	Pays-Bas	b	2013-2018	0	0
<i>Tringa hypoleucos</i> Chevalier guignette	Belgique	c	2012		
<i>Tringa nebularia</i> Chevalier aboyeur	Belgique	c, d	2012-2013		
<i>Tringa totanus</i> Chevalier gambette	Belgique	c	2012-2013		
	Italie	c	2012-2014	90	0
	Pays-Bas	b	2013-2018	0	0
<i>Uria aalge</i> Guillemot de Troil	Belgique	c	2013		
<i>Vanellus vanellus</i> Vanneau huppé	Slovaquie	b	2009-2015	NS - discouragement	
	Pays-Bas	a, b	2011-2027	158	0

- a) Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche;
b) Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires;
c) À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins;
d) Pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées, sur une base sélective et dans une mesure limitée, la capture et la détention ou toute autre utilisation pertinente de certains oiseaux en petites quantités;
e) Pour améliorer la propagation ou la survie des populations concernées.
- * Les données pour les Pays-Bas comprennent de multiples dérogations sur des années consécutives, qui ont été rassemblées ici sur une seule période.

Tableau 7.2 Raisons fournies par les Parties pour expliquer pourquoi aucun PANPE n'avait été développé pour chaque espèce concernée.

Partie	Espèce	Espèce rare dans le pays	Fonds limités	Connaissances techniques limitées	Espèce non prioritaire	Habitat protégé	Plans en cours / considérés	Espèce protégée par une autre politique ou un autre programme	Pas de raison
Afrique du Sud	<i>Crex crex</i>								•
	<i>Egretta vinaceigula</i>							•	
	<i>Gallinago media</i>								•
	<i>Glareola nordmanni</i>								•
	<i>Oxyura maccoa</i>							•	
	<i>Phoeniconaias minor</i>			•					
	<i>Sarothrura ayresi</i>							•	
Albanie	<i>Aythya nyroca</i>		•	•					
	<i>Crex crex</i>		•	•					
	<i>Gallinago media</i>	•							
	<i>Limosa limosa</i>		•	•					
	<i>Platalea leucorodia</i>		•	•					
Algérie	<i>Aythya nyroca</i>								•
	<i>Crex crex</i>								•
	<i>Gallinago media</i>								•
	<i>Limosa limosa</i>								•
	<i>Oxyura leucocephala</i>								•
	<i>Platalea leucorodia</i>								•
Allemagne	<i>Anser erythropus</i>	•							
	<i>Aythya nyroca</i>	•						•	
	<i>Cygnus columbianus bewickii</i>								•
	<i>Gallinago media</i>	•							
	<i>Glareola nordmanni</i>	•							
	<i>Limosa limosa</i>							•	
	<i>Oxyura leucocephala</i>	•						•	
	<i>Platalea leucorodia</i>							•	
Belgique	<i>Anser brachyrhynchus</i>							•	
	<i>Aythya nyroca</i>	•							
	<i>Cygnus columbianus bewickii</i>	•							
	<i>Gallinago media</i>	•							
	<i>Limosa limosa</i>	•						•	
	<i>Oxyura leucocephala</i>	•							
	<i>Platalea leucorodia</i>	•						•	
	<i>Crex crex</i>								•
	<i>Gallinago media</i>								•
	<i>Glareola nordmanni</i>								•
	<i>Limosa limosa</i>								•
	<i>Platalea leucorodia</i>								•
Chypre	<i>Aythya nyroca</i>								•
	<i>Crex crex</i>								•
	<i>Gallinago media</i>								•
	<i>Glareola nordmanni</i>								•
	<i>Platalea leucorodia</i>								•
Croatie	<i>Aythya nyroca</i>		•	•					
	<i>Crex crex</i>		•	•				•	
	<i>Gallinago media</i>	•							
	<i>Limosa limosa</i>		•						
	<i>Platalea leucorodia</i>		•	•					
Danemark	<i>Anser brachyrhynchus</i>							•	
	<i>Cygnus columbianus bewickii</i>					•			
	<i>Gallinago media</i>	•							
	<i>Oxyura leucocephala</i>	•							

Partie	Espèce	Espèce rare dans le pays	Fonds limités	Connaissances techniques	Espèce non prioritaire	Habitat protégé	Plans en cours / considérés	Espèce protégée par une autre politique ou un autre programme	Pas de raison
Ethiopie	<i>Platalea leucorodia</i>					•			
	<i>Aythya nyroca</i>					•			
	<i>Balaeniceps rex</i>					•			
	<i>Gallinago media</i>					•			
	<i>Glareola nordmanni</i>					•			
	<i>Limosa limosa</i>					•			
	<i>Oxyura maccoa</i>					•			
	<i>Phoeniconaias minor</i>					•			
	<i>Sarothrura ayresi</i>					•			
France	<i>Vanellus gregarius</i>					•			
	<i>Ardeola idea</i>		•						
	<i>Aythya nyroca</i>	•						•	
	<i>Branta bernicla hrota</i>		•			•			
	<i>Crex crex</i>							•	
	<i>Cygnus columbianus bewickii</i>		•			•			
	<i>Gallinago media</i>	•						•	
	<i>Glareola nordmanni</i>	•							
	<i>Oxyura leucocephala</i>	•						•	
Ghana	<i>Platalea leucorodia</i>		•			•			
	<i>Gallinago media</i>	•							
	<i>Glareola nordmanni</i>	•							
	<i>Limosa limosa</i>			•					
	<i>Branta ruficollis</i>					•			
	<i>Gallinago media</i>							•	
	<i>Glareola nordmanni</i>	•						•	
	<i>Limosa limosa</i>					•			
	<i>Oxyura leucocephala</i>	•						•	
Italie	<i>Platalea leucorodia</i>							•	
	<i>Crex crex</i>							•	
	<i>Gallinago media</i>				•				
	<i>Limosa limosa</i>				•				
	<i>Oxyura leucocephala</i>				•				
Kenya	<i>Platalea leucorodia</i>								
	<i>Aythya nyroca</i>								•
	<i>Crex crex</i>		•	•					
	<i>Gallinago media</i>		•	•					
	<i>Glareola nordmanni</i>		•	•					
	<i>Limosa limosa</i>		•	•					
Lettonie	<i>Oxyura maccoa</i>		•	•					
	<i>Aythya nyroca</i>	•							
	<i>Crex crex</i>		•						
	<i>Cygnus columbianus bewickii</i>	•							
	<i>Gallinago media</i>		•						
Libye	<i>Limosa limosa</i>		•						
	<i>Aythya nyroca</i>						•		
	<i>Gallinago media</i>						•		
	<i>Limosa limosa</i>						•		
Luxembourg	<i>Platalea leucorodia</i>						•		
	<i>Gallinago media</i>	•							
Mali	<i>Aythya nyroca</i>								•
	<i>Gallinago media</i>								•
	<i>Glareola nordmanni</i>								•
	<i>Limosa limosa</i>								•
Maroc	<i>Aythya nyroca</i>								•
	<i>Crex crex</i>								•

Partie	Espèce	Espèce rare dans le pays	Fonds limités	Connaissances techniques limitées	Espèce non prioritaire	Habitat protégé	Plans en cours / considérés	Espèce protégée par une autre politique ou un autre programme	Pas de raison
	<i>Gallinago media</i>								•
	<i>Geronticus eremita</i>								•
	<i>Limosa limosa</i>								•
	<i>Oxyura leucocephala</i>								•
	<i>Platalea leucorodia</i>								•
Moldavie	<i>Aythya nyroca</i>								•
	<i>Branta ruficollis</i>								•
	<i>Gallinago media</i>								•
	<i>Glareola nordmanni</i>								•
	<i>Platalea leucorodia</i>								•
Monténégro	<i>Aythya nyroca</i>								•
	<i>Crex crex</i>								•
	<i>Gallinago media</i>								•
	<i>Limosa limosa</i>								•
	<i>Platalea leucorodia</i>								•
Nigeria	<i>Aythya nyroca</i>								•
	<i>Gallinago media</i>								•
	<i>Glareola nordmanni</i>								•
	<i>Limosa limosa</i>								•
Norvège	<i>Anser brachyrhynchus</i>							•	
	<i>Cygnus columbianus bewickii</i>	•							
	<i>Gallinago media</i>				•				
	<i>Limosa limosa</i>						•		
Ouganda	<i>Ardeola idea</i>		•						
	<i>Crex crex</i>	•							
	<i>Gallinago media</i>	•							
	<i>Glareola nordmanni</i>		•						
	<i>Oxyura maccoa</i>	•							
	<i>Phoeniconaias minor</i>				•				
Pays-Bas	<i>Anser brachyrhynchus</i>	•							
	<i>Anser erythropus</i>							•	
	<i>Aythya nyroca</i>	•							
	<i>Crex crex</i>							•	
	<i>Cygnus columbianus bewickii</i>							•	
	<i>Gallinago media</i>	•							
	<i>Limosa limosa</i>							•	
	<i>Oxyura leucocephala</i>	•							
	<i>Platalea leucorodia</i>							•	
République Tchèque	<i>Aythya nyroca</i>	•							
	<i>Crex crex</i>		•	•					
	<i>Gallinago media</i>	•							
	<i>Limosa limosa</i>	•	•	•					
	<i>Platalea leucorodia</i>	•				•			
Royaume-Uni	<i>Anser albifrons flavirostris</i>							•	
	<i>Branta bernicla hrota</i>								•
	<i>Crex crex</i>							•	
	<i>Cygnus columbianus bewickii</i>							•	
	<i>Gallinago media</i>	•							
	<i>Limosa limosa</i>							•	
	<i>Oxyura leucocephala</i>								•
	<i>Platalea leucorodia</i>								•
	<i>Gallinago media</i>	•							
Slovaquie	<i>Limosa limosa</i>	•						•	

Partie	Espèce	Espèce rare dans le pays	Fonds limités	Connaissances techniques	Espèce non prioritaire	Habitat protégé	Plans en cours / considérés	Espèce protégée par une autre politique ou un autre programme	Pas de raison
	<i>Platalea leucorodia</i>					•			
Slovénie	<i>Gallinago media</i>	•							
	<i>Oxyura leucocephala</i>	•							
Soudan	<i>Aythya nyroca</i>		•						
	<i>Crex crex</i>			•					
	<i>Gallinago media</i>		•						
	<i>Glareola nordmanni</i>						•		
	<i>Limosa limosa</i>					•			
	<i>Platalea leucorodia</i>					•			
Suède	<i>Crex crex</i>				•				
	<i>Cygnus columbianus bewickii</i>	•							
	<i>Gallinago media</i>				•				
	<i>Limosa limosa</i>						•		
	<i>Oxyura leucocephala</i>	•							
Suisse	<i>Aythya nyroca</i>	•							
	<i>Gallinago media</i>	•							
	<i>Oxyura leucocephala</i>	•							
Swaziland	<i>Crex crex</i>								
Syrie	<i>Anser erythropus</i>			•					
	<i>Aythya nyroca</i>		•	•					
	<i>Crex crex</i>		•	•					
	<i>Gallinago media</i>			•					
	<i>Glareola nordmanni</i>		•	•					
	<i>Platalea leucorodia</i>		•	•					
Tunisie	<i>Aythya nyroca</i>								•
	<i>Crex crex</i>								•
	<i>Gallinago media</i>								•
	<i>Limosa limosa</i>								•
	<i>Oxyura leucocephala</i>								•
	<i>Platalea leucorodia</i>		•						
Ukraine	<i>Anser erythropus</i>							•	
	<i>Aythya nyroca</i>							•	
	<i>Crex crex</i>		•	•					
	<i>Gallinago media</i>							•	
	<i>Glareola nordmanni</i>		•	•					
	<i>Oxyura leucocephala</i>							•	
	<i>Platalea leucorodia</i>							•	

Tableau 8. Parties maintenant un registre national des projets de réintroduction (Q10); avec un cadre réglementaire pour la réintroduction des espèces (Q11); et celles qui ont considéré, développé ou mis en œuvre des projets de réintroduction pour les espèces du Tableau 1 de l'AEWA (Q12) (Oui = ●; Partiellement = ■; Non = ○; Pas de réponse = '-').

Partie	Q10 Registre National	Q11 Cadre de travail réglementaire	Q12 Projets pour les espèces du Tableau 1 de l'AEWA
Afrique du Sud	●	■	●
Albanie	○	■	○
Algérie	○	○	○
Allemagne	○	●	○
Belgique	●	●	○
Bulgarie	○	○	○
Chypre	○	○	○
Croatie	○	●	○
Danemark	○	●	○
Estonie	○	●	○
Ethiopie	●	●	○
France	●	●	●
Ghana	○	○	○
Hongrie	●	●	○
Italie	○	■	○
Kenya	○	●	○
Lettonie	○	●	○
Libye	○	○	○
Luxembourg	○	●	●
Madagascar	○	●	○
Mali	○	●	○
Maroc	○	■	○
Moldavie	○	■	○
Monténégro	○	○	-
Nigeria	○	○	○
Norvège	○	○	○
Ouganda	○	○	○
Pays-Bas	●	●	○
République Tchèque	●	●	○
Royaume-Uni	○	●	○
Slovaquie	○	●	○
Slovénie	●	-	○
Soudan	○	○	○
Suède	●	●	●
Suisse	○	●	○
Swaziland	○	○	○
Syrie	●	■	●
Tunisie	●	■	○
Ukraine	○	●	○

Tableau 9. Parties avec une législation en place et appliquée interdisant l'introduction d'espèces non indigènes (Q14); des exigences pour les zoos et les collections privées, etc. pour éviter les évasions accidentelles en place et appliquées (Q15); et des plans d'action nationaux pour les espèces envahissantes (PAN) en place et mis en œuvre (Q16) (Oui, appliqué / mis en œuvre = ●; Oui, mais non appliquée / mise en œuvre = ■; En développement = □; Non = ○; Aucune réponse = '-').

Partie	Q14 Législation appliquée interdisant l'introduction d'espèces non indigènes	Q15 Exigences en place pour éviter les évasions accidentelles	Q16 Plan d'action national pour les espèces individuelles mis en œuvre
Afrique du Sud	●	●	○
Albanie	●	□	■
Algérie	●	○	○
Allemagne	●	●	○
Belgique	●	●	□
Bulgarie	●	●	○
Chypre	●	●	○
Croatie	●	●	○
Danemark	●	●	●
Estonie	●	●	○
Ethiopie	●	●	●
France	●	●	□
Ghana	○	●	□
Hongrie	●	●	□
Italie	■	○	□
Kenya	●	●	●
Lettonie	●	●	○
Libye	●	○	□
Luxembourg	●	□	□
Madagascar	●	●	●
Mali	●	○	■
Maroc	□	□	○
Moldavie	●	■	○
Monténégro	■	○	○
Nigeria	□	○	■
Norvège	●	●	●
Ouganda	●	○	○
Pays-Bas	●	●	●
République Tchèque	●	○	○
Royaume-Uni	●	●	●
Slovaquie	●	●	□
Slovénie	●	●	□
Soudan	●	●	●
Suède	●	●	●
Suisse	●	●	□
Swaziland	●	■	■
Syrie	●	○	□
Tunisie	■	○	○
Ukraine	●	●	○

Tableau 10. Réponses des Parties concernant l'examen, le développement ou la mise en œuvre des programmes d'éradication des espèces non indigènes d'oiseaux d'eau (Q17) et autres espèces non-indigènes (Q18) (Oui = ●; Non = ○; Non applicable = 'N / A' ; Aucune réponse = '-').

	Q17	Q18
Partie	Programmes d'éradication des espèces non indigènes d'oiseaux d'eau	Programmes d'éradication pour d'autres espèces non indigènes
Afrique du Sud	●	●
Albanie	○	○
Algérie	○	○
Allemagne	○	●
Belgique	●	●
Bulgarie	N/A	-
Chypre	N/A	●
Croatie	N/A	○
Danemark	○	●
Estonie	○	○
Ethiopie	○	●
France	●	●
Ghana	○	○
Hongrie	N/A	○
Italie	○	○
Kenya	N/A	●
Lettonie	○	○
Libye	N/A	N/A
Luxembourg	○	○
Madagascar	○	○
Mali	○	○
Maroc	○	○
Moldavie	○	○
Monténégro	●	●
Nigeria	○	●
Norvège	○	○
Ouganda	○	●
Pays-Bas	●	●
République Tchèque	○	○
Royaume-Uni	●	○
Slovénie	N/A	N/A
Slovaquie	N/A	N/A
Soudan	○	●
Suède	●	○
Suisse	●	●
Swaziland	○	●
Syrie	○	○
Tunisie	○	○
Ukraine	○	●

Tableau 11. Parties qui ont identifié un réseau de sites importants pour les espèces du Tableau 1 de l'AEWA (Q20); et consulté et utilisé l'outil Réseau de sites critiques (CNS) (Q27) (Oui = ●; Partiellement = ■; développé = □; Non = ○; Aucune réponse = '-').

Partie	Q20 Identification d'un réseau de sites importants	Q27 Accès et utilisation de l'outil Réseau de sites critiques (CNS)
Afrique du Sud	●	●
Albanie	●	●
Algérie	□	○
Allemagne	●	○
Belgique	●	○
Bulgarie	●	-
Chypre	●	●
Croatie	●	●
Danemark	●	●
Estonie	■	○
Ethiopie	■	●
France	□	○
Ghana	■	○
Hongrie	●	●
Italie	■	○
Kenya	●	○
Lettonie	●	●
Libye	●	○
Luxembourg	●	○
Madagascar	●	○
Mali	●	●
Maroc	■	○
Moldavie	■	○
Monténégro	■	○
Nigeria	■	○
Norvège	●	○
Ouganda	■	●
Pays-Bas	■	●
République Tchèque	■	●
Royaume-Uni	■	●
Slovaquie	●	○
Slovénie	●	●
Soudan	■	●
Suède	■	●
Suisse	■	○
Swaziland	●	○
Syrie	■	○
Tunisie	●	●
Ukraine	●	○

Tableau 12. Parties qui ont évalué les conséquences futures du changement climatique pour les sites uniques et le réseau d'Aires Protégées Nationales (NPA) pour les oiseaux d'eau (Q22) (Oui = ●; Non = ○; Aucune réponse = '-').

Partie	Sites uniques	Réseau NPA	Lien internet ou de référence à des évaluations du changement climatique
Afrique du Sud	● R	● R	Le ESOPRC prend en considération la durabilité écologique et l'adaptation au changement climatique. Étude de juillet pour inclure plus d'information sur les Aires Prioritaires Nationales des Ecosystèmes d'eau douce aussi bien que les écosystèmes marins.
Albanie	● R	● R	Implications futures évaluées dans les rapports nationaux de communication de l'Albanie pour la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
Algérie	○	○	
Allemagne	● R	● R	http://www.habit-change.eu/ Rannow <i>et al.</i> (2014) Managing Protected Areas under climate change: Challenges and Priorities - Environmental Management Aires protégées en Allemagne sous le changement climatique - Risques et options pour la politique et la gestion (2006-2009) Badeck <i>et al.</i> (2007) Schutzgebiete Deutschlands im klimawandel Risiken und Handlungsoptionen Naturschutz und Biologische Vielfalt Bd. 46 S 151-167
Belgique	○	● R	Flandre: Rapport sur la Nature de 2014 par l'Institut de la Nature et de la Recherche forestière www.natuurrapport.be/sites/default/files/atoms/files/04_toestand-biodiversiteit.pdf Wallonie: Développement d'indicateurs de l'impact des changements climatiques sur les oiseaux en Wallonie; Aves, pour le réseau ornithologique de Natagora, http://etat.enviromnement.wallonie.be/index.php?page=etudes-detaillees Bruxelles: Rapport sur la Nature 2012 par Bruxelles Environment. www.leefmilieu.brussels/themas/groene-ruimten-en-biodiversiteit/acties-van-het-gewest/natuurplan?view_pro=1
Bulgarie	○	○	
Chypre	-	-	
Croatie	○	○	
Danemark	● R	○	Clausen <i>et al.</i> (2013). Grazing management can counteract the impacts of climate change-induced sea level rise on salt marsh-dependent waterbirds. Journal of Applied Ecology 50: 528-537. Clausen <i>et al.</i> (2014). Forecasting future drowning of coastal waterbird habitats reveals a major conservation concern. Biological Conservation 171: 177-185.
Estonie	○	○	
Ethiopie	○	● R	Plus de sept aires protégées ont été évaluées et ré-délimitées en tenant compte de leur potentiel dans le réseau.
France	● R	● R	Plan d'Action National pour le changement climatique
Ghana	○	○	
Hongrie	○	○	
Italie	○	○	
Kenya	● R	● R	Kenya Wildlife Service a entrepris une évaluation rapide du changement climatique sur les aires protégées et espèces de faune.
Lettonie	○	○	

Partie	Sites uniques	Réseau NPA	Lien internet ou de référence à des évaluations du changement climatique
Libye	○	○	
Luxembourg	○	○	
Madagascar	● R	● R	<u>Sites uniques</u> : Rapport sur la vulnérabilité de Ambodivahibe MPA (2012) and Nosy Hara MPA <u>NPA Réseau</u> : Politique nationale sur le Changement climatique
Mali	● R	● R	Plan d'Action National Cibles 10, 11 and 14 MEEA / DNEF : Stratégie nationale et plans d'action pour la diversité biologique, Mali (Révisé 2014)
Maroc	○	○	
Moldavie	-	-	
Monténégro	○	○	
Nigeria	○	○	
Norvège	● R	○	De nombreux rapports (en NO) sur les effets du Changement climatique sur les écosystèmes et en relation avec NR existante et la nécessité de plus de zones protégées: www.miljodirektoratet.no
Ouganda	○	○	
Pays-Bas	● R	● R	Réseau NPA et sites uniques couverts dans 'Nature Ambition of Large Waters 2050 and beyond' (2014) www.rijksoverheid.nl/documenten-en-publicaties/publicaties/2013/10/31/beleidsverkenning-natuurambitie-grote-wateren-2050-2010.html www.deltares.nl/publication/wetenschappelijk-eindadvies-ant-ijsselmeergebied
République Tchèque	○	○	
Royaume-Uni	● R	● R	Les effets du changement climatique sur l'intérêt ornithologique des Aires Spéciales de Protection du Royaume-Uni: http://randd.defra.gov.uk/Default.aspx?Menu=Menu&Module=More&Location=None&Completed=2&ProjectID=16731
Slovaquie	○	○	
Slovénie	○	○	
Soudan	● R	● R	<u>Site unique</u> : Project Parc National Dinder (2010)
Suède	○	○	
Suisse	● R	● R	Adaptation au changement climatique parmi les Objectifs, Challenges et Domaines d'action du Plan d'action 2014-2019 www.bafu.admin.ch/publikationen/publikation/01673/index.html?lang=en www.bafu.admin.ch/publikationen/publikation/01762/index.html?lang=fr
Swaziland	● R	● R	Vulnérabilité nationale et évaluation de la biodiversité et adaptation des écosystèmes (2014) doit être publié.
Syrie	○	○	
Tunisie	○	○	
Ukraine	○	○	

Tableau 13a. Nombre de sites identifiés comme d'importance nationale pour les espèces/populations migratrices d'oiseaux d'eau du Tableau 1 de l'AEWA qui sont désignés comme Aires protégées et ont un plan de gestion mis en œuvre (Q23) (pas de réponse = '-').

Partie	Nbre. total de sites	Nbre. de sites protégés	Pourcentage du total de sites protégés	No. de sites protégés ayant des plans de gestion	Pourcentage de sites protégés ayant des plans de gestion
Afrique du Sud	60	60	100%	60	100%
Albanie	15	10	67%	6	40%
Algérie	1	1	100%	0	0%
Allemagne	-	-	-	-	-
Belgique	13	6	46%	0	0%
Bulgarie	110	110	100%	6	5%
Chypre	-	-	-	-	-
Croatie	10	4	40%	0	0%
Danemark	126000	126000	100%	85400	68%
Estonie	19	19	100%	16	84%
Ethiopie	9	9	100%	2	22%
France	0	0	0%	0	0%
Ghana	-	-	-	-	-
Hongrie	20	18	90%	10	50%
Italie	144		0%		0%
Kenya	60	46	77%	20	33%
Lettonie	331	331	100%	32	10%
Libye	58	3	5%	1	2%
Luxembourg	9	9	100%	2	22%
Madagascar	15	15	100%	15	100%
Mali	4	0	0%	0	0%
Maroc	154	10	6%	8	5%
Moldavie	-	-	-	-	-
Monténégro	-	-	-	-	-
Nigeria	-	-	-	-	-
Norvège	1000	1000	100%	1000	100%
Ouganda	-	-	-	-	-
Pays-Bas	150	77	51%	77	51%
République Tchèque	40	30	75%	30	75%
Royaume-Uni	-	-	-	-	-
Slovaquie	71	71	100%	0	0%
Slovénie	16	16	100%	16	100%
Soudan	10	0	0%	0	0%
Suède	0	0	0%	0	0%
Suisse	26	26	100%	0	0%
Swaziland	-	-	-	-	-
Syrie	7	3	43%	2	29%
Tunisie	-	-	-	-	-
Ukraine	70	70	100%	34	49%
Total	128422	127944	Moyenne : >99%	86737	Moyenne : 68%

Tableau 13b. Superficie (ha) des sites identifiés comme importants à l'échelle nationale pour les espèces/populations migratrices d'oiseaux d'eau du Tableau 1 de l'AEWA, superficie (ha) des sites qui sont désignés comme aires protégées et superficie (ha) des sites qui ont un plan de gestion mis en œuvre (Q23) (Pas de réponse = '-').

Partie	Aire totale (ha) des sites	Aire totale (ha) des sites protégés	% de l'aire totale qui est protégée	Nbre. de sites protégés ayant des plans de gestion	% de sites protégés ayant des plans de gestion
Afrique du Sud	5826018	5826018	100%	5826018	100%
Albanie	50000	30000	60%	30000	60%
Algérie	100	100	100%	0	0%
Allemagne	-	-	-	-	-
Belgique	1938	880	45%	0	0%
Bulgarie	2511934		0%	253192	10%
Chypre	-	-	-	-	-
Croatie	1189	621	52%	0	0%
Danemark	178000	178000	100%	86630	49%
Estonie	173542	162922	94%	135381	78%
Ethiopie	1296000	1296000	100%	422000	33%
France	0	0	0%	0	0%
Ghana	-	-	-	-	-
Hongrie	378175.3	377742.5	100%	232874	62%
Italie	-	-	-	-	-
Kenya	1335000	1335000	100%	667333	50%
Lettonie	1246921	1246921	100%	480417	39%
Libye	-	-	-	-	-
Luxembourg	13903.21	13903.21	100%	1269.4	9%
Madagascar	2553671	2553671	100%	2553671	100%
Mali	4204640	0	0%	0	0%
Maroc	2500000	771849	31%	555349	22%
Moldavie	-	-	-	-	-
Monténégro	-	-	-	-	-
Nigeria	-	-	-	-	-
Norvège	210000	210000	100%	210000	100%
Ouganda	-	-	-	-	-
Pays-Bas	935749	935749	100%	935749	100%
République Tchèque	11485	8295	72%	8295	72%
Royaume-Uni	-	-	-	-	-
Slovaquie	1104	1104	100%	0	0%
Slovénie	310700	310700	100%	310700	100%
Soudan	100000	0	0%	0	0%
Suède	0	0	0%	0	0%
Suisse	9806	9806	100%	0	0%
Swaziland	-	-	-	-	-
Syrie	205500	97000	47%	28000	14%
Tunisie	-	-	-	-	-
Ukraine	1704113	1704113	100%	827240.7	49%
Total	25759488	17070394	Moyenne: 66%	13564119	Moyenne: 53%

Tableau 13c. Nombre de sites identifiés comme d'importance internationale pour les espèces/populations migratrices d'oiseaux d'eau du Tableau 1 de l'AEWA, qui sont désignés comme aires protégées et ont un plan de gestion mis en œuvre (Q23) (Pas de réponse = '-').

Partie	Nbre. total de sites	Nbre. de sites protégés	% de sites qui sont protégés	Nbre. de sites protégés ayant des plans de gestion	% de sites protégés ayant des plans de gestion
Afrique du Sud	22	20	91%	20	91%
Albanie	11	11	100%	4	36%
Algérie	50	6	12%	2	4%
Allemagne	207	207	100%	207	100%
Belgique	59	59	100%	0	0%
Bulgarie	11	10	91%	8	73%
Chypre	-	-	-	-	-
Croatie	30	25	83%	9	30%
Danemark	113	113	100%	113	100%
Estonie	42	40	95%	30	71%
Ethiopie	3	3	100%	1	33%
France	125	125	100%	0	0%
Ghana	36	36	100%	36	100%
Hongrie	26	26	100%	14	54%
Italie	24	21	88%		0%
Kenya	60	46	77%	30	50%
Lettonie	71	71	100%	21	30%
Libye	8	1	13%	0	0%
Luxembourg	2	2	100%	1	50%
Madagascar	10	8	80%	8	80%
Mali	4	0	0%	0	0%
Maroc	24	8	33%	5	21%
Moldavie	4* (3)	3* (4)	75%	2	50%
Monténégro	-	-	-	-	-
Nigeria	11	7	64%	3	27%
Norvège	65	33	51%	33	51%
Ouganda	-	-	-	-	-
Pays-Bas	150	77	51%	77	51%
République Tchèque	21	13	62%	12	57%
Royaume-Uni	-	-	-	-	-
Slovaquie	46	45	98%	4	9%
Slovénie	16	16	100%	16	100%
Soudan	5	2* (25)	40%	2	40%
Suède	0	0	0%	0	0%
Suisse	10	10	100%	2	20%
Swaziland	3	2	67%	2	67%
Syrie	1	1	100%	0	0%
Tunisie	41	6	15%	1	2%
Ukraine	46	44	96%	29	63%
Total	1357	1097	Moyenne: 81%	692	Moyenne: 51%

* Signifie que la valeur d'origine fournie était supérieure à la valeur prévue pour le nombre total de sites, elle a donc été modifiée en conséquence (valeurs d'origine fournies entre parenthèses).

Tableau 13d. Superficie (ha) des sites identifiés comme d'importance internationale pour les espèces/populations migratrices d'oiseaux d'eau du Tableau 1 de l'AEWA, qui sont désignés comme aires protégées et aire (ha) des sites qui ont un plan de gestion mis en œuvre (Q23) (Pas de réponse = '-').

Partie	Superficie totale (ha) des sites	Superficie totale (ha) des sites protégés	% de l'aire totale qui est protégée	Nbre. d'aires protégées ayant des plans de gestion	% d'aires protégées ayant des plans de gestion
Afrique du Sud	545048	545048* (555678)	100%	14185	3%
Albanie	30000	30000	100%	30000* (45000)	100%
Algérie	2990393	7343	0%	42942	1%
Allemagne	4031523	4031523	100%	4031523	100%
Belgique	255500	251616	98%	0	0%
Bulgarie	49912.43	11894.6	24%	28680.73	57%
Chypre	-	-	-	-	-
Croatie	1246861	336771	27%	175199	14%
Danemark	1478169	1478169	100%	1478169	100%
Estonie	1134475	992611	87%	855730	75%
Ethiopie	486000	486000	100%	205000	42%
France	4062830	3225670	79%	0	0%
Ghana	1470764	1470764	100%	36	0%
Hongrie	481648.9	481648.9	100%	180465.2	37%
Italie	-	-	-	-	-
Kenya	58037000	1335000	2%	800000	1%
Lettonie	873526	873526	100%	366917	42%
Libye	-	-	-	-	-
Luxembourg	17,213	5064.38	29%	258	1%
Madagascar	1189482	1105201	93%	1105201	93%
Mali	4204640	0	0%	0	0%
Maroc	252000	35350	14%	22200	9%
Moldavie	94,705	94,705	100%	75,553	80%
Monténégro	-	-	-	-	-
Nigeria	1,140,420	637,870	56%	329,850	29%
Norvège	93070	35000	38%	35000	38%
Ouganda	-	-	-	-	-
Pays-Bas	935749	935749	100%	935749	100%
République Tchèque	375848	266547	71%	265547	71%
Royaume-Uni	-	-	-	-	-
Slovaquie	1254341	1253211	100%	6401	1%
Slovénie	151443	151443	100%	151443	100%
Soudan	35	25	71%	25* (10000)	71%
Suède	0	0	0%	0	0%
Suisse	12347	12347	100%	7497	61%
Swaziland	847	712	84%	712	84%
Syrie	26200	10000	38%	0	0%
Tunisie	840363	26478	3%	12600	1%
Ukraine	702348	526760	75%	537464	77%
Total	88464701	20654046	Moyenne : 23%	11694346	Moyenne : 13%

* Signifie que la valeur originale fournie était supérieure à la valeur fournie pour la superficie totale des sites protégés / superficie totale des sites, elle a donc été modifiée en conséquence (valeurs d'origine fournies entre parenthèses).

Tableau 14. Réponses des Parties concernant le développement de plans d'action nationaux (PAN) pour combler les lacunes dans la désignation et/ou la gestion des sites d'importance internationale et nationale (Q24) (Oui = ●; En développement = □; Non = ○; Pas de réponse = '-'; R = Références fournies).

Partie	NAP	Lien internet ou référence au plan d'action
Afrique du Sud	□	
Albanie	□ R	Stratégie de la biodiversité et plan d'action
Algérie	□ R	Stratégie nationale des zones humides (2015)
Allemagne	● R	11.27 % de la superficie d'Allemagne couverte par des ZPS, divisé entre sites terrestres (40,224.35 km ² (728 sites)) et marins (19,727.77 km ² (28 sites)) (2013)
Belgique	□ R	Des Plans de gestion stratégique site spécifique pour les sites Natura2000 dont 59 sites Natura2000 en Wallonie et trois en préparation dans la région de Bruxelles http://cms-family-ors.unep-wcmc.org/questionnaires/48/submission/www.leefmilieu.brussels/themas/groene-ruimten-en-biodiversiteit/acties-van-het-gewest/natura-2000-0?view_pro=1
Bulgarie	○	
Chypre	-	
Croatie	○	
Danemark	● R	ZPS sont des obligations à remplir envers la directive oiseaux EU dans les zones aménagées
Estonie	● R	Plan de Développement pour la Conservation de la Nature: http://www.envir.ee/sites/default/files/lak_lop.pdf
Ethiopie	○	
France	● R	Liste annuelle des sites d'importance internationale pour les canards et foulques. www.poitou-charentes.developpement-durable.gouv.fr/inventaire-zico-r882.html www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/indicateurs-indices/f/1964/1115/abondance-oiseaux-deau-hivernants-france-anatides-foulque.html
Ghana	● R	Pour Sites Ramsar: Une stratégie de conservation des zones humides et plan d'action nationaux (2007-2016)
Hongrie	○	
Italie	○	
Kenya	● R	Plan stratégique de la vie sauvage du Kenya (www.kws.go.ke)
Lettonie	○	
Libye	□ R	Les travaux ont débuté à la fin de 2013, mais, en ce qui concerne la situation en Libye, le travail n'a pas été terminé et attend d'être terminé en 2016
Luxembourg	● R	http://www.environnement.public.lu/conserv_nature/dossiers/PNPN/index.html http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2004/0010/a010.pdf
Madagascar	● R	Sites attribué avec un statut juridique ont chacune un plan de gestion et un plan de développement qui sont mis en œuvre par les gestionnaires des sites respectifs.
Mali	● R	Programme National des Zones Humides du Mali
Maroc	□ R	Le plan d'action stratégique du Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la désertification pour 2015-2024 concernant les zones humides prévoit l'inclusion de 30 nouveaux sites sur la Liste de Ramsar
Moldavie	-	
Monténégro	○	
Nigeria	○	
Norvège	□ R	Analyse indépendante et recommandations décrites mais encore débattues sur l'opportunité de continuer l'augmentation de la couverture des zones terrestres protégées de 17,5%. www.miljodirektoratet.no/no/Nyheter/Nyheter/Nyhetsarkiv/2008/11/Evaluering-av-vern-etter-naturvernloven-
Ouganda	●	
Pays-Bas	● R	Le Réseau National Nature (NNN) comprend tous les sites d'importance nationale et internationale (à compléter en 2027) avec des activités concernant l'agrandissement, la connexion et l'amélioration des aires protégées par le développement et la gestion de la nature.

Partie	NAP	Lien internet ou référence au plan d'action
République Tchèque	○	
Royaume-Uni	□	
Slovaquie	● R	Programme national mis à jour pour gestion des zones humides 2015 - 2021 et son plan d'action pour les zones humides 2015-2018 (développé en 2014-2015) comprend des mesures et des activités visant à combler les lacunes dans la désignation et / ou la gestion de sites importants.
Slovénie	□ R	Zones de protection spéciale (directive Oiseaux) et IBA couvrent tous les sites importants échelle nationale et internationale. Plan de gestion des sites d'importance communautaire (Programme de gestion Natura 2000) a été rénové et a été adopté en 2015.
Soudan	○	
Suède	□ R	Révision en cours du réseau N2000 avec la finalisation prévue au cours de 2015
Suisse	○	
Swaziland	□ R	Plans d'action nationaux en cours d'élaboration juin 2015 - mai 2016
Syrie	□ R	Plans de gestion pour certaines aires protégées avec des IBA (2015-fin 2018)
Tunisie	○	
Ukraine	○	

Tableau 15. Réponses des Parties concernant le développement d'un plan stratégique pour maintenir ou accroître la résilience du réseau écologique (pour les oiseaux d'eau) (Q25) (Oui = ●; développé = □; Non = ○; Aucune réponse = '-'; R = Références fournies).

Partie	Plan stratégique	Lien internet ou référence au plan d'action
Afrique du Sud	○	
Albanie	□ R	Stratégie sur le changement climatique en cours d'élaboration
Algérie	○	
Allemagne	● R	Plan stratégique "Deutsche Anpassungsstrategie an den Klimawandel" 2008 http://www.bmu.bund.de/fileadmin/bmuimport/files/pdfs/allgemeiN/Application/pdf/das_gesamt_bf.pdf Rapport: «Aider les écosystèmes en Europe pour s'adapter au changement climatique" 2013 http://www.bfn.de/fileadmin/MDB/documents/service/Skript_375.pdf
Belgique	● R	Inclus dans la Stratégie nationale pour la Biodiversité de Belgique 2006-2016 Objectifs 2 et 3. Le statut de la mise en œuvre peut être consulté dans le cinquième rapport national pour la Convention sur la diversité biologique (2014).
Bulgarie	-	
Chypre	-	
Croatie	○	
Danemark	○	
Estonie	○	
Ethiopie	● R	Le Plan stratégique national d'action sur la biodiversité (SPANB): www.ibc.gov.et
France	○	
Ghana	○	
Hongrie	○	
Italie	○	
Kenya	● R	Plusieurs plans stratégiques spécifiques des espèces développés: www.kws.go.ke
Lettonie	○	
Libye	○	
Luxembourg	□ R	Stratégie Trame Verte et Bleue incorporé dans le Plan National pour la Protection de la Nature (2020)
Madagascar	□ R	
Mali	● R	Convention sur la diversité biologique (1994), Stratégie nationale et plan d'action (2001)
Maroc	○	
Moldavie	-	
Monténégro	□ R	Stratégie nationale pour la conservation des zones humides en cours de finalisation
Nigeria	○	
Norvège	○	
Ouganda	● R	NEMA (2014) Cinquième Rapport national sur la Convention sur la diversité biologique, Kampala, Ouganda: www.cbd.int/doc/world/ug/ug-nr-05-en.pdf UWA (2012) Plan d'action pour l'application du Programme de travail sur les aires protégées de la Convention sur la diversité biologique: www.cbd.int/doc/world/ug/ug-nbsap-powpa-en.pdf
Pays-Bas	● R	http://www.rijksoverheid.nl/onderwerpen/natuur-en-biodiversiteit/documenten-en-publicaties/notas/2014/04/11/natuurlijk-verder.html https://www.rijksoverheid.nl/documenten/publicaties/2013/10/31/beleidsverkenning-natuurambitie-grote-wateren-2050-2010

Partie	Plan stratégique	Lien internet ou référence au plan d'action
République Tchèque	● R	Le Programme d'État du Conservation de la Nature et du Paysage pour 2010 - 2020 mis à jour et approuvé par le gouvernement de la République Tchèque en 2009. http://dataplan.info/img_upload/7bdb1584e3b8a53d337518d988763f8d/SP_ochrany_prirody_a_krajiny.pdf
Royaume-Uni	●	
Slovaquie	● R	Stratégie nationale d'adaptation au changement climatique; Stratégie nationale de la biodiversité et Plan d'action pour la mise en œuvre de la Stratégie de la biodiversité à l'horizon 2020; Conservation de la Nature et Politique de protection des paysages à l'horizon 2025 (en cours de développement).
Slovénie	○	
Soudan	□ R	Mobilisation des ressources de la biodiversité 2015-2020 et évaluation économique des écosystèmes et la de biodiversité 2013
Suède	○	
Suisse	□ R	Stratégie Suisse de la Biodiversité définit 10 objectifs à atteindre d'ici à 2020, y compris la «mise en œuvre d'une infrastructure écologique composée d'aires protégée et réseau d'aires protégées». Un «Plan d'action sur la mise en œuvre de la Stratégie Suisse de la Biodiversité » est actuellement en préparation. http://www.sib.admin.ch/en/convention-on-biodiversity/national-implementation/national-biodiversity-strategy/index.html
Swaziland	● R	Cela fait partie de la SPANB révisé
Syrie	○	
Tunisie	○	
Ukraine	● R	Réseau écologique national est en évolution permanente "Le Tout-Etat Programme de formation de réseau écologique national d'Ukraine pour 2000-2015"

Tableau 16. Réponses des Parties relatives à la présence d'un système mis en place pour la collecte des données recueillies, qui couvre toutes les espèces figurant au Tableau 1 de l'Accord (Q28) (Oui = ●; Non = ○; Aucune réponse = '-').

Partie	Système établi	Partie	Système établi
Afrique du Sud	●	Mali	●
Albanie	○	Maroc	●
Algérie	○	Moldavie	●
Allemagne	●	Monténégro	○
Belgique	●	Nigeria	○
Bulgarie	●	Norvège	●
Chypre	●	Ouganda	●
Croatie	●	Pays-Bas	●
Danemark	●	République Tchèque	●
Estonie	●	Royaume-Uni	○
Ethiopie	○	Slovaquie	●
France	●	Slovénie	●
Ghana	○	Soudan	-
Hongrie	●	Suède	●
Italie	●	Suisse	●
Kenya	●	Swaziland	○
Lettonie	●	Syrie	○
Libye	●	Tunisie	●
Luxembourg	●	Ukraine	●
Madagascar	●		

Tableau 17. Parties n'ayant pas entièrement éliminé (ou pas du tout) l'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides, et si elles ont mis en place et publié un calendrier pour une interdiction totale. (Q29) (Entièrement = ●; partiellement = ■; no = ○; oui = □; pas de réponse = '-'; pas applicable = N / A).

Partie	Grenaille de plomb supprimée	Calendrier introduit pour l'interdiction totale de la grenaille de plomb
Afrique du Sud	○	○
Albanie	○	○
Algérie	○	○
Allemagne	■	○
Belgique	●	N/A
Bulgarie	●	N/A
Croatie	●	N/A
Chypre	●	N/A
Danemark	●	N/A
Estonie	●	N/A
France	●	N/A
Ghana	○	○
Hongrie	●	N/A
Italie	■	○
Lettonie	■	○
Libye	○	○
Luxembourg	●	N/A
Mali	●	N/A
Maroc	○	○
Moldavie	■	-
Monténégro	○	○
Norvège	●	N/A
Pays-Bas	●	N/A
République Tchèque	●	N/A
Royaume-Uni	●	N/A
Slovaquie	●	N/A
Slovénie	○	○
Soudan	■	-
Suède	●	N/A
Suisse	■	●
Swaziland	●	N/A
Syrie	○	○
Tunisie	○	○
Ukraine	○	○

Tableau 18. Réponses des Parties concernant les mesures en place pour réduire / éliminer les prélèvements illégaux et l'efficacité de ces mesures (Q30) (Oui = ●; Non = ○; haut = ↑; Modéré = ↗; Faible = ↓; Non applicable; N / A).

Partie	Mesures en place pour réduire / éliminer les prélèvements illégaux	Efficacité des mesures pour réduire / éliminer les prélèvements illégaux
Afrique du Sud	●	↕
Albanie	●	↓
Algérie	●	↗
Allemagne	●	↑
Belgique	●	↑
Bulgarie	●	↓
Chypre	●	↗
Croatie	●	↗
Danemark	●	↑
Estonie	●	↗
Ethiopie	●	↗
France	●	↑
Ghana	●	↓
Hongrie	●	↑
Italie	●	↗
Kenya	●	↑
Lettonie	●	↕
Libye	●	↓
Luxembourg	○	N/A
Madagascar	●	↗
Mali	●	↗
Maroc	●	↗
Moldavie	●	↗
Monténégro	●	↓
Nigeria	●	↓
Norvège	●	↑
Ouganda	●	↗
Pays-Bas	●	↗
République Tchèque	●	↑
Royaume-Uni	●	Outre
Slovaquie	●	↗
Slovénie	●	↑
Soudan	●	↗
Suède	●	↑
Suisse	●	↑
Swaziland	●	↑
Syrie	○	N/A
Tunisie	●	↓
Ukraine	●	↗

Tableau 19. Réponses des Parties quant à savoir si oui ou non elles considèrent les bonnes pratiques et les codes de conduite comme une priorité, si les codes ou normes juridiquement contraignantes sont en place, et ce qu'ils couvrent (Q30) (Oui = ●; Non = ○; aucune réponse = '-'; couverte par les codes / normes = ✓).

Partie	Priorité	En place	Plans de gestion de la chasse	Test d'aptitude	Affiliation au Club	Autres
Afrique du Sud	●	○				
Albanie	●	○				
Algérie	●	●	✓	✓	✓	
Allemagne	●	●	✓			
Belgique	●	●	✓	✓		✓
Bulgarie	-	-				
Chypre	-	-				
Croatie	●	●	✓	✓	✓	
Danemark	●	●		✓		✓
Estonie	●	○	✓	✓		
Ethiopie	●	●		✓		
France	○	-				
Ghana	○	-				
Hongrie	●	●	✓	✓	✓	✓
Italie	○	-				
Kenya	-	-				
Lettonie	●	●		✓		
Libye	-	-				
Luxembourg	●	○				
Madagascar	●	●	✓			
Mali	●	○				
Maroc	●	●	✓	✓		✓
Moldavie	-	-				
Monténégro	○	-				
Nigeria	○	-				
Norvège	●	●				✓
Ouganda	●	●	✓	✓	✓	
Pays-Bas	●	●	✓	✓	✓	✓
République Tchèque	○	-				
Royaume-Uni	-	-				
Slovaquie	●	●	✓	✓	✓	✓
Slovénie	○	-				
Soudan	○	-				
Suède	●	●		✓		✓
Suisse	●	●		✓		✓
Swaziland	○	-				
Syrie	●	●		✓	✓	✓
Tunisie	●	○				
Ukraine	○	-				

Tableau 20. Réponses des Parties concernant l'introduction de restrictions sur l'utilisation des plombs de pêche (Q33) (Oui = ●; no = ○; pas de réponse = '-').

Partie	Restrictions sur l'utilisation des plombs de pêche	Partie	Restrictions sur l'utilisation des plombs de pêche
Afrique du Sud	○	Mali	○
Albanie	○	Maroc	○
Algérie	○	Moldavie	○
Allemagne	○	Monténégro	○
Belgique	○	Nigeria	○
Bulgarie	○	Norvège	○
Chypre	-	Ouganda	○
Croatie	○	Pays-Bas	○
Danemark	●	Rép. Tchèque	○
Estonie	○	Royaume-Uni	●
Ethiopie	○	Slovaquie	○
France	○	Slovénie	○
Ghana	○	Soudan	○
Hongrie	○	Suède	○
Italie	○	Suisse	○
Kenya	-	Swaziland	●
Lettonie	○	Syrie	○
Libye	○	Tunisie	○
Luxembourg	○	Ukraine	○
Madagascar	●		

Tableau 21. Réponses des Parties concernant la législation qui prévoit des EES/EIE pour les activités ayant potentiellement une incidence négative sur les habitats naturels ou les animaux sauvages (Q34) (en place et mis en œuvre = ●; en place, mais pas mis en œuvre = ■; en développement = ○; no = ○; aucune réponse = '-').

Partie	Législation qui prévoit des EES/EIE	Partie	Législation qui prévoit des EES/EIE
Afrique du Sud	●	Mali	●
Albanie	●	Maroc	●
Algérie	●	Moldavie	○
Allemagne	●	Monténégro	●
Belgique	●	Nigeria	●
Bulgarie	●	Norvège	●
Chypre	●	Ouganda	●
Croatie	●	Pays-Bas	●
Danemark	●	Rép. Tchèque	●
Estonie	●	Royaume-Uni	●
Ethiopie	●	Slovaquie	●
France	●	Slovénie	●
Ghana	●	Soudan	-
Hongrie	●	Suède	●
Italie	●	Suisse	●
Kenya	●	Swaziland	●
Lettonie	●	Syrie	●
Libye	●	Tunisie	■
Luxembourg	●	Ukraine	●
Madagascar	●		

Tableau 22. Réponses des Parties concernant l'utilisation des EES/EIE pour tous les projets pertinents pour évaluer l'impact des projets sur les espèces d'oiseaux d'eau migratoires figurant au Tableau 1 et/ou des habitats/sites dont ils dépendent (Q35) (Oui, tous les projets proposés = ●; partiellement (certains projets uniquement) = ■; pas (pas) = ○; pas de réponse = '-').

Partie	Utilisation des EES/EIE pour les projets pertinents
Afrique du Sud	●
Albanie	●
Algérie	●
Allemagne	●
Belgique	●
Bulgarie	●
Chypre	●
Croatie	●
Danemark	○
Estonie	●
Ethiopie	●
France	●
Ghana	●
Hongrie	●
Italie	●
Kenya	●
Lettonie	●
Libye	●
Luxembourg	●
Madagascar	●
Mali	●
Maroc	●
Moldavie	●
Monténégro	●
Nigeria	●
Norvège	●
Ouganda	●
Pays-Bas	●
République Tchèque	●
Royaume-Uni	●
Slovaquie	●
Slovénie	■
Soudan	●
Suède	●
Suisse	●
Swaziland	●
Syrie	■
Tunisie	■
Ukraine	●

Tableau 23: Réponses des Parties concernant la consultation régulière des parties prenantes concernées afin de surveiller conjointement les impacts des lignes électriques sur les oiseaux d'eau et de se mettre d'accord sur une politique commune de l'action (Q37.1): établissement de données de base de référence sur les oiseaux d'eau aussi tôt que possible dans la planification des projets de lignes électriques sur une période d'au moins cinq ans, et avec un accent particulier sur les espèces connues pour être vulnérables; et, le cas identifié, si des efforts ont été faits pour éviter les risques (Q37.2); la désignation de l'emplacement, le parcours et la direction de nouvelles lignes électriques, basée sur les cartes nationales, et l'évitement des principales voies de migration et des habitats importants où la construction est susceptible d'avoir des effets significatifs sur les oiseaux d'eau (de Q37.3); l'utilisation de design sécurisés pour les oiseaux dans la construction de nouvelles infrastructures d'énergie, y compris les mesures visant à réduire l'électrocution et les collisions (Q37.4); la modification des tronçons de lignes électriques causant un taux de blessures/mortalité élevé pour les oiseaux d'eau (Q37.5); le suivi et l'évaluation de l'impact des lignes électriques sur les populations d'oiseaux d'eau, et de l'efficacité des mesures d'atténuation afin de minimiser l'impact (Q37.6); l'inclusion de mesures contenues dans la Résolution 5.11. dans les SPANB et la législation pertinente (Q37.7) (Oui = ●; no = ○; pas de réponse = '-').

Partie	Q37.1 Consultation des parties prenantes concernées	Q37.2 Données de base utilisées dans la planification des projets de lignes électriques	Q37.3 Emplacement, le parcours et la direction de nouvelles lignes électriques	Q37.4 Utilisation de design sécurisés pour les oiseaux	Q37.5 Modification des tronçons de lignes électriques problématiques	Q37.6 Suivi et l'évaluation de l'impact des lignes électriques	Q37.7 Inclusion de mesures contenues dans la législation
Afrique du Sud	●	●	●	●	●	●	○
Albanie	●	●	○	○	○	○	○
Algérie	○	●	●	●	○	●	○
Allemagne	●	●	●	●	●	●	●
Belgique	●	●	●	●	●	○	○
Bulgarie	-	-	○	-	●	-	-
Chypre	-	-	-	-	-	-	-
Croatie	○	○	●	●	○	○	○
Danemark	○	○	○	●	○	○	○
Estonie	○	○	●	●	○	○	○
Ethiopie	●	●	●	○	○	●	●
France	●	○	●	○	●	○	●
Ghana	●	●	●	●	●	○	○
Hongrie	●	○	●	●	●	●	○
Italie	●	○	●	●	●	○	○
Kenya	●	●	●	-	○	○	●
Lettonie	●	○	●	●	●	○	○
Libye	●	○	○	○	○	○	○
Luxembourg	○	○	●	●	●	○	●
Madagascar	○	○	○	○	○	○	○
Mali	○	○	○	○	○	○	○
Maroc	●	●	●	●	○	○	●
Moldavie	●	○	-	○	○	○	-
Monténégro	●	●	○	●	○	○	●
Nigeria	●	○	○	●	●	○	○
Norvège	○	○	●	●	●	○	○
Ouganda	○	○	○	○	○	●	○
Pays-Bas	○	●	●	●	●	○	●

	Q37.1	Q37.2	Q37.3	Q37.4	Q37.5	Q37.6	Q37.7
Partie	Consultation des parties prenantes concernées	Données de base utilisées dans la planification des projets de lignes électriques	Emplacement, le parcours et la direction de nouvelles lignes électriques	Utilisation de design sécurisés pour les oiseaux	Modification des tronçons de lignes électriques problématiques	Suivi et l'évaluation de l'impact des lignes électriques	Inclusion de mesures contenues dans la législation
République Tchèque	○	○	○	●	●	○	●
Royaume-Uni	○	●	○	●	●	○	○
Slovaquie	●	●	●	●	●	●	●
Slovénie	○	●	●	●	●	○	○
Soudan	●	○	●	●	●	●	○
Suède	○	○	●	●	○	○	○
Suisse	●	●	●	●	○	○	○
Swaziland	○	○	○	●	○	○	●
Syrie	●	○	○	○	○	○	●
Tunisie	○	○	○	●	○	○	-
Ukraine	●	○	●	●	○	○	●

Tableau 24: Réponses des Parties concernant la mise en œuvre de la Résolution 5.16 sur les énergies renouvelables et les oiseaux d'eau migrateurs (39,1, 39,3 à 4, de 39,6 à 7) (Oui = ●; no = ○; pas de réponse = '-'; pas applicable = N / A).

Partie	Q39.1 Cartographie nationale des zones sensibles	Q39.3 Surveillance post-construction	Q39.4 Compensation pour les dommages à la biodiversité	Q39.6 Mesures pour évaluer, identifier et réduire les impacts négatifs potentiels de la production de biodiesel	Q39.7 Mesures contenues dans la Résolution 5.11. dans les SPANB
Afrique du Sud	●	●	●		
Albanie	○	○	○	○	○
Algérie	○	○	○	○	○
Allemagne	●	●	●	●	●
Belgique	●	●	●	○	●
Bulgarie	●	-	-	-	-
Chypre	-	-	-	-	-
Croatie	●	●	N/A	○	○
Danemark	○	●	○	N/A	○
Estonie	●	●	N/A	○	○
Ethiopie	○	●	○	●	●
France	●	○	●	○	●
Ghana	○	●	○	○	○
Hongrie	●	●	N/A	○	○
Italie	○	○	N/A	○	●
Kenya	●	●	●	N/A	●
Lettonie	●	○	○	○	○
Libye	○	N/A	N/A	N/A	○
Luxembourg	●	●	N/A	N/A	○
Madagascar	○	●	●	N/A	○
Mali	○	○	○	●	○
Maroc	●	●	N/A	○	●
Moldavie	○	○	○	○	
Monténégro	○	N/A	N/A	N/A	○
Nigeria	○	●	N/A	N/A	○
Norvège	○	●	N/A	○	●
Ouganda	○	○	●		●
Pays-Bas	●	●	N/A	○	○
République Tchèque	●	○	○	○	●
Royaume-Uni	○	●	○	○	○
Slovaquie	●	●	●	N/A	●
Slovénie	●	●	N/A	○	●
Soudan	●	○	○	○	●
Suède	●	○	●	●	○
Suisse	●	○	●	●	●
Swaziland	○	●	N/A	○	●
Syrie	●	○	○	○	○
Tunisie	○	●		N/A	
Ukraine	○	○	○	○	●

Tableau 25: Réponses des Parties concernant les risques des prises accidentelles d'oiseaux d'eau dans les équipements de pêche (Q40); et si des mesures ont été adoptées/appliquées pour réduire les captures accidentelles d'oiseaux de mer et combattre les pratiques de pêche INN (Q41) (Oui = ●; no = ○; aucune information disponible = N/A; pas applicable = N / A; aucune réponse '-').

	Q40	Q41
Partie	Prises accidentelles d'oiseaux d'eau dans les équipements de pêche	Adoption/Application de mesures pour réduire les captures accidentelles d'oiseaux de mer et combattre les pratiques de pêche INN
Afrique du Sud	●	●
Albanie	N/A	○
Algérie	●	●
Allemagne	●	●
Belgique	●	●
Bulgarie	N/A	○
Chypre	N/A	N/A
Croatie	●	N/A
Danemark	●	N/A
Estonie	●	●
Ethiopie	N/A	○
France	●	●
Ghana	○	○
Hongrie	N/A	N/A
Italie	●	○
Kenya	○	○
Lettonie	●	●
Libye	N/A	N/A
Luxembourg	N/A	N/A
Madagascar	●	●
Mali	●	N/A
Maroc	N/A	○
Moldavie	○	N/A
Monténégro	N/A	○
Nigeria	N/A	N/A
Norvège	●	●
Ouganda	N/A	○
Pays-Bas	●	●
République Tchèque	N/A	N/A
Royaume-Uni	●	●
Slovaquie	N/A	N/A
Slovénie	○	●
Soudan	○	○
Suède	●	○
Suisse	○	-
Swaziland	○	N/A
Syrie	N/A	N/A
Tunisie	●	○
Ukraine	●	●

Tableau 26. Réponses des Parties concernant la mise en œuvre de la Résolution 5.12 sur les effets indésirables des produits agrochimiques sur les oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique (42.1-4: applicables seulement aux Parties contractantes en Afrique). (Oui = ● (ou «oui et mis en œuvre» pour Q.42.1); no = ○; pas de réponse = '-').

Question:	Q42.1	Q42.2	Q42.3	Q42.4
Partie	Développement et mise en œuvre de réglementations sur le commerce et l'application de composés agrochimiques	Prise en compte des fuites provenant de l'agriculture et affectant les écosystèmes aquatiques	Mesures prises pour contrôler ou réduire l'utilisation d'avicides	Mise en œuvre des activités d'éducation et de formation sur la bonne utilisation de produits agrochimiques
Afrique du Sud	●	●	○	●
Algérie	●	●	●	○
Ethiopie	●	●	○	●
Ghana	●	●	○	●
Kenya	●	●	-	●
Libye	○	○	-	-
Madagascar	●	●	○	●
Mali	●	●	●	●
Maroc	●	○	●	○
Nigeria	○	○	○	●
Ouganda	-		-	-
Soudan	-	●	●	○
Swaziland	○	○	○	○
Tunisie	●	●	●	●

Tableau 27. Réponses des Parties avec des programmes de surveillance des oiseaux d'eau sur la période couverte par les programmes et dans quelle mesure, par Partie (Q43) (Entièrement = ●; Partiellement = ■; Pas de programmes = ○; Pas de réponse = '-').

Partie	Période reproduction	Période de passage/migration	Période hors reproduction/hiver
Afrique du Sud	●	●	●
Albanie	■	■	●
Algérie	■	■	●
Allemagne	■	■	■
Belgique	●	■	●
Bulgarie	●	●	●
Chypre	●	■	●
Croatie	■	■	■
Danemark	■	■	■
Estonie	●	■	●
Ethiopie	■	■	■
France	■	■	■
Ghana	■	■	○
Hongrie	■	■	●
Italie	■	■	●
Kenya	■	■	●
Lettonie	■	■	■
Libye	■	■	●
Luxembourg	■	■	■
Madagascar	●	●	●
Mali	○	●	○
Maroc	■	○	●
Moldavie	■	○	■
Monténégro	-	-	-
Nigeria	■	○	●
Norvège	●	○	●
Ouganda	○	●	●
Pays-Bas	●	●	●
République Tchèque	●	■	●
Royaume-Uni	■	●	●
Slovaquie	■	■	●
Slovénie	●	■	●
Soudan	-	-	-
Suède	■	■	■
Suisse	●	●	●
Swaziland	■	■	■
Syrie	■	■	■
Tunisie	■	■	■
Ukraine	■	■	■

Tableau 28. Réponses des Parties concernant la fourniture d'un soutien, technique ou financier, aux autres Parties ou États de l'aire pour la conception de systèmes et le développement de leur capacité de surveillance visant à recueillir des données fiables sur les populations d'oiseaux d'eau (Q44) (Oui = ●; soutien ; en considération = □; Non = ○; Aucune réponse = '-').

Partie	A fourni un support aux autres Parties	Partie	A fourni un support aux autres Parties
Afrique du Sud	●	Mali	○
Albanie	○	Maroc	○
Algérie	●	Moldavie	-
Allemagne	●	Monténégro	○
Belgique	○	Nigeria	○
Bulgarie	○	Norvège	●
Chypre	-	Ouganda	○
Croatie	○	Pays-Bas	●
Danemark	○	République Tchèque	○
Estonie	●	Royaume-Uni	●
Ethiopie	○	Slovaquie	○
France	●	Slovénie	○
Ghana	○	Soudan	○
Hongrie	○	Suède	○
Italie	○	Suisse	●
Kenya	○	Swaziland	○
Lettonie	○	Syrie	○
Libye	□	Tunisie	●
Luxembourg	●	Ukraine	○
Madagascar	○		

Tableau 29. Réponses des Parties sur la mise en place de programmes de recherche dans leur pays au cours des 5 dernières années pour répondre aux priorités de conservation des oiseaux d'eau, conformément aux stratégies/plans de l'AEWA (Q46) et les Parties fournissant des références sur la recherche sur les oiseaux d'eau et leur conservation qui a été entreprise ou publiée au cours de la dernière période triennale (Q47 (Oui = ●; Non = ○; Aucune réponse = '-'; R = référence fournie).

Partie	Recherche entreprise	Partie	Recherche entreprise
Afrique du Sud	- R	Mali	● R
Albanie	● R	Maroc	● R
Algérie	● R	Moldavie	- R
Allemagne	● R	Monténégro	● R
Belgique	○ R	Nigeria	● R
Bulgarie	● R	Norvège	- R
Chypre	- R	Ouganda	● R
Croatie	● R	Pays-Bas	● R
Danemark	○ R	République Tchèque	● R
Estonie	● R	Royaume-Uni	● R
Ethiopie	● R	Slovaquie	● R
France	● R	Slovénie	○ R
Ghana	● R	Soudan	○ R
Hongrie	○ R	Suède	○ R
Italie	○ R	Suisse	● R
Kenya	● R	Swaziland	●
Lettonie	○ R	Syrie	● R
Libye	● R	Tunisie	○
Luxembourg	○ R	Ukraine	● R
Madagascar	● R		

Tableau 30. Réponses des Parties concernant la fourniture par le gouvernement de fonds et/ou de soutien logistique pour le Recensement international des oiseaux au niveau international ou national (Q48) (Oui = ●; Non = ○; Aucune réponse = '-').

Partie	Support national	Support international
Afrique du Sud	●	○
Albanie	○	○
Algérie	●	●
Allemagne	●	○
Belgique	○	○
Bulgarie	●	○
Chypre	●	○
Croatie	○	○
Danemark	●	●
Estonie	●	●
Ethiopie	●	○
France	●	●
Ghana	○	○
Hongrie	●	○
Italie	●	○
Kenya	●	○
Lettonie	○	○
Libye	●	○
Luxembourg	●	○
Madagascar	○	○

Partie	Support national	Support international
Mali	○	○
Maroc	●	○
Moldavie	○	○
Monténégro	●	○
Nigeria	○	○
Norvège	●	●
Ouganda	○	○
Pays-Bas	●	●
République Tchèque	○	○
Royaume-Uni	●	●
Slovaquie	●	○
Slovénie	●	○
Soudan	●	●
Suède	●	○
Suisse	●	●
Swaziland	○	○
Syrie	○	○
Tunisie	●	○
Ukraine	●	●

Tableau 31. Réponses des Parties concernant la recherche sur l'impact des plombs de pêche sur les oiseaux d'eau dans leur pays (Q49) (Oui = ●; Plans de recherche = 'P'; n = ○; Aucune réponse = '-').

Partie	Recherche entreprise
Afrique du Sud	-
Albanie	○
Algérie	○
Allemagne	○
Belgique	○
Bulgarie	○
Chypre	-
Croatie	○
Danemark	○
Estonie	○
Ethiopie	○ P
France	○ P
Ghana	○
Hongrie	○
Italie	○
Kenya	○ P
Lettonie	○
Libye	○
Luxembourg	○
Madagascar	○

Partie	Recherche entreprise
Mali	○
Maroc	○
Moldavie	○
Monténégro	○
Nigeria	○
Norvège	○
Ouganda	○
Pays-Bas	○
République Tchèque	○
Royaume-Uni	●
Slovénie	○
Slovaquie	○ P
Soudan	○
Suède	○
Suisse	○
Swaziland	○
Syrie	○ P
Tunisie	○
Ukraine	○

Tableau 32. Réponses des Parties sur les programmes de sensibilisation et de compréhension sur la conservation des oiseaux d'eau et sur l'AEWA développés et mis en œuvre (Q50) (Oui, mis en œuvre = ●; en développement = ■; Non = ○; = Autres ◇.

Partie	Programme mis en œuvre
Afrique du Sud	○
Albanie	●
Algérie	●
Allemagne	●
Belgique	●
Bulgarie	○
Chypre	●
Croatie	○
Danemark	○
Estonie	◇
Ethiopie	◇
France	○
Ghana	●
Hongrie	●
Italie	◇
Kenya	●
Lettonie	○
Libye	●
Luxembourg	■
Madagascar	●

Partie	Programme mis en œuvre
Mali	●
Maroc	●
Moldavie	●
Monténégro	○
Nigeria	●
Norvège	◇
Ouganda	○
Pays-Bas	●
République Tchèque	■
Royaume-Uni	◇
Slovénie	●
Slovaquie	■
Soudan	●
Suède	◇
Suisse	◇
Swaziland	●
Syrie	●
Tunisie	●
Ukraine	◇

Tableau 33. Réponses Partie sur la nomination du point focal national de l'AEWA pour la communication, éducation et sensibilisation du public (CESP) (Q51); Les répondants «oui à la Q51: si le point focal national CESP fait parti du gouvernement ou du secteur non gouvernemental; si le point focal CESP de l'AEWA a commencé à coordonner la mise en œuvre nationale de la stratégie de communication et/ou soutenu le processus de révision de la stratégie de communication; description des Parties de la coopération entre le point focal CESP de l'AEWA désigné et le point focal de Ramsar (Oui = ●; Non = ○; Aucune réponse = '-'; gouvernement =>; non gouvernemental = ^).

Partie	Point Focal CESP nommé	Gouvernement/secteur non gouvernemental	Implémentation/révision de la Stratégie de Communication	Niveau de coopération
Afrique du Sud	●	^	●	Moyen
Albanie	○			
Algérie	●	>	●	Très étroite
Allemagne	●	>	○	Moyen
Belgique	○			
Bulgarie	○			
Chypre	-			
Croatie	○			
Danemark	○			
Estonie	○			
Ethiopie	○			
France	○			
Ghana	●	>	○	Même personne
Hongrie	○			
Italie	○			
Kenya	●	>	○	Très étroite
Lettonie	○			
Libye	○			
Luxembourg	●	>	●	Moyen
Madagascar	●	^	○	Moyen
Mali	●	>	○	Très étroite
Maroc	●	^	○	Très étroite
Moldavie	-			
Monténégro	○			
Nigeria	●	>	○	Moyen
Norvège	○			
Ouganda	●	>	○	Moyen
Pays-Bas	●	>	○	Aucun
République Tchèque	○			
Royaume-Uni	○			
Slovaquie	○			
Slovénie	○			
Soudan	-			
Suède	○			
Suisse	●	>	●	Même personne
Swaziland	●	>	○	Très étroite
Syrie	○			
Tunisie	○			
Ukraine	●	^	○	Moyen

Tableau 34. Réponses des Parties quant à savoir si des mesures ont été prises pour mettre en œuvre les dispositions relatives à «l'éducation et à l'information" dans le Plan d'action de l'AEWA au cours de la dernière période triennale (Q52) (Oui = ●; Non = ○; Aucune réponse = '- ').

Partie	Mesures entreprises	Partie	Mesures entreprises
Afrique du Sud	●	Mali	●
Albanie	○	Maroc	○
Algérie	●	Moldavie	-
Allemagne	○	Monténégro	○
Belgique	●	Nigeria	●
Bulgarie	●	Norvège	○
Chypre	-	Ouganda	○
Croatie	○	Pays-Bas	○
Danemark	○	République Tchèque	○
Estonie	●	Royaume-Uni	●
Ethiopie	●	Slovaquie	●
France	○	Slovénie	●
Ghana	●	Soudan	-
Hongrie	○	Suède	○
Italie	●	Suisse	○
Kenya	●	Swaziland	○
Lettonie	○	Syrie	○
Libye	○	Tunisie	○
Luxembourg	○	Ukraine	●
Madagascar	○		

Tableau 35. Réponses des parties quant à savoir si les programmes nationaux de formation ont été organisés pour le personnel chargé de mettre en œuvre l'AEWA (Q52a) (Oui = ●; ○ Non =). (efficacité des mesures indiquée entre parenthèses: Modérée = 2, Haute = 3)

Partie	Programmes nationaux de formation organisés	Partie	Programmes nationaux de formation organisés
Afrique du Sud	○	Maroc	N/A
Albanie	N/A	Mali	● (3)
Algérie	● (3)	Moldavie	N/A
Allemagne	N/A	Monténégro	N/A
Belgique	○	Nigeria	● (2)
Bulgarie	○	Norvège	N/A
Chypre	N/A	Ouganda	N/A
Croatie	N/A	Pays-Bas	N/A
Danemark	N/A	République Tchèque	N/A
Estonie	○	Royaume-Uni	○
Ethiopie	● (2)	Slovaquie	○
France	N/A	Slovénie	○
Ghana	● (2)	Soudan	N/A
Hongrie	N/A	Suède	N/A
Italie	● (2)	Suisse	N/A
Kenya	● (2)	Swaziland	N/A
Lettonie	N/A	Syrie	N/A
Libye	N/A	Tunisie	N/A
Luxembourg	N/A	Ukraine	○
Madagascar	N/A		

Tableau 36. Réponses des Parties quant à savoir si les programmes de formation et de matériaux ont été développés en coopération avec d'autres Parties et/ou le Secrétariat de l'Accord (Q52B) (Oui = ●; Non = ○; Aucune réponse = '-') (efficacité des mesures indiquée entre parenthèses: faible = 1, modérée = 2, haute = 3, autre = 0).

Partie	Programmes de formation et matériel développés	Partie	Programmes de formation et matériel développés
Afrique du Sud	○	Mali	● (2/0)
Albanie	N/A	Maroc	N/A
Algérie	● (0)	Moldavie	N/A
Allemagne	N/A	Monténégro	N/A
Belgique	○	Nigeria	○
Bulgarie	-	Norvège	N/A
Chypre	N/A	Ouganda	N/A
Croatie	N/A	Pays-Bas	N/A
Danemark	N/A	République Tchèque	N/A
Estonie	○	Royaume-Uni	○
Ethiopie	● (2/0)	Slovaquie	○
France	N/A	Slovénie	○
Ghana	● (1/0)	Soudan	N/A
Hongrie	N/A	Suède	N/A
Italie	● (2/0)	Suisse	N/A
Kenya	● (2/0)	Swaziland	N/A
Lettonie	N/A	Syrie	N/A
Libye	N/A	Tunisie	N/A
Luxembourg	N/A	Ukraine	● (2)
Madagascar	N/A		

Tableau 37. Réponses des Parties quant à savoir si l'information et les ressources de formation relatives à l'AEWA ont été échangées avec d'autres Parties et/ou partagées avec le Secrétariat de l'Accord (de Q52c) (Oui = ●; Non = ○; Aucune réponse = '-') (efficacité des mesures indiquée entre parenthèses: faible = 1, modérée = 2, haute = 3, autre = 0).

Partie	Information et les ressources de formation échangées	Partie	Information et les ressources de formation échangées
Afrique du Sud	○	Mali	● (2)
Albanie	N/A	Maroc	N/A
Algérie	-	Moldavie	N/A
Allemagne	N/A	Monténégro	N/A
Belgique	○	Nigeria	○
Bulgarie	-	Norvège	N/A
Chypre	N/A	Ouganda	N/A
Croatie	N/A	Pays-Bas	N/A
Danemark	N/A	République Tchèque	N/A
Estonie	○	Royaume-Uni	● (0)
Ethiopie	● (2)	Slovaquie	○
France	N/A	Slovénie	○
Ghana	○	Soudan	N/A
Hongrie	N/A	Suède	N/A
Italie	● (2/0)	Suisse	N/A
Kenya	○	Swaziland	N/A
Lettonie	N/A	Syrie	N/A
Libye	N/A	Tunisie	N/A
Luxembourg	N/A	Ukraine	● (2/0)
Madagascar	N/A		

Tableau 38. Réponses des Parties à la question de savoir si elles avaient mis en œuvre des campagnes de sensibilisation de la population à la conservation des oiseaux d'eau et à l'AEWA et à la compréhension de ces sujets ? (Q33) (Oui = ●; Non = ○; Pas de réponse = '-'). (efficacité des mesures indiquée entre parenthèses: Faible = 1, modérée = 2, haute = 3, Autres = O).

Partie	Campagnes de sensibilisation conduites	Partie	Campagnes de sensibilisation conduites
Afrique du Sud	● (3/O)	Mali	● (1/O)
Albanie	N/A	Maroc	N/A
Algérie	-	Moldavie	N/A
Allemagne	N/A	Monténégro	N/A
Belgique	● (O)	Nigeria	● (2/O)
Bulgarie	● (O)	Norvège	N/A
Chypre	N/A	Ouganda	N/A
Croatie	N/A	Pays-Bas	N/A
Danemark	N/A	République Tchèque	N/A
Estonie	● (O)	Royaume-Uni	● (O)
Ethiopie	○	Slovaquie	● (1)
France	N/A	Slovénie	● (O)
Ghana	○	Soudan	N/A
Hongrie	N/A	Suède	N/A
Italie	● (2)	Suisse	N/A
Kenya	○	Swaziland	N/A
Lettonie	N/A	Syrie	N/A
Libye	N/A	Tunisie	N/A
Luxembourg	N/A	Ukraine	● (2)
Madagascar	N/A		

Tableau 39. Réponses des parties à la question de savoir si des activités avaient été réalisées pour la Journée mondiale des oiseaux migrateurs (JMOM) au cours de la dernière période triennale (Q53) (Oui = ●; Non = ○; Aucune réponse = '-').

Partie	Activités pour la Journée Mondiale des Oiseaux Migrateurs	Partie	Activités pour la Journée Mondiale des Oiseaux Migrateurs
Afrique du Sud	●	Mali	●
Albanie	●	Maroc	●
Algérie	●	Moldavie	-
Allemagne	●	Monténégro	●
Belgique	●	Nigeria	●
Bulgarie	-	Norvège	●
Chypre	-	Ouganda	●
Croatie	●	Pays-Bas	●
Danemark	○	République Tchèque	●
Estonie	●	Royaume-Uni	○
Ethiopie	●	Slovaquie	●
France	●	Slovénie	●
Ghana	●	Soudan	●
Hongrie	○	Suède	●
Italie	●	Suisse	●
Kenya	●	Swaziland	○
Lettonie	●	Syrie	●
Libye	●	Tunisie	●
Luxembourg	-	Ukraine	●
Madagascar	●		

Tableau 40. Réponses des parties à savoir si un financement et / ou un autre type de soutien avait été fournis, le cas échéant (i.e. expertise, réseau, compétences et ressources) pour la mise en œuvre de la stratégie de communication de l'AEWA (Q54); les répondants « oui » à la Q54: si ce soutien financier a été à l'échelle nationale ou internationale; si les Parties ont fourni un financement ou un soutien envers la mise en œuvre des activités de communication prioritaires figurant dans le Plan stratégique

Partie	Financement et/ou soutien fourni vers la mise en œuvre de la stratégie de communication de l'AEWA	Financement ou soutien aux niveaux national et international	Financement ou soutien fournis pour la mise en œuvre des activités prioritaires de communication	Financement ou soutien fournis pour le processus de révision de la Stratégie de Communication
Afrique du Sud	●	Les deux	○	○
Albanie	○			
Algérie	○			
Allemagne	●	National	○	○
Belgique	○			
Bulgarie	○			
Chypre	○			
Croatie	○			
Danemark	○			
Estonie	●	Les deux	○	○
Ethiopie	○			
France	○			
Ghana	○			
Hongrie	●	National	○	○
Italie	○			
Kenya	○			
Lettonie	○			
Libye	○			
Luxembourg	●	Les deux	○	○
Madagascar	○			
Mali	○			
Maroc	○			
Moldavie	○			
Monténégro	○			
Nigeria	○			
Norvège	○			
Ouganda	○			
Pays-Bas	○			
République Tchèque	○			
Royaume-Uni	○			
Slovénie	○			
Slovaquie	○			
Soudan	○			
Suède	○			
Suisse	○			
Swaziland	○			
Syrie	○			
Tunisie	●	Les deux	○	○
Ukraine	●	Les deux	○	○

2009-2017 de l'AEWA (Résolution 5.5); si les Parties ont fourni un financement ou soutien au processus de révision de la stratégie de communication (Oui= ●; Non= ○).

Tableau 41. Réponses des Parties à la question de savoir si elles avaient envisagé/étaient intéressées par la mise en place d'un Centre régional d'échange d'informations sur l'AEWA (Q55) (Oui, a envisagé et est intéressée = ●; Oui, envisagé mais pas intéressée = ○; = ◆; Non, n'a pas encore envisagé = ■; Est en train d'envisager = ◇).

Partie	Intérêt pour accueillir un Centre régional d'échange sur l'AEWA	Partie	Intérêt pour accueillir un Centre régional d'échange sur l'AEWA
Afrique du Sud	●	Mali	◇
Albanie	■	Maroc	●
Algérie	■	Monténégro	■
Allemagne	●	Moldavie	■
Belgique		Nigeria	○
Bulgarie	■	Norvège	■
Chypre	■	Ouganda	■
Croatie	■	Pays-Bas	■
Danemark	■	République Tchèque	■
Estonie	○	Royaume-Uni	○
Ethiopie	●	Slovaquie	◇
France	■	Slovénie	■
Ghana	■	Soudan	■
Hongrie	■	Suède	■
Italie	■	Suisse	■
Kenya	■	Swaziland	◇
Lettonie	■	Syrie	■
Libye	■	Tunisie	■
Luxembourg	■	Ukraine	■
Madagascar	●		

Table 42. Réponses des Parties à la question de savoir si une formation CESP avait été conduite au cours de ces trois dernières années par du personnel formé dans le cadre du Programme de formation des formateurs - Applicable uniquement pour les pays dans les régions où des programmes de formation de formateurs ont eu lieu (Q56) (Oui = ●; Non = ○; Prévus = ■).

Partie	Personnel formé a conduit des formations CESP	Partie	Personnel formé a conduit des formations CESP
Afrique du Sud	○	Mali	N/A
Albanie	N/A	Maroc	N/A
Algérie	N/A	Moldavie	N/A
Allemagne	N/A	Monténégro	N/A
Belgique	N/A	Nigeria	N/A
Bulgarie	N/A	Ouganda	N/A
Chypre	N/A	Pays-Bas	N/A
Croatie	N/A	République Tchèque	N/A
Danemark	N/A	Royaume-Uni	○
Estonie	N/A	Norvège	N/A
Ethiopie	●	Slovaquie	N/A
France	N/A	Slovénie	○
Ghana	N/A	Soudan	■
Hongrie	N/A	Suède	N/A
Italie	N/A	Suisse	N/A
Kenya	■	Swaziland	N/A
Lettonie	N/A	Syrie	N/A
Libye	N/A	Tunisie	○
Luxembourg	N/A	Ukraine	N/A
Madagascar	N/A		

Tableau 43. Réponses des parties aux questions relatives à l'encouragement des Parties non contractantes à ratifier l'Accord (Q57); support / développement de projets de coopération internationale (Q58); contribution au Fonds de petites subventions de l'AEWA (de Q59); don de financement ou de soutien en nature (Q60); mécanisme de coordination nationale (Q61); jumelages avec d'autres pays (Q62); et la coordination et l'engagement de l'agent de l'AEWA avec le Plan stratégique de la CDB (Oui = '●'; n = '○'; pas de réponse = '-'; Oui, mais pas opérationnelle (seulement pertinent pour Q.61) = ■)

* N.B. À la question 61, le nombre de Parties ayant répondu «oui» a été considéré comme le nombre de Parties ayant répondu «oui, opérationnel sur une base régulière».

	Q57	Q58	Q59	Q60	Q61	Q62	Q63
Partie	Parties non contractantes approchées pour les encourager à ratifier l'Accord	A soutenu/développé des projets de coopération internationale pour la mise en œuvre de l'AEWA	Don au Fonds de petites subventions de l'AEWA	Financements donnés ou en nature au Secrétariat de l'AEWA	Mécanisme national de coordination pour la mise en œuvre de l'AEWA, avec des liens vers d'autres AME	Jumelages conclus ou envisagés avec d'autres pays	Les agents responsables de l'AEWA ont coordonné et engagé le processus national pour mettre en œuvre la CDB
Afrique du Sud	●	●	○	●	●	○	●
Albanie	○	○	○	○	●	○	○
Algérie	○	●	○	●	○	●	●
Allemagne	●	●	○	●	●	●	●
Belgique	○	○	○	○	●	●	●
Bulgarie	○	○	○	○	○	○	●
Chypre	○	○	○	○	○	-	-
Croatie	○	○	○	○	●	○	●
Danemark	●	○	○	○	○	○	○
Estonie	○	○	○	●	●	○	●
Ethiopie	○	●	○	○	■	○	●
France	●	○	○	●	○	●	●
Ghana	○	○	○	●	●	○	●
Hongrie	●	●	○	○	●	●	●
Italie	○	○	○	○	●	○	●
Kenya	○	○	●	●	●	○	●
Lettonie	○	○	○	○	●	●	●
Libye	○	○	○	○	●	●	●
Luxembourg	○	○	○	○	●	●	●
Madagascar	○	○	○	○	●	●	●
Mali	○	○	○	○	■	●	●

	Q57	Q58	Q59	Q60	Q61	Q62	Q63
Partie	Parties non contractantes approchées pour les encourager à ratifier l'Accord	A soutenu/développé des projets de coopération internationale pour la mise en œuvre de l'AEWA	Don au Fonds de petites subventions de l'AEWA	Financements donnés ou en nature au Secrétariat de l'AEWA	Mécanisme national de coordination pour la mise en œuvre de l'AEWA, avec des liens vers d'autres AME	Jumelages conclus ou envisagés avec d'autres pays	Les agents responsables de l'AEWA ont coordonné et engagé le processus national pour mettre en œuvre la CDB
Maroc	○	○	○	○	○	○	●
Moldavie	○	○	○	○	■	●	●
Monténégro	○	○	○	○	○	○	●
Nigeria	○	○	○	○	○	○	●
Norvège	○	●	○	○	●	●	●
Ouganda	○	●	○	●	-	●	-
Pays-Bas	○	●	○	●	●	●	●
République Tchèque	○	○	○	○	●	○	●
Royaume-Uni	○	○	●	●	●	●	●
Slovaquie	○	●	○	○	○	●	●
Slovénie	○	○	○	○	●	○	●
Soudan	○	●	○	○	●	●	●
Suède	○	○	○	○	●	●	●
Suisse	●	●	○	○	●	●	●
Swaziland	○	●	○	○	●	○	●
Syrie	●	○	○	○	●	○	●
Tunisie	○	●	○	●	○	●	●
Ukraine	○	●	○	○	●	●	●
Nbre. de Parties répondant 'Oui'	7	14	2	11	26*	21	35
% de RP (n=39)	18%	36%	5%	28%	67%	54%	90%
% de CP (n=65)	11%	11%	3%	17%	40%	32%	54%

Tableau 44. Réponses des Parties décrivant la recherche sur le changement climatique, l'évaluation et/ou des mesures d'adaptation qui sont pertinentes pour les oiseaux d'eau migrateurs et qui ont été entreprises ou prévues dans chaque pays (Q65a-f) (Oui = ●; Prévus = □; Non ○ =; Aucune réponse = '-').

Partie	Q65a Recherches et études des impacts du changement climatique sur les oiseaux d'eau	Q65b Évaluation des habitats potentiellement vulnérables au changement climatique	Q65c Évaluation des espèces potentiellement vulnérables au changement climatique	Q65d Examen des politiques nationales pertinentes sur la conservation	Q65e Plan d'action national pour aider les oiseaux d'eau à s'adapter au changement climatique	Q65f Autres activités pertinentes entreprises ou prévues
Afrique du Sud	●	●	●	□	-	○
Albanie	○	●	●	□	○	○
Algérie	○	○	○		○	○
Allemagne	●	●	●	●	●	○
Belgique	○	□	○	●	○	○
Bulgarie	○	-	-	-	-	○
Chypre	●	-	-	-	-	-
Croatie	○	○	○	○	○	○
Danemark	●	●	●	○	○	○
Estonie	●	○	●	○	□	○
Ethiopie	□	□	□	□	●	●
France	□	□	□	□	□	○
Ghana	□	○	○	○	○	○
Hongrie	○	●	○	●	○	○
Italie	○	○	○	○	○	○
Kenya	□	□	□	□	□	-
Lettonie	○	○	○	○	○	○
Libye	●	○	□	○	○	○
Luxembourg	○	□	○	○	○	○
Madagascar	●	●	●	○	●	○
Mali	●	□	□	□	□	●
Maroc	○	○	○	○	○	○
Moldavie	□	-	-	□	-	-
Monténégro	□	□	□	□	□	○
Nigeria	○	□	○	□	□	○

	Q65a	Q65b	Q65c	Q65d	Q65e	Q65f
Partie	Recherches et études des impacts du changement climatique sur les oiseaux d'eau	Évaluation des habitats potentiellement vulnérables au changement climatique	Évaluation des espèces potentiellement vulnérables au changement climatique	Examen des politiques nationales pertinentes sur la conservation	Plan d'action national pour aider les oiseaux d'eau à s'adapter au changement climatique	Autres activités pertinentes entreprises ou prévues
Norvège	●	○	○	○	○	○
Ouganda	□	□	□	●	○	○
Pays-Bas	●	●	●	●	●	-
République Tchèque	●	○	○	○	○	○
Royaume-Uni	●	●	●	●	○	●
Slovaquie	□	□	□	□	□	-
Slovénie	○	○	○	○	○	○
Soudan	□	□	□	□	○	●
Suède	●	□	○	□	□	○
Suisse	●	●	○	●	□	○
Swaziland	●	●	●	□	□	○
Syrie	○	□	○	□	○	○
Tunisie	●	□	○	○	○	○
Ukraine	●	●	●	□	○	○

Tableau 45a. Parties avec leurs projets de recherche respectifs ou des études relatives aux impacts du changement climatique sur les oiseaux d'eau et les références fournies (Q65a).

Partie	Entreprises	Prévues
Afrique du Sud	Recherche sur la relation entre les précipitations et la survie et la reproduction de la grue bleue et la réponse de pingouins africains, cormorans du Cap et les sternes au déplacement des proies vers l'est (sardines et anchois).	-
Allemagne	Nombre limité de projets de recherche traitant sur des espèces d'oiseaux d'eau individuelles mais concentration sur habitats importants, les écosystèmes et les zones de conservation.	-
Chypre	Projet LIFE Oroklini SPA (2012-2014) pour conserver les niveaux d'eau	-
Danemark	Participation au réseau sur les oiseaux d'eau nordiques et le climat	-
Estonie	Changements induits par le climat en hiver dans l'abondance des oiseaux d'eau migrateurs par rapport aux aires protégées de l'UE (2015).	-
Ethiopie	-	Étude des impacts du changement climatique sur la communauté d'oiseaux des lacs Abijatta-Shalla
France	-	De nombreuses études ont été réalisées ou prévues par certains laboratoires (MNHN, CNRS, Universités, la Tour du Valat), mais pas nécessairement sur les oiseaux d'eau de l'AEWA
Ghana	-	Actuellement des recherches sur les impacts climatiques mais pas spécifiquement sur les oiseaux d'eau.
Kenya	-	Aucun listé en raison de besoin de financement.
Libye	Etude de l'impact du changement climatique sur les tendances des populations d'oiseaux marins en Libye (2013).	-
Madagascar	Étude sur la vulnérabilité des espèces oiseaux de mer au changement climatique (2012).	-
Mali	Compte-rendu sur l'impact du changement climatique (2013).	-
Moldavie	-	Pas de références fournies
Monténégro	-	Pas de références fournies
Norvège	Projets en cours (par exemple SEAPOP) et les activités de surveillance de l'observatoire d'oiseaux et programme national de surveillance terrestre.	-
Ouganda	-	Pas de références fournies, citant le manque de financement et le manque de recherche.
Pays-Bas	Un large éventail d'institutions et d'universités sont impliquées, y compris; Wageningen UR, l'Université de Groningen et l'Université Radboud avec un article dans Nature intitulé "Nature article on Differences in the climatic debts of birds and butterflies at a continental scale" (2012).	-
République Tchèque	Les études de l'Université Charles à Prague enquêtant sur le changement climatique et les oiseaux dans une perspective globale.	-

Partie	Entreprises	Prévues
Royaume-Uni	Effets observés et prévus du changement climatique sur l'abondance des espèces dans les aires protégées (2013), les changements dus au climat- dans l'abondance des oiseaux d'eau d'hiver par rapport aux aires protégées de l'UE (2015) et Oiseaux et Changement climatique. Impacts et réponses de conservation. (2014).	-
Slovaquie	-	Mesures inclues dans les plans adoptés et / ou développés récemment (Stratégie d'adaptation au changement climatique, Stratégie et plan d'action de la biodiversité, la politique nationale des zones humides et de son Plan d'action).
Soudan	-	Effet sur les populations de pintades et d'autres espèces oiseaux d'eau de la chasse et l'empoisonnement par les populations locales.
Suède	Changements climatiques rapides entraînés sur la distribution hivernale de trois espèces communes d'oiseaux d'eau (2013) et les effets observés et prédits du changement climatique sur l'abondance des espèces dans les aires protégées (2013).	-
Suisse	Projet ClimBird étudiant la distribution et l'abondance des oiseaux suisses en réponse aux changements climatiques et aux activités humaines. Changements climatiques rapides entraînés sur la distribution hivernale de trois espèces communes d'oiseaux d'eau (2013) et les effets observés et prédits du changement climatique sur l'abondance des espèces dans les aires protégées (2015).	-
Swaziland	Evaluation de la vulnérabilité nationale et de l'adaptation de la biodiversité et des écosystèmes (2014).	-
Tunisie	Activités de modélisation des effets du changement climatique sur les sites ont été lancés, impliquant l'Agence de Protection et d'Aménagement du Littoral (APAL).	-
Ukraine	Projet financé par l'UE: Intégration du changement climatique dans la gestion des écosystèmes vulnérables: les parcs naturels dans les zones humides et les zones forestières.	-

Tableau 45b. Parties avec leurs évaluations respectives de la vulnérabilité potentielle des habitats d'oiseaux d'eau clés au changement climatique et les références (Q65b).

Partie	Entreprises	Prévues
Afrique du Sud	Étude sur les Iles du Prince Edouard a identifié les tendances dans le nombre et le succès de reproduction des oiseaux de mer menacés dans les systèmes de fronts océaniques hautement productifs. Les tendances semblaient refléter les changements océaniques qui peuvent avoir des conséquences mondiales.	-
Albanie	Stratégie nationale de communication a rapporté Convention-cadre des Nations Unies sur le Changement climatique (CCNUCC)	-
Allemagne	Aider les écosystèmes en Europe à s'adapter au changement climatique (2014) ; Biodiversité menacée dans la mer du Nord et la mer Baltique (2012) ; Impacts du changement climatique sur la mer Wadden et les implications pour la conservation des estuaires (2010) ; et Changement climatique et écologie (2009).	-
Belgique	-	L'Institut pour la Nature et la Recherche forestière prévoit d'effectuer une étude de la littérature pertinente des recherches sur les effets du changement climatique sur la nature en Flandre. L'Université de Gand a réalisé une étude générale sur l'adaptation climatique avec une étude de cas sur un habitat clé des oiseaux d'eau.
Danemark	Etudes comprenant : la mesure dans laquelle les oies de brent à ventre pâle et autres oiseaux d'eau peuvent être affectées dans les futurs scénarios de l'élévation du niveau de la mer, la gestion des pâturages pour combattre les impacts de l'élévation du niveau marin induite par le changement climatique sur les oiseaux d'eau des marais salants (2013). Prévision de l'inondation des habitats côtiers des oiseaux d'eau (2014).	-
Ethiopie	-	Le futur réseau de sites résilients au changement climatique dans la voie de migration d'Afrique-Eurasie mis en œuvre autour de trois lacs.
France	-	Adoption d'un plan national d'action général sur l'adaptation au changement climatique (2013).
Hongrie	Ecologie et gestion des lacs dans le bassin des Carpates (2013).	-
Kenya	-	Pas de références fournies, citant le manque de financements.
Luxembourg	-	Pas de références fournies.
Madagascar	Étude sur la vulnérabilité des espèces d'oiseaux de mer au changement climatique (2012).	
Mali	-	La Stratégie nationale pour Changement climatique Mali vise à permettre au Mali de réaliser une cartographie des priorités et intégrer les efforts de différents secteurs.
Monténégro	-	Pas de références fournies.

Partie	Entreprises	Prévues
Nigeria	-	L'Institut de recherche ornithologique AP Leventis (APLORI) envisage de procéder à ces évaluations dès que possible.
Ouganda	-	Pas de références fournies, citant le manque de financements.
Pays-Bas	Het Blauwe Hart a évalué la hausse des niveaux d'eau par rapport aux réserves naturelles, les conséquences du changement climatique et le 'Climate Buffer Coalition' et Savon ont évalué la relation entre l'affaissement des marais salés et l'inondation des oiseaux nicheurs Ameland (2014), respectivement.	-
Royaume-Uni	Effets observés et prévus du changement climatique sur l'abondance des espèces dans les aires protégées (2013).	-
Slovaquie	-	Mesures incluses dans les plans adoptés et / ou développés récemment (Stratégie d'adaptation au changement climatique, Stratégie et plan d'action de la biodiversité, la politique nationale des zones humides et de son Plan d'action).
Soudan	-	Recherche se concentrant sur les barrages et les berges de la rivière Nile Bleu et Nile Blanc.
Suède	-	Aucune évaluation des oiseaux d'eau en particulier. Cependant, l'impact du changement climatique sur les habitats sera inclus lors de la planification des aires protégées ainsi que le développement de nouveaux/de mises à jour SAP nationales.
Suisse	Projet Changement climatique et hydrologie en Suisse (CCHydro) sur les effets du changement climatique sur les niveaux d'eau en Suisse d'ici 2100.	-
Swaziland	Evaluation de la vulnérabilité nationale et de l'adaptation de la biodiversité et des écosystèmes (2014).	-
Syrie	-	Plans visant à évaluer les changements d'habitats en raison de la modification récente des ressources, des usages et de l'environnement.
Tunisie	-	Pas de références fournies.
Ukraine	Publication des «écosystèmes vulnérables de la Réserve Polissya et son voisinage dans des conditions de réchauffement de la planète: problèmes et solutions".	-

Tableau 45c. Parties avec leurs évaluations respectives de la vulnérabilité potentielle des espèces d'oiseaux d'eau au changement climatique et les références fournies (Q65c).

Partie	Entreprises	Prévues
Afrique du Sud	Recherche sur la relation entre les précipitations et la survie et la reproduction de la grue bleue et la réponse de pingouins africains, cormorans du Cap et les sternes au déplacement des proies vers l'est (sardines et anchois).	
Albanie	Stratégie nationale de communication a rapporté Convention-cadre des Nations Unies sur le Changement climatique (CCNUCC)	-
Allemagne	Une enquête approfondie a été menée pour évaluer la vulnérabilité des animaux au changement climatique en Allemagne menant à une analyse de la sensibilité climatique (2011).	
Danemark	Le réseau de NOWAC, a compilé deux révisions sur cette question: Effets du changement climatique sur les canards européens: que savons-nous et que devons-nous savoir? (2013) et les menaces actuelles et potentielles pour les populations de canards nordiques: un exercice d'analyse prospective (en révision).	-
Estonie	Les impacts potentiels des changements sur les réseaux écologiques, l'utilisation des terres et le climat sur la population de la grue eurasien en Estonie (2015)	-
Ethiopie	-	L'étude proposée sur les flamants roses dans les lacs Chitu, Abijatta & Shalla et l'évaluation proposée du lac Abe.
France	-	Action 1 du Programme d'action sur la biodiversité prévoit d'intégrer les questions de biodiversité liées à l'adaptation au changement climatique dans la recherche et l'expérimentation. Action 2 prévoit de renforcer les outils de surveillance existants pour prendre en compte les effets du changement climatique sur la biodiversité.
Kenya	-	Pas de références fournies.
Libye	-	EGA et les chercheurs de l'université ont planifié et préparé un projet visant à évaluer le potentiel de la vulnérabilité des oiseaux d'eau au changement climatique, mais le manque de financement et la situation en Libye ont rendu la mise en œuvre difficile.
Madagascar	Étude sur la vulnérabilité des espèces d'oiseaux de mer au changement climatique (2012).	
Mali	-	Le Programme National des zones humides
Monténégro	-	Aucune évaluation disponible.
Ouganda	-	Pas de références fournies, citant le manque de financements.
Pays-Bas	Centre néerlandais Sovon pour l'Ornithologie de terrain a évalué si l'abondance hivernale de <i>Mergellus albellus</i> a changé au cours entre 1990-2011, le rôle du réchauffement climatique dans les changements dans la répartition et l'efficacité des Zones de protection spéciale (ZPS, directive Oiseaux de l'UE) dans le cadre du changement climatique.	

Partie	Entreprises	Prévues
Royaume-Uni	Les effets du changement climatique sur l'intérêt ornithologique des Zones de Protection Spéciale du Royaume-Uni (2009-2011).	
Slovaquie	-	Mesures incluses dans les plans adoptés et / ou développés récemment (Stratégie d'adaptation au changement climatique, Stratégie et plan d'action de la biodiversité, la politique nationale des zones humides et de son Plan d'action).
Soudan	-	Trois tours d'observation ont été établies dans le Parc National de Dinder pour améliorer la vision et le recensement des oiseaux d'eau avec l'augmentation du stockage de l'eau de certaines zones humides améliorées par l'approfondissement des bassins d'eau à l'intérieur du parc national depuis 2010.
Swaziland	Évaluation de la vulnérabilité nationale et de l'adaptation de la biodiversité et des écosystèmes (2014).	
Ukraine	Évaluations pour plusieurs espèces d'oiseaux (par exemple <i>Ciconia nigra</i>) ont été réalisées par la Station ornithologique Azov et la mer Noire.	

Tableau 45d. Parties avec leurs révisions respectives des politiques nationales de conservation pertinentes sur les oiseaux d'eau et le changement climatique et références fournies (Q65d).

Partie	Entreprises	Prévues
Afrique du Sud	-	Pas de références fournies.
Albanie	-	En progrès dans la première version de la Stratégie sur le changement climatique du pays.
Allemagne	Rapport "Impacts du changement climatique sur la faune, la flore et les habitats, ainsi que des stratégies d'adaptation" visant à synthétiser les données disponibles et les connaissances actuelles sur les effets du changement climatique sur les espèces et leurs habitats et à délimiter les stratégies d'adaptation spécifiques pour la conservation.	
Belgique	La Stratégie nationale de la biodiversité a été révisée et est pertinente pour les oiseaux d'eau et le changement climatique, même si sa portée est beaucoup plus large.	-
Ethiopie	Pour être spécifiquement / séparément entrepris dans un avenir proche.	
France	-	Deux actions au sein du Programme d'action de biodiversité adressent la gestion intégrée des territoires avec le changement climatique et l'intégration du changement climatique dans les stratégies et plans pour la préservation de la biodiversité.
Hongrie	Le rapport VAHAVA intitulé "Changement climatique et Hongrie: l'atténuation des risques et la préparation aux effets" (2010)	
Kenya	-	Pas de références fournies.
Mali	-	Trois objectifs de la Stratégie nationale traitent de la faune, y compris les oiseaux et leurs habitats, afin d'assurer un réseau écologiquement représentatif d'aires protégées, des mesures efficaces sont prises pour préserver et restaurer les zones pour la flore et la faune menacées et mesures d'atténuation contre les effets indésirables du changement climatique.
Moldova	-	Pas de références fournies.
Monténégro	-	Pas de références fournies.
Nigeria	-	Faune et changement climatique sont couverts dans la Politique forestière nationale (2006). La politique sera examinée dès que possible.
Ouganda	La Loi sur la faune d'Ouganda (2014) est à l'étude pour intégrer les questions de changement climatique, entre autres.	
Pays-Bas	Pavon-Jordan et al., (2015) "Climate-driven changes in winter abundance of a migratory waterbird in relation to EU protected areas"	

Partie	Entreprises	Prévues
Royaume-Uni	CHAINSPAN (Réseaux sur les impacts du changement climatique sur l'intérêt ornithologique des aires protégées) a modélisé les impacts du changement climatique sur l'abondance des espèces d'oiseaux migrateurs de l'annexe I et les espèces protégées par les ZPS au Royaume-Uni et a fourni des conseils politiques. Ausden <i>et al.</i> , (2015) ont étudié le changement climatique et l'avifaune de la Grande-Bretagne.	
Slovaquie	-	Mesures incluses dans les plans adoptés et / ou développés récemment (Stratégie d'adaptation au changement climatique, Stratégie et plan d'action de la biodiversité, la politique nationale des zones humides et de son Plan d'action).
Soudan	-	Avec l'aide de la FAO (Renforcement des capacités de conservation de la faune et le développement durable des zones protégée dans les pays du Proche-Orient-mai 2012) un document a été préparé comme Politique sur la faune du Soudan.
Suède	-	Aucune évaluation des oiseaux d'eau en particulier. Cependant, l'impact du changement climatique sur les habitats sera inclus lors de la planification des aires protégées ainsi que le développement de nouveaux/de mises à jour SAP nationales.
Suisse	La Suisse a adopté une stratégie globale en deux parties sur l'"Adaptation au changement climatique en Suisse". La première partie décrit les objectifs, les défis et les champs d'action dans l'adaptation au changement climatique. La deuxième partie de la stratégie comprend un plan d'action comprenant 63 mesures d'adaptation au changement climatique à mettre en œuvre d'ici à 2019.	
Swaziland	-	Prévues dans le cadre du projet financé par le FEM sur le renforcement des aires protégées à compter de juin 2015.
Syrie	-	Doit être révisé lorsque les politiques nationales pour la conservation de la biodiversité sont examinées dans un proche avenir.
Ukraine	-	Des plans existent pour formuler des orientations et des tâches pertinentes dans le cadre des politiques nationales de conservation.

Table 46. Réponses des Parties sur l'utilisation des Lignes directrices de l'AEWA (Q6, 9, 13, 19, 21, 26, 32, 36, 38, 45 et 66). (Oui = ●; Non= ○; Non applicable = 'N/A'; Pas de réponse= '-').

Question:	Q6	Q9	Q13	Q19	Q21	Q26	Q32	Q36	Q38	Q45	Q66
Utilisation des Lignes directrices pour/sur...											
Partie	... préparation des Plans d'action nationaux par espèce	... identification et prise en main des situations d'urgence	...translocation à des fins de conservation	... éviter l'introduction d'espèces d'oiseaux d'eau non indigènes	... préparation d'inventaires de sites	...gestion des sites clés	... prélèvement durable	... comment éviter, minimiser ou atténuer l'impact de développements d'infrastructures	... comment éviter ou atténuer l'impact des réseaux électriques	... protocole de surveillance	...mesures nécessaires pour aider l'adaptation au changement climatique
Afrique du Sud	○	○	N/A	○	○	●	○	○	○	●	○
Albanie	○	○	○	●	●	●	○	○	○	●	○
Algérie	●	●	○	○	●	●	○	●	○	●	●
Allemagne	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Belgique	○	○	N/A	○	○	○	●	○	○	○	○
Bulgarie	○	N/A	N/A	○	○	○	○	-	-	-	-
Chypre	○	○	○	○	○	-	○	-	-	●	-
Croatie	○	○	○	○	○	○	○	●	○	○	N/A
Danemark	○	N/A	N/A	○	○	○	○	○	○	○	○
Estonie	●	●	N/A	●	●	●	●	●	●	●	○
Ethiopie	○	○	○	○	●	●	○	●	○	●	●
France	●	○	○	●	○	○	○	○	●	●	●
Ghana	○	N/A	○	○	○	○	○	○	●	●	○
Hongrie	○	N/A	N/A	●	N/A	●	●	●	●	●	○
Italie	●	○	N/A	●	○	○	○	●	○	○	N/A
Kenya	●	●	N/A	●	●	●		●	●	●	○
Lettonie	○	○	○	○	○	●	●	●	●	●	N/A
Libye	○	○	○	N/A	●	○	○	●	○	●	○
Luxembourg	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	N/A
Madagascar	●	○	●	○	●	●	○	○	○	●	○
Mali	○	○	○	○	●	○	○	○	○	○	○
Maroc	●	N/A	N/A	N/A	○	●	○	●	○	○	○
Moldavie	○	○	-	●	●	●	●		●	●	-

Question:	Q6	Q9	Q13	Q19	Q21	Q26	Q32	Q36	Q38	Q45	Q66
Utilisation des Lignes directrices pour/sur...											
Partie	... prépara- tion des Plans d'action nationaux par espèce	... identifica- tion et prise en main des situations d'urgence	...translo- cation à des fins de conservati on	... éviter l'introduc- tion d'espèces d'oiseaux d'eau non indigènes	... prépara- tion d'inventair es de sites	...gestion des sites clés	... prélève- ment durable	... comment éviter, minimiser ou atténuer l'impact de développe- ments d'infrastructur es	... comment éviter ou atténuer l'impact des réseaux électriques	... protocol e de surveilla nce	...mesures nécessaires pour aider l'adapta- tion au change- ment climatique
Monténégro	○	○	○	○	○	●	○	●	●	●	○
Nigeria	○	○	○	○	○	○	○	N/A	N/A	○	●
Norvège	●	○	●	●	○	○	○	○	○	○	○
Ouganda	●	N/A	N/A	N/A	○	●		○	-	●	○
Pays-Bas	N/A	N/A	N/A	○	N/A	N/A	N/A	N/A	●	N/A	●
République Tchèque	○	●	○	○	○	○	○	○	○	●	○
Royaume- Uni	○	○	N/A	○	○	○	○	○	○	○	○
Slovaquie	○	○	N/A	○	○	○	●	○	●	●	○
Slovénie	●	●	N/A	○	○	●	○	○	●	●	N/A
Soudan	○	○	○	○	●	●	●	●	○	○	●
Suède	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○
Suisse	●	○	○	●	○	N/A	○	○	○	○	●
Swaziland	●	○	○	○	●	●	○	○	○	●	●
Syrie	●	N/A	○	○	●	●	○	N/A	N/A	●	N/A
Tunisie	○	○	N/A	○	○	○	○	●	○	○	○
Ukraine	●	○	○	○	●	●	○	○	○	●	○